



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

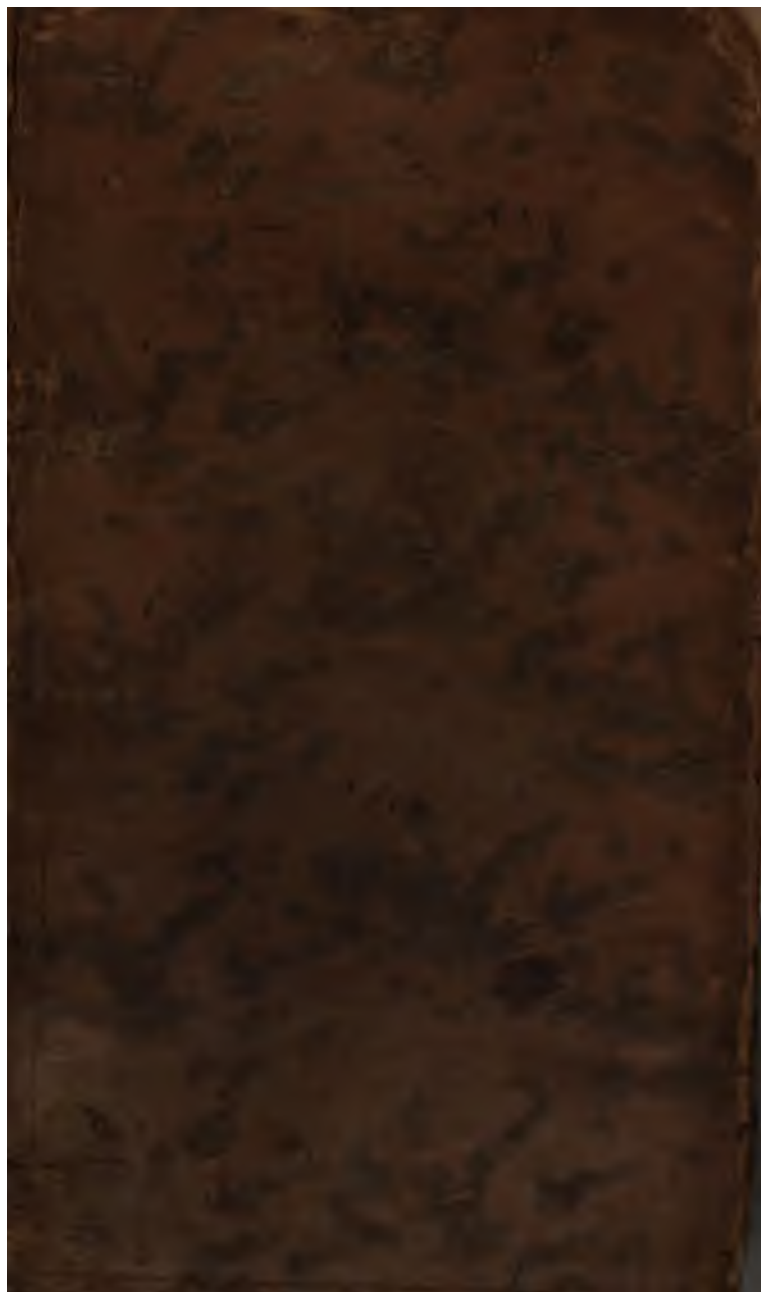
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



✓ 116. a 24.





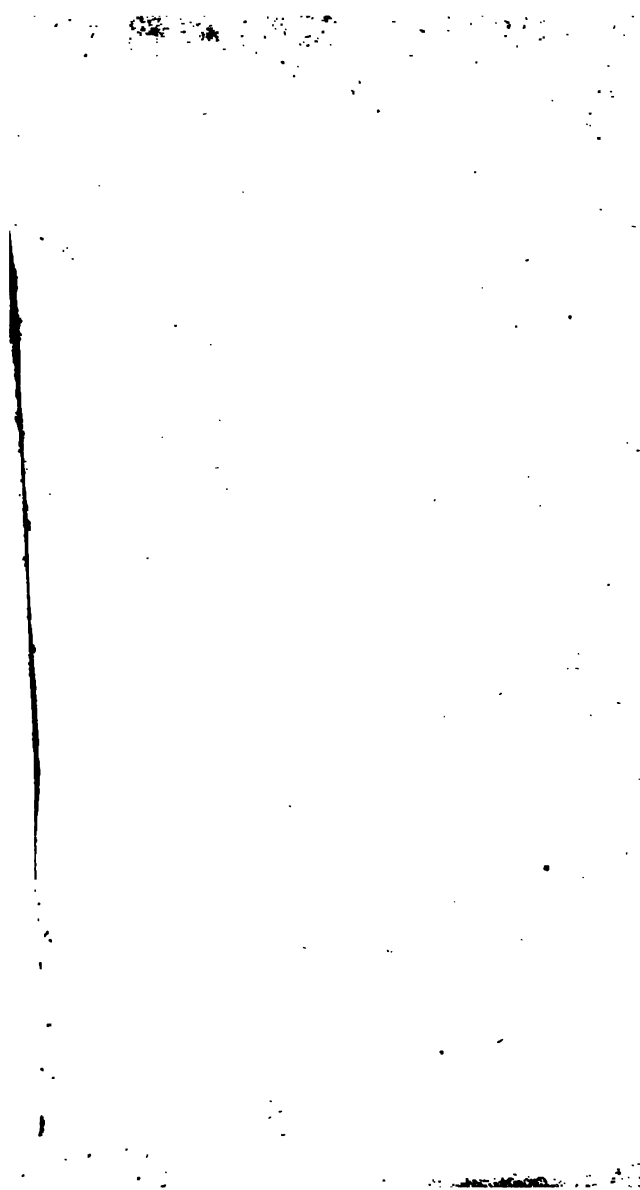
2267 **FINANCES.** Recherches et considéra-  
tions sur les finances de la France, de-  
puis 1595 jusqu'en 1721 (par de Forbon-  
nais, inspecteur général des Monnaies.  
Liège, 1758, 6 vol. in-12, v. m. 39 ta-  
bleaux hors texte (157). 18 fr.

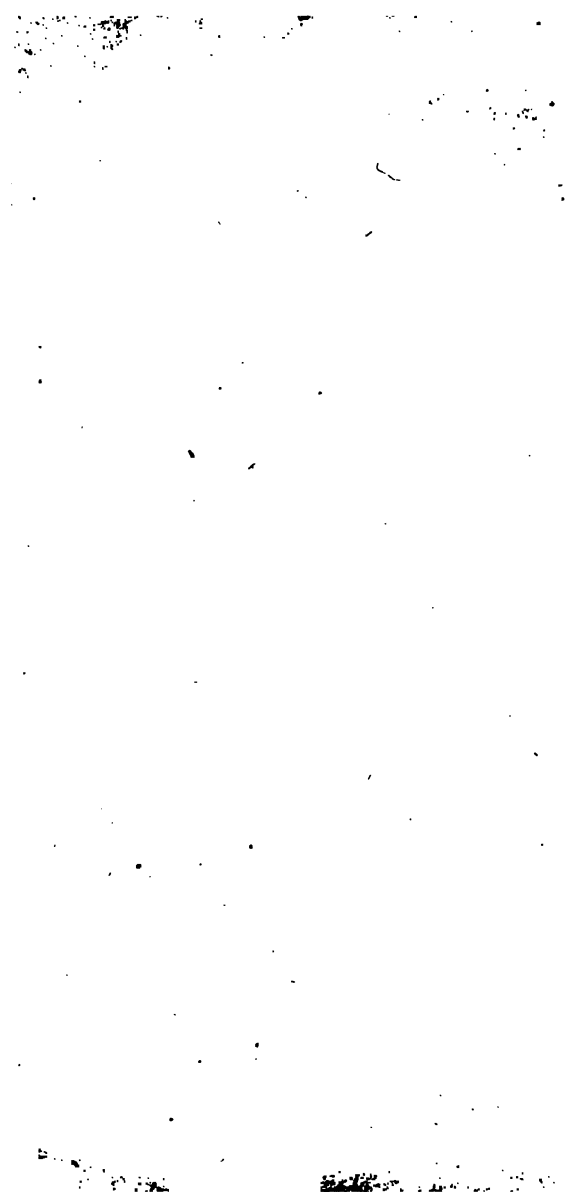
Ouvrage dans lequel ont puisé tous  
ceux qui, ont recherché les causes  
et déterminé les effets des variations  
qu'ont éprouvées les ressources finan-  
cières de la France. L'auteur, em-  
brassant l'histoire financière des pays  
d'États et de ceux qui avaient été in-  
corporés à la couronne sans *réduction*,  
bien souvent, explique les causes média-  
tes de certaines résistances à l'autorité  
royale.

6 vol

72182

157





*RECHERCHES*  
ET  
CONSIDERATIONS  
SUR  
*LES FINANCES*  
DE FRANCE.

*TOME PREMIER.*

par J. J. J. J. J.

RECHERCHES

ET

CONSIDÉRATIONS

SUR

LES FINANCES

DE FRANCE,

*Depuis 1595 jusqu'en 1721.*

*[par Fr. de La Harpe]*

TOME PREMIER.

1



A LIEGE.

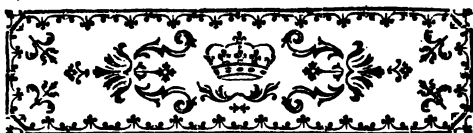
---

M. DCC. LVIII.

*1758. 24*







*RECHERCHES*  
ET CONSIDERATIONS  
SUR  
LES FINANCES  
DE FRANCE,  
*Depuis 1595 jusqu'en 1721.*



'AGRANDISSEMENT des  
Etats par la guerre n'a fait  
jusqu'à présent que multi-  
plier & réunir leurs enne-  
mis : mais enfin l'expérien-  
ce d'une longue suite de siècles & de  
vicissitudes a détruit le phantôme que  
l'esprit de conquête avoit présenté aux  
hommes pour les séduire. Les Peuples  
auxquels leur situation & la grandeur  
de leurs domaines ont donné une supé-  
riorité sur chacun des autres en parti-  
culier, ont cherché à la conserver ; ils se  
sont contentés d'inspirer la confiance &  
le respect, à la place de l'envie & de la

*Tome I,*

A

## 2      *Recherches & Considérations*

crainte : les autres moins puissants , mais tranquilles à l'abri des alliances formées pour la défense commune , ont fait des efforts pour accroître leurs forces intérieures.

L'esprit de conservation a appelé le Commerce à son secours ; l'abondance a suivi le Commerce , & les hommes ont suivi l'argent l'équivalent de toutes choses , & qui si souvent en devient la mesure. Les Législateurs ont connu une nouvelle sorte de gloire bien plus solide , puisqu'elle est fondée sur le bonheur de l'humanité ; & un nouveau genre de puissance dont l'acquisition est infiniment plus utile , puisque sans prodiguer leurs trésors & leurs sujets , ils sont parvenus à augmenter leur influence & leur considération dans les affaires générales. Les richesses du Peuple sont nécessairement le gage de celles du Prince ; & *la Finance* , ou l'art d'assigner , de percevoir , & ensuite de répandre la portion d'intérêt qu'ont les Souverains dans l'aisance publique , a toujours éprouvé les mêmes révolutions que le Commerce. Ces deux branches de l'administration intérieure des Empires forment aujourd'hui la base de toutes les spéculations politiques , &

leur étude est une occupation principale pour les véritables hommes d'Etat.

Si dans la pratique, ces deux parties semblent se contrarier quelquefois, il n'en est que plus important à la Politique d'en réunir la connoissance & les vûes, de les guider d'un pas égal par des principes certains & uniformes, enfin de les associer. En effet elles sont amies tant qu'elles ne se disputent point leurs droits légitimes; elles ne peuvent même se passer l'une de l'autre. Sans Commerce les hommes manqueront d'occupation & d'aisance, l'Etat de sujets & de tributs. Sans la Finance la protection du Souverain manquera au Commerce; l'industrie naissante d'une Nation sera exposée à la rivalité ambitieuse de l'industrie étrangère.

On pense communément que nous avons ouvert très-tard les yeux à la lumière; que les Anglois & les Hollandois avoient médité profondément sur ces deux arts long-tems avant que nous eussions apperçu leur influence. Mais cet Ouvrage contribuera peut-être à rectifier nos idées sur la science de nos peres dans les matieres économiques, & conservera à notre Nation l'honneur d'avoir eu la premiere de bonnes Loix

#### *Recherches & Considérations*

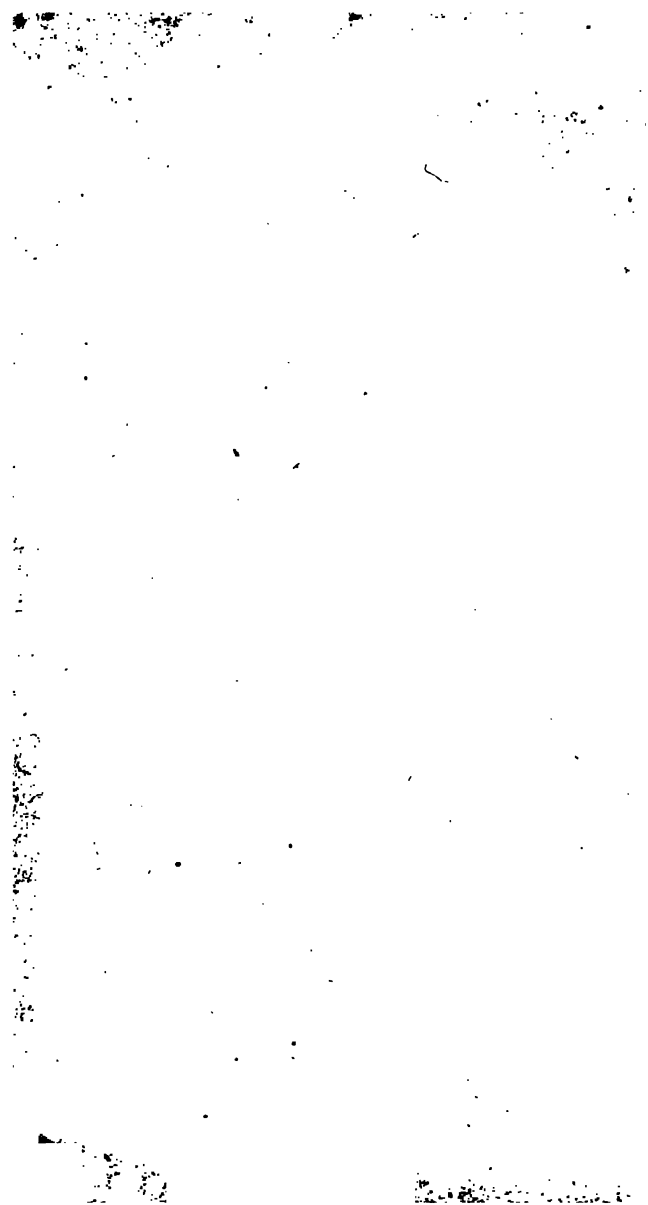
en toutes choses , & peut-être la honte de les avoir mal exécutées. Avant 1576 on convenoit unanimement des principes qui ont été ressuscités & démontrés de nos jours. Peut-être n'en avoit-on pas approfondi les causes & la liaison ; mais l'expérience , & la justesse ordinaire aux esprits solides , en accrédoient la pratique. Les besoins publics & le malheur des guerres civiles en firent négliger la trace ; mais elle ne fut point oubliée , puisque le vœu général de la Nation assemblée reclama deux fois ces mêmes maximes au commencement du siècle dernier. De nouveaux troubles étoufferent l'esprit public , & l'impuissance de choisir les moyens de secourir la Republique , accoutuma à l'indifférence sur le choix : des hommes de génie parurent dans cet intervalle ; mais trop peu en garde contre le préjugé de l'ignorance commune , ils confondirent quelquefois la cause avec l'effet ; ils adopterent avec peu de choix les opérations des Anglois & des Hollandois , dans le tems même où ils revenoient sur leurs pas. Ces Peuples employerent utilement tout le tems que nous perdions : mais comme ils ont abusé de leur prospérité , nous pouvons aisément

*sur les Finances de France.*

nous promettre , quoiqu'en arriere d'une soixantaine d'années, de les devancer si nous suivons les mêmes principes qui les avoient rendus si florissans.

Quoique les préjugés attachés à une longue ignorance soient de tous les obstacles le plus difficile à vaincre , il commence à se répandre parmi nous des idées saines sur l'Agriculture & sur le Commerce. Il paroît donc tems de tourner les regards de la Nation sur les Finances , qui ne peuvent être que le produit d'un commerce fondé sur une agriculture florissante. Il est même absolument indispensable pour la prospérité de ces trois grandes parties de les considérer dans les rapports qu'elles ont entr'elles ; puisque, sans cette comparaison , on auroit de la peine à leur assigner le rang qu'elles doivent garder dans l'attention du Politique , & à conserver ce grand Tout contre les entreprises des intérêts particuliers , qui tendent sans cesse à en desunir les parties.

Un tems viendra sans doute où ces semences produiront des récoltes abondantes ; mais il faut ouvrir le sein d'une terre endurcie & couverte de plantes nuisibles qui en absorbent inutilement les sucs.



*RECHERCHES*

ET

CONSIDERATIONS

SUR

LES FINANCES

DE FRANCE.

*TOME PREMIER.*

par J. J. J. J. J.



RECHERCHES

ET

CONSIDÉRATIONS

SUR

LES FINANCES

DE FRANCE,

*Depuis 1595 jusqu'en 1721.*

*par Fr. de La Harpe.*

TOME PREMIER.

1



A LIEGE.

---

M. DCC. LVIII.

*1758*

10 *Recherches & Considérations*  
trop communs des meilleures entreprises.

La seule grace qu'on demande au Lecteur, c'est de ne point ployer les raisonnemens sous le joug de l'usage, mais de comparer ce qui s'est fait avec ce qui devoit être par la nature des choses d'après les principes des plus habiles Ministres, & une expérience de cent vingt-cinq années. On ne se flaté point d'ailleurs d'avoir toujours envisagé les objets comme ils devoient l'être; mais on a observé d'exposer les raisons qui ont déterminé à embrasser une opinion. Elles donneront occasion aux bons esprits d'étendre les connoissances du Public, soit en rectifiant ce qui aura été mal vû dans cet ouvrage, soit en donnant du poids aux vérités utiles qui n'auront pas été assez développées.

Cette même espérance a engagé à proposer, lorsque l'occasion s'en est présentée, quelques idées sur divers points de l'administration, malgré le danger de ces sortes de projets. Car le plus grand nombre des hommes semble plutôt exercé à proposer des difficultés qu'à produire des expédiens meilleurs & plus favorables à l'humanité : & il faut beaucoup

de droiture dans le cœur & dans l'esprit pour ne faire que des changemens utiles au plan d'autrui.

Il est difficile que des vérités écrites sans acception soient également goûtées de tout le monde ; mais si elles sont exposées sans amertume & sans humeur , si les égards pour les rangs & les personnes sont conservés , enfin si la critique naît du fond des choses plutôt que des réflexions , les honnêtes gens prendront hautement le parti de ces vérités utiles à l'Etat contre les insinuations artificieuses de ceux qui craignent de les voir adoptées. Assuré par la pureté de mes intentions qu'elles seront agréables aux citoyens zélés , & après avoir souvent éprouvé leur indulgence ; c'est moins un acte de courage qu'un tribut de reconnaissance , de m'exposer au danger de traiter des matieres délicates.

Dans des tems moins heureux & dans un siècle moins philosophique , un ouvrage de ce genre eût blessé les préjugés de la fausse politique qui a présidé longtemps à notre administration. L'ancienne Finance , aussi dure dans ses principes que dans sa régie , affectoit soigneusement une marche ténébreuse dans toutes ses opérations ; & son crédit ap-

## 12 *Recherches & Considérations*

puyé sur les nécessités publiques fit adopter les mêmes maximes au Gouvernement. C'est ainsi que fut substituée la crainte à la confiance, que les Ministres se trouverent dans une dépendance forcée des gens d'affaires, & furent trompés; que la difficulté de prouver les exactions leur assura l'impunité; qu'on éloigna toute idée de réforme; que les bons esprits furent découragés & éloignés de toute étude d'une partie si essentielle, & enfin qu'il a paru si peu d'hommes capables de l'administration des finances.

Si l'amour de la patrie & de la vérité n'étoit pas la plus forte passion des hommes en place, il seroit difficile qu'ils se défendissent de cette prétention si funeste au bien des affaires, d'avoir une volonté plus sûre que la raison d'autrui. De là l'étalage de ces généralités ou de ces sophismes, que le peuple ne doit pas être instruit, que la liberté d'écrire engendre la licence des murmures.

Ces maximes ont été inconnues aux grands hommes, qui se sont toujours fait un plaisir de dévoiler aux peuples la marche & les principes supérieurs de leurs opérations, de les intéresser au succès par la confiance que produit la connoissance des intérêts publics. Enfin

ces maximes feroient peu d'honneur à notre nation , si elles étoient susceptibles de quelque application solide : ce seroit la supposer incapable d'aimer le bien dès qu'elle le connoît , & plus docile à la crainte qu'à la raison. Son zele, sa fidélité, son obéissance , la pénétration dont elle est douée, tous les traits qui la caractérisent , méritent certainement plus de justice , d'amour & d'égards.

Mais les personnes qui se croyoient intéressées à donner du crédit à cette fausse politique, pouvoient-elles penser que le menu peuple s'attachât à la lecture des ouvrages œconomiques ? N'est-il pas un calcul plus simple , plus touchant pour lui, & au-dessus de tous les raisonnemens , le sentiment de ses besoins ou le contentement de son aisance ? Telles sont les regles & les bornes de sa politique. Au-dessous de l'intelligence des moyens il en abandonne la discussion aux Philosophes & aux Politiques , & il juge équitablement les systèmes adoptés par leurs effets : l'instruction naît indispensablement de l'expérience , quelque contrainte qu'on emploie.

Parmi le reste de la nation que peut-il résulter de l'instruction raisonnée, qu'un

14 *Recherches & Considérations*

vœu général pour le bien, & une facilité extraordinaire de l'opérer ? Si ce vœu est toujours prévenu, quel autre emploi les hommes feront-ils de leurs lumières que de se porter à une reconnoissance digne du bien qu'on leur fait ? Il est impossible de soupçonner chez les partisans de l'ignorance publique cette crainte odieuse de voir une trop grande concurrence parmi les hommes propres au maniement des affaires, ou de voir la génération qui s'élève jouir de secours qui leur ont manqué. Leur timidité a des principes plus honorables sans doute ; & persuadés qu'il est quelquefois des obstacles insurmontables à l'exécution des meilleurs desseins, ils desirent épargner à ceux qui ne connoissent pas les difficultés le chagrin de croire que le bien est négligé. Une réflexion très-simple surmontera cet embarras. La Politique intérieure est la seule dont je parle ; puisque la politique extérieure, souvent forcée dans ses combinaisons, employe presque toujours des moyens dépendans, & subordonnés à des circonstances précaires ou chancelantes ; elle n'attend ses succès que de la patience, du secret & de l'activité. Mais dans la politique intérieure les obstacles ne peuvent

naître que de la constitution ou des personnes.

Tout abus lié à la constitution est connu pour tel, & chacune a les siens, parce qu'elles sont l'ouvrage des hommes & des événemens qui les ont modifiées ; la science de l'administration ne consiste pas à opérer des changemens dans cette partie, mais à tempérer les excès.

Si les abus viennent des personnes, l'unique moyen de réforme c'est l'instruction publique, parce qu'elle dispose les esprits, rectifie leurs erreurs, fournit des moyens ; & l'autorité ne semble alors que se rendre au vœu public, lors même qu'elle arrive à l'objet qu'elle méditoit depuis long-tems. Dans l'administration intérieure, les moyens sont indépendans & nécessairement publics, puisqu'il faut annoncer les decrets à ceux qui doivent les exécuter ; mais ce qu'il faut surtout remarquer, son ressort véritable est la confiance, & pour inspirer la confiance, il faut être compris. On fait assez d'ailleurs que toutes les circonstances ne sont pas également propres à entreprendre toutes les opérations d'une certaine importance. Si les spéculations sont fausses, elles seront

16 *Recherches & Considérations*

contredites ; il se trouvera même des gens intéressés à jeter des nuages sur la vérité ; elle sortira pure & brillante du sein de la discussion. A l'égard de la licence , comme elle n'est jamais inspirée par le desir du bien , elle obscurcit même les vérités dont elle voudroit s'étayer , & elle excite l'indignation des honnêtes gens à mesure qu'ils sont plus éclairés.

Quoique les maximes qu'on vient de combattre soient rejetées aujourd'hui , & que les ouvrages œconomiques soient plutôt applaudis que reprouvés , on évitera avec soin de fournir à l'envie des prétextes de rendre celui-ci criminel. Les années qui en font l'objet n'ont rien de commun avec l'administration présente.

Je partagerai en cinq Epoques les tems que j'ai dessein de parcourir. La premiere commencera en 1595, jusqu'à l'année 1610, & renferme le tems où M. le Duc de Sully fut chargé de la Sur-Intendance des Finances.

La seconde époque comprendra l'espace de tems qui s'est écoulé depuis 1610, jusqu'à l'année 1661, dans laquelle M. Colbert fut chargé des Finances.



La troisième époque sera occupée par le Ministère de ce grand-homme qui mourut en 1683.

La quatrième commence au Ministère de M. Pelletier, & finit en 1715 à la mort du feu Roi.

Enfin la cinquième époque est destinée à parler des mesures qui furent prises pendant les vingt-huit premiers mois de la Régence, pour retirer l'Etat des circonstances déplorables où il étoit réduit; & sera terminée par une vûe générale du système des Finances de M. Law.

Chacune de ces époques sera plus ou moins remplie suivant les matériaux que j'aurai pû me procurer.

Remonter à des tems plus éloignés, c'eût été une recherche plus curieuse que nécessaire aux Politiques; la fortune de l'Etat n'a pas moins changé que sa constitution. Ce n'est pas que je ne croye cette matiere digne des Savans qui s'occupent de notre histoire; il seroit même intéressant d'avoir des connoissances bien positives sur nos anciennes Finances, où l'on découvreroit probablement la fausseté de plusieurs opinions qui n'ont rien de respectable qu'une espece d'antiquité, & de fon-

18 *Recherches & Considérations*

dement que le malheur des tems. Mais c'est une chose au-dessus de mes forces & trop éloignée de mon but , que de m'engager dans cet examen ; la contradiction des Auteurs qui s'y sont appliqués en prouve la difficulté , autant que l'incertitude de leurs découvertes :

Les tems qui ont suivi ces âges d'obscurité auroient été plus intéressans sans doute , & les détails eussent été plus sûrs. C'est en quelque façon à François I. que doit commencer l'histoire de nos Finances comme celle de nos intérêts politiques au-dehors : mais les troubles qui ont desolé si long-tems la France , jusqu'à ce qu'Henri le Grand monta sur le Trône , ne permirent de suivre ni principes ni vûes. Mon objet est de rapporter des faits qui présentent quelque instruction ; & pour les trouver , il faut partir d'une époque où l'autorité bien établie au-dedans laissa aux talens des Ministres le choix libre des moyens pour soutenir l'Etat.

Il paroît qu'en général les Francs n'abrogerent point les Loix Romaines par rapport aux impôts & aux contributions de toute espece ; que la maniere de les percevoir continua d'être à-peu-près la même jusqu'au regne de Pepin.

Quelques Auteurs rapportent que les Gaulois payoient en nature aux Préposés par les Gouverneurs Romains , le cinquième du fruit des arbres , & le dixième des produits de la terre : cè qui reviendrait à la Dixme Royale. On rapporte que Chilperic fit dresser un cadastre de toutes les terres de ses sujets. Il en fit depuis brûler les registres en sa présence , averti par les Evêques que cette recherche avoit attiré la malédiction de Dieu sur ses fils qui périssoient les uns après les autres. Sans garantir la fidélité de ces faits que je trouve dans d'anciens manuscrits , & dignes d'ailleurs de l'ignorance de ces tems , on en peut conclure du moins avec quelque vraisemblance , que l'impôt sur la valeur réelle des biens le plus juste & le plus simple a été un des premiers établis.

Sous le regne de Pepin il se fit de grands changemens dans cette partie , ainsi que dans tout le reste de l'administration politique. La forme que prirent ensuite les Finances se ressentit de la corruption à laquelle le droit féodal doit son origine. Le démembrement de la Monarchie fit perdre à la Couronne le peu de Domaines que lui avoit lais-

sés la prodigalité forcée des derniers Rois Carlovingiens. Il ne lui resta que ceux qui faisoient partie du fief auquel elle se trouva , pour ainsi dire , incorporée. Les réunions lui en rendirent successivement une partie considérable, mais un peu dénaturée par les changemens que les grands vassaux y avoient faits pendant leur usurpation ou leur engagement. L'effet le plus considérable de ces réunions par rapport aux Finances , fut de faire rentrer les Rois dans le droit que la nécessité leur donne de faire contribuer également tous les sujets que la prospérité de l'Etat intéresse.

Contrariés cependant par la Noblesse & le Clergé , ils appelèrent le Peuple à leur secours , & introduisirent un nouveau changement dans la constitution en donnant entrée au tiers ordre dans les États. Alors au Domaine qui consistoit en terres , censives , péages , droit de quint & requint , de régale , d'aubaine , furent joints d'autres revenus.

Pendant la prison du Roi Jean , les trois États accorderent , sous le nom d'aides pour un tems , douze deniers pour livre sur toutes les marchandises

& denrées vendues dans le Royaume, excepté sur le sel, le vin, & autres breuvages: il devint ensuite perpétuel sous Charles V, & sous le Règne de son fils il s'augmenta par l'imposition du vingtième & huitième du vin vendu en gros, du huitième & quatrième du vin vendu en détail. La gabelle ou impôt sur le sel commença à être connue sous Philippe le Bel, & devint fixe sous Charles V sur le pied de quatre deniers par minot. Sous Louis XI. elle consistoit déjà en douze deniers par minot. Alors le sel étoit *marchand*, c'est-à-dire que chacun pouvoit en faire commerce en-dedans du Royaume, en déclarant, au lieu des salines, où il comptoit le transporter, & la quantité; s'obligeant de ne point le porter ailleurs & de le vendre dans les greniers publics seulement, où le droit en sus du prix de la vente étoit payé par l'acquéreur au profit du Roi. Sous François I. le droit fut fixé à trente livres par muid de sel pour le droit du Roi, & quinze livres pour les gages des Cours Supérieures en sus du prix coûtant. Ce fut vers la fin de ce Règne en 1546 que la Gabelle fut affermée à un seul Grenetier dans chaque ville: sur le sel vendu au-dehors

## 22 *Recherches & Considérations*

le Roi se reservoit quatre deniers pour livre. En 1559 on fit une Ferme générale de la vente exclusive du sel aux étrangers , moyennant cinquante mille écus, & les quatre deniers pour livre furent suspendus pendant le cours du bail. Les Fermiers eurent le droit de mettre des Commis dans toutes les salines , tenus de s'arranger de gré à gré pour le prix des sels avec les propriétaires. Il paroît que ce monopole , si propre à perdre le commerce des sels avec l'Etranger , n'eut point de suite. Henri III établit la traite de Charente , qui consiste en droits sur les sels & sur les vins.

La Taille d'abord établie pour un tems limité sous les prédécesseurs de Charles VII. fut rendue perpétuelle sous son Regne.

Le Taillon fut imposé par Henri II. pour la paye de la Gendarmerie ; mais indépendamment de ces impositions , dans les occasions extraordinaires on eut recours au dixième sur tous les sujets indistinctement , comme sous le Regne de Philippe Auguste en 1188 , & pendant la prison de François I ; au centième & cinquantième denier sur le Clergé , les Nobles & le Peuple , com-

me sous Philippe le Bel en 1292 ; & quatre ans après ce Prince y fit une augmentation qui fut appelée maltôte & devint fort odieuse. Philippe le Long voulut percevoir le cinquième des biens de tous ses sujets quelconques. Cette méthode est très-ancienne dans la Monarchie , puisqu'on en trouve un exemple sous le Regne de Pepin , & deux sous Charles le Chauve. Vers la fin du Regne du Roi Jean , pour tenir lieu du gain sur les monnoyes dont l'augmentation avoit apauvri tous les Ordres de l'Etat , de tous les péages tant par terre que par eau , & des corvées militaires qui avoient anéanti le labourage & le commerce, on établit un impôt de quatre pour cent sur tous les biens , & de dix sols par tête sur ceux qui n'avoient ni rentes , ni héritages : en Languedoc on établit cinq pour cent sur toutes les ventes , un droit d'aide sur les boissons du treizième , & sur le sel du cinquième , le tout à prendre sur les vendeurs. Charles V. obtint aux Etats assemblés à Paris un octroi de quatre livres par feu es bonnes Villes , & d'un franc au plat-pays. Le prix du marc d'argent fin étoit alors à cinq livres , & celui du marc d'or fin

## 24 *Recherches & Considérations*

à soixante livres ; ainsi cette imposition revenoit par feu dans les villes à quarante-deux livres actuelles environ , & à onze livres dix sols dans le plat-pays. Indépendamment de ces moyens les Rois eurent recours aux refontes de monnoyes qui firent beaucoup plus de tort aux Peuples que les subsides extraordinaires , aux recherches des gens de Finance , aux persécutions contre les Juifs. On n'étoit point , avant François I. dans l'usage des emprunts perpétuels , des créations de charges , des augmentations de gages & autres aliénations ruineuses qui depuis perpétuerent & accumulèrent les impôts sans aucune utilité pour le Prince ; & comme les besoins extraordinaires étoient pourvus par des contributions extraordinaires , elles portoient également sur le Clergé , la Noblesse , & le Peuple.

Dans l'année 1514 sous le Regne de Louis XII. les revenus montoient , suivant M. de Sully , à sept millions six cent cinquante mille livres. Le marc d'argent fin valoit onze livres , le marc d'or fin cent trente livres ; ainsi cette somme équivaloit à trente-six millions actuels environ , mais répondoit à une dépense infiniment plus forte à cause de l'augmentation



l'augmentation de valeur intrinsèque survenue sur les denrées.

Depuis François I, les guerres avec la Maison d'Autriche obligèrent d'augmenter les anciens impôts & d'en imaginer de nouveaux.

Dans l'année 1547 que mourut ce Prince, je trouve, dans un des manuscrits de Bethune conservés à la Bibliothèque du Roi, que la recette monta à quatorze millions quarante - quatre mille cent seize livres deux sols un denier, non compris les recettes de Bourgogne, Provence, & Bretagne, & déduction faite des charges. Suivant les Mémoires de Sully, ces revenus montoient à quinze millions sept cent trente mille livres : le marc d'argent valoit quatorze livres, & le marc d'or cent soixante-cinq ; ainsi cette somme contenoit autant de marcs d'argent fin qu'aujourd'hui une somme de cinquante-six millions environ. Le manuscrit déjà cité porte qu'en 1547 il fut emprunté en foire de Lyon six millions huit cent cinquante mille huit cent quarante-quatre livres dix sols ; peut-être étoit-ce une avance sur la recette courante. Suivant M. de Thou, ce Prince laissa quatre cent mille écus d'or dans

sés coffres, outre le quart des revenus dont le recouvrement n'étoit pas encore fait.

En 1557, sous le regne de son fils, le produit des revenus, charges déduites, paroît au même manuscrit de douze millions quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent soixante-treize livres six sols onze deniers, non compris les Généralités de Bourgogne, Provence & Bretagne. D'autres Mémoires portent le revenu total à dix-huit millions; & il n'est pas possible que les charges fussent de six millions, François I, n'ayant laissé que soixante-quinze mille livres environ de rentes perpétuelles. Le marc d'argent fin valoit quinze livres, & le marc d'or fin cent soixante-douze livres.

En 1560, sous François II, le produit net des revenus montoit, suivant le même manuscrit, à neuf millions cent quatre mille neuf cent soixante-onze livres six sols huit deniers aux mêmes réserves.

En 1574, sous Charles IX, le produit net des revenus montoit à huit millions six cent vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit livres quatre deniers aux mêmes réserves, & suivant d'autres Mémoires à vingt-un millions.

Le marc d'argent fin valoit dix-sept livres, & le marc d'or fin deux cent livres.

Le ravage & la desolation des campagnes pendant les guerres civiles, & l'interruption du Commerce, tarirent les sources de la Finance; la foiblesse & la fausse Politique du Gouvernement accrurent la licence & les prétentions des Grands, qui vendoient cher une foi chancelante; la prodigalité d'Henri III acheva de porter dans les affaires une confusion qui ne se peut exprimer. La misere des Peuples étoit extrême; mais le trafic honteux que faisoient les Favoris des Charges & des Emplois de toute espece; les profits énormes des Financiers & Traitans, par le besoin pressant & continuel que l'on avoit d'eux; la facilité de voler le Trésor public, par le mauvais ordre dans le maniement des deniers, & les sommes considérables que l'Espagne fournissoit aux séditieux, ne laisserent pas de pousser le luxe à un point inconnu jusqu'alors à la Cour & dans la Capitale. Le Peuple étoit dans une impuissance totale de nourrir les profusions de ce tems; le Prince eut recours à des emprunts, à des aliénations de Domaine, & l'avidité

té des Courtisans imagina une foule de petits droits à leur bienfaisance qu'il leur fut permis d'exercer par eux-mêmes.

Suivant l'état ci-joint, toujours tiré de la même source, les deniers revenant-bons au Roi Henri III, dans l'année 1801, sans compter les charges acquittées par les Receveurs particuliers, & le paiement des gages des Cours Souveraines, montoient à onze millions quatre cent quatre-vingt dix-huit mille sept cent soixante-quinze livres trois sols neuf deniers. Les Mémoires de Sully & divers autres font monter les revenus de Henri III à trente-un millions six cent cinquante-quatre mille quatre cent livres. On a crû devoir rapporter ces états, malgré leur contradiction ; parce que l'usage s'étant introduit sous Henri III d'abandonner aux particuliers certains droits dont ils faisoient le recouvrement par eux-mêmes, il est possible que la recette du Trésor de l'Épargne fût réduite à onze millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent soixante-quinze livres : il est même probable que, dans ces circonstances, il s'en falloit beaucoup que l'imposition assignée rentrât en entier dans l'année. Sur ces fortes de détails, il n'y

*sur les Finances de France.* 39

a d'autentiqué que les comptes rendus  
à la Chambre.

*ETAT des Deniers revenans bons au Roi  
en 1581.*

GENERALITE'	liv.	sols	den.
de Paris ,	259408	16	3
Champagne ,	406404	16	
Amiens ,	74214	3	2
Rouen ,	406956	2	11
Caën ,	209477	13	4
Bourges ,	123213	18	
Orléans ,	140760	5	6
Tours ,	198144	8	3
Poitiers ,	201080	13	6
Limoges ,	123006	11	
Riom ,	151185	13	4
Bordeaux ,	407421	3	6
Toulouse ,	59180	14	10
Montpellier ,	402804	18	7
Lyon ,	82153	13	9
Bourgogne ,	47822	18	
Dauphiné ,	5500		
Provence ,	11278		
Bretagne ,	96873		
Ordinaire de Blois ,	2725		
	<hr/>		
	3409612	9	11
Vente de Bois ,	225815	12	1
Du Clergé ,	22979	12	6
	<hr/>		
	3658407	14	6

### 30 *Recherches & Considérations*

	liv.	sols	den.
De l'autre part ,	3658407	14	6
Parties Casuelles ,	3545885	10	
Ferme des Douanes , Pastel & autres , l'écu & demi par tonneau de Vin fortant du Royaume nouvellement imposé , outre les vingt sols par queue de Vin de l'imposition d'Anjou ; ensemble les traités faits avec le Roi ,	4294481	19	3
Total ,	11498775	3	9

Telle étoit la situation du Royaume lorsqu'Henri III reconnut , mais trop tard , la faute qu'il avoit commise en se dépouillant de sa qualité de Juge & de Maître dans les différends qui agitoient son Royaume. A peine s'étoit-il rappelé la gloire & la vigueur de ses premiers ans , qu'un parricide termina sa vie. Henri IV reconnu pour son successeur par tous les bons François , n'avoit cependant qu'un petit nombre de serviteurs ; le meilleur des Rois fut contraint de subjuguier toutes

Les Provinces les unes après les autres, de mendier des secours étrangers , de récompenser cherement les rebelles qui rentroient dans le devoir. Chaque jour les charges augmentoient & la recette diminuoit , par l'épuisement des Peuples, le ravage & la desolation des campagnes.

Couvrons des voiles de l'oubli ces événemens odieux qui ne sont pas de notre sujet , & voyons l'ordre qu'introduisit dans les Finances le grand homme auquel la Surintendance en fut confiée. Quoique M. le Duc de Sully n'ait été revêtu de cette Charge qu'en 1599, il eut entrée au Conseil qui fut formé sur cette partie dès 1594, & ses démêlés avec M. de Nevers l'engagerent à en sortir : l'année suivante il y rentra, mais aussi infructueusement pour l'Etat, par les traverses qu'il essuya de la part de ses collegues.

Sa Religion en étoit le prétexte ; la véritable cause étoit la crainte qu'inspiroient sa sagacité, & cette austère vertu qui formoit son caractère.

Jamais on n'éprouva plus sensiblement que les tems de confusion & de nécessités publiques sont les plus favo-

32 *Recherches & Considérations*  
ables à la fortune des Ministres infidèles.

La plupart des membres du Conseil ou des Courtisans accrédités avoient intérêt dans tous les Baux qui se passoient au nom du Roi: c'est principalement à cette manœuvre pernicieuse qu'on devoit imputer le peu de valeur des diverses branches des revenus publics, & le brigandage qu'exerçoient des Fermiers assurés de trouver des confreres dans les Juges du Peuple. Aussi les vit-on impunément interpreter les Loix, étendre leurs droits arbitrairement, & appesantir chaque jour le joug des sujets, sans que l'Etat sortît de ses détresses.

M. de Sully en découvrit pendant son Ministère une infinité de preuves; mais l'assurance que le Roi s'en procura lui-même en 1595, fut ce qui le décida entièrement à lui confier la principale gestion dans cette partie. Il l'avoit projeté & s'en étoit même ouvert à lui dès l'année 1593. Mais les menagemens qu'il croyoit devoir aux anciens membres du Conseil & aux Catholiques, la peine même d'une grande ame à soupçonner la probité



des autres, le tenoient dans une espece d'irresolution ; lorsqu'enfin il apprit que le Conseil avoit affermé les aides de Normandie pour trente mille écus , somme fort au-dessous de leur valeur ; encoëre pour frustrer l'Epargne de cette somme , l'avoit-on imputée sur de vieilles dettes du Trésor Royal ; nouvelle source d'abus dont nous parlerons à sa place. Il se convainquit en même tems que les cinq grosses Fermes n'étoient pas adjudgées au quart de leur valeur , par la connivence des Traitans avec ceux du Conseil , & peut-être par l'ignorance profonde de ces mauvais Conseillers ; car des Ministres sans principes sont forcés de se remettre entre les mains des subalternes , & servent leur cupidité avec des intentions pures.

---

## PREMIERE EPOQUE.

ANNÉE 1595.

**D**ÈS ce moment les provisions furent délivrées à M. de Sully pour son entrée dans le Conseil des Finances. Quoique la plus grande partie de sa vie eût été employée aux armes, son grand

sens, l'habitude de réfléchir sur tout ce qu'il voyoit, disons même, l'ordre qui régnoit dans sa conduite & ses affaires domestiques, annonçoient assez qu'il étoit capable de ce nouveau genre de travail. En effet dès l'année 1593, on le voit tracer, dans une de ses lettres au Roi, le plan de conduite le plus propre à rétablir les affaires.

Ses propositions étoient à l'égard des Finances ; » 1°. de faire une perquisition bien exacte de toutes les facultés & revenus du royaume, de quelque nature & qualité qu'ils puissent être, » avec un éclaircissement bien particulier des causes, origines, établissemens & perceptions d'iceux ; ensemble des droits & redevances qui ont été abolis par le tems, la négligence des Officiers & autres causes que l'on pourra découvrir, & des aménagemens & améliorations qui se pourront faire sur les uns & les autres.

» 2°. Un état bien circonstancié de toutes les dettes auxquelles la France peut être obligée, soit à cause des engagemens & aliénations de domaines ou autres revenus, soit par créations ou constitutions de rentes sur toutes les diverses natures de revenus, soit par

» affectation de gages, taxations, droits  
» & attributions d'Offices de toutes for-  
» tes, soit par reconnoissances particu-  
» lieres en vertu d'Arrêts du Conseil &  
» des Cours souveraines, ou en vertu  
» d'acquits, Lettres, Mandemens, Pa-  
» tentes & réceptions expédiées; en ap-  
» profondir la connoissance jusqu'à la  
» cause, source & origine de chacune  
» d'icelles, & regarder aux moyens de  
» les régler, diminuer & acquitter peu  
» à peu, de tems en tems, selon que l'é-  
» tat des affaires & les qualités des per-  
» sonnes le pourront permettre.

» 3°. Un Registre bien certain de tous  
» les Officiers Royaux, tant Commen-  
» saux & Militaires, que de Judicature,  
» Police, Ecrtoire & Finance, avec une  
» spécification de ceux qui sont absolu-  
» ment nécessaires, & de ceux dont on  
» se pourroit bien passer, afin de les di-  
» minuer peu à peu, ensemble leurs ga-  
» ges, droits & attributions, autant que  
» l'état des affaires le pourra permet-  
» tre ».

C'est ainsi qu'un esprit droit & péné-  
trant se forme nettement & raccourci  
le plan des opérations les plus difficiles  
& les plus compliquées en apparence.  
Non-seulement dans toutes les circonf-

36 *Recherches & Considérations*

tances de desordre, il fera toujours impossible d'y apporter le remede convenable sans ces connoissances préliminaires ; mais on peut dire encore que sans elle l'administration seroit aveugle dans les tems les plus heureux , parce qu'ils ne le sont jamais assez pour qu'il ne reste encore quelque réforme utile à entreprendre.

La connoissance exacte des revenus de l'Etat & de tout ce qui appartient à leur perception , conduit naturellement à distinguer ceux dont la ressource est la plus étendue , la plus prompte , & la plus assurée ; ceux que le peuple paye le plus également , & dès-lors le plus facilement ; ceux qui sont à charge , ou peu utiles à l'Etat ; ceux enfin dont la perception nuit aux autres : observation importante , & sur laquelle nous aurons à insister plus d'une fois. On parvient à s'assurer de la dépense des Régies , des profits des Fermiers ; & ces deux certitudes sont toujours la source la plus abondante , soit des augmentations des revenus , soit du soulagement des sujets , sans recourir à de nouveaux impôts. Il faut convenir cependant qu'alors on ne s'occupoit pas assez d'une étude qu'on peut appeller le rudiment des Politiques , &

qui consiste dans des recherches sur la population d'un Etat , sur la proportion entre le nombre des habitans des villes & des campagnes , sur celle des hommes qui s'appliquent aux diverses professions , enfin sur l'aisance de chacune de ces classes. Cette étude est véritablement la clef de toutes les bonnes opérations de Finance ; elle doit précéder l'examen dont nous venons de parler , & qui lui sert de preuve évidente , comme la multiplication est la preuve de la division.

L'état circonstancié des dettes nationales à raison des aliénations des Domaines , des créations de Rentes , attributions de gages , dons , mandemens , est en général d'un examen indispensable après de grandes profusions , ou après de grandes nécessités : aussi est-ce toujours par-là qu'on a commencé les réformes. En effet ce qui se passe dans la fortune des particuliers , indique clairement ce qui doit arriver dans celle des Etats. Un homme n'emprunte que parce que ses revenus ne suffisent pas à remplir l'objet qu'il se propose ; & dès qu'il est devenu débiteur , il est constant que son revenu diminue relativement à sa dépense de tout le montant des intérêts.

### 38 *Recherches & Considérations*

Si cette dépense continue cependant d'être la même, au bout d'un terme tout le capital du bien est engagé : & il ne restera rien à l'emprunteur, si les créanciers ne veulent pas condescendre à un accommodement.

Les Etats comparés aux particuliers ont dans leurs emprunts un avantage & un désavantage ; l'avantage consiste à pouvoir continuer la même dépense pendant un certain espace de tems , en créant de nouveaux impôts pour l'acquies des intérêts ; mais enfin cette facilité a son terme , & comme le fonds est inaliénable , il faut nécessairement en venir à s'accommoder avec les créanciers. Le désavantage des Etats est de ne pouvoir presque jamais diminuer leurs dépenses, & d'être rarement à portée de tirer une utilité de leurs emprunts , car les conquêtes n'en font point une ; au lieu que les particuliers peuvent pratiquer l'un & l'autre. Il faut convenir cependant qu'il est dans l'apurement de ces dettes des expédiens plus ou moins doux : mais , règle générale , il est impossible de soulager le peuple dans un Etat qui paye de gros intérêts à ses créanciers.

Le dénombrement de tous les Offi-

ciers royaux , tant commensaux que militaires & civils , n'est pas moins intéressant au soulagement des Finances qu'à la police d'un Etat. Toute création d'office emporte avec elle trois sortes de charges sur le peuple : l'une consiste dans le payement des gages attribués aux Officiers ; la seconde dans les droits & les formalités qu'ils exigent en exerçant leur office ; & ce n'est pas la moins considérable , si l'on fait attention qu'il est peu de charges qui ne soient vendues au bout d'un certain tems le double au moins de leur taxe : la troisième dans l'augmentation des personnes privilégiées , quoique les corvées & les obligations à remplir restent toujours les mêmes. Il n'est ici question que des charges directes sur le peuple ; car les offices multipliés & inutiles ont encore introduit deux grands vices dans le Corps politique. L'un est la diminution dans le nombre des travailleurs , & l'espece de honte répandue sur le travail. Le second est une espece d'indépendance fondée sur les besoins apparens de l'Etat , qui conduit à la négligence dans l'exécution des devoirs : un coupable qui tient à un Corps , dont il faut faire le procès en forme , n'est jamais déposé ,

La Police de l'Etat est donc intéressée à tous égards à ce que les Charges & Offices soient dans la proportion la plus approchante du nécessaire. On doit même observer que cette facilité de placer avantageusement son argent en se procurant des distinctions, soutient le prix des intérêts, ce qui nuit étrangement à la culture des terres & au Commerce.

C'est avec ces principes économiques que M. de Sully entra dans l'administration des Finances, & ils furent successivement la base de ses diverses opérations, à mesure que les circonstances le permettoient.

La première fut de se transporter dans les principales Généralités, & d'envoyer des hommes de confiance dans les autres pour vérifier la portée des revenus publics, les demandes qu'on pouvoit former, & ce que l'on pourroit recouvrer d'argent comptant dont le Roi avoit un besoin pressant. Les membres du Conseil intéressés à voir échouer ce projet, firent jouer toutes sortes de mines pour le traverser. Par leur conseil les Officiers des Bureaux des Finances & des Elections, les Receveurs & Contrôleurs s'absenterent ou refuserent de donner connoissance de leurs états; les bruits les plus



plus odieux, furent semés parmi le peuple. M. de Sully opposa à tant d'obstacles sa patience & sa fermeté: muni d'un pouvoir très-ample par sa commission; comme il en avoit bien prévu la nécessité, il suspendit de leurs Charges tous ces Officiers, fit exercer en attendant par deux des moins corrompus dans chaque Jurisdiction, & publia qu'on étoit résolu d'en réduire le nombre. Cette conduite si propre à flater l'espérance des peuples, produisit encore le retour de ces Officiers, qui pour mériter une préférence lui donnerent à - l'envi une partie des éclaircissemens qu'il desiroit.

Il se fit d'abord représenter les états de l'année courante, avec les mandemens, acquits, rescriptions, & autres assignations levées sur toutes les natures de deniers, avec les comptes & états des trois années précédentes.

Le premier fruit de ce travail fut de reconnoître une quantité d'assignations levées pour de vieilles dettes, de remboursemens de prêts, d'arrérages de gages, de rentes & de pensions à des gens obscurs & sans mérite, de rescriptions en blanc, ou sous des noms supposés, sans qu'il y fût pourvû sur les Etats. Cette première vérification quoi-

42 *Recherches & Considérations*

que faite à la hâte produisit cinq cens mille écus que les Receveurs furent obligés de rapporter, comme ayant payé sans titre suffisant. Dans le fond, c'étoit pour eux - mêmes ou les intéressés à la Cour, que la plupart de ces sommes étoient détournées.

Le second fruit fut d'indiquer la méthode que les Employés dans les Finances avoient suivie pour les dissiper à leur profit, & les moyens d'en exiger par la suite des restitutions.

Le troisième enfin, de connoître la nécessité de mettre un ordre plus clair dans les écritures & les réglemens propres à prévenir les doubles emplois, les falsifications qui se commettoient à la faveur de la confusion des comptes, & de l'enjambement des parties l'une sur l'autre; à raison de la diversité des natures de deniers ou d'impôts, & des années sur lesquelles le payement devoit être reparti. Le pillage du trésor public étoit tellement en usage, & M. de Sully se connoissoit si bien en hommes, que pour tendre un piège à ses envieux il feignit d'avoir perdu les bordereaux des sommes qu'il rapportoit, & se contenta de les faire déposer chez le Trésorier de l'Epargne par les huit Re-

ceveurs Généraux. En effet quelque tems après, quoique rien ne dût se payer que sur les ordonnances du Conseil, cette somme se trouva diminuée de quatre-vingt mille écus sur les registres du Contrôleur Général d'Incarville, qui s'en excusa sans pudeur sur la négligence mendiée d'un Commis.

Le voyage des autres Commissaires ne fut pas à beaucoup près aussi utile, soit qu'ils manquaient de zèle, d'intelligence, ou peut-être de courage; car il en faut pour dévoiler des abus accrédités par l'intérêt qu'y trouvent les Grands.

On s'apperçut aussi dans le cours de ces voyages qu'une grande partie des Elus jouissoit de l'exemption de la taille sans avoir payé la finance ordonnée en 1577, & que dans certaines années le produit de leurs taxations les avoit remboursés de leurs Charges; on leur imposa un supplément. Le même Edit en leur recommandant de faire exactement leurs chevauchées, leur enjoit d'envoyer un état de toutes les espèces de Péages, de leur nécessité, & de la maniere dont les reparations sont faites.

ANNÉE 1796.

Cependant le jour arriva pour l'ouverture des Etats , ou assemblée des Notables comme il plut à quelques personnes de la faire appeller. Le succès fut tel qu'il a toujours été & qu'il sera toujours , dans des assemblées convoquées de loin en loin ; parce que les membres n'y apportent en général que des intérêts opposés , des vûes bornées ou particulieres , d'anciens préjugés au lieu de principes , & souvent la licence ou la prostitution de l'éloquence. Si même les Etats particuliers ont beaucoup moins d'inconvéniens , en ce qu'ils se rassemblent souvent & à des termes fixés , on fera forcé de venir en y réfléchissant , qu'ils seroient encore plus utiles aux Peuples des Provinces qui en jouissent , si les membres vraiment remplis de l'esprit public faisoient leur principale occupation d'établir la meilleure forme de recouvrement & la meilleure répartition possibles pour les impôts dont le Gouvernement a besoin. L'égalité étant ainsi établie parmi les contribuables , une partie des frais de la Regie leur revien-

droit en bon ; & il est toujours avantageux au Prince d'en être déchargé , pourvû que ses besoins soient satisfaits : aussi , loin d'attaquer ces constitutions dont l'Etat a retiré de grands services dans diverses occasions , & sous lesquelles les peuples se croient plus heureux , il paroîtroit utile de rassurer entierement les esprits sur leur conservation , mais de proposer à ces assemblées les methodes les plus utiles pour leurs Regies , pour l'emploi de leurs fonds excédents , de recompenser même les Citoyens qui se seroient distingués par leur zele pour les réformes utiles. L'autorité de la raison & de la bienfaisance est plus lente , mais plus étendue que celle qui résulte du pouvoir.

L'assemblée des Notables avoit pour but le rétablissement des Finances de la Monarchie. Après les contestations, les irresolutions qu'on peut supposer dans les Conseils d'une assemblée tumultueuse & sans experience , on s'arrêta à deux idées. On proposa d'établir un Conseil de Raison dont les membres nommés d'abord par l'assemblée, & ensuite par les Cours supérieures, partageroient avec le Roi les reve-

nus de l'Etat, & se chargeroient aussi de la moitié des dépenses publiques, c'est-à-dire, de tout ce qui concernoit les pensions, gages d'Officiers, rentes, arrérages, & autres dettes de l'Etat; la réparation des Villes, Bâtimens, grands-chemins, & ouvrages publics, sans être tenus à rendre compte, tant de la régie que de la dépense, au Roi ni à aucune Cour souveraine. L'indépendance d'un projet qui élevoit dans l'Etat un nouveau Corps indépendant, n'étoit pas plus grande que l'imprudence de séparer en quelque façon l'intérêt du Prince de celui du Peuple, comme cela arriveroit si quelque partie de l'administration pouvoit être soustraite à sa vigilance & à sa protection. On laissoit au Roi une pareille indépendance pour l'autre moitié des revenus publics, qu'il devoit faire regir à son profit, avec la charge de toutes les dépenses militaires, des Fortifications, des affaires étrangères, de l'entretien de sa Maison. La licence des troubles passés avoit donc fait oublier que le Prince n'est tenu à aucun compte; & qu'il n'a été établi des Juges & prescrit des formes dans cette partie, que pour prévenir les surprises qui pourroient

lui être faites par des Ministres ou des Officiers infideles.

Pour faire monter les revenus à trente millions , on imagina de lever le sou pour livre sur toutes les denrées qui se vendroient dans le Royaume , excepté le bled ; & cet impôt fut évalué à cinq millions. ; ce qui n'eût pas encore suffi, selon M. de Sully , pour completer les trente millions. Quoique cet impôt n'ait pas réussi dans le tems , & que M. de Sully l'ait désapprouvé sans en donner de grandes raisons , il n'en est pas moins évident que les impôts modérés & proportionnels sur les consommations , sont les moins onéreux au Peuple , ceux qui rendent le plus au Souverain , & les plus justes. Ils sont moins onéreux au Peuple , parce qu'ils sont payés imperceptiblement , & journellement , sans effrayer ni decourager l'industrie ; parce qu'ils sont le fruit de la volonté & de la faculté de consommer : ils rendent plus au Souverain qu'aucune autre espece , parce qu'ils s'étendent sur toutes les choses même nécessaires , qui se consomment chaque jour ; enfin ils sont plus justes , lorsqu'ils sont proportionnels , parce que celui qui possède

48 *Recherches & Considérations*

les richesses , ne peut en jouir sans payer à proportion de ses facultés. Comme les exemples persuadent plus le commun des hommes que les raisons, je citerai pour appuyer celles-ci malgré leur évidence , l'expérience constante de l'Angleterre , de la Hollande , de la Prusse , & de diverses villes de l'Italie.

Il vaut donc mieux chercher les raisons qui rendirent alors cet établissement aussi infructueux qu'onéreux au Peuple. Premièrement , la misère étoit encore trop grande dans les campagnes, après les calamités qui les avoient si long-tems affligées, pour espérer que leurs consommations s'étendissent au-delà du nécessaire physique très-restraint. 2°. L'autorité & la Police n'étoient pas encore assez bien affer mies , pour qu'il ne se commît pas beaucoup d'abus , de fraudes , & de graces dans la perception. 3°. Les espèces n'étant point distinguées, & les denrées de luxe ou de commodité ne payant pas plus que les denrées nécessaires, le pauvre étoit chargé dans la même proportion que le riche. 4°. On ne faisoit pas attention que le Peuple payant déjà de grosses tailles, qu'à peine



ne il étoit en état de supporter, & dont le Roi, peu intéressé au produit du sou pour livre, n'étoit pas en état de le décharger, on n'appercevoit pas, dis-je, que les deux impôts se nuiront l'un à l'autre. En effet, ajouter un impôt sur les consommations, à un impôt très-considérable, c'est écraser le contribuable; au lieu que substituer un impôt sur les consommations, à un impôt personnel, c'est tirer plus d'argent des sujets d'une manière plus douce. 5°. Ce n'est que dans les villes qu'il convient d'établir des entrées; & par celles qui y sont soumises on peut facilement comparer le produit des deux genres d'imposition; quoiqu'il s'en faille beaucoup que les tarifs qui existent, approchent de la perfection convenable, non plus que la régie.

Enfin M. de Sully prétendit, avec d'autant moins de fondement, que cet impôt ne rendroit pas six cens mille livres, qu'on voit un compte de lui, par lequel il évalue à quarante millions les dépenses de luxe, qui se faisoient tant à la Cour que dans les bonnes villes, sans compter la dépense du nécessaire pour la nourriture, le logement, & le vêtement. Si nous supposons que la moitié seule-

50 *Recherches & Considérations*

ment de ces quarante millions eût payé le droit, cet article seul rendoit un million : le reste de la dépense pour le vêtement & la nourriture devoit sur cette proportion rendre bien près des cinq millions tous frais faits, si l'on s'y fût bien pris.

Le Cardinal de Richelieu reconnoît, dans son Testament politique, que cette espece d'impôt seroit plus avantageuse au peuple que beaucoup d'autres ; mais il ne conseille point une nouveauté, par rapport aux circonstances. Véritablement il convient toujours au Législateur de se conformer à la disposition des esprits ; & nul changement ne peut réussir en aucun pays, s'il n'est préparé.

Le meilleur de tous les expédiens, est d'introduire successivement la réforme dans quelques endroits, & de la faire desirer dans les autres, par l'autorité que lui acquiert le succès. La confiance est le sceptre par lequel il sied le mieux aux Souverains de régir leurs sujets.

Les propositions de l'assemblée ne laisserent pas d'être acceptées, parce que le Roi & son Ministre prévirent bien que l'inexpérience des membres du Conseil de Raison les jetteroit dans un embarras dont ils ne pourroient sortir qu'en sup-

pliant Sa Majesté de les en décharger. Leur imprudence fut réparée par l'aveu qu'ils eurent la bonne foi d'en faire, & la Couronne rentra dans ses droits.

M. de Sully continuoit toujours ses recherches : assiégé de toutes parts par les Créanciers de l'Etat, il ne voyoit cependant pas encore clair dans les recettes. Pour se former une idée juste du desordre des affaires, il est bon de jeter les yeux sur les sommes dûes par le Royaume, ou prétendues par les créanciers.

*ETAT des Dettes de la France en 1595.*

A la Reine d'Angleterre, tant pour argent prêté que solde & entretien des trou- pes & vaisseaux auxiliaires	liv. 7370800
--	-----------------

Aux Cantons Suisses, y compris les intérêts pour pensions, services rendus ou censés tels. . . . .	35823477
---	----------

Aux Princes d'Allema- gne, villes impériales, Colonels & Capitaines des Reistres & Lansquenets, pour argent prêté, solde de gens de guerre, pensions...	14689834
--	----------

57884111

32 *Recherches & Considérations*

	liv.
De l'autre part. .	57884111
Aux Provinces - Unies pour argent prêté, folde de gens de guerre, vais- seaux fournis à Sa Majesté.	9275400
Dû sur les gages, apoin- temens, pensions, paye aux Princes, Seigneurs, Gentilshommes, Colonels, Capitaines, soldats, pen- dant la guerre. . . . .	6547000
Pour dettes prétendues par les Intéressés aux Fi- nances, par les Villes, Communautés, pour arré- rages de rentes, par les Officiers de Judicature, Police & de Finances, pour gages, états, pensions. . .	28450360
Pour Mandemens & Ac- quits, Patentes sur l'Epar- gne, provenans la plupart des comptes du Roi Henri III. . . . .	12236000
Engagemens de Domai- nes, Constitutions de ren- tes sur toutes sortes de re- venus dont les particuliers	

---

114392871

De l'autre part. . .	114392871
jouissent par leurs mains ou sont payés par les Offi- ciers . . . . .	150000000
Montant des traités faits pour la réduction du Royaume. . . . .	32227381
Total. . . . .	<u>296620252</u>

D'après les vains efforts de l'assemblée des Notables pour faire monter les revenus à trente millions ; au moyen de l'évaluation du sol pour livre à cinq millions , il paroît qu'on peut les estimer à vingt-trois millions environ , dont seize millions en tailles , & le surplus en autres droits , sans compter ceux que les aliénataires exerçoient par eux-mêmes. Les charges ne montoient pas à-moins de seize millions ; ainsi les parties qui rentroient au Trésor de l'Epargne n'étoient au plus que de sept millions environ , somme insuffisante à tous égards aux besoins de l'Etat. Les fortifications , les grands chemins , les ponts & chaussées avoient besoin de réparations urgentes. Les peuples étoient en-arrière de grandes sommes pour le payement des tailles ; ainsi leur

§4. *Recherches & Considérations*

misère ne permettoit pas de recourir à de nouvelles levées.

L'ordre & l'économie de M. de Sully suppléerent à tout ; il faut que leur ressource soit prodigieusement étendue , puisque ce Ministre , quoique supérieurement éclairé dans toutes les parties du Gouvernement , ne laissoit pas de manquer encore de quelques vûes dont le siecle suivant a tiré des secours infinis.

A N N É E 1597.

D'après les découvertes que lui avoit procurées son voyage dans les quatre Généralités, il s'appliqua d'abord à empêcher, dans la confection des Etats de 1597 , que les assignations sur une recette n'en passassent la portée. C'étoit à la faveur de ces anticipations accumulées, que les membres du Conseil & les Financiers introduisoient dans les comptes une confusion si favorable à leurs intérêts. Par là ils paroissoient toujours n'avoir point de deniers qui ne fussent engagés à l'avance: ils en dispoient à leur profit , & abusant de l'impatience des Créanciers de l'Etat , ils achetoient à vil prix leurs créances dont le capital étoit porté en entier dans leurs

comptes. Il arrivoit aussi que plusieurs créances qui n'auroient pu soutenir une vérification sévère, s'acquittoient par préférence aux plus légitimes, par la bonne composition qu'on étoit en état d'en faire.

Quelque attention que M. de Sully eût employée, il ne put empêcher cette année qu'on ne le trompât encore d'un cinquième, qu'il évalue à deux millions. Pour remplir ce vuide, il retira les Parties casuelles, les Gabelles, les cinq grosses Fermes, & les Péages des rivières, des mains des anciens partisans, & elles furent poussées à deux millions de plus.

Pour rendre libres les revenus, & se procurer le tems de reconnoître les titres des sommes employées sur les Etats du Roi, il en fit l'extrait partagé en diverses classes, & les rejetta totalement des Etats; mais en même tems il remit dans une caisse à part l'excédent de la recette sur la dépense, & destina le montant à acquitter les parties les plus présumées ou les plus légitimes: à mesure que les liquidations avançoient, & que la partie du trésor royal augmentoit au moyen des retranchemens, il augmentoit le payement des Charges, ou en

éteignoit le capital. On sent que cette opération aussi hardie qu'importante ne pouvoit réussir qu'à un Ministre au-dessus de l'intrigue & des égards particuliers, soit par son propre caractère, soit par la confiance de son maître.

Sa maxime principale étoit d'appliquer à chaque partie de la dépense une partie de recette, sans jamais la détourner à aucun autre emploi. Cet arrangement indispensable, auquel Henri ne dérogea jamais, contribua infiniment à la prospérité des affaires : aucune partie ne languissoit ; les entreprises se faisoient avec confiance au rabais. Dans des momens de crise la bourse des particuliers fournissoit, à un médiocre intérêt, des secours abondans ; ou bien on avoit recours à une imposition extraordinaire.

On ne tarda point à sentir les effets de cette conduite : le siège d'Arras fut résolu ; & les prix arrêtés pour la fourniture tant des vivres que des voitures de l'armée furent si modérés, que le Roi ne pouvoit revenir de sa surprise. En effet les choses ne s'étoient point passées de même au siège de la Fere ; parce que ceux du Conseil s'étant arrangés avec les Traîtres en gros, on avoit passé en compte au Roi le double ou le triple de ce qu'on payoit aux Pourvoyeurs en second.



Au mois de Mai le Clergé assemblé continua pour dix ans la subvention ordinaire de treize cens mille livres. Le Clergé s'étoit obligé en 1567 de rembourser en dix ans les aliénations sur les Domaines du Roi engagés à la ville, montant à six cens trente mille livres de rente au principal de sept millions cinq cens soixante mille cinquante-six livres treize sols huit deniers, conformément au Contrat de Poissy de l'année 1561 ; & avoit destiné, tant à ce remboursement qu'au paiement des arrérages, une somme annuelle de treize cent mille livres qui fut déposée entre les mains du Receveur de la ville. Mais dans l'intervalle le Roi, du consentement des Députés & des Syndics Généraux du Clergé, affecta de nouvelles rentes sur ces treize cent mille livres ; de façon qu'en 1577 le Clergé n'avoit point remboursé de capitaux. En 1579 le Clergé assemblé protesta contre la démarche de ses Députés & Syndics Généraux, & soutint n'être point débiteur envers la Ville des rentes affectées sur lui : mais il continua de payer au Roi, par forme de subvention ordinaire, la somme de treize cent mille livres. Suivant divers Auteurs, jusqu'à l'an 1179 les immuni-

58 *Recherches & Considérations*

tes du Clergé paroissent n'avoir été que personnelles de pure grace, & non réelles ni générales. Depuis cette époque jusqu'en 1516, les décimes se leverent seulement suivant les besoins de l'Etat : en 1516 elles commencerent à devenir fixes sous le nom de subventions & de dons gratuits, comme les impositions des pays d'Etats qui administrent par eux-mêmes, sous la protection du Souverain, cette répartition. On établit en outre dans l'occasion les Décimes extraordinaires & les ventes des biens Ecclésiastiques, auxquelles les Rois procédèrent quelquefois de leur pleine autorité, comme en 1521, 1535, 1541, 1550, 1574; ou bien en assemblant le Clergé, comme en 1561, 1567, &c. ce qui est devenu la forme la plus ordinaire, en même tems qu'elle paroît la plus conforme à l'esprit des privilèges dont divers corps de l'Etat ont été revêtus. Quoiqu'il en soit, ce fut un malheur véritable pour le Clergé & pour l'Etat, que les fonds destinés au remboursement déterminé par le Contrat de Poissy eussent été détournés à des usages différens : car depuis ce tems le Clergé jusqu'en 1710 ne secourut plus l'Etat que par des emprunts perpé-

nels qu'il ne songea point à rembourser ; il s'est vu successivement surcharger d'impositions , sans pouvoir fournir au Prince les ressources que sa richesse sembloit promettre , & que de meilleurs principes dans l'administration eussent multipliées sans que le corps en eût souffert davantage. Cette même année le Roi ordonna à son profit la revente des offices de Receveurs des décimes comme domaniaux , & à la charge du Clergé quant aux gages. C'est encore un des moyens dont on s'est servi pour faire contribuer le Clergé ; mais toujours moyen ruineux , puisqu'il emportoit avec lui une aliénation perpétuelle de revenus , & qu'il augmentoit le nombre des Privilégiés.

La surprise d'Amiens rompit les projets de conquêtes de Henri, & jeta la consternation dans le Royaume. Il fallut tourner toutes ses vûes du côté de la reprise de cette Place , rassembler un plus grand nombre de troupes , remplacer les vivres & l'artillerie déposés dans les magasins d'Amiens , enfin redoubler de vigueur dans une attaque dont dépendoit la réputation du Roi , la sûreté des Provinces , & l'espérance d'un Traité de paix favorable.

L'embarras n'a jamais été de trouver de nouveaux moyens de demander de l'argent ; le point capital , comme le remarquoit M. de Sully , étoit d'en trouver promptement & sûrement , sans achever d'opprimer les campagnes, & d'ôter ainsi pour l'avenir au Roi ses ressources les plus fécondes, & en un sens les seules véritables. Quoique dans le vrai toute nouvelle maniere de faire des fonds soit un impôt sur le peuple, il se détermina à proposer les expédiens qui lui parurent les plus doux dans les nécessités actuelles.

1°. Un don gratuit au Clergé pour une ou deux années , en l'obligeant d'en faire l'avance.

2°. Une nouvelle création d'offices ; quatre en chaque Cour Souveraine , quatre Maîtres des Comptes en chaque Chambre ; deux Offices dans chaque Bureau des Finances , deux charges de Conseiller en chaque Présidial, d'Assesseur en chaque siège Royal, & d'Elu en chaque Election.

3°. Ajouter à tous les Officiers de Finances un Triennal.

4°. Retarder d'une demi-année le payement de tous les Rentiers sur les Tailles , Gabelles , Domaines , & autres revenus du Roi.

Demander un quartier de tous les gemens du Domaine aux particuliers en jouissoient par leurs mains.

. Augmenter de quinze sols le mieu sel à perpétuité, afin de rembourser sensiblement les Offices inutiles & dans des tems de besoin.

. Tiercer les entrées & droits de res par une simple réappréciation marchandises.

. Faire un emprunt actuel de douze mille livres remboursables dans ans, avec les intérêts sur pareille ventilation faite dans les Gabelles & grosses Fermes.

. Obliger par les poursuites d'une ombre de Justice les Traitans qui ont fait de grosses fortunes pendant confusion des derniers tems, à payer taxe par forme d'emprunt.

o°. Demander aux Provinces de de France, Berry, Touraine, Orléans, & Normandie trois Régimens quinze cens hommes chacun levés à leurs noms, à leurs frais, & entretenus pendant trois mois du jour de leur arrivée au siège.

L'intention de M. de Sully n'étoit pas d'entreprendre tous ces moyens à la fois, mais de rassurer d'avance le Roi.

62 *Recherches & Considérations*

sur les événemens. En Ministre fidele & en Citoyen , il ne laissa pas de lui représenter que ses vûes devoient se borner à obtenir une bonne paix , afin de procurer à ses sujets le soulagement tant de ces expédiens onéreux , que des autres impôts sous lesquels ils gémissaient.

Le Roi s'en tint à la levée des trois Régimens ; à l'emprunt des douze cens mille livres qui fut fait en peu de jours par la confiance qu'inspiroit l'économie du Gouvernement & la parole Royale ; à l'imposition de quinze sols par minot de sel , parcequ'alors cette contribution étoit payée par tous les ordres de l'Etat quoique vicieuse en elle-même ; à la création des Offices triennaux , mauvaise ressource si la confusion & les circonstances eussent permis de choisir , & qui produisit douze cent mille écus ; à une commission pour la recherche des Financiers , y compris tous les Trésoriers de France , qui prévinrent la recherche par un don de douze cent mille écus en forme de prêt.

Le Clergé renouvela aussi le 4 Mai 1796 son contrat de subvention annuelle de treize cent mille livres pendant dix années.

Le Roi en partant déclara à M. de Sully qu'il répondroit seul des opérations de Finances ; c'étoit lui en laisser la disposition absolue. Son zele libre de-formais des contradictions & des tracasseries que lui suscitoient l'envie & la cupidité , se livra tout entier au soin de faire rentrer les fonds , & d'en faire une distribution si exacte , qu'une abondance inconnue regnoit dans le camp , & qu'aucun des autres engagemens de l'E-tat ne périctoient.

Ce Ministre essuya cependant encore une tentative de la part du Conseil au sujet de la vente des Offices triennaux ; car la cupidité ne se rebute jamais , & sa propre honte la nourrit. Un gros Partisan de Tours nommé Robin demanda , de concert avec ceux du Conseil , l'adjudication des Offices de la Généralité de Tours & d'Orléans pour la somme de soixante douze mille écus , & voulut intéresser Madame de Sully à l'appuyer par l'offre d'un diamant de six mille écus pour son mari , & de deux mille pour elle. Il s'y prenoit mal avec un homme qui ne connoissoit d'amis à obliger que le Peuple & son Maître ; de plus , intimement persuadé que l'influence des courtisans dans les affaires de la Finance

64. *Recherches & Considérations*

en est la perte absolue : car ce qu'ils reçoivent est évidemment diminué sur le produit des revenus, & n'est jamais en proportion du gain que se proposent les Partisans à l'abri d'une forte protection ; sans compter le mauvais choix des sujets qui est infiniment plus important qu'on ne pense. La sévérité de la reprimande que M. de Sully fit à sa femme en présence du Traitant , le délivra pour jamais de semblables importunités. Mais le Chancelier moins en garde contre la Marquise de Sourdis & Madame de Deuilly, arrêta avec les autres membres du Conseil que la vente des Offices seroit faite à Robin pour la somme de soixante-quinze mille écus. M. de Sully qui avoit déjà retiré en détail quatre-vingt mille écus , de la simple moitié de ce que demandoit Robin , se mit fort peu en peine de l'Arrêt du Conseil dont il ne dissimula point qu'il connoissoit les motifs : on retira l'Arrêt , & toutes les supplications qui ne coûtent rien aux ames viles, obtinrent qu'il n'en instruiroit point le Roi.

A N N É E 1598.

Enfin Amiens fut repris à la fin de Septembre



tembre 1597, le Duc de Mercœur réduit au Printems suivant, & la Paix avec l'Espagne signée à Vervins le deuxième Mai. Pendant cet intervalle M. de Sully avoit entrepris un second voyage dans les Provinces, tant pour vérifier de nouveau ses recherches seulement ébauchées au premier voyage, que pour juger suivant les desirs du Roi de la véritable situation de la campagne & des peuples, des non-valeurs réelles & de leurs causes. En effet c'est la connoissance intime des Provinces qui doit régler les projets des Finances ; & M. de Sully ne s'en rapporta qu'à lui, parce qu'alors les principes n'étoient pas assez répandus pour compter que tous les yeux vissent également. Sa défiance paroîtra d'autant mieux fondée, lorsqu'on se rappellera que dans des tems plus éclairés il ne fut pas possible à un grand Prince de se procurer une connoissance exacte des diverses provinces par ceux mêmes qui sont établis pour en étudier les intérêts, pour y veiller, & les maintenir.

Quoique les Comptables exagérassent quelquefois les non-valeurs, il est certain que la misere étoit extrême dans le Royaume ; que beaucoup de

**66**    *Recherches & Considérations*

terres abandonnées pendant les guerres civiles restoient encore en friche faute de facultés pour les cultiver; enfin qu'il étoit dû vingt millions d'arrérages sur les Tailles de 1594, 1595, & 1596.

Pour terminer les vexations qui s'exerçoient sur le Peuple à l'occasion du recouvrement des anciens arrérages par les Officiers de Justice & de Finance, même par les Gouverneurs & Lieutenans pour le Roi dans leurs Gouvernemens, le Roi en fit une remise absolue à ses sujets. Soulagés d'un aussi pesant fardeau, ils payèrent facilement les reliquats de 1597, bénissant mille fois le Prince qui les chérissoit si tendrement.

Ils ne furent pas redevables de ce seul bienfait à M. de Sully. Instruit dans sa tournée d'un très-grand nombre d'abus sur le fait des Commissions ordinaires des Tailles, il les réforma par des réglemens confrontés avec les anciens devenus insuffisans. Les Commissions extraordinaires des Tailles fournissoient encore de la matière à une plus grande dissipation de deniers; l'ordre fut donné aux Receveurs de faire arrêt sur tout l'argent levé par

cette voie , & de le faire voiturier à l'Epargne. Il fut défendu de saisir sous aucun prétexte le bétail des laboureurs ni les instrumens du labourage ; règlement admirable , & qu'on auroit toujours dû interpréter dans sa plus grande étendue à l'égard des bestiaux , dont l'abondance est le principe de la fécondité des terres , en même tems qu'elle facilite la subsistance des gens de campagne. Le droit de saisie pour fait de la Taille , non-seulement empêche les propriétaires de faire des avances , mais encore les rend plus difficiles sur le terme des payemens ; & le colon pressé de tous côtés n'a point la faculté ni même la volonté d'acheter des bestiaux , qu'il sera peut-être forcé de vendre à perte dans une mauvaise saison , après avoir couru le risque de leur garde.

Dans le cours de ce même voyage M. de Sully avoit assisté de la part du Roi aux Etats de Bretagne assemblés à Rennes ; ils accorderent , sans qu'il fût besoin d'aucune sollicitation , un don gratuit de huit cent mille écus , à lever par un droit de six écus sur chaque pipe de vin. Il fut en outre arrêté par les Etats un rôle d'imposition

68 *Recherches & Considérations*

sur tous les Corps & Communautés de la Province , pour le payement des Troupes. La seule difficulté vint du Parlement , qui auroit bien voulu se soustraire à la moitié de la cotisation que les Etats lui avoient assignée. Le Roi envoya des ordres très - précis , & la taxe fut payée. D'ailleurs la satisfaction de la Province étoit telle qu'elle voulut absolument joindre au subside un signe honorable de sa reconnaissance envers celui qui avoit été chargé des ordres de Sa Majesté , par un présent de six mille écus. M. de Sully ne crut pas devoir l'accepter , & en reçut un du Roi de dix mille écus.

A N N É E 1599.

Le Prince & le Ministre avoient également pour maxime que le Labou-  
rage & le Pâturage sont les deux mam-  
melles dont la France tire sa nourri-  
ture ; ainsi les premiers soins furent de  
les encourager , de garantir les gens de  
la campagne de l'insolence & de l'op-  
pression des soldats pendant leur mar-  
che ou dans leurs quartiers : on com-  
mit des personnes sûres à la suite des  
armées pour y veiller , & la police

fut si exacte qu'on n'entendit aucune plainte.

La paix étant rétablie au dedans & au dehors par les deux derniers Traités, on travailla à l'économie des Finances. La première opération fut la réforme d'une partie des Troupes; non pas aussi considérable à la vérité que M. de Sully l'eût désiré pour pouvoir s'appliquer à réparer les Fortifications des frontières la plupart délabrées, & faire un bon fonds d'artillerie. Cette réforme ne fut même pas proportionnée à l'espérance que les circonstances pouvoient donner de la durée de la paix: mais les égards pour des gens puissans & des considérations personnelles l'emportèrent. Chacun vouloit avoir des Places, des Gouvernemens; il fallut se résoudre à entretenir beaucoup de garnisons inutiles.

M. de Sully avoit toujours pensé que les Finances s'embrouillent d'autant moins, que moins de gens y mettent la main. La difficulté des tems ne lui avoit pas encore permis d'appliquer les conséquences de ce principe à aucune opération. Il comprit que le Corps nombreux des sous-Fermiers étoit réellement entretenu aux dépens

du peuple & du Roi , & que les Fermiers Généraux pouvoient bien par eux-mêmes exercer les droits qui leur étoient abandonnés. Mais avant d'en venir à cette réforme il les obligea de représenter leurs sous-baux & d'en faire voiturer le montant au Trésor en droiture. Par-là il connut le profit des Fermiers Généraux , le produit réel des Fermes , & que le Conseil , ainsi que presque toute la Cour & les Trésoriers de France , y avoient intérêt. Malgré les plaintes & les brigues impuissantes de toutes ces sangsues , les Fermes Générales furent adjudgées à l'enchere & presque doublées. Cette méthode des enchères soutint son opération , bannit tous les protégés inutiles , & la garantit du danger qu'il y auroit eu de concentrer les Finances entre les mains d'une Compagnie permanente & exclusive.

A peine cette éclatante & utile entreprise fut-elle exécutée , qu'il travailla à remettre entre les mains du Roi des aliénations ou engagemens de certains revenus en Tailles , Aides , Gabelles , Traités foraines & domaniales , cinq grosses Fermes , Parties casuelles , Péages des rivières , Comptabilité de

Bordeaux , Patente de Languedoc & de Provence. Toutes ces parties étoient entre les mains des plus grands Seigneurs, & même de la plupart des Princes étrangers Alliés de la France, qui les faisoient exercer à leur profit ; multipliant ainsi le nombre de Régisseurs, des formalités & des vexations ; car ces abus marchent toujours ensemble.

Les clameurs & les importunités redoublerent ; la bonté trop facile du Prince l'y rendit sensible. M. de Sully préparé à tout déclara que chacun seroit payé annuellement au Trésor Royal sur le pied des baux qu'il avoit faits, mais qu'on ne pouvoit se plaindre de ce que Sa Majesté en faisant administrer ces droits par ses Officiers augmentoit ses revenus de six cent mille écus. En effet la seule Patente de Languedoc, dont le Connétable de Montmorency retiroit neuf mille écus, en fut affermée cinquante mille en sa présence aux Etats mêmes.

Il ne fallut pas moins de courage & de fermeté pour reprimer une autre espèce de désordre, d'une conséquence peut-être plus pernicieuse encore. Les Gouverneurs & en général tous

les Grands avoient poussé la licence jusqu'à lever à leur profit des contributions sur le peuple de leur propre autorité. Une défense très-severe de rien percevoir au-delà de ce que portoient les ordonnances , avec injonction aux Trésoriers de France d'y veiller sous peine d'en répondre , arrêta le cours de ces concussions. Le Duc d'Espernon entr'autres , qui se faisoit par de semblables violences soixante mille écus de rente sur ses vassaux , osa entreprendre à ce sujet M. de Sully , qui soutint en homme de guerre son opération de Finance.

C'est ainsi que ce grand homme exécutoit insensiblement le plan qu'il s'étoit formé , à mesure que ses connoissances devenoient plus nettes dans chaque partie & que les circonstances le permettoient.

Il manquoit encore quelque chose à la confection des Etats Généraux : & pour y parvenir on envoya aux Receveurs Généraux des modeles de comptes où rien n'étoit oublié pour le détail ni pour la clarté ; les obligeant de les accompagner des pieces justificatives. Ainsi se trouverent comblées les mines où les Commis avoient cou-  
tume.



tume de puiser leur opulence , comme suppositions , prétendues non-valeurs , mauvais deniers , frais de Domaines , remises , dons , droits , taxations , attributions d'offices , payemens de rentes , frais de voitures , épices , émolumens , frais de reddition de comptes , qui absorboient de grandes sommes parce qu'on ne s'étoit jamais donné la peine de les arguer.

La défense de reculer les payemens & de conserver aucuns deniers séparément affectés pour cet objet , mit les comptables & même les supérieurs dans l'impossibilité d'agioter & de composer avec les porteurs d'assignations. Ce fut le tombeau des remplacements de deniers payables par ordonnances de la Chambre & autres formules inutiles dont l'obscurité étoit méditée.

Souvent les Employés sortoient de place chargés de diverses petites parties de recouvrement qui restoient dans l'oubli. Pour obvier à ces especes de banqueroutes, leurs successeurs furent contraints de poursuivre la reddition de leurs comptes ; & tant qu'il restoit de ces débets, ils n'avoient point d'autre recours pour leurs appointemens & leurs remises.

Par une recherche sur les rentes on

s'aperçut , que l'on en payoit plusieurs qui avoient été rachetées ou constituées sans argent : les payeurs de rentes reçurent ordre de n'en acquitter plus aucune sans un arrêt du Conseil qui en constatât la validité.

Tant de travaux & de succès furent récompensés par le rétablissement de la Charge de Surintendant des Finances en faveur de M. de Sully en 1599. Cette faveur ne pouvoit ajouter à son zèle , mais elle le rendit plus efficace en augmentant son pouvoir.

#### A N N É E 1600.

Les Réglemens de la Finance ne furent pas les seules opérations de ces deux années : on jetta les fondemens d'une Marine autant que la situation présente des affaires & le long oubli où étoit restée cette partie pouvoient le permettre. La visite & l'examen des Ports fut une opération préliminaire ; l'état des réparations à faire fut dressé , & le petit nombre de vaisseaux ou de galeres qui restoit fut réparé , en attendant qu'on eût le moyen d'en mettre sur les chantiers. Quoique ce projet n'ait pas eu de grandes suites alors ,

il est beau à M. de Sully de l'avoir conçu dans un tems de détresse , & d'avoir compris , lors même que la France avoit à se défendre par terre de tous côtés , que sa force réelle consistoit dans une juste proportion entre les forces de Terre & de Mer. La situation florissante de l'Angleterre , & les efforts prodigieux des Provinces-Unies , l'avoient sans doute frappé ; car on est forcé de convenir qu'il n'avoit pas bien développé les principes de cette partie.

Nul Etat ne peut entretenir de Marine , si le Commerce ne formé & ne nourrit ses matelots pendant la paix. Pouvoit-on espérer que le Commerce prît des accroissemens au milieu des embarras multipliés des Douanes , & de cette multitude de Péages qu'on avoit soigneusement rétablis ou réunis au Domaine , au lieu de les rechercher pour les supprimer , comme on l'avoit pratiqué sous le Roi Jean , en remplaçant le produit par des droits moins onéreux ? Les droits avoient même été accrûs & les Fermes doublées. Pour peu que ce Ministre si judicieux d'ailleurs eût eu quelque idée de la balance du Commerce, s'il avoit

eu le tems de porter ses regards sur cette partie pendant ses voyages en Angleterre , il eût conçu clairement que nulle Taille , nulle Gabelle n'est réellement aussi ruineuse pour les peuples. On ne sçauroit trop regretter qu'il n'ait pas connu ces principes ; car il a tracé la route de tout le bien qu'il a vû , & nous en jouirions peut-être. Il paroît utile de rapporter ici une partie du discours que tint un Député de Lyon aux Etats de Dauphiné en cette année , au sujet d'un Péage établi sur le Rhône , & de la Douanne de Vienne : rempli de maximes très-saines , il prouvera qu'en aucun tems la France n'a manqué d'hommes éclairés ; & il fit tant de bruit en son tems , que les Historiens n'ont pas dédaigné d'en conserver la mémoire.

« Le Commerce , disoit ce Député ,  
» est un des élémens du Royaume ; &  
» dès qu'il cesse , le peuple s'en ressent  
» aussi-tôt... La paix a rendu l'ame  
» à la France , & lui a fait un corps  
» tout neuf ; mais ce bien n'est pas  
» tellement répandu par tout le corps ,  
» qu'il n'y ait encore des membres bien  
» froulés , qui durant la convulsion générale  
» ne sentoient pas le mal si vive-

» ment que maintenant. Car quoique  
» les Provinces soient déchargées de  
» Gendarmeries , que chacun retrouve  
» dans les villes & dans les campagnes  
» la Police & la sûreté qu'il desiroit ,  
» néanmoins la liberté du Commerce  
» n'étant pas encore rétablie , & le Né-  
» goce étant moins favorisé pendant la  
» paix qu'au plus fort de l'injustice &  
» de la licence des guerres , ce bien  
» demeure imparfait , pour ne pas dire  
» inutile. C'est pourquoi la ville de  
» Lyon se voyant privée du fruit de  
» cette paix par la continuation des  
» empêchemens de la liberté du Com-  
» merce , n'a pas voulu laisser passer  
» la tenue de vos Etats sans vous con-  
» jurer , par les intérêts communs &  
» inséparables de toutes les Provinces ,  
» mais principalement de ces deux-ci ,  
» d'en rechercher avec elle la perfec-  
» tion. Elle vous a fait entendre ci-de-  
» vant l'accroissement du mal , vous en  
» connoissez l'excès ; je ne suis ici que  
» pour vous prier d'aviser au remede.  
» Ce mal est la continuation du subside  
» établi sur la riviere du Rhône , & le  
» passage par terre de Vienne.....  
» Cette Douanne fut établie pour la ré-  
» duction de la ville de Vienne , & pour

» des considérations d'autant plus justes  
» qu'elles regardoient le service du Roi  
» qui précède toutes les autres. Quoi-  
» que la ville de Lyon prévît dès-lors la  
» dangereuse conséquence de son éta-  
» blissement, les ruines & incommodi-  
» tés de sa levée, elle y consentit d'au-  
» tant plus facilement qu'elle croyoit  
» que les années auxquelles sa durée  
» étoit limitée passeroient insensible-  
» ment, & qu'on en verroit plutôt la  
» fin que l'occasion de s'en plaindre....  
» Mais comme les choses qui paroissent  
» au commencement douces & faciles  
» se rendent avec le tems âpres & intolé-  
» rables, ce subside est devenu un écueil  
» qu'on ne rencontre point sans y faire  
» naufrage. Il a eu la naissance & l'ac-  
» croissement du crocodile, & en peu  
» de jours il s'est rendu l'effroi de ceux  
» qui voyagent par eau, ainsi que des  
» marchands qui vont par terre. Il a  
» passé les années de sa durée, il va se  
» rendre perpétuel, & ne retient rien  
» de la première cause de son institu-  
» tion, que le prétexte & l'apparence.  
» Les Fermiers sont si sévères en exi-  
» geant non ce qui est ordonné, mais  
» bien souvent ce qui leur plaît, que  
» les marchands effrayés s'éloignent de

» ce passage comme d'un coupe-gorge.  
» S'ils y tombent , on les y fait languir  
» des semaines toutes entières , avant  
» que de composer du payement , & la  
» liberté ne leur est rendue que lorsqu'on a vû le fond de leurs balles &  
» de leurs bourses. De cette maniere  
» ce qui, en un siecle moins corrompu  
» & moins avare que le nôtre , se don-  
» noit en reconnoissance de la protec-  
» tion publique & de la sûreté du passa-  
» ge, s'attache par des extorsions & des  
» concussions punissables. Ainsi la ville  
» de Lyon se voit depouillée des com-  
» modités du Commerce, à la conser-  
» vation duquel le Dauphiné a l'intérêt  
» le plus sensible. Le Commerce est le  
» principal & l'unique soutien de cette  
» ville ; de-là, comme d'une source  
» que la longue paix peut rendre iné-  
» puisable , dérivent des profits sans  
» nombre à toutes les autres Provinces,  
» mais plus abondamment à ses voisins.  
» Depuis que le passage du Rhône a  
» été décrié , & que les marchands ont  
» mieux aimé tenter tout autre hazard  
» que de s'exposer à toutes sortes d'in-  
» justices , la ville de Lyon a bien re-  
» connu que de célèbre & florissante  
» qu'on l'a vûe , elle deviendra un de-

80 *Recherches & Considérations*

» fert , si la liberté du Commerce  
» n'est rétablie. Déjà toutes les mar-  
» chandises qui du Levant venoient à  
» Marseille , & de-là à Lyon , ont  
» quitté l'ancien passage , & cherché  
» d'autres routes plus longues , plus  
» pénibles , mais plus sûres. En rom-  
» pant ainsi le cours ordinaire du Né-  
» goce , on coupe les veines du corps  
» Politique , on le réduit à l'état le plus  
» déplorable.... Ne pensez pas , Mes-  
» sieurs , que nous soyons si peu instruits  
» dans la science d'obéir , la meilleure  
» & la plus heureuse possession des su-  
» jets , que nous pensions à contredire  
» les intentions du Roi , ni à diminuer  
» ses Finances. Les charges que les  
» peuples souffrent , quoiqu'elles soient  
» grandes , sont toujours réputées sain-  
» tes & justes ; mais elles sont dans  
» l'Etat ce que sont les voiles dans un  
» vaisseau pour le conduire , l'assurer ,  
» & non pour le charger & submer-  
» ger.... Ce que nous demandons ne  
» fait point de tort au revenu du Roi ,  
» qui ne retire rien de ces Douannes.  
» Les particuliers seuls y perdront & ap-  
» prendront qu'il ne faut pas se préva-  
» loir des incommodités publiques....  
» Les intéressés sont de grands Seigneurs



ni entrent au Conseil du Roi ;  
ni ont le moyen de trouver des assignations plus légitimes pour récompense de leurs services ; leurs intérêts sont dans l'Etat , comme les rivières ni n'ont ni la même source ni le même cours , & qui néanmoins se rendent toutes à la Mer où elles perdent leurs noms. Ils loueront nos efforts ni les informent des abus commis sous le titre de Commandemens du Roi ; ils approuveront notre courage , parce que c'est un violent préjudice de souffrir des choses qui s'établissent & prennent pied plus par tolérance que par raison , & parce que la postérité des Princes n'est que trop constante à maintenir ces ruineuses conventions ».

Cette remontrance fut inutile , & l'historien Mathieu , qui l'a conservée , vient que ces plaintes n'étoient pas entendues dans un seul endroit du royaume , qu'elles remplissoient l'air de tous côtés.

Le Député de Lyon n'avoit que trop raison d'être alarmé de la Douane de Vienne ; & comme elle est devenue par la succession des tems un des grands fléaux du Commerce , il

82 *Recherches & Considérations*

n'est point inutile d'en marquer ici l'origine & les progrès , jusqu'à ce que nous ayons occasion d'y revenir.

Le droit fut établi le 10 Mai 1595, sur toutes les marchandises venant tant de l'étranger , que de Provence , Languedoc , Vivarais , Dauphiné & autres, lesquelles seroient tenues de passer par Vienne & Sainte-Colombe pour aller à Lyon , soit par eau , soit par terre ; & aussi sur toutes les marchandises du Lyonnais , Forès , Beaujolois , Bresse & Savoye, qui seroient chargées dans la ville de Lyon pour aller en Provence , Languedoc , & autres lieux tant par eau que par terre , lesquelles seroient tenues de passer à Vienne ou à Sainte-Colombe. Le tarif fut composé tout-à-fait militairement : on forma vingt classes de marchandises , non pas suivant leur nature , mais suivant leur prix à - peu - près ; & elles devoient payer à la charge.

Ce droit local devoit subsister jusqu'à ce qu'il eût rendu soixante mille livres dont on étoit convenu avec le Gouverneur de Vienne pour sa reddition. Il fut mis d'abord en régie : mais il rendit peu de chose , puisqu'en 1598 , en conséquence de Lettres Patentes ,

il en fut passé bail par les Trésoriers de France & les Syndics des Etats du Dauphiné, pour la somme de treize mille huit cent écus. Les Lettres Patentes & le bail portent expressément que le prix servira à acquitter la somme due au sieur Dirimieu, & qu'après l'acquittement l'imposition sera éteinte.

Cependant ce bail fut suivi de plusieurs autres de deux années chacun ; pendant le cours desquels le prix en fut porté à dix-huit mille écus.

Tel étoit l'état des choses, lorsqu'en 1611 le nommé la Mothe se rendit adjudicataire des cinq grosses Fermes sur un pied beaucoup plus haut qu'on n'avoit encore fait ; mais à condition que la Douanne de Vienne seroit supprimée. Voilà un Fermier intelligent, qui conçoit que le produit des consommations est toujours en raison de la faculté de consommer, & de la facilité des consommations. Sa maxime, quoiqu'évidente, fut bientôt oubliée ; dix ans après on vit la Douanne de Vienne se reproduire sous le nom de celle de Valence. Comme celle-ci est en quelque façon dérivée de la première, on peut dire que par l'événement aucune acquisition n'a coûté à la France autant

que celle de Vienne : nous y reviendrons à l'année 1621.

Ce seroit vraisemblablement une chose aussi utile que curieuse de rassembler toutes les remontrances sur le fait du Commerce en divers tems ; & l'on a lieu de penser , d'après la communication de diverses pieces , que l'on y trouveroit de quoi faire l'histoire de nos Arts , de notre culture & de nos richesses.

On doit rendre cependant cette justice à M. de Sully, qu'il représenta très-fortement au Roi dans diverses occasions , que tous les petits droits dont il avoit la facilité de gratifier ses courtisans ruinoient le Commerce ; car alors chacun vouloit faire des affaires. On ne peut donner trop de louanges à la vigueur qu'il témoigna contre l'établissement d'un droit de quinze sols par balle de marchandises qui sortoient du Royaume , en faveur de M. le Comte, de Soissons. Le Roi, qui croyoit n'accorder qu'une gratification de trente mille livres, rougit de sa foiblesse lorsqu'il apprit que le produit ne seroit pas moindre de trois cens mille écus. Indigné qu'on eût osé le surprendre , il laissa à M. de Sully la liberté d'en em-

pêcher l'exécution. Belle leçon qui doit mettre les Princes en garde contre les demandes des Grands en fait de Commerce, de Finances & de Monnoies. On est forcé cependant de croire que M. de Sully s'étoit trompé dans son calcul sur le produit de ce droit : car il supposeroit une exportation de douze cent mille balles, qui à deux cent livres seulement l'une dans l'autre eussent fait une vente de deux cens quarante millions, sans compter les bleds & les vins.

A N N É E S 1601 & 1602.

Par une espèce de dédommagement des impositions établies sur le commerce de nos denrées, il fut donné un Edit en faveur de la navigation des sujets: les étrangers pour la faire tomber avoient mis des droits d'ancrages assez considérables sur nos vaisseaux qui mouilloient dans leurs ports; & nous avions tellement négligé de leur rendre la pareille, que leurs navires étoient employés en France préférablement aux nôtres. Henri, malgré son Ministre & les oppositions des Parlemens, ordonna habilement d'exiger des vaisseaux étrangers les mêmes droits auxquels ils avoient

assujetti les nôtres. Si le génie du grand Henri avoit toujours présidé à nos Conseils , verroit-on encore pendant la paix les étrangers admis à notre cabotage ? puisqu'on a imposé sur eux un droit par tonneau , on a reconnu que leur concurrence étoit ruineuse pour nous ; & ce droit ne suffisant pas , c'est donc une conséquence de la première démarche , ou de le doubler ou de prohiber cette concurrence.

On ne peut guere plus excuser le peu de penchant qu'avoit M. de Sully à favoriser les manufactures. Son Maître voyoit plus loin que lui , & sentoît bien que l'économie ne consistoit pas toujours à épargner l'emploi de l'argent ; aussi commença-t-il dès cette année à attirer des ouvriers étrangers ; & à mesure que le rétablissement des Finances le permit , il donna de grandes sommes aux manufactures de tapisserie façon de Flandres , de toile façon d'Hollande. Le Ministre dont les idées sur le luxe tenoient un peu plus à l'austérité de sa morale & de ses mœurs qu'à la politique , ne voyoit pas avec moins de regret l'établissement des plantations de mûriers repris de nos jours avec tant de succès dans les provinces du Nord

de la France , & qui , s'il n'eût pas été interrompu dans le tems , nous eût conservé plusieurs centaines de millions. Le Roi étoit persuadé que sa richesse dépendoit de celle de ses sujets ; que multiplier les genres d'occupations , c'étoit s'assurer de leur bonheur & de leur tranquillité même , en reprimant l'oisiveté , maladie également funeste aux hommes & aux Empires. Il suivit constamment ses projets , & jétta même les fondemens de plus grands établissemens. Car en 1603 il envôya une colonie en Canada sous la conduite du sieur de Monts. Par un Edit du premier Juin 1604 il accorda de grands privilèges à une Compagnie formée par les soins d'un Flamand nommé Gérard le Roi pour le commerce des Indes Orientales : la Noblesse étoit invitée à y prendre part ; mais l'esprit de commerce fut toujours étouffé par le faux esprit de Finance que fomentoient les nécessités publiques , par l'ignorance des principes dans ceux qui se chargeoient de le protéger , & ce qui est le plus dangereux , de lui imposer des loix ; enfin par le peu d'union qui regna long-tems entre les divers corps de l'Etat. L'interdiction des étoffes étrangères de soye ,

d'or & d'argent , en faveur de l'établissement qui s'en faisoit à Tours , ne dura pas un an : Cependant puisque l'Etat n'avoit pas le moyen d'établir des gratifications , cette prohibition étoit la meilleure opération que l'on pût faire pour élever nos manufactures , & s'épargner une importation évaluée alors malgré les miseres publiques à vingt-un millions : d'ailleurs l'Italie seule y eût perdu , & elle n'étoit pas en état de prendre sa revanche. Les raisons qu'on en donna furent la diminution du produit des Douanes , le plus haut prix des marchandises , préjugés d'après lesquels on a long-tems raisonné parmi nous sur le Commerce , & qui l'emporteroient encore dans l'esprit de beaucoup de personnes , si par malheur on avoit besoin de leurs conseils. En effet c'est un reproche qu'on est en droit de faire plus particulièrement à notre nation qu'à aucune autre ; dans les tems même où les Rois trouvoient bon de l'assembler pour en avoir le vœu sur les affaires publiques , chaque particulier le donnoit presque uniquement d'après son intérêt actuel & personnel ; & de ces augustes assemblées si renommées on a vu sortir rarement une bonne opération générale.



générale. Les loix sur le Commerce ont été long-tems faites sur des détails domestiques sans les moindres vûes politiques sur le dehors : les impôts ont été établis dès les tems anciens, de maniere à les détourner d'une province ou d'un ordre sur l'autre suivant leur crédit, à soulager les riches qui composoient les assemblées. La plus grande partie de ces riches ignore même encore, malgré l'expérience de tant de siècles, que l'aisance du peuple est le vrai barometre de la leur. Enfin beaucoup de Marchands représenterent que le commerce étoit perdu, parce qu'ils ne faisoient plus leurs gains ordinaires; ils furent plaints & satisfaits, tant on étoit éloigné alors de distinguer le commerce actif du commerce passif. Cet exemple sert aussi à prouver entre mille autres, que les abus contre lesquels le commerce général s'est toujours récrié ont été imaginés la plupart, & recherchés par les Commerçans même chacun dans leur partie. Il étoit naturel que ceux de ce corps agissent comme les membres des autres corps. Que pouvoient penser les Ministres. Ces manœuvres ne justifioient-elles pas leurs méprises & leurs erreurs, si ceux qui gouvernent n'é-

soient pas responsables à l'Etat, au Souverain & à Dieu de leur ignorance ?

On s'arrête sur ces détails, parce que la science des Finances ne consiste pas dans la simple levée de l'argent nécessaire. Cette partie, comme je l'ai déjà observé, dépend d'une connoissance d'un ordre bien supérieur. Je parle de l'art d'en découvrir les sources les plus abondantes, les canaux les plus faciles, & de débarrasser ceux qui sont engorgés. Tel est le vrai principe de la perception, qui déstituée de ses secours devient une routine mécanique plus ou moins grossière.

L'influence des Arts & des Lettres sur les mœurs d'une nation oblige aussi de faire observer les faveurs que le Roi leur accordoit ; il appella le fameux Casaubon en France. » Faites-lui donner, écrit-il à son Ministre, des moyens pour » s'entretenir à Paris, & y faire amener » sa famille ; car je l'ai fait venir pour » remettre l'Université de Paris, & la » faire refleurir, non pour être près de » moi.

Reprenons les travaux économiques de M. de Sully. Dès 1601 il étoit parvenu à mettre un tel ordre dans un grand nombre de parties essentielles, qu'il fut

en état de présenter au Roi cinq états intéressans.

Le premier étoit un projet d'état général des Finances de toutes les provinces particulières du Royaume, par lequel on connoissoit tout ce qui se levoit en France, de toutes sortes de natures d'impôts; ce qui se dépensoit sur les lieux en charges ordinaires, & ce qui en revenoit de net au Roi.

Il paroît qu'on n'avoit pas encore trouvé l'art de multiplier à l'infini les caisses & les Trésoriers inutiles, de faire venir à grands frais dans la capitale les fonds qui doivent revenir peu de jours après dans les provinces, déduction faite des taxations & des dépenses pour la voiture. Chaque partie de dépense arrêtée sur les états, étoit assignée sur les fonds du lieu où elle se faisoit; & tout l'excédent se verfoit à droiture au Trésor d'épargne, qui payoit soit en argent, soit en rescptions sur les provinces. Cette méthode infiniment moins coûteuse aux peuples, & moins embarrassante, favorisoit la circulation des especes, & dès-lors le paiement des impositions. Alors même les Receveurs des Tailles faisoient aussi la recette des aides & équivalens.

92 *Recherches & Considérations*

Le second projet étoit un état général au trésor de l'Epargne , contenant tout ce qu'il devoit recevoir durant l'année de son exercice & son emploi.

Rien n'est plus essentiel à l'ordre des Finances, que cette désignation précise de chaque partie de dépense. D'après cette regle d'autant plus facile à établir qu'elle dépend d'un travail purement mécanique, tout marche d'un pas égal sans qu'aucune partie soit favorisée ou négligée ; & la dépense extraordinaire au lieu de se faire par anticipations, ce qui est toujours la ruine des affaires, se fait sur des fonds extraordinaires.

Le troisième objet étoit un état général de recette & de dépense d'artillerie, avec un inventaire général & circonstancié de toutes les munitions existantes.

Le quatrième, un projet d'état général de la grande voyerie, ponts, pavés, chemins, chaussées, & réparations tant royales que provinciales.

Le cinquième, un projet d'état général & circonstancié de toutes les réparations & Fortifications des villes, châteaux, & places frontieres.

La confection de ces tableaux circonstanciés dans chaque partie des dépenses du gouvernement, est indispen-

sable au bon ordre : mais ce fut un avantage singulier pour M. le Duc de Sully de pouvoir les dresser tous par lui-même, & juger de la nécessité ou de la convenance des parties de détail. Lorsqu'un Ministre des Finances est réduit, pour ainsi dire, à tenir la caisse commune des divers départemens, il est toujours dans un état violent & forcé : il n'est plus le maître de l'économie des fournitures, & les autres Ministres dans la crainte de manquer de fonds en demandent toujours au-delà du besoin. Cet excédent se repartit en grâfications, en établissemens nouveaux : c'est ainsi que s'augmentent les dépenses, & que chacun cherche l'agrandissement de son département, tandis que le département général, qui est l'état, reste dans la souffrance.

Quoique la face des affaires changeât, le projet de M. de Sully embrassoit encore un grand nombre de réformes, qui reçurent leur exécution, à mesure que les circonstances le permettoient. Une des plus utiles de l'année 1601 fut sans contredit la réduction de l'intérêt de l'argent du denier dix & douze au denier seize. Les raisons exposées dans l'Edit même renfermant tout ce qu'on

peut penser de mieux sur cette matiere, les plus habiles Ecrivains parmi les Anglois le proposerent depuis comme un modèle à imiter chez eux. Aujourd'hui quoique nous nous prétendions plus éclairés, quoique la nécessité d'une réduction d'intérêt soit encore plus évidente, puisque tous nos voisins le payent moins cher que nous, & que la politique de l'Europe s'étant tournée vers le commerce, nous soyons forcés de nous procurer les mêmes facilités : aujourd'hui, dis-je, nous sommes réduits à emprunter en faveur du bien de l'Etat l'autorité de ces mêmes étrangers qui ont profité de notre exemple. Du tems de Henri le grand ce n'étoit point une maxime politique de dire que le haut intérêt de l'argent étoit nécessaire à la conservation des familles de robe. Aussi soit qu'on fût plus tranquille alors sur cet objet, soit qu'on se fût fait moins de besoins frivoles, l'Edit n'éprouva aucune contradiction. Le bénéfice de la réduction étoit d'autant plus grand pour nous, que nos voisins payoient l'intérêt plus cher. Voilà de ces faits qui aident à rendre compte de l'aisance d'un Etat dans des tems où les Arts étoient peu avancés. Les pistoles d'Espagne,

comme le disoit le Roi, étoient plus communes en France qu'en Espagne, parce que nous vendions librement nos grains, nos vins, & nos eaux-de-vies; & parce que l'intérêt de notre argent étoit plus bas que dans les autres États. Réciproquement l'intérêt avoit baissé, parce que le commerce libre des grains attiroit l'argent.

« Henri &c. Après avoir par l'assif-  
» tance de la souveraine bonté pacifié  
» de toutes parts notre Royaume & fait  
» rendre à chacun de nos Sujets ce qui  
» leur appartenoit, & avoit été ravi par  
» la licence des guerres passées, en telle  
» sorte que chacun à présent jouit pai-  
» siblement du sien; nous avons jugé  
» être aussi important & non de moins-  
» dre gloire à notre Etat Royal, d'ap-  
» porter pareil soin & diligence à la con-  
» servation de leurs possessions que nous  
» avons soutenu de travaux & de fati-  
» gues à leur acquérir. Et pour cet effet,  
» ayant recherché de plus près les cau-  
» ses qui plus ordinairement appauvris-  
» sent & travaillent nosdits Sujets en la  
» jouissance de leurs biens & surtout de  
» notre Noblesse, de laquelle comme  
» du plus fort appui de notre Couronne,  
» nous & nos Prédécesseurs avons tou-

§6 *Recherches & Considérations*

» jours reçu de signalés services ; nous  
» avons reconnu au doigt & à l'œil que  
» les rentes constituées à prix d'argent  
» au denier dix ou douze , qui ont eu  
» cours principalement depuis quarante  
» ans en çà & intérêts provenans tant  
» des changes & rechanges, que des con-  
» damnations qui s'ordonnent par nos  
» Juges à faute de payement des dettes,  
» ont été en partie cause tant de la ruine  
» de plusieurs bonnes & anciennes fa-  
» milles , soit pour avoir été accablées  
» d'intérêts , & souffert la vente de tous  
» leurs biens à personnes qui s'en sont  
» trouvées insolvables, que empêché le  
» trafic & commerce de la marchandise  
» qui auparavant avoit plus de vogue  
» en notre Royaume qu'en aucun autre  
» de l'Europe , & fait négliger l'agri-  
» culture & manufacture, aimans mieux  
» plusieurs de nos Sujets sous la facilité  
» d'un gain à la fin trompeur , vivre de  
» leurs rentes en oisiveté parmi les  
» Villes , qu'employer leur industrie  
» avec quelque peine aux Arts li-  
» béraux ou à cultiver & approprier  
» leurs héritages ; ce qui pourroit à la  
» longue aussi bien occasionner quel-  
» ques remuemens en cet Etat & Mo-  
» narchie , que les usures & grandes  
» dettes



ettes ont fait par le passé en plusieurs épubliques. Pour à quoi remédier à l'avenir, par le retranchement du profit excessif desdites rentes & intérêts éprouvés des changes & rechanges qui rendent ingrate la fertilité des terres, convier nos Sujets à s'enrichir par gains plus convenables, ou se contenter de profits modérés, même faciliter les moyens à notre dite Noblesse par établir en leurs maisons les dégâts, ruines & desordres qui leur ont été causés par les troubles, afin qu'elle puisse ci-après nous rendre les services qu'elle nous doit à des occasions qui pourront se présenter. Considérant d'ailleurs que desdites rentes constituées en deniers comptans sous les noms déguisés de ventes ou achats, le profit n'en a été certainement limité par aucune ancienne ordonnance ni même autorisé par aucune constitution de l'Eglise, sinon suivant l'usage & coutume des Pays, qui a changé & varié selon la nécessité & exigence des tems; suivant laquelle par Edit du mois de Juin 1572, vérifié en notre Cour de Parlement de Paris, a été ordonné & défendu de constituer ren-

88 *Recherches & Considérations*

» tes à plus haut prix que de six pour  
» cent.

» Sçavoir faisons, qu'ayant mis en  
» délibération cette affaire en notre  
» Conseil, où étoient les Princes de no-  
» tre Sang, des Officiers de notre Cou-  
» ronne, & plusieurs grands & nota-  
» bles Personnages de notredit Conseil  
» d'Etat étant près de notre personne.

» Nous avons dit, statué, & ordon-  
» né, disons, statuons & ordonnons par  
» Edit perpétuel & irrévocable, qu'en  
» tous lieux, Terres & Seigneuries de  
» notre Royaume ne seront ci-après par  
» aucunes personnes, de quelque état,  
» qualité & condition qu'ils soient, consi-  
» tituées rentes à plus haut prix qu'à la  
» raison du denier seize, revenant à six  
» écus quinze sols pour cent écus par  
» chacun an; & ce par contrats passés  
» pardevant Tabellions ou Notaires;  
» auxquels nous faisons très-expres-  
» ses inhibitions & défenses d'en passer à  
» autre raison, à peine de suspension  
» & privation de leurs Offices; & à tous  
» nos Juges d'y avoir aucun égard ni  
» donner aucuns Jugemens contenant  
» condamnation de plus grand intérêt.

» Cette réduction ne s'étendoit pas sur

les anciens contrats , ce qui n'eût été ni juste ni convenable : car pour résilier un contrat , il faut remettre les Parties dans le même état où elles étoient. Outre qu'il n'eût pas été de l'intérêt public de diminuer les revenus d'un Rentier , en lui introduisant les moyens de profiter de la nouvelle facilité accordée soit au commerce , soit à la culture des terres ; c'eût été introduire le discrédit & la défiance entre les Citoyens. C'est toujours une grande faute en politique , parce que l'usure imagine alors de nouvelles ruses , qui pour être plus cachées , n'en sont que plus dangereuses : de-là la multiplicité des Loix toujours défavorables à la circulation des denrées & des espèces ; sans compter le danger d'exposer les réglemens à l'observation. Observons que le préambule de l'Edit porteroit à croire que l'intérêt avoit haussé depuis 1550 , c'est-à-dire depuis que l'Etat empruntoit par constitutions de rente ou par aliénation de domaines & droits domaniaux. En effet l'intérêt fut réglé en 1541 à  $8\frac{1}{2}$  pour  $\frac{\circ}{\circ}$  , & l'Edit parle de rentes au dernier dix ou à dix pour  $\frac{\circ}{\circ}$ .

La défense d'exposer dans le commerce les monnoies étrangères n'eut

pas un aussi bon succès que la réduction des intérêts; le commerce fut interrompu par cette défense, comme il le sera toujours par ce qui affecte le crédit & la confiance publique. Ces monnoies étrangères étoient en grande quantité dans le Royaume; elles eurent le refuser par la répugnance qu'eurent les particuliers à les porter aux Monnoies, où l'on devoit leur rétenir de gros droits de Seigneuriage, Brassage & autres. Ce qui arrive en pareil cas, c'est que chacun temporise, espérant que la liberté reviendra. Et en effet, comme l'argent est communément dans un petit nombre de mains, la Loi est souvent forcée de plier. Rien ne fait mieux sentir combien il est intéressant pour un Etat que les richesses y soient réparties le plus abondamment qu'il est possible entre toutes les classes du Peuple, & de supprimer les moyens d'en concentrer, pour ainsi dire, de grandes portions dans un cercle très borné. Je suppose, par exemple, qu'un Etat veuille entreprendre une réduction d'intérêts, & qu'un très-petit nombre de Prêteurs puissent disposer de grandes sommes, ils fermeront leur caisse en partie, & attendront un moment de besoin, bien assurés alors de dicter les conditions.

Malgré cette quantité prodigieuse d'argent étranger, on étoit persuadé que le Royaume s'épuisoit par les dépenses du luxe que lui fournissoient ses voisins. On crut y remédier par des Loix somptuaires qui acheverent d'écraser nos manufactures naissantes, & ne firent que pallier le mal : leur exécution n'est jamais que momentanée dans de grands Etats & dans les Cours où les femmes donnent le ton.

En réfléchissant un peu sur cette abondance de monnoies étrangères, on se fût épargné une ordonnance inutile sur le transport des métaux, dont il paroît cependant que M. de Sully se fut très-bon gré, & qui lui produisit quelques captures. L'opération qu'il fit sur les monnoies fut plus salutaire, quoiqu'encore insuffisante. L'Ecu d'or au Soleil qui valoit soixante sols tournois, fut porté à soixante-cinq. L'écu d'or, nommé Pistolet, monta de cinquante-huit sols à soixante-deux, & ainsi des autres especes d'or. Le Franc d'argent de vingt sols haussa d'un sol quatre deniers, & le reste à proportion. Le prix du marc d'argent fut ainsi porté à vingt livres cinq sols quatre deniers, & celui du

marc d'or fin à deux cent quarante livres dix sols.

Le desordre des monnoies provenoit de la proportion trop basse de l'or à l'argent, c'est-à-dire de ce qu'un trop petit nombre de marcs d'argent fin équivaloit à un marc d'or fin. Car sous Louis XIII, en 1615, après l'avoir fixé de 1 à  $13 \frac{1}{11}$ , on fut encore obligé de hausser en 1636 le prix du marc d'or de 278 livres 6 sols 6 den. à 384 livres, tandis que le marc d'argent ne haussa que de 20 livres 5 sols 4 deniers à 25 livres; c'est-à-dire que la proportion fut comme de 1 à  $14 \frac{3}{4}$  environ. Indépendamment du témoignage de Henri Poulain, dont les principes sont excellens sur la proportion des monnoies, on voit que M. de Sully ne parle jamais que du transport de l'or. La proportion de l'or à l'argent étoit en Espagne de 1 à  $13 \frac{1}{3}$ ; en Angleterre de 1 à  $13 \frac{19}{40}$ ; en Flandres de 1 à  $13 \frac{85}{101}$ ; en Allemagne de 1 à  $12 \frac{1}{6}$ : en France la proportion n'étoit pastout-à-fait de 1 à 11. Ainsi les étrangers avoient du bénéfice à enlever notre or. Le commerce partagea bientôt avec le public le bénéfice de ce transport, & l'écu d'or passa pour 75 sols, quoique

le prix légal fût de 60 sols, tandis que le  $\frac{1}{4}$  d'écu en argent restoit à 15 sols; ce qui forma une proportion de 1 à 12  $\frac{365}{403}$ .

Il y avoit encore du profit à enlever notre or pour les pays où il étoit plus cher. M. de Sully ne pouvoit remédier au desordre qu'en bannissant le cours des especes étrangères dans le Royaume, pour obvier à tout arbitraire dans l'exposition presque inévitable autrement sous une infinité de prétextes; & en approchant la proportion de celle des étrangers. Il ne falloit donc pas hausser les monnoies d'argent; car la proportion nouvelle ne fut que de 1 à 11  $\frac{1}{6}$ , ce qui ne remédioit point au cours populaire & à la sortie. Au contraire, il eût été convenable de diminuer le prix du marc d'argent sans toucher au prix du marc d'or fin. Aussi ne paroît-il point par la Déclaration qu'on eût reconnu clairement la vraie cause du transport & du billonnement de nos especes. Dès 1609; on s'apperçut que la confusion étoit encore plus grande, parce que les autres Etats avoient encore haussé leur proportion. M. de Sully ne fat pas plus heureux en substituant le compte par livres au compte par écus :

il supposa que le compte par écus avoit fait renchérir le prix de toutes choses, sans se douter de la vraie cause, qui étoit l'augmentation successive du prix des monnoies d'or & d'argent; elle avoit ruiné les propriétaires des rentes en argent & renchéri les denrées, dont le prix n'est pas réglé sur la dénomination qu'il plaît de donner aux especes, mais sur la quantité du poids en matieres fines que l'on reçoit en échange. Par la même raison, le Prince recevant un moindre poids en matiere fine, & ayant toujours la même quantité à payer, s'appauvrissoit réellement.

Ce qu'on vient de voir sur la proportion des Monnoies d'or & d'argent, confirme le sentiment de M. Law, que les Etats ne doivent point fixer la porportion entre les métaux, parce qu'elle varie sans cesse, & que ce changement occasionne, dans l'intervalle, des transports ruineux, ou nuit à certains commerces. Il suffit que le prix du marc d'argent soit fixé; le commerce fixera suivant ses besoins le prix du marc d'or. En Angleterre le prix de l'or de la Guinée est de 20 sols sterling, cependant elle est reçue dans le commerce sur le pied de 21 sols sterling. Il est vrai que cela n'est praca-



que dans un pays où le monnoyage  
est aux dépens de l'Etat ; & c'est le  
le moyen d'attirer l'or & l'argent.  
C'est une regle générale pour les Etats  
commerçans qui fixent une proportion,  
et d'éviter la plus haute & la plus  
faible.

Quelques Politiques ont prétendu que  
la proportion basse payant l'or moins  
cher & attirant dès-lors l'argent par pré-  
férence, convenoit mieux aux Etats qui  
commercent avec les Indes : mais il faut  
observer en même tems que ces pays  
gagnent moins d'avantage dans leur com-  
merce avec les peuples qui soldent en  
monnoie. Aujourd'hui tous les peuples trafiquent  
dans les Indes Orientales ; les ré-  
exportations sont très-bornées en ce  
genre. Ainsi de plus en plus ce com-  
merce deviendra ruineux : pour réparer  
les pertes qu'il coûte, il est essentiel  
de favoriser de plus en plus les com-  
merces utiles.

Quoiqu'on ne puisse pas accuser M.  
Lully d'avoir favorisé les Financiers,  
il se prêta que malgré lui à l'établisse-  
ment d'une Chambre de Justice pour  
poursuivre tous ceux qui avoient mal-  
géré dans leurs emplois. Son avis étoit  
de diminuer leurs profits excessifs,

pagnes avoient toujours dépéri à mesure que les Tailles s'étoient accrues. En effet, dès qu'il y entre de l'arbitraire, le laboureur est privé de l'espérance d'une propriété, il se décourage ; loin d'augmenter sa culture, il la néglige pour peu que le fardeau s'appesantisse. Si la Taille étoit assise sur le fonds même, le propriétaire gagneroit au moins les frais des exécutions ; & ce que leur crainte avec celle des augmentations inspire de timidité aux Fermiers, soit pour l'amélioration, soit pour la consommation personnelle : car les choses sont réduites à ce point parmi les Tailles de l'ordre du peuple, que celui qui s'enrichit n'ose consommer, & dès lors prive les terres & les arts du produit naturel qu'il voudroit leur fournir, jusqu'à ce qu'il soit devenu assez riche pour ne rien payer. Cet étrange paradoxe est parmi nous une vérité que les privilèges ont rendue commune.

L'établissement si nécessaire d'un impôt réel ne peut être fait que sur la connoissance exacte de la valeur des biens ; il faudroit donc les déclarer de bonne foi. Est-il possible que les hommes aient besoin d'être violentés pour les conduire à leur avantage ? que parmi ce grand

nombre d'hommes qui se croient assez de lumieres pour s'ériger en censeurs & en réformateurs, il s'en trouve si peu qui s'imposent la loi d'être justes & raisonnables? Toutes les passions ont la vûe courte, rien n'est si vrai; l'avarice est rusée, mais elle n'est point habile. Que peut ajouter à la valeur d'une terre l'industrie d'un malheureux colon, chargé tout-à-la-fois de deux dettes toujours pressées, & qui lui laissent à peine une mauvaise subsistance? S'il survient quelque non-valeur, une mauvaise récolte, une mortalité de bestiaux, où trouvera-t-il des ressources? Par quelle autre raison depuis quatre-vingt ans la quantité du bétail est-elle si considérablement diminuée? Est-il surprenant que nos terres moins engraisées semblent moins fertiles que nos Peres ne l'ont cru?

Pour couper court à des raisonnemens qu'il seroit impossible de ne pas admettre, on ne manque jamais de citer la raison d'Etat. On est venu à bout d'introduire cette maxime d'une politique absurde, que le Peuple ne doit point être à son aise si l'on veut qu'il soit industrieux & obéissant; c'est la première chose qu'un enfant entend di-

re dans le château où il est élevé. Il seroit bon de faire voyager ces prétendus hommes d'Etat ; & s'ils ont des yeux , ils verroient que l'industrie n'est nulle part plus active que dans les pays où le menu peuple est à son aise ; que nulle part chaque genre d'ouvrage ne reçoit plus de perfection. Cela est dans la nature ; il ne faut pas une Métaphysique bien profonde pour connoître l'influence du goût pour les commodités chez les hommes , & celle de l'émulation qu'inspire l'exemple. Ce n'est pas que des hommes engourdis sous le poids d'une misère habituelle , ne puissent s'éloigner quelque tems du travail , si toutes les impositions cessioient sur le champ. Mais outre la différence sensible entre le soulagement du peuple & l'excès de cette supposition , ce ne seroit point à l'aisance qu'il faudroit attribuer ce moment de paresse , mais à la surcharge qui l'auroit précédée. Encore ces mêmes hommes revenus de l'emportement d'une joie inespérée , sentiroient-ils bientôt la nécessité de travailler pour subsister , & le desir naturel d'une meilleure subsistance les rendroit plus actifs qu'ils ne l'auroient jamais été. Au contraire , on n'a jamais

& l'on ne verra jamais des hommes  
loyer toutes leurs forces & toute  
industrie, s'ils sont accoutumés à  
les taxes engloutir le produit des  
vraux efforts qu'ils pourroient fai-  
& ils se borneront au soutien d'une  
toujours abandonnée sans aucune  
ce de regret.

L'égard de l'obéissance, c'est une  
de injustice de calomnier ainsi une  
titude infinie d'innocens ; car les  
n'ont point de sujets plus fideles,  
e meilleurs amis. Il y a plus d'amour  
lic dans cet ordre peut-être que dans  
autres ; non point parce qu'il est pau-  
mais parce qu'il fait très-bien, mal-  
son ignorance, que l'autorité & la  
ction du Prince sont l'unique ga-  
le sa sûreté & de son bien-être ; en-  
parce qu'avec le respect naturel des  
ts pour les grands, avec cet atta-  
ment particulier à notre nation pour  
personne de ses Rois, ils n'ont au-  
autre bien à espérer. Dans aucune  
pire on ne rencontre un seul trait qui  
uve que l'aisance du peuple par le tra-  
à nul à son obéissance. Car je n'ap-  
e point aisance les largesses faites aux  
yens, ni les opérations forcées pour  
r le pain à vil prix, qui ne font que

diminuer la culture. On verra au contraire que toutes les cabales & les factions particulieres se sont toujours brisées contre ce grand corps , lorsqu'il a été content de ses maîtres. Par la nature des choses , le peuple doit être plus soumis à mesure qu'il a plus à perdre. Quelle est donc l'espece d'obéissance qu'on craindrait de voir tomber ? C'est précisément celle dont il est de l'intérêt du Prince de ne jamais permettre la tribut.

Il est constant que des gens de campagne à leur aise sont beaucoup moins timides contre les menaces , les voies de fait , les oppressions , les injustices qu'on exerce contre eux sous prétexte de Police & de droit de Vasselage ; que le prix de toutes choses haussant par l'aisance générale , les journées feroient rencheries , que la misere ne leur arracherait pas une infinité de tolérances très-bonnes à supprimer.

La matiere est inépuisable ; mais on se contentera de remarquer une nouvelle inconséquence de ces politiques inconsiderés. Il faut , disent-ils , favoriser le commerce : mais s'entendent-ils aux mêmes ? & qu'est-ce que le commerce , sinon le produit du travail du peuple ?

peuple ? pense - t - on qu'il travaille sans profit ? & s'il en fait, ne voila-t-il pas l'aisance qui revient ? Si la première maxime est vraie, le commerce doit être banni ; car la cause ne peut subsister sans son effet. Un Ministre aussi zélé pour le bien de son Maître ; & qui ne le sépara jamais de celui des sujets, ne pouvoit pas approuver l'impôt sur le sel. Il trouvoit une dureté extrême à vendre fort cher à des pauvres une denrée très - commune, & qu'ils trouvoient à bas prix dans d'autres mains. Il s'en explique en plusieurs endroits de ses Mémoires, & se récrie principalement sur l'obligation de consommer cette même denrée. Si lui-même mit plusieurs crues sur le sel, il céda à l'urgence des besoins publics ; & au torrent de la coutume : mais il est vraisemblable que, si la France eût assez bien mérité du Ciel pour posséder plus long-tems le Monarque & son Ministre ; il eût apporté quelque remède aux deux maux dont je viens de parler. » Les » Peuples, écrivoit - il à un Commissaire, sont si chargés déjà de Tailles & » autres impositions, qu'ils ne les peuvent quasi payer. Si vous les tourmentez d'amendes excessives & sans gran-

» des raisons , il est certain que vous fe-  
 » rez perdre au Roi sur les deniers de  
 » ses Tailles, ce que vous ferez gagner  
 » aux partisans sur le sel de sa Ferme.  
 » Etant Officier du Roi , vous le devez  
 » préférer à tout autre , encore qu'il  
 » vous paye & vous employe.

Il lui recommande ensuite » de  
 » n'augmenter point l'impôt du sel par  
 » Généralité , mais le laissant à la mê-  
 » me quantité de le distribuer après au  
 » sou la livre par grenier & par paroiss-  
 » se selon les moyens & facultés de  
 » chacune. Et quand les paroisses ont  
 » pris dans les greniers ce que porte  
 » leur impôt , nous n'entendons point  
 » qu'elles soient mises à l'amende , ni  
 » les habitans aucunement vexés pour  
 » n'en avoir point pris davantage , si-  
 » non au cas que dans leurs maisons on  
 » trouvât du faux sel , ou qu'il fût bien  
 » prouvé qu'ils ont fait le commerce  
 » du fauxsaunage ; car nous faisons  
 » grande différence entre ceux qui le  
 » portent vendre, & ceux qui l'achètent  
 » lorsqu'on le leur apporte. *Qui en usera  
 » autrement ruinera entièrement tous les  
 » sujets du Roi.* »

On l'a déjà dit : en fait de Finance ,  
 qui ne connoît que la perception mé-



chanique n'a qu'une idée très - foible de cette belle partie. La science du Maître est la connoissance des sources , & de la combinaison des diverses natures d'impôt. S'il n'y a pas de proportion observée entre la Taille & la Gabelle , l'une ou l'autre en souffrira. Le sel est un besoin de la vie , & dès-lors il sera satisfait avant le payement de la Taille : si l'on ajoute encore une contrainte à ce besoin , ou qu'on l'augmente au-delà de ce qu'il est , c'est perdre sur la Taille même en absorbant les facultés du contribuable. Si l'on eût ajouté à la capitation ce qui revient en bon au Prince à raison du sel , il est clair que les sujets eussent gagné beaucoup , quoiqu'il y eût plusieurs expédiens plus doux & plus simples. Mais le vice de cette imposition ne consiste pas tout entier dans l'abus qu'on en peut faire ; il nuit infiniment à l'agriculture. Le sel est trop cher pour en donner aux bestiaux , qui ne peuvent cependant être préservés autrement de plusieurs maladies. La régie occupe une infinité d'hommes qui eussent été très - propres à augmenter le capital des denrées dans l'Etat ; il expose continuellement les Loix au

mépris par la facilité de les éluder, & entretient ainsi une pépinière de bandits. Enfin quoique la Finance soit un des arts de la paix, cette branche se trouve presque aussi meurtrière que des batailles. Les opinions se réunissent plus généralement sur cette partie, que sur l'article des Tailles : mais si l'on y prend garde, c'est parce que l'impôt s'étend sur tous les sujets, quoiqu'il ne laisse pas d'y avoir un grand nombre d'exempts, & précisément les plus riches.

Je suis persuadé que si l'on décharge tous ceux de cette classe de l'obligation du sel, en reportant leur part sur le commun du peuple, la contribution leur paroîtroit fort raisonnable, & qu'ils allégueroient bientôt leur maxime favorite. Il est impossible qu'on ne prenne un jour une résolution sur les deux objets dont je viens de parler, & qu'on n'apperçoive une foule de moyens propres à rétablir imperceptiblement l'équilibre. En attendant, la suppression de ce droit de Franc-salé si multiplié seroit une amélioration convenable & facile sur les Fermes.

Alors le minot de sel se vendroit dans les greniers de Paris & de la plupart

des Provinces 6 liv. 18 s. 6 den. savoir, trente-deux sous fix deniers pour le prix du Marchand, & cinq livres fix sous, tant pour le droit du Roi que pour les payemens des rentes ; des gages des Parlemens & Cours supérieures, que droits manuels aux Officiers, octrois, &c. Il y avoit donc déjà plus de trois cens pour cent de bénéfice sur la fraude ; de manière qu'un journalier en se contentant de cent cinquante pour cent, pouvoit avec la vente d'un seul minot subsister plus commodément pendant une semaine que par le travail ordinaire. Le même calcul aujourd'hui prouvera qu'il est impossible d'anéantir toute fraude, & que les Provinces où elle est facile doivent se dépeupler entièrement avec le tems.

M. de Sully fut obligé de perdre quelque tems les Finances de vûe, pour aller en Angleterre exécuter une négociation importante. Les instructions qu'il reçut portent une preuve du desir que l'on avoit de rétablir le Commerce ; car il eut ordre de représenter que l'inégalité de traitement entre les deux nations privoit la nôtre des avantages de cette correspondance mutuelle. Quoiqu'il ne paroisse pas que cette bonne volonté

ait produit aucun effet, il n'en est pas moins intéressant de connoître l'antiquité des maximes ou du système de nos rivaux.

#### ANNÉE 1604

Le retour du Surintendant des Finances fut signalé en 1604 par l'établissement d'une Commission pour vérifier les rentes constituées sur l'Etat. Les prodigalités & la foiblesse du dernier regne, la confusion, inévitable dès lors, des Finances, & la licence des rems, avoient multiplié les dettes à un point si excessif, que les revenus de l'Etat en étoient absorbés. Elles montoient avec l'aliénation des Domaines à cent cinquante-sept millions de capital. Un long travail avoit mis enfin M. de Sully en état de distinguer leurs diverses natures. Elles méritoient d'autant moins le même traitement, que plusieurs étoient assignées sur de fausses hypothèques. Il paroît utile de rapporter le sage Règlement qu'il forma pour cette discussion délicate.

*RÈGLEMENT pour la vérification des  
bonnes & mauvaises Rentes.*

« Premièrement. Que toutes char-  
» ges ordinaires, de quelque nature  
» qu'elles puissent être, créées sur les  
» Domaines, Aides, Gabelles, Equiva-  
» lens, Tailles, cinq grosses Fermes,  
» Traités foraines & domaniales, Ref-  
» ve, haut Passage, Impôts & Billots,  
» Fouages, Péages de rivières, Entrée  
» des grosses denrées & marchandises,  
» Drogueries, Epiceries, Table de  
» mer, & autres revenus de France,  
» seront payées sur les natures spécia-  
» les de leur première hypothèque,  
» sans pouvoir être rejetées des unes  
» sur les autres; & ce par préférence à  
» tous nouveaux acquéreurs, lesquels  
» en cas de préjudice par eux prétendu  
» se pourvoyeronr vers le Roi pour leur  
» être fait droit.

» Plus, toutes rentes créées sur les-  
» dits revenus au denier dix ou douze,  
» en vertu des Edits vérifiés avant l'an  
» 1375, sans fraude ni déguisement,  
» mais par argent entièrement & actuel-  
» lement déboursé, seront payées des  
» quatre quartiers sur le fonds de leur

» assignation, & ce à raison du denier  
» dix-huit.

» Plus, toutes rentes constituées à  
» moitié dettes en la maniere ci-dessus,  
» seront payées des quatre quartiers  
» sur le fonds de leur affectation, & ce  
» à raison du denier vingt.

» Plus toutes rentes constituées à  
» tiers ou moitié dettes vieilles ache-  
» tées ou ramassées d'autrui, seront  
» payées des quatre quartiers sur les  
» fonds de leur affectation, & ce à rai-  
» son du denier vingt-cinq.

» Plus toutes rentes du grand Patri  
» de Lyon pour lesquelles avoit été  
» composé avec les intéressés à cinq  
» pour cent en rachat de soixante pour  
» cent, & ont été depuis mises au de-  
» nier dix ou douze, seront réduites au  
» denier vingt-cinq, & les arrérages  
» reçus outre cette proportion imputés  
» sur le sort principal.

» Plus toutes rentes constituées d'ar-  
» rérages de rentes, intérêts, dons,  
» pensions, gages, récompenses & au-  
» tres semblables natures, demeureront  
» éteints, & s'en payera seulement le  
» sort principal, déduit sur icelui tous  
» les arrérages qui en auront été perçus.

» Plus toutes rentes créées pour  
» remboursement

• remboursement d'Offices de Judica-  
• ture ou autres, desquels lesdits Offi-  
• ciers ont après disposé à leur profit  
• particulier, demeureront éteintes.

» Plus toutes rentes constituées, es-  
• quelles par les contrats l'on aura outre-  
• passé les termes & conditions des  
• Edits, seront réduites à iceux, &  
• pour le surplus réglées par leurs na-  
• tures selon les maximes de leurs sem-  
• blables.

» Plus toutes rentes constituées de-  
• puis l'an 1375 seront réduites depuis  
• leur origine à raison du denier dix-  
• huit, sinon qu'il fût bien justifié qu'el-  
• les eussent été créées pour tout ar-  
• gent actuellement déboursé.

» Plus toutes rentes constituées pour  
• paiement de gens de guerre étran-  
• gers, François ou autres, étant do-  
• mestiques ou pensionnaires du Roi,  
• seront réduites au denier vingt-cinq,  
• & déduit sur le principal tout ce qui  
• aura été reçu d'arrérages outre cette  
• proportion.

» Plus toutes rentes constituées pour  
• paiement de gens de guerre François  
• demeureront éteintes & payées seu-  
• lement du principal, sur icelui les ar-  
• rérages perçus.

122 *Recherches & Considérations*

» Plus toutes rentes constituées sans  
» Edits vérifiés, mais seulement en ver-  
» tu de Brevets, Lettres closes ou pa-  
» tentes, seront éteintes & payées du  
» fort principal, si les dettes sont jugées  
» bonnes, déduit sur icelui tous les ar-  
» rérages perçus.

» Plus toutes rentes constituées en  
» blanc, & dont les arrérages sont payés  
» & se payent encore, en vertu de  
» Mandemens ou Lettres particulieres,  
» closes ou patentes, seront éteintes &  
» payées seulement du fort principal,  
» déduit sur icelui les arrérages perçus.

» Plus toutes rentes constituées aux  
» principaux des Conseils des Rois qui  
» ont formé ou poursuivi les Edits, ou  
» aux Officiers des Cours Souveraines  
» où ils ont été vérifiés, ou aux Prévôts  
» des Marchands & Echevins de Villes,  
» ou aux Commissaires établis pour faire  
» les ventes, & passer les contrats & vé-  
» rifier les dettes, ou autres dont ils  
» auront depuis rétrocession ou perce-  
» vront leurs arrérages sous noms sup-  
» posés, ou sous celui d'un tiers, se-  
» ront réglées comme celles de l'article  
» précédent.

» Plus toutes rentes constituées aux  
» Villes & Communautés pour deniers



» baillés au Roi pour emprunts, dons  
» gratuits, immunités, ou privilèges  
» achetés, fortifications, octrois, gra-  
» ces, frais & dépenses d'entrées, fes-  
» tins, banquets, présens aux enfans de  
» France, Princes du Sang, Gouver-  
» neurs de Provinces, ou autres de sem-  
» blable nature, seront éteintes, & les  
» arrérages perçus sujets à restitution.

» Plus toutes rentes vendues par dé-  
» cret ou volontairement de particulier  
» à particulier se pourront amortir au  
» profit du Roi pour les sommes qu'elles  
» auront été acquises, dont entreront  
» en paiement les arrérages qu'ils au-  
» ront perçus outre la raison du denier  
» douze.

» Plus toutes rentes qui auront été  
» confisquées demeureront éteintes du  
» jour de la confiscation, & les arré-  
» ges perçus sujets à restitution, non-  
» obstant tous dons & remises faites par  
» les Rois.

» Plus toutes rentes constituées à tiers  
» ou moitié dettes, dont les dettes n'au-  
» ront été fournies, ou bien seulement  
» en dons, arrérages de pensions ou de  
» rentes, seront éteintes pour les som-  
» mes fournies en papiers; & ce qu'ils  
» auront reçu d'arrérages desdits papiers

124 *Recherches & Considérations*

» sujet à restitution ou à être imputé  
» sur le sort principal,

» Plus toutes rentes constituées au  
» lieu de domaine engagé, dont l'ac-  
» quisition auroit été défectueuse, se-  
» ront réduites en connoissance de cau-  
» se selon qu'il conviendra suivant les  
» maximes ci-devant spécifiées.

» Plus toutes rentes constituées par  
» traités de Paix, ou réductions de Pro-  
» vinces, Villes, Communautés ou par-  
» ticulier en l'obéissance du Roi, seront  
» éteintes, & les arrérages perçus im-  
» putés en payement sur la somme prin-  
» cipale ».

Cette vérification produisit au Roi  
six millions de rente. Les Aides seules  
& les Parties casuelles, dont on ne ti-  
roit presque rien, formoient une aug-  
mentation de trois millions. A ce moyen  
on continua de diminuer les tailles &  
autres impositions plus onéreuses.

Cette opération présente plusieurs  
observations importantes; on ne s'at-  
tachera qu'aux principales. L'Etat avoit  
alors environ trente millions de reve-  
nu, & les aliénations restantes en em-  
portoient plus de la moitié. Ainsi l'on  
étoit parvenu successivement, par les  
aliénations perpétuelles, à faire payer

aux Peuples le double de ce que le maintien de la société exigeoit. Ces Peuples s'épuisoient, & l'Etat mal à son aise se trouvoit dans l'impuissance absolue de rien entreprendre, ni même de résister au dehors, sans augmenter les charges perpétuelles par de nouvelles aliénations, puisqu'on avoit peine à lever ce qui étoit nécessaire au maintien de la société en pleine paix.

On ne peut disconvenir que l'ancienne méthode d'imposer proportionnellement aux dépenses extraordinaires & pour le tems de ces dépenses, étoit infiniment plus utile au Prince, dont la gloire dépend des ressources de l'Etat, & aux Peuples, dont la sûreté dépend de la gloire du Prince.

Pour sortir d'une pareille position, il est peu d'expédiens à choisir. Lorsqu'une fois le Peuple est parvenu à payer tout ce qu'il peut porter d'impôts, & qu'en même tems l'Etat en employe la moitié ou seulement un tiers à répondre à d'anciens engagements, il est impossible absolument d'accorder aucun soulagement, ni de ramener l'ordre dans les affaires sans recourir à l'économie, qui est une augmentation réelle & solide des revenus, ou sans re-

venir contre les engagemens contractés. Mais il est presque toujours dangereux d'employer ce dernier moyen ; & il est souverainement injuste , si les engagemens sont légitimes. Aussi la réforme est-elle beaucoup plus facile lorsque le dérangement des affaires a été occasionné par une administration infidèle ou relâchée , que lorsque le désordre vient seulement du défaut de principes , de lumières & de bonne conduite chez les administrateurs.

Il fut cependant créé ou renouvelé quelques impositions pour aider aux remboursemens des dettes les plus pressées ou les plus à charge. Le droit de francs-fiefs fut un de ces expédiens. M. de Sully partageoit personnellement l'injustice des Nobles qui envient aux Roturiers l'acquisition des Fiefs : De tout tems ils se sont récriés sur cette liberté , comme si c'eût été leur ruine. Mais dans le fait , si ces Roturiers n'ont pas la liberté d'acheter des fonds nobles , c'est en diminuer la valeur intrinsèque ; c'est diminuer le capital des denrées de l'Etat , puisque le riche Plebéien fera mieux valoir sa terre que le Patricien indigent forcé de la vendre. Lorsqu'un Noble s'est ruiné par sa dé-

penſe imprudente, ne faut-il pas qu'il puiſſe être contraint au paiement de ſes dettes ? Si une ſubſtitution perpétuelle pour les terres de la Nobleſſe étoit praticable, elle eût été plus juſte aſſurément qu'un impôt contraire en quelque façon à la foi publique, à la ſûreté des particuliers, & qui a produit tant d'abus.

Car ſans parler des recherches, des exactions, des procès infinis qu'on a vû naître à cette occaſion, il eſt vrai-ſemblable que ce droit a fort contribué au goût de la Nation pour les privilèges : il eſt devenu une eſpece de taxe d'aiſés, même en tems de paix, puisſque dans les pays abonnés, les riches y ſont ſoumis pour de groſſes ſommes, ſans poſſéder un pouce de terre ; & ces riches ſont ordinairement des Marchands, des Négocians.

Enfin le droit paroît avoir des inconveniens infinis dans ſa perception. Il eſt exceſſivement onéreux, parce qu'une année de revenu tous les vingt ans dérange néceſſairement l'économie domeſtique des familles ; ou ſ'il eſt perçu annuellement, il eſt évident que le vingtième levé en ſus de l'impoſition générale, formeroit l'aiſance d'un bour.

geois peu opulent, lui procureroit les moyens d'élever mieux sa famille, de cultiver mieux son héritage. Il a diminué constamment la valeur des biens nobles de médiocre valeur ; il n'a point conservé les terres dans les familles nobles, & n'a pas même produit le seul bien qu'il fût possible d'en espérer, qui étoit de conserver & de multiplier les capitaux dans le commerce & l'agriculture. Si la conservation des biens dans les familles nobles eût été l'objet immédiat du Législateur, & que cet objet lui eût paru devoir l'emporter sur toutes les autres considérations, le droit devoit être plus fort, & s'étendre pendant un certain nombre de générations sur les familles privilégiées. Ce droit remonte pour son origine aux tems des Croisades. Les Nobles vendoient leurs terres pour marcher avec faste à la conquête des Lieux Saints ; & les Rois au retour, pour réparer le désordre de leurs Finances, prenoient prétexte de l'incompatibilité des Fiefs dans la main des Roturiers pour en exiger trois ou quatre années de revenu, quoiqu'ils eussent consenti à ces acquisitions, que leur politique devoit favoriser. Alors l'incompatibilité étoit rachetée

par un seul payement ; depuis le droit s'est rendu perpétuel.

La raison est encore moins favorable au soin que l'on prit d'obliger les artisans de prendre des lettres de maîtrise , & de payer tant au Roi qu'aux Communautés un droit de réception. L'origine de ces Communautés est très-ancienne dans le Royaume , & elle est dûe vraisemblablement au soutien que les particuliers industrieux cherchoient contre la violence des autres. Par la même raison, les Rois prirent ces Communautés sous leur protection ; & elles en abusèrent quelquefois pour troubler la tranquillité des Villes , au point que Charles VI les supprima en 1382. Depuis elles se rétablirent dans leurs privilèges ; mais on n'imagina point de forcer tous les artisans du Royaume de s'incorporer ainsi , & encore moins de les astreindre à un seul genre d'industrie , lorsqu'ils étoient en état d'en professer plusieurs. Dans les Villes où l'établissement avoit lieu à l'égard de certains métiers , l'entrée en étoit accordée en faisant épreuve & en payant une légère rétribution pour les frais communs.

Henri III ordonna le premier en 1581, que tous Négocians, Marchands,

130 *Recherches & Considérations*

Artisans , gens de métier , résidans dans les Villes & Bourgs du Royaume , seroient établis en Corps , Maîtrise & Jurande , sans qu'aucun pût s'en dispenser. Les motifs d'ordre & de règle , si séduisans pour les esprits spéculatifs , ne furent point oubliés dans ce premier Edit ; mais un second de l'année 1583 dévoila le mystère. Le Roi déclara que la permission de travailler étoit un droit Royal & Domanial : en conséquence il prescrivit la maniere dont on travailleroit , le tems des apprentissages , la forme & la qualité des chefs-d'œuvre , les formalités pour la réception des maîtres , les sommes qui seroient payées par les aspirans , tant au Domaine qu'aux Jurés & Communautés. Depuis il s'y en est joint d'autres bien plus rigoureux pour les Officiers de Police. La Loi les a modérés en divers tems , mais l'usage les a conservés.

Pour dédommager les artisans de cette nouvelle taxe , on leur accorda en revanche la permission de limiter leur nombre & d'exercer des monopoles. On tira même encore avantage de ce nouvel abus , par la vente que l'on fit des lettres de maîtrise , sans que les titulaires fussent tenus à faire épreuve ni



rentissage. Telle est l'origine de nos maux. C'est ainsi qu'on étoit parvenu à égoûter tellement la nation du travail, & les étrangers de nos ouvrages, que le haut prix, que nous-mêmes nous nous crûmes incapables de la profession de Commerce.

M. le Duc de Sully modéra à la vérité considérablement la portée excessive du droit Royal ; mais il poussa fort l'exaétitude sur les lettres de maîtrise. Nous verrons par la suite comment de fois le Peuple en Corps a renoué la liberté de l'industrie, & comment on étoit éloigné alors de regarder les gênes & les contraintes comme un mal politique. Ce sont les Traitans qui nous ont inondés de ces sortes de maximes bien dignes d'une telle source : ils colorer leurs funestes inventions, affectoient dans les préambules des lois d'intéresser l'ordre public à leur exécution. Pour perpétuer l'impôt, on étoit prêt à tout ; & les fausses idées ont été perpétuées d'âge en âge, d'autant plus facilement que la plupart de ceux qui étoient employés à l'administration du Commerce & des Finances faisoient leurs études & leurs combinaisons à recueillir les ordonnances &

à conserver leurs formes. Avec de pareilles connoissances , on se persuadoit voir tout en homme d'Etat , & par malheur pour l'Etat , on decidoit de tout. Depuis qu'on s'est permis l'examen , on s'est apperçu de quelques contradictions entre l'ordonnance & la raison ; mais l'abus produisoit au fisc ; l'argent comptant l'a toujours emporté sur l'évidence d'un remplacement plus considérable & moins onéreux aux Peuples , dès qu'il n'étoit pas prêt.

Dans ce tems-là , il s'éleva entre les Cours de France & d'Espagne une grande contestation au sujet du Commerce. Le Roi d'Espagne imposa un droit de trente pour cent sur toutes les marchandises venant de France, ou sortant d'Espagne pour France, sous prétexte que les vaisseaux François faisoient le commerce pour le compte des Provinces-Unies. Le Conseil de France crut montrer une grande vigueur en renchérissant sur cette insulte par une interdiction de commerce. La seconde faute fut de vouloir la maintenir ; mais les loix sont impuissantes toutes les fois qu'il y a un grand profit à les éluder. Nos Négocians continuèrent d'armer pour l'Espagne & d'enrichir l'Etat malgré son Conseil.

Les Ministres persuadés qu'on ne pourroit se passer de nos denrées, car ce préjugé est bien vieux & peut même avoir été fondé, redoublèrent de rigueur contre les désobéissances. Alors les Anglois vinrent enlever nos productions & principalement nos bleds. Nous étions en possession dans ces tems d'en fournir aux autres Nations à la faveur de la liberté qui régnoit dans ce commerce. On s'aperçut enfin que le parti pris pour le Port de Calais, où l'on s'étoit contenté de doubler les droits sur les vins & denrées d'Espagne, étoit le moins mauvais, & l'on dissimula les contraventions contre l'interdiction de commerce. La démarche la plus efficace fut cependant de déclarer d'abord aux Anglois, qui s'étoient chargés de la médiation pour reculer l'accommodement, qu'on ne pouvoit plus se dispenser de chercher les moyens de leur ôter le profit qu'ils retiroient de cette querelle ; & ensuite aux Espagnols que le Roi étoit résolu de protéger par la voie des armes le commerce de ses Sujets. Les choses furent rétablies dans leur premier état.

A N N É E 1605.

M. de Sully commença alors l'exécution du Canal qu'il projettoit depuis long-tems pour joindre la Seine à la Loire. Ces fortes de travaux , ainsi que la réparation des chemins & des ouvrages publics , étoient fort de son goût, décidé pour le grand & l'utile. Il sentoît que l'argent ne pouvoit pénétrer dans les campagnes qu'à la faveur des commodités établies pour le transport & la consommation des denrées. Pour y parvenir il préféra la voie des impositions aux corvées , dans le dessein d'occuper les gens oisifs & de faire regagner aux pauvres leur cottisation avec celle des riches. Les ouvrages en furent poussés avec plus de vigueur & de solidité. Enfin il a eu la gloire d'avoir fondé cet établissement , dont nous voyons la conduite portée depuis quelques années à sa perfection , soit du côté des méthodes , soit du côté de l'ordre , de l'économie & de l'émulation.

• Nous devons espérer que les maximes dont il s'est si bien trouvé sur la liberté du Commerce des grains seront adoptés également , lorsque la lumière

aura dissipé les ténèbres épaisses dont les préjugés nous ont environnés. Nous avons des démonstrations sur cet article ; l'on a proposé des méthodes qui manquoient alors & qui ajoutent à notre sûreté : les seuls avantages de la liberté suffisoient dans ce siècle pour rassurer sur de petits inconvéniens de passage que nous sçaurions corriger aujourd'hui par l'établissement des prix communs & d'une police fort simple.

Sous François II il fut érigé à Paris par Lettres Patentes du 20 Octobre 1558 un bureau de huit Commissaires pour accorder des passeports pour la sortie des grains & des vins à l'étranger , suivant la nature de la recolte & l'abondance du Royaume , afin d'éviter l'excès du sur-haussement des prix & de leur baisse onéreuse. Il fut fait des remontrances sur ces transports ; en effet on voit par les loix Romaines des recompenses accordées à ceux qui apportoiient des bleds en Italie , loin qu'il fût permis d'en tirer. Mais , sans y avoir égard , des lettres de jussion du 21 Janvier ordonnerent l'enregistrement , *telle longueur & retardement étant par trop préjudiciables & dommageables.* On trouve une lettre de Henri IV pour

lever l'interdiction sur le Commerce des grains avec l'Espagne, avant qu'elle le fût sur les autres denrées. Il trouva fort mauvais que le Parlement de Toulouse se fût ingéré sans sa permission de défendre la sortie des bleds du Languedoc. Un Juge de Saumur fut menacé de punition exemplaire pour une pareille défense. *Si chaque Officier en faisoit autant*, écrivoit M. de Sully au Roi, *vosre peuple seroit bientôt sans argent, & par conséquent vosre Majesté.*

Cette réflexion qui paroît si simple & si naturelle est la principale maxime à laquelle s'attache constamment un bon Ministre des Finances. Faites passer beaucoup d'argent par les mains du peuple, il en reflue nécessairement dans le trésor public une quantité proportionnée que personne ne regrette. Le peuple a-t-il peu d'argent, il en rendra peu, & il faudra le lui arracher. Mais on ne peut véritablement revenir de sa surprise, lorsqu'on voit que, sous le prétexte de la grande police, chacun dans son district a toujours voulu pourvoir à celle de l'Etat. C'est porter la main à l'encensoir; & l'on est incapable d'asseoir son jugement en matières d'Etat, lorsqu'on n'a pas la con-

noissance

noissance du tableau général. Telle est l'origine de presque tous les embarras qui se rencontrent dans la communication de Province à Province. Elles se sont mises sans s'en appercevoir dans le même cas que l'Espagne dont nous parlions tout-à-l'heure. Avec son impôt de trente pour cent elle avoit trouvé le secret de faire payer plus cher à son peuple nos denrées sans en diminuer la consommation, & elle nous prohiboit d'elle-même l'achat des siennes en les sur-hauffant.

Les régisseurs sont survenus, & l'argent à la main ils ont obtenu la permission d'aggraver le joug que les sujets avoient commencé par imposer au Commerce général. Une prétention nouvelle du Fermier de la douane de Lyon en 1603 vient à l'appui de cette réflexion : mais comme cette douane est un objet très-intéressant dans l'Etat, il ne paroît point inutile d'en connoître l'histoire.

Je n'ai point découvert la date précise de l'établissement de la douane de Lyon, mais je trouve qu'avant François I. son droit ne se payoit que sur les draps de soie, d'or & d'argent venant de l'étranger, afin de favoriser nos fa-

138 *Recherches & Considérations*

briques de Lyon & de Tours. Preuve certaine que les grands principes du Commerce étoient connus anciennement : les besoins publics les ont fait perdre , & ils y rameneront. Telle est la vicissitude des choses humaines.

François I. en 1540 étendit le premier le droit de douane sur les matières premières, c'est-à-dire, sur les soies teintes & cuites venant de l'Italie, de l'Espagne, & du Comtat Venaissin. Il n'y avoit pas cependant encore d'inconvénient, si c'étoit pour donner un avantage à nos teintures, & nous réserver tout le bénéfice possible sur les diverses façons que la soie doit recevoir.

L'Edit d'ailleurs ordonnoit fort sagement que toutes les manufactures de soyeries venant de l'étranger seroient conduites à Lyon, soit qu'elles entraissent par Bayonne, Narbonne, Suze & Montelimart, les seules villes où l'entrée en fût permise. Le droit étoit de cinq pour cent lorsque ces marchandises devoient se consommer dans le Royaume, & seulement de deux pour cent lorsqu'elles passaient debout pour aller à l'étranger. Ce dernier droit est cependant encore trop considérable;



r les transits & les entrepôts sont in-  
iment utiles à un pays , où les étran-  
sers payent à cette occasion des com-  
missions, des magasinages , des salai-  
es aux hommes de bras, des voitures  
par terre & par eau.

Les étoffes de même qualité fabri-  
quées en France étoient libres ; seule-  
ment elles devoient être plombées &  
accompagnées d'un certificat des Offi-  
ciers du chef-lieu de chaque manufac-  
ture , afin que sous leur nom on n'en  
fît point passer d'étrangères sans payer.

En 1554, le droit fut augmenté de  
deux & demi pour cent par forme d'oc-  
troi en faveur de la ville de Lyon pour  
huit années. L'esprit de Commerce pré-  
sida si peu à ce Règlement, que les soies  
crues & les étoffes fabriquées dans le  
reste du Royaume y furent assujetties.  
C'est à cette époque que doit être rap-  
portée l'introduction de ce préjugé,  
qu'il étoit plus utile d'avoir une ville  
d'un très-grand Commerce, que plu-  
sieurs qui en fissent un bon. A mesure  
que les bons principes s'oublierent, on  
ne distingua plus les intérêts de l'Etat  
de ceux des habitans de Lyon ; & avec  
de bonnes intentions on commit suc-  
cessivement des fautes dont le Com-  
-

ce de l'Etat ressent encore les effets.

La ville de Lyon ne jouït pas longtemps de son monopole. En 1558, le Roi réunit l'octroi à son Domaine & aux anciens droits de douane.

La ville de Suze ayant été vendue au Duc de Savoye, Charles IX en 1564 lui substitua le pont de Beauvoisin pour l'entrée des marchandises d'Italie.

En 1585, Henri III confirma les Ordonnances précédentes ; mais il y ajouta l'obligation de faire passer par la douane de Lyon , pour y payer les droits, les balles de soie, de poil de chevre, de camelot, & autres marchandises du Levant. Pareil Règlement pour les drogueries & épiceries qui furent soumises à un impôt de quatre pour cent. On ne fit aucune distinction des matieres premieres ou des étoffes, de la consommation ou du transit. On cherchoit de l'argent.

Par la même Déclaration, l'entrée des soies & étoffes d'Espagne fut restreinte à la seule ville de Narbonne ; toutes les marchandises descendant par le Rhône & la Saone pour passer Lyon, ensemble celles de Flandre, d'Allemagne, d'Angleterre, destinées pour l'Italie & les côtes d'Espagne sur la Méditerranée.

*tr les Finances de France.* 141  
furent tenues d'aborder à  
d'y payer les droits de la

étoit bien le maître d'imposer  
s dans son Etat , mais non pas  
r les étrangers à s'y soumettre :  
rchandises prirent d'autres rou-  
fi , c'est par nos propres loix  
s avons nécessité la Flandre &  
erre d'établir une navigation  
vec l'Italie , & au détriment de  
. Nous avons été privés de res-  
immenses pour avoir voulu en  
: produit ; & les revenus ont  
antis aussi-tôt que la proportion  
: du droit a cessé d'exister.  
richesses ne devoient pas alors  
en France ? Faut-il s'étonner  
vû ce Royaume résister aux di-  
ecouffes qu'il essuya dans ces  
lheureux ?

oit également que c'est à des  
n anciennes inventées par l'es-  
monopole , & autorisées par  
fonde ignorance , que la ville  
est redevable du droit de gêner  
erce de toutes les autres manu-  
du Royaume , d'en renchérir  
eres par des transports longs &  
. A la longue , la navigation

s'en est ressentie ; les Armateurs du Po-  
nant, faute de retour à prendre dans la  
Mer Méditerranée , l'ont aussi peu fré-  
quentée que si elle étoit éloignée d'eux  
de trois mille lieues \*.

En 1603 les Douaniers de Lyon pré-  
tendirent que l'esprit des ordonnances  
étoit d'affujettir les denrées de la Pro-  
vence, du Languedoc & du Dauphiné  
à passer par Lyon , pour y payer les  
droits. Cette proposition monstrueuse  
fut rejetée au Conseil quant au com-  
merce de ces Provinces ent'elles : mais  
par une suite de l'aveuglement qui re-  
gnoit alors , les denrées de ces Provin-  
ces destinées pour l'étranger y furent  
affujetties. Sur celles qu'on envoyoit  
en Espagne , le droit fut restreint ce-  
pendant à deux & demi pour cent.

A l'égard des autres pays , ou bien  
on pensa que leur argent n'étoit pas si  
utile à gagner , ou par une de ces in-  
conséquences dont on ne peut rendre  
raison , on ne comprit pas que l'expor-  
tation en souffriroit. Cependant sept &  
demi pour cent d'une part , de l'autre :

\* Depuis que cet Ouvrage est fini , l'entrée des  
soies a été rendue libre dans tous les ports , à com-  
mencer du premier Octobre 1756 , en payant cepen-  
dant le même droit.

l'embarras des formalités , le retard des expéditions & du transport , enfin l'augmentation des frais qui peuvent au moins être évalués sur le même pied , sont plus que suffisans pour détruire en fix mois le commerce le mieux accredité.

Il fut permis alors pour la première fois au Fermier de la Douane de Lyon d'établir des Bureaux où bon lui sembleroit. Cette pernicieuse liberté fut si bien employée, qu'en moins d'un demi-siècle il s'en trouva cent soixante-sept dans le Lyonnais, le Dauphiné , la Provence & le Bas-Languedoc.

Le commerce n'y gagna pas même la facilité de s'épargner le passage par Lyon. Cette ville une fois accoutumée aux douceurs du monopole , fut habilement s'y maintenir , en faisant des avances dans les tems de besoin. Elle prétendit que les bureaux des Fermiers n'étoient que des bureaux de Conserve , & que les denrées étrangères destinées pour les Provinces voisines devoient être représentées dans sa Douane. Elle exigea successivement la même formalité à quelques égards sur les denrées du crû de ces Provinces lorsqu'elles étoient destinées pour l'étranger. Une partie de

ces demandes étoit fondée sur les loix & l'usage au défaut de la raison ; mais en plusieurs points les habitans des Provinces limitrophes alléguoient des interprétations différentes prises dans le droit naturel, & l'utilité publique. Le Fermier d'ailleurs étoit neutre dans la dispute , pourvu que ses droits fussent acquittés.

Que de procès , de gênes & de discussions épargnées pour l'avenir , si l'on eût eu recours à un principe au lieu de citer des formes ! Il est intéressant pour l'Etat que les denrées de ses Provinces de Languedoc , de Provence & de Dauphiné puissent passer à l'étranger en faisant le moins de frais qu'il est possible. Proposer le contraire , c'est montrer des vûes particulières & honteuses. Il est également essentiel que les matières premières aillent dans le lieu de la manufacture par la voie la plus courte & la moins dispendieuse , à moins qu'on ne veuille vendre aux étrangers le moins qu'il est possible.

La liberté du commerce , le soulagement des Sujets , & le service du Prince exigent que les denrées des Provinces des cinq grosses Fermes puissent être portées & consommées dans toute la  
France

ance sans embarras & à très-peu de  
is ; sans quoi ces Provinces déjà plus  
argées que les autres , seroient dou-  
ement malheureuses.

Quelque anciennes & multipliées  
e puissent être les ordonnances op-  
sées à ces maximes fondamentales ,  
n appelle à la Loi souveraine du sa-  
t du Peuple.

Les mêmes différends eurent lieu pour  
; pays du Forès & du Beaujolois , où  
; Aides ont cours , & qu'on a cepen-  
nt voulu malgré eux reconnoître  
ur Provinces étrangères , quoiqu'on  
t pris quelques précautions à l'égard  
leurs manufactures.

Nous aurons encore occasion de par-  
r de la douane de Lyon à l'année  
132 , dans l'époque suivante. Mais je  
is prévenir une fois pour toutes , que  
rsqu'il sera question de la douane de  
ron & de celle de Valence , je suis le  
ocès-verbal de M. Dagueffeau , à  
quelques changemens près qui sont sur-  
enus. Si le nom seul de ce Magistrat  
ffit pour faire l'éloge de ce travail ,  
i peut dire que l'exécution est digne  
un homme d'Etat. Ce Procès-verbal  
t dressé peu de tems après la mort de  
Colbert , qui avoit dessein , comme

**146 *Recherches & Considérations***

on le verra , de faire une grande réforme sur ces douanes , & qui de son vivant avoit fait commencer l'ouvrage en question. Il s'en trouve un exemplaire à Lyon , un à l'Hôtel des Fermes à Paris , & même dans quelques cabinets particuliers , à ce qu'on m'assure.

**A N N É E 1606.**

Les recherches se continuoient cependant contre les Financiers , & toujours avec aussi peu de succès , parce qu'ils étoient protégés contre le Ministre. On en vint avec eux à une composition pour terminer ; mais on laissa aux Financiers la liberté de repartir eux-mêmes leurs taxes , de façon que les petits & les subalternes payerent seuls la totalité.

Le 22 Mars 1606 , le contrat de subvention annuelle du Clergé d'un million trois cent mille livres fut renouvelé pour finir au dernier Décembre 1615. Le Clergé obtint la permission de rembourser les Offices des Receveurs des Décimes vendus en 1596.

M. le Duc de Sully revêtu alors de ce titre si bien mérité , ne se contenta point de rétablir l'ordre dans le manie-



des Finances ; il se proposa de  
enir les abus pour la suite à me-  
que ses connoissances s'étendoient  
venoient plus nettes dans chaque  
e. Il commença par exiger des Fer-  
: une déclaration sous serment ,  
icun étranger n'étoit intéressé avec  
Il n'osa pas sans doute en exiger  
ntage , quoique les principales tra-  
s qu'il avoit effuyées dans son tra-  
ie vinssent point des étrangers.  
prescrivit des formules de comptes  
les parties susceptibles de discuf-  
& il fut défendu très-sévérement  
Chambres des Comptes de passer  
Comptables en acquit , d'autres  
ies que celles qui étoient portées  
distinctement sur l'état de l'année.  
Majesté voulut aussi connoître &  
: ce qui appartenoit aux Officiers ,  
, Receveurs , pour leurs gages ,  
, , taxations , frais de comptes , de  
vremens d'états , d'épices de la  
ibre des Comptes , afin de bannir  
traire qui s'y étoit introduit. L'é-  
e sur ce qui regardoit les Cham-  
eules montoit à deux cent mille  
par an au profit du Roi. De tou-  
anieres , il est clair que les sommes  
e payées par les Comptables vont

148 *Recherches & Considérations*  
en déduction des revenus publics ; car  
les longueurs, les gros frais entretien-  
nent l'usage des gros profits & des taxa-  
tions excessives.

Dans l'examen que M. le Duc de  
Sully avoit fait des comptes des Rece-  
veurs généraux & des Trésoriers de  
France, il avoit découvert évidemment  
que de grandes sommes avoient été di-  
verties. Les Receveurs généraux tran-  
sigerent de bonne grace, & obtinrent  
une décharge entière moyennant six  
cent mille francs. Les Trésoriers de  
France prétendirent se justifier en reje-  
tant le desordre sur les Chambres des  
Comptes ; & sans entrer dans ces dis-  
cussions, on se contenta d'établir pour  
l'avenir de bons Réglemens. J'ai cru  
devoir en copier ici un sur diverses par-  
ties, pour donner une idée de l'exac-  
titude de l'arrangement qu'il avoit établi  
& de la précision de ses ordres.

#### *R E G L E M E N T pour les Comptables,*

« M. le Trésorier de l'Epargne se sou-  
viendra de n'assigner aucune partie  
des dettes ordonnées à plusieurs Sei-  
gneurs, Gentilshommes & particu-  
liers de ce Royaume, suivant l'état

s deniers en acquit ou autre que ce t, sans ordonnance de mondit Seigneur le Duc de Sully sur les acquits tens qui lui seront rapportés, ni s'il assignera aucuns dons ni pensions fés sous son nom dans les Etats de quelque Généralité que ce soit, ni des belles de Languedoc pour certains officiers de Cours Souveraines, sans avoir ordonnance de mondit Seigneur.

Se souviendra aussi de n'expédier aucun Mandement au Trésorier des revenus ni autres Comptables pour le payement des Postes, mais les laissera payables sur les lieux suivant les états du Roi envoyés aux Généralités du Royaume.

N'assignera pareillement le Trésorier des Lignes de Suisse d'aucune part tant ordinaire qu'extraordinaire, ni le fonds laissé dans l'état général des Finances, sans ordonnance de mondit Seigneur.

Et observera encore pour le semblable, tant pour les Trésoriers de l'artillerie, que pour ceux de l'extraordinaire de la guerre & tous autres Comptables, que ce soit pour les deniers tant ordinaire qu'extraordinaire.

» re, qui pourra excéder celui qui leur  
 » est laissé dans ledit état des Finances  
 » de Sa Majesté.

» M. le Trésorier des Lignes de Suisse  
 » en Charge durant l'année présente  
 » 1608, se souviendra, durant son ex-  
 » cice, de retenir avant toutes choses la  
 » somme de cent mille liv. sur les douze  
 » cent mille ordonnées aux Suisses pour  
 » leur fonds ordinaire; laquelle somme  
 » de cent mille livres sera seulement em-  
 » ployée au payement des dettes qui  
 » s'acquitteront par composition à ra-  
 » son de six pour un.

» Et quant au surplus dudit fonds or-  
 » dinaire, le pourra délivrer sur les  
 » lieux par les ordonnances des Am-  
 » bassadeurs; mais pour celui qui sera  
 » acquitté en France, soit ordinaire ou  
 » extraordinaire, se souviendra de n'en  
 » vider ses mains que suivant les or-  
 » donnances du Conseil ou de mondit  
 » Seigneur le Duc de Sully.

» M. le Trésorier de l'Artillerie en  
 » charge durant l'année 1606 se sou-  
 » viendra de rapporter un état au vrai  
 » de la recette & dépense actuelle qu'il  
 » a faite durant ladite année, afin que  
 » les reprises, s'il y en a, soient exa-  
 » minées, & que l'on reconnoisse quels

payemens lui restent à faire pour la  
dépense de ladite année.

» M. le Trésorier de l'extraordinaire  
de deçà les monts en exercice durant  
l'année 1608, se souviendra de n'ac-  
quitter aucune partie non comprise  
en ses états d'assignation du Conseil  
sur son fonds ordinaire, ou sur celui  
qui lui sera extraordinairement four-  
ni par le Trésorier de l'Epargne ou  
autre que ce soit, sans ordonnance  
dudit Conseil ou de mondit Seigneur  
le Duc de Sully; lesquelles ordonnan-  
ces il sera tenu de rapporter en l'exa-  
men de son état au vrai; autrement  
seront les parties rayées sur lesquelles  
lesdites ordonnances ne se rapporte-  
ront.

» M. le Secrétaire du Conseil se sou-  
viendra de faire mettre à part tous les  
arrêts concernant les octrois des villes  
continués par le Conseil depuis l'an-  
née 1600.

» Fera le semblable pour tous arrêts;  
articles ou partis concernant la réu-  
nion & rachat du Domaine, soit à la  
requête de certains Particuliers, ou  
bien sur les offres des Partisans. Ce  
qu'il prendra la peine de faire cher.

152 *Recherches & Considérations*

» cher dans ses minutes depuis ladite  
» année 1608.

» Et dorénavant tout ce qui s'expé-  
» diera tant pour lefdits oëtrois que  
» pour ledit Domaine , comme aussi  
» tout autre Règlement qui sera par for-  
» me d'arrêt ou autrement concernant le  
» fait des Finances , ledit Sieur prendra  
» la peine de les faire mettre à part , &  
» d'en envoyer une copie à Mgr. le Duc  
» de Sully , toutes les fois que les résul-  
» tats du Conseil se signeront.

» N'obmettra de faire aussi le sembla-  
» ble pour les baux à ferme lorsqu'ils  
» seront renouvelés.

» Messieurs les Trésoriers de l'Epar-  
» gne se souviendront encore de dresser  
» un état bien exact de toutes les dettes  
» payées aux années de leurs exercices  
» depuis celle de 1598 , tant aux Prin-  
» ces étrangers sur quelque fonds que  
» ce soit , qu'à toutes autres personnes  
» sur leurs dettes anciennes du sel & des  
» grosses Fermes , dans lequel état lefdi-  
» tes natures de dettes & les payemens  
» faits desdites années seront bien par-  
» ticulierement distingués & spécifiés.

» M. le Sergent se souviendra d'ache-  
» ver le plutôt qu'il se pourra les apof-

» telles qui lui ont été ordonnées par  
» Mgr. le Duc de Sully, de faire sur le  
» registre des dettes de Suisse; & outre  
» cela, dresser un état bien exact & par  
» années séparées, de toutes les dettes  
» qui leur ont été payées, tant sur leur  
» fonds ordinaire que sur les deniers ex-  
» traordinaires depuis lad. année 1598.

» M. le Secrétaire du Conseil se sou-  
» viendra durant qu'il sera en exercice  
» à l'avenir de n'expédier aucune con-  
» tinuation d'octroi par arrêt du Con-  
» seil, sans y mettre ces clauses, que  
» dorénavant ils seront tenus d'en comp-  
» ter de six ans en six ans, & d'en rap-  
» porter état vérifié par les Trésoriers  
» de France sur les lieux à M. le Duc  
» de Sully, grand Voyer de France.

» M. de Ligny se souviendra de dres-  
» ser un état général, mais distingué  
» néanmoins par années s'il est possible,  
» de toutes les rentes rachetées par le  
» Roi, tant sur les Domaines, Recettes  
» générales & particulieres, que sur le  
» Parisis de ses Greffes, & essayera de  
» rendre ledit état si exact, qu'il n'y  
» soit omis aucune desdites rentes ra-  
» chetées.

» Le Sieur Lichany se souviendra tous  
» les Mercredis & tous les Samedis à

154 *Recherches & Considérations*

» midi , de venir rendre compte à Mgr.  
 » le Duc de Sully pour les pavés de Pa-  
 » ris , & à mesure que les hateliers chan-  
 » geront , dressera un autre état pour la  
 » distribution desdits hateliers , lequel il  
 » présentera à Mgr. le grand Voyer ;  
 » pour être signé , portant contrainte ,  
 » & le fera exécuter avec toute rigueur  
 » & sévérité. Et au cas que l'entrepre-  
 » neur fasse travailler trop négligement  
 » aux endroits ordonnés par ledit état ,  
 » à l'instant il sera employé des paveurs  
 » de Paris , autres que ses associés , les-  
 » quels seront remboursés du fonds du  
 » dit entrepreneur , sans aucun retar-  
 » dement. Et pour cet effet , pourra le-  
 » dit Lichany donner auxdits paveurs  
 » de Paris des extraits dudit état , afin  
 » qu'ils s'employent eux-mêmes à visi-  
 » ter lesdits endroits , & à reconnoître  
 » si ledit entrepreneur y fait travailler  
 » comme il est tenu ».

A N N É E S 1607 & 1608.

J'ai resserré tous ces détails , afin de  
 passer à une opération aussi juste qu'uti-  
 le : c'est le recouvrement des Domaines  
 du Roi après des informations très-  
 circonstanciées prises dans toutes les



**Provinces du Royaume.** On fit rentrer Sa Majesté dans toutes les aliénations, dont le titre ne parut pas suffisant, en exigeant des dédommagemens. Pour les Traités extorqués par le besoin à des conditions exorbitantes, on imputa les jouissances sur le capital & les intérêts légitimes. Les engagements faits de bonne foi furent également retirés, lorsqu'il se présenta des enchérisseurs.

La methode que M. de Sully employoit le plus volontiers ; & la meilleure indubitablement étoit d'abandonner pendant un tems l'usufruit de chaque partie aux Fermiers, à condition de la rendre quitte & libérée à l'expiration du terme. La réduction des intérêts procuroit une grande facilité à cette économie. C'est ainsi qu'il réunit au Domaine les Charges des Receveurs des Consignations, les Greffes, &c. Il ne laissa pas cependant de rester bien des engagements à retirer, que la qualité des personnes ne permit pas d'entamer : on attendit leur mort. Mais on évaluoit à un capital de quatre-vingt millions ceux dont il procura la rentrée ; savoir trente-cinq millions dont le recouvrement fut actuel, & quarante-cinq dont il abandonna la jouissance à une Compa-

gnie pendant seize ans pour les rendre libres au bout de ce tems.

On a long-tems regardé les domaines de la Couronne comme le véritable patrimoine des Rois, & cette maxime se répète encore quelquefois. Mais a-t-on distingué bien nettement les principes dont elle dérive ? Il est clair que les circonstances politiques, au commencement de la troisième Race, forcerent les Princes à mettre tout en usage pour conserver leur Domaine, devenu presque l'unique branche de Finance sur laquelle ils pussent compter solidement, dans un tems qu'on peut appeller d'anarchie. Par les mêmes motifs, il fut utile que les Rois acquissent la plus grande quantité de Domaines qu'il leur seroit possible, soit afin d'augmenter les forces réelles de la Couronne, soit afin d'augmenter le nombre des vassaux immédiats, & de miner sourdement la puissance de cette foule de petits tyrans, qui s'étoient établis dans toutes les Provinces.

Ce double avantage frappa vivement les esprits ; les intérêts particuliers s'y joignirent même, car on s'imagina que l'on payeroit moins à mesure que le Monarque posséderoit davantage de son

Enfin les Légistes seconderent de mieux les vûes du Gouvernement ; de la Loi Salique, on fit dériver cette maxime, que le domaine de la Couronne est inaliénable. C'en'est pas ici le lieu de différer sur la validité de cette opinion. Elle servit tout-à-la fois à empêcher le démembrement de la Monarchie, & à lui faire restituer depuis ce que la nécessité avoit pû lui arracher. Avec le tems, l'idée du domaine s'étendit, c'est-à-dire, qu'il y eut des droits connus domaniaux par leur essence. Ainsi le domaine consiste aujourd'hui en fonds de terres & en droits.

Il est constant que les droits doivent être dans la main du Roi ; qu'il est dangereux & indécent qu'il en soit levé sur les Peuples, dont il ne soit pas le propriétaire & l'économe. Mais en examinant la partie des domaines en fonds, peut-être ne paroîtra-t-il pas également avantageux à l'Etat que le Roi les possède.

On sçait que les Fermiers, dont l'usage est limité, ne se portent point à améliorer les terres domaniales dans la même proportion que font améliorer les terres des particuliers ; des dépenses nécessaires en général, ou repu-

160 *Recherches & Considérations*

ment la même vigilance , la même exactitude , & sont trop soutenus parce qu'on appelle le corps dans les abus qu'ils commettent.

Le Prince se réserveroit les fiefs & les droits honorifiques ; & l'on pourroit introduire pour maxime , que ni les fiefs ni ces inféodations ne pourroient être aliénés sous aucun prétexte , même d'échange , afin d'éviter la confusion. Comme le domaine originaire est immense , & qu'une bonne partie des aliénations a été abandonnée sans titre ou à vil prix , il n'en seroit pas moins essentiel d'en procurer la rentrée pour la régir sous cette forme.

Ce fut dans le même esprit d'économie & de réforme que l'on rembourra une partie des rentes sur l'Hôtel - de - Ville de Paris , dont le paiement emportoit le plus clair des revenus. Mais divers égards politiques nécessaires alors , & les remontrances réitérées des Prevôt des Marchands & Echevins de la ville de Paris , empêcherent que le bien ne se fît en entier. L'origine de cet expédient de Finance si commode & si dangereux , est de 1522 , sous le regne de François Premier.

créa en s diffé- au de- ze.	} liv. s. d. {	Le marc d'ar- gent fin à 12 & 14 liv.
75416 13 4		
i II. en trente rentes	} liv. s. d. {	Le marc d'ar- gent fin à 14 liv. 10 sols.
543816 13 4		
e regne çois II. se fois.	} Idem.	
83000		
les IX. gt-sept m.	} Le marc d'ar- gent fin à 17 liv.	
1794000		
.IH. en s. Idem.	} Le marc d'ar- gent fin à 19 liv.	
932000		
	3428233 6 8	
fin de ce n'en re- us que	} 2038955 2 6	

et état ne comprend que les rentes  
à ville, & non les rentes sur les  
maisons & autres revenus locaux qui se  
paient sur les lieux.

Les autres charges paroïtroient avoir  
origine plus ancienne , puisque le  
ment de M. de Sully. fait un arti-  
cles créées & vérifiées avant l'an  
. Il est probable que c'étoit une  
des aliénations des domaines &  
Tome I. Q

162 *Recherches & Considérations*

droits domaniaux, dans lesquels le Roi rentroit après les guerres, pour les faire exercer par ses Officiers, & qu'il assignoit la rente de l'argent prêté sur la recette des mêmes revenus.

Il fut établi en 1607 un Conseil de Commerce composé de différens Officiers du Parlement & de la Cour des Aides : mais cet établissement fut bientôt abandonné ; & l'Etat n'en retira point de fruit, parce que pour conduire le commerce, il faut en même tems savoir comment il se fait, & se munir de principes contre les pièges de l'intérêt particulier de ceux qui le font. C'est un aveu fâcheux qu'arrache une expérience journaliere ; les Négocians voyent trop peu l'intérêt de la société. Le Législateur au contraire ne doit calculer que le gain national ; & pour s'élever à cette combinaison il ne peut se dispenser de descendre au détail non pas des profits particuliers, mais des opérations diverses du Commerçant. Les personnes qui négligent ces connoissances sont toujours dans l'inquiétude & entourées du soupçon ; ce qui les porte à établir des gênes contraires à leur objet, & à favoriser les monopoles qui présentent toujours une fausse idée de police spéculative.

On s' imagine qu'il est plus aisé de conduire un petit nombre de bras à ses vûes, qu'une multitude ; & l'on s'accoutume insensiblement à prendre pour l'intérêt de l'Etat ce qui n'est réellement qu'une commodité personnelle. Quels avantages n'eût pas alors retiré la France d'un Conseil où les représentans des villes, séparés de tout autre intérêt, eussent eu voix délibérative hors les affaires de forme, comme chez nos voisins ? On entrevit qu'il falloit penser au Commerce ; mais on s'y prit mal, & le bien, fait à demi, dégénere souvent en desordre. Voilà de ces pertes dont il est presqu'impossible de calculer la portée.

Le Ministre persuadé que les dettes créées sur les Provinces, les Villes, & les Communautés ne sont pas un fardeau moins pesant sur les peuples que celles du Roi même, s'appliqua avec la même attention à les vérifier, les réduire & les payer. On n'imagine point en effet la mauvaise régie de toutes ces petites parties, les formalités, les gênes qu'elles emportent avec elles. Ces vexations sourdes, mais multipliées, minent insensiblement les pauvres & le Commerce, qui les supportent ordi-

nairement. D'ailleurs elles nourrissent cet esprit de communauté , toujours dangereux parce qu'il ne respire que le monopole, & qu'il détourne les sujets des vûes publiques pour les concentrer dans de petits intérêts particuliers pour l'aggrandissement desquels ils se passionnent.

Les charges lourdes sur le peuple avoient été sans cesse accumulées depuis le regne des Favoris fort inventifs en affaires extraordinaires ; les besoins urgens & continuels pendant les guerres civiles , diverses considérations personnelles depuis , & enfin la multitude des réformes à entreprendre , n'avoient pas permis d'y faire l'attention qu'elles méritoient. Quelques commissions avoient même été érigées depuis peu pour de bons & sages motifs , & s'étoient ou perpétuées à l'insçu du Ministre , ou exercées avec tant de rigueur que le remède étoit devenu plus fâcheux que le mal même. Un seul Edit supprima tous ces moyens d'appauvrir les sujets. En voici la liste.

Les recherches des usures.

Celles de l'emploi qui s'étoit ci-devant fait des deniers d'octroi qui se levoient sur les Villes, Bourgs ou Communautés.



Celles des levées de deniers faites par les Communautés sans commission de sa Majesté.

Celles des abus commis à la levée du fou pour livre contre ceux qui s'étoient exemptés de payer ledit droit lorsqu'il se levoit.

Les recherches sur les Hôteliers & Cabaretiers pour leur faire prendre Lettres ou Permissions.

Celles qui se faisoient sur les Greffiers, Collecteurs & Asséurs des Provinces pour les deniers des tailles.

Celles qui se faisoient pour les bois & chandelles que l'on levoit par les villes, bourgs & villages, outre les Commissions du Roi.

Celles des déchets sur les descentes & voitures du sel, tant par eau que par terre.

Celles qui se faisoient sur les poids & mesures.

Et toutes les autres recherches contre les Merciers & Revendeurs, spécialement sous le nom du Roi des Merciers.

Les Commissions pour les métiers & contraintes contre les Artisans & autres pour leur faire prendre Lettres de maîtrises.

166 *Recherches & Considérations*

Les Commissions pour les aliénations  
des terres vaines & vagues.

La recherche de l'anil d'Inde.

La recherche des usages des villes,  
bourgs, villages & communautés, qu'ils  
ont dans les forêts & domaines du Roi.

Les Commissions portant comman-  
dement à tous gentilshommes d'appor-  
ter ou envoyer leurs lettres, titres &  
enseignemens au Greffe du trésor.

La permission accordée au sieur des  
Monts de retenir les Castors, par le  
moyen de laquelle les Marchands étoient  
contraints de les acheter de lui.

Et la recherche qui se faisoit contre  
les meuniers pour les meules & meu-  
lons qui devoient être au point rond.

La suppression des privilèges inutiles  
ou usurpés ne fut pas une des moindres  
attentions du Gouvernement, qui aug-  
mente toujours ses ressources pour le  
moment & pour l'avenir, par une ré-  
partition plus égale des recouvrements.

Il est difficile d'opérer beaucoup de  
réformes utiles dans un Etat chargé de  
dettes immenses, sans se procurer quel-  
ques ressources nouvelles ou quelque  
bonne somme qu'on puisse faire valoir  
à propos. L'embarras est de trouver des  
expédiens qui n'alterent point la con-

fiance publique , & qui ne soient pas coûteux à des sujets déjà accablés.

M. de Sully en trouva un qui porta sur les riches uniquement , & què la politique de l'Etat autorisoit. Il avoit remarqué que les charges tombées au profit du Roi par la mort des Titulaires se négocioient assez publiquement par les personnes en faveur qui plaçoient leurs créatures , sans que le mérite indigent y eût part. Les Guises s'étoient même servi de ce moyen pour appuyer leurs projets ambitieux ; & ils ne pouvoient s'y prendre mieux , puisque la Police est entre les mains des Magistrats, dont l'autorité d'ailleurs est toujours imposante au peuple. Il détermina le Roi à accorder aux Titulaires l'hérédité de leurs charges , moyennant un droit annuel qu'ils payeroient aux Parties casuelles , qui devinrent à ce moyen une branche de revenu très-considérable. Le Roi demanda aussi au Clergé trois cent mille livres pour l'établissement des Galeres à Marseille ; & les fonds en furent faits en rétablissant les Offices de Receveurs des décimes.

## ANNÉES 1609 &amp; 1610.

C'est par de semblables opérations que , malgré l'épuisement du Royaume, M. le Duc de Sully trouva le moyen en moins de quinze ans de diminuer les Tailles de cinq millions , les droits intérieurs & autres petites impositions de moitié; d'augmenter les revenus de quatre millions ; d'acquitter cent millions de capitaux de rentes sur l'État ; de racheter pour trente-cinq millions de domaines. Les fournitures d'armes , artillerie , & munitions dans les magasins du Roi montoient à douze millions. Les meubles du Roi avoient été augmentés pour la somme de dix-huit cent mille livres. Les fortifications des places frontières étoient en bon état , & avoient coûté cinq millions quatre-vingt-cinq mille livres. Il avoit été dépensé en bâtimens pour le Roi & en églises six millions cent cinquante mille livres ; pour l'établissement des mûriers & des Manufactures, près d'un million ; en divers dons de Sa Majesté, six millions quarante-deux mille trois cent livres ; pour les turcies & levées, quatre millions huit cent cinquante-cinq mille livres ; pour  
les

les travaux sur plusieurs rivières pour les rendre navigables , un million. Enfin il se trouvoit dans les coffres du Roi , soit réellement , soit en crédits , une somme de quarante-un millions soixante-quatorze mille livres.

Cette dernière opération a été fort blâmée depuis ; on a prétendu que la bonne politique ne permettoit point aux Rois d'accumuler des trésors , parce que c'est nuire à la circulation. Après un mûr examen sur les circonstances où s'est trouvé M. le Duc de Sully , sur l'ignorance où étoit son siècle des ressources d'un crédit public bien ménagé , peut-être ne se décideroit-on pas sans quelque restriction sur cette matière importante.

Il est constant que les Etats ne peuvent se flatter de conserver toujours la paix , tant que les passions régneront sur la terre ; la défense naturelle , la protection du commerce , le soutien des alliés , n'allumeront que trop fréquemment le flambeau de la discorde entre les peuples. Dans ces circonstances l'Etat a besoin , non-seulement d'une augmentation d'impôts à raison de l'accroissement de ses dépenses courantes , mais encore de grandes avances qu'il est facile , sans doute ,

170 *Recherches & Considérations*

de se procurer à un intérêt léger, en donnant des assignations sur le produit des impositions. Ce sont donc deux sortes d'accroissemens sur les taxes.

Mais est-il bien sûr qu'une augmentation subite & immense sur ces taxes ne trouble pas les sources où l'on peut puiser ? Les nouvelles impositions rendent-elles d'abord ce qu'elles doivent produire ? Ceux auxquels on s'adresse ne se prévalent-ils pas de la précipitation & du besoin ? Si ces besoins & ces grandes demandes durent long-tems, les sources ne se tariront-elles pas ? Enfin si, pendant le cours d'une guerre, ou même auparavant, il survient quelque fléau intérieur, la défense de l'Etat ne languit-elle pas ? ou bien les revenus ne se remplacent-ils pas d'une manière précipitée & ruineuse ?

Une expérience constante donne la solution de ces questions. Quelles ressources ont donc eu les Etats dans ces circonstances ? Celles des emprunts, des aliénations, des attributions de gages, des créations de charges. Quel en a été l'effet ? La surcharge des peuples pendant une longue suite d'années après la guerre, & l'impuissance des Etats, tant au-dedans qu'au-dehors, ou bien le dis-

crédit & le mépris des engagemens les plus solennels ; d'une ou d'autre manière la décadence ou la confusion. De façon que l'augmentation des impôts dès le commencement d'une guerre est encore l'expédient le moins funeste aux peuples & à l'Etat, parce qu'il a un terme.

Un Etat qui joindroit à l'usage d'un crédit public bien entendu, la possession d'une somme toujours prête égale à une année de son revenu, n'auroit-il pas de grands avantages, soit pour entreprendre, soit pour soutenir ses entreprises, pour réparer les accidens imprévus, pour attendre l'effet de son crédit sans le presser, pour apporter dans le paiement des fournitures cette exactitude qui en diminue toujours la dépense. Pour arriver à cette avance, il faut des épargnes successives.

Examinons à présent le tort que peuvent faire à la circulation les épargnes du Prince, dans un pays qui n'auroit point de dettes, ou de remboursement à faire : car avant tout il faut qu'un Etat soit libéré.

Il n'est qu'une espèce de circulation originaire ; c'est celle des denrées. L'argent est le moyen terme établi pour les

172 *Recherches & Considérations*  
évaluer ; ainsi il doit y avoir une masse d'argent destinée à compenser ou à échanger la masse des denrées. Il est démontré aujourd'hui en plus d'un endroit que la quantité de cet argent est indifférente en soi , puisque s'il est d'usage de ne donner qu'un écu d'un setier de bled, il sera également vendu & acheté , que s'il y avoit assez d'argent pour que l'usage fût de le payer six livres. Mais on a observé en même tems qu'il est important , pour conserver l'industrie du peuple , que cette masse d'argent destinée à compenser la masse des denrées, ne diminuât jamais , c'est-à-dire que le prix des denrées ne dépendît que de leur abondance ou de leur rareté , & non de l'abondance ou de la rareté de l'argent. On a également reconnu qu'il étoit impossible d'encourager le travail du peuple & de l'augmenter, sans lui laisser continuellement ajouter une augmentation d'aisance & de profit ; & cette augmentation ne peut être que le produit du commerce dans un pays qui n'a point de mines.

De ces principes si simples & si évidens par eux-mêmes , il sera facile de conclure que dans tout pays où le commerce n'introduit point annuellement



le nouvel argent, il est impossible de mettre en réserve une partie des revenus, sans décourager l'industrie, sans perdre des hommes.

Mais dans tout pays assez bien policé pour que chaque province puisse participer au bénéfice de la balance du Commerce, il est peut-être vrai que l'Etat pourroit, sans nuire aux progrès de l'industrie, réserver annuellement sur les impôts une petite portion du bénéfice de la balance du Commerce, si d'ailleurs il n'a point de remboursement à faire, de dettes à liquider.

Il ne s'agit plus que de la déterminer cette portion. Celle qu'on laisseroit au peuple ne pourroit guere être moindre que les deux tiers, parce que les choses ne peuvent jouir d'un arrangement si parfait, qu'il n'y ait toujours quelques engorgemens dans les canaux par où passe l'argent. Sur l'autre tiers il faudroit déduire ce qui n'est point rendu à la circulation des Provinces; 1°. par les amas que font les Fermiers du Roi sur leurs profits; 2°. par les amas que peuvent faire les Artisans de la capitale sur leurs profits avec les personnes qui viennent y épenser leurs revenus; 3°. ce qui est converti en meubles.

Le surplus de ce tiers, s'il y en avoit, paroîtroit pouvoir être mis en réserve, sans nuire à la circulation, dans un pays qui n'a point de dettes à rembourser : car cette portion d'argent seroit dans le même cas précisément que la portion qui est employée en vaiselle. Rien n'empêcheroit d'ailleurs que cette réserve circulât entre les mains des Trésoriers & des Receveurs, en prêt à des Compagnies solides qui établiroient des caisses d'escompte, & par divers autres emplois. Je ne laisse pas de penser qu'une méthode plus utile encore aux Princes & aux peuples, c'est de laisser ceux-ci dépositaires du trésor public, en ne percevant jamais d'eux, pendant la paix, tout ce qu'ils peuvent payer. Cette maxime sera développée dans la suite de l'Ouvrage : mais cette petite discussion n'a point paru inutile. Elle peut fournir plusieurs conséquences importantes, & elle prouve du-moins invinciblement que la conduite des Finances exige une connoissance profonde de la balance générale du Commerce & de la balance particulière des Provinces avec la capitale.

On conviendra d'ailleurs que la proportion des épargnes de M. le Duc de

Sully paroît beaucoup trop forte pour la richesse de ces tems-là , & pour le court intervalle dans lequel elles se firent. Mais elle peut être excusée en partie sur la nécessité de se préparer à une guerre considérable , & sur l'ignorance où l'on étoit alors des combinaisons d'un crédit bien ménagé. D'ailleurs une partie de cette réserve étoit en crédit.

On peut dire que jamais Maître n'a été plus digne que Henri de connoître de pareils sujets. Gratifications, Charges, Dignités , confiance, amitié , tout fut prodigué à M. le Duc de Sully : mais il mérita tout. Guerrier habile & le plus grand Officier d'Artillerie qu'on eût encore vû , adroit Négociateur , sage & ferme politique , il ne réussit pas moins en général dans l'administration des Finances. S'il n'apporta pas toujours des idées parfaitement nettes dans la connoissance des sources d'où dérivent les Finances , c'est qu'elles ne pouvoient l'être après quarante années de troubles intérieurs, de ravages & de confusion. Il méconnut le bénéfice des Manufactures de luxe ; il chargea le Commerce de quelques droits intérieurs ; mais on ne peut du moins lui refuser la gloire d'avoir mieux conçu

que tous ceux qui l'ont suivi la nécessité d'envisager l'agriculture du côté du Commerce, de faire entrer l'argent des étrangers dans les campagnes, & de diminuer en même tems le fardeau des laboureurs. Il connut la bonne combinaison des diverses natures d'impôts, sans en tirer peut-être tout le parti convenable. Mais il sut faire tomber sur les riches en partie le montant des remises accordées aux campagnes, & dont l'Etat ne pouvoit se passer dans sa position. Il excella particulièrement dans l'ordre des comptes, des recettes & des dépenses, dans l'exactitude à maintenir ses engagements, enfin dans l'économie qui fait toujours le fonds de richesse le plus solide & le plus utile dans un Etat. Le germe des plus grandes vues de police intérieure étoit dans sa tête; on en peut juger par divers projets dont la mort déplorable du Roi arrêta l'exécution, par le soin qu'il prit de diminuer l'intérêt de l'argent, le nombre des rentiers & les offices inutiles; par les établissemens qu'il fit de canaux & de grandes routes. On ne peut cependant disconvenir que s'il rétablit en si peu d'années les affaires, il n'ait trouvé dans l'excès même des

maux dont la France étoit affligée, des facilités que n'éprouve pas toujours l'administration dans des circonstances moins desespérées. Car beaucoup de gens sont toujours intéressés à perpétuer le desordre: ils s'unissent pour déclamer la réforme; & si elle coûte quelque chose, ils sont secondés par la multitude qui aime à se flatter, ou qui, sans amour pour l'Etat, préfère un moment de jouissance à la force du corps politique, au soulagement de la postérité. Encore tous les talens de M. de Sully n'eussent-ils réussi qu'imparfaitement, s'ils ne lui eussent mérité de la part de son Maître assez de confiance & d'autorité pour se livrer tranquillement à ses projets. Pourvu de diverses charges à la fois, dont chacune étoit d'un détail suffisant pour occuper seule un Ministre, confidant des peines domestiques & des vastes projets du Prince, l'ame de tous les Conseils & de l'Etat, il fut le restaurateur de toutes les parties qui lui étoient confiées, & ne parut jamais qu'un Ministre occupé. Une sévérité peut-être un peu trop grande dans ses mœurs, quelque attachement à ses opinions, une économie peut-être trop générale, & sur-tout l'avidité des Courtisans con-

tre laquelle il soutint avec fermeté les intérêts du Prince & des peuples , lui acquirent une réputation de dureté qui n'étoit point dans son cœur. Il aimoit les peuples parce qu'il aimoit le Roi , & il fut toujours l'interprete de leurs besoins aux pieds du Trône. Moins jaloux de son crédit qu'ardent pour le service public , il exhortoit volontiers les gens de qualité à se former aux affaires. Il étoit persuadé que leur place véritable étoit dans le Conseil des Rois ; que ce point de vûe étoit propre à bannir la frivolité ridicule des Cours , à y entretenir l'émulation , à y répandre l'instruction sur les affaires du dedans & du dehors. Quoique sa hauteur ne se montrât jamais qu'à ceux qui lui dispuoient ce qu'il se sentoît dû , le reproche qu'elle lui a attiré nous apprend que les hommes publics doivent être hommes le moins qu'il leur est possible. Enfin les Mémoires qu'a laissés cet excellent génie sont peut-être l'école des Richelieu & des Colbert.

Comme la nouvelle édition de ses Mémoires , ouvrage d'une exécution aussi pénible qu'elle se trouve judicieuse & élégante , a fait perdre de vûe les anciens , j'ai crû devoir transcrire ici

quelques-uns des projets & des maximes d'administration de M. le Duc de Sully, qui feront connoître particulièrement son génie, & qui, à très-peu de chose près, peuvent servir d'instruction à tous les siècles. J'y ai joint divers états de Finance tirés tant de ses Mémoires que d'autres sources, dont la comparaison peut être instructive à ceux qui étudieront l'histoire de nos richesses..

*PROPOSITIONS faites au Roi en 1609,  
pour exécuter après peu-à-peu & selon  
les tems, les occasions & la disposition  
des esprits de dedans & dehors les  
Royaumes.*

#### **HORS LE ROYAUME.**

• Les trois flottes de six en six mois armées pour les Indes.

• La translation de l'Empire d'Autriche à la France ou autre Maison.

• La réduction du Triangle & terres adjacentes des Pays-Bas.

• La réduction de la Domination d'Espagne dans les Espagnes.

• Les Permutations ou accommodemens d'Avignon, Orange, Dombes, Genève, Besançon, Metz, Toul, & Verdun, Sedan, Château-Renaud,

180 *Recherches & Considérations*  
Charleville , Cambray , Gersey &  
Gernesey.

**DANS LE ROYAUME.**

Milice de Mer & flotte en armée vo-  
guante.

Milice de terre & Camp en armée  
volante.

Académie Royale pour la Noblesse  
& gens de guerre.

Chevalerie Françoisse de nouvel Or-  
dre.

Hôpital général pour toutes épreu-  
ves & charités.

Réglemens pour les Gabelles , Sali-  
nes & Marais salans.

Règlement pour les Aides , subside,  
impositions , traites & entrées.

Règlement pour les Domaines alié-  
nés & rentes créées.

Ménagemens des Domaines , eaux  
& forêts.

Ménagemens de parties casuelles ,  
droit annuel , offices , droits , profits ,  
émolumens , épices , gages , attribu-  
tions & taxations.

Ménagemens de biens Ecclésiasti-  
ques , décimes , franc-fiefs , nouveaux  
acquêts , grandes Maîtrises & Com-  
manderies



*sur les Finances de France.* 181

Règlemens pour tous les deniers levés pour œuvres publiques, frais de Villes, Provinces, Corps & Communautés.

Règlemens pour les monnoies, mines, minières, eaux & fontaines minérales & médecinales.

Règlemens pour toutes sortes de luges, conditions de personnes, manufactures, arts & métiers.

Accommodemens des Villes & Havres de Subibourre, Saint-Jean de Luz & Socouz, Bayonne, Becdambés, Blaye, Royan, Brouage, Isle de Rhé, l'Eguillon & la Dive, Matans, Baye Saint-Benoît, Saint-Nazaire, Morbihan, Blavet, le Conquest, Brest, la Hogue, le Havre, Saint-Vallery sur Somme, Rocroy, Mézières, Seurre, Bourg, Barraux, Exille, Antibes, Toulon, Tour de Boug, Brescou, Cap de Septe, Narbonne.

Accommodemens d'autres Ports, Havres & Fortereffes nouvelles es côtes & frontieres es lieux qui seront ci-après reconnus.

Démolitions de fortereffes, suppressions de Capitaineries & Gouvernemens.

Règlement sur l'Edit de la Religion, & restitutions d'aucunes Villes de sûreté.

**182 *Recherches & Considérations***

Réglemens pour les rangs & séances des Princes, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, Cours, Corps, Villes, Provinces, Communautés, Magistrats & Officiers qualifiés du Royaume.

Réglemens pour & entre toutes les Charges du Royaume, & pour les divers Conseils nécessaires au Roi.

Devis & accommodemens pour la conjonction des trois mers, sans être sujets à Détroits, Caps, Raps, Pointes ni Manches.

Etablissemens de Cartes actuelles par mer, terres & rivières.

Etablissemens pour œuvres & décoremens publics.

Réglemens pour la Justice, diminutions de formalités, frais d'icelle, abréviation & retranchemens de procès.

Préparatifs pour toutes sortes d'artifices, inventions, machines & instrumens non-communs.

**ÉTAT & Mémoire dressé par commandement du Roi en 1604, des choses qui peuvent produire de grands desordres & abus, & par conséquent aussi apporter diverses sortes d'affoiblissemens aux Royaumes, Etats, & Principautés souveraines.**

**Augmentation de tailles, tributs & daces.**

**Toutes impositions personnelles avec surcharge.**

**Diminutions de Trafics, Commerce & marchandises.**

**Diminutions d'ouvrages & manufactures & labourages.**

**Augmentations de chicaneries & de formalités de la Justice.**

**Excessives usurpations d'autorité aux Officiers.**

**Refus d'audiences aux complaignans & à tous opprimés qui demandent justice.**

**Festins, Banquets, Mœmeries, Jeux & Berlans.**

**Indifférences entre les personnes de diverses qualités & conditions, morgues & simagrées.**

184 *Recherches & Considérations*

Usurpations de qualités , titres & noblesses.

Encherissemens de denrées & marchandises ; sur-haussemens & disproportions de monnoies.

Vanités , curiosités , luxes , débauches & délices.

Indifférences en habits , ameublemens & trains.

Excès en magnificences de bâtimens , dorures & diaprures d'iceux.

Fastes , ostentations , vanités , mines & simagrées dévotieuses.

Indifférences aux cérémonies & honneurs rendus à cause des parentages & visites.

Délices , jeux , berlans , affiquets , cabinets & débauches de femmes , filles & garçons.

Tolérances de vices , luxes , pompes & bombances.

Tolérances aux grands Officiers de faire en leurs Charges tout ce que bon leur semble.

Excès de salaires aux Ministres de Justice , Finance , Police , Avocats , & Procureurs.

Grandes guerres sans besoin ni nécessité.

Absolue

Absolue disposition des Souverains  
par un particulier ou plusieurs.

Mépris des gens de qualité , capaci-  
té , mérite & service.

Les vicieuses inclinations des Minis-  
tres d'Etat , mignons & favoris des  
Souverains.

Toutes tolérances d'omissions & mé-  
pris des bonnes loix , coutumes & usa-  
ges utiles.

Toutes trop exactes recherches de  
vieilles erreurs , fautes & mauvais usa-  
ges qui ne se voient plus avec préjudice.

Toutes augmentations de Loix, Edits  
& Ordonnances non absolument né-  
cessaires.

Tous accroissemens de droits , ga-  
ges , attributions , augmentations &  
privileges.

Toutes sortes d'augmentations d'Of-  
ficiers en toutes sortes de charges &  
fonctions.

Toutes nouvelles créations de Cours  
Souveraines.

Tous excessifs enrichissemens de Mi-  
nistres manians les affaires publiques.

Toutes vies oisives , fainéantes &  
voluptueuses.

Tous mépris des loix , constitutions ,  
ordonnances & bonnes pratiques.

## 186 *Recherches & Considérations*

*ETAT des Equivalens qui se levent en  
douze Généralités de ce Royaume.*

Premierement en celle	liv. s. d.
de Paris . . . .	9903
Soissons . . .	3511 9 6
Chalons . . .	6025
Amiens . . .	330
Orléans . . .	9900
Tours . . .	14904
Bourges . . .	9600
Moulins . . .	18000
Poitiers . . .	18000
Limoges . . .	24000
Riom . . . .	29400
Lyon . . . .	7500
Total. . . . .	<u>151073 9 6</u>

*ETAT des levées des Tailles comprises  
sous le titre de la grande cruë , appelée  
Extraordinaire , pour les années 1599  
& suivantes , jusqu'en celle de 1609  
incluse.*

Premierement , en l'an-  
née 1599 , la somme de  
6454700 livres , tant pour  
les armées & garnisons du  
Roi , fortifications des villes

de frontiere , l'artillerie ,  
poudres , boulets & muni-  
tions , que pour les frais de  
l'assemblée de Rouen , &  
Commissaires envoyés pour  
le Règlement des Tailles. . .

liv.

6454700

Plus , en l'année 1600 , la  
somme de 4680500 livres ,  
tant pour satisfaire aux dé-  
penses des armées & garni-  
sons du Roi , que pour les  
autres causes spécifiées au  
premier article , qui est  
moins que l'année passée de  
1649595 liv. ci en tout . . .

4680500

Plus , en l'année 1601 , la  
somme de 5098759 livres ,  
sur quoi faut déduire 81000  
livres , dont furent déchar-  
gés ceux de la Généralité de  
Bordeaux ; lescdites sommes  
imposées , tant pour lescdites  
causes ci-dessus , pour la  
guerre de Savoye , & re-  
nouvellement de l'alliance  
des Suisses , qui est plus qu'en  
l'année 1600 de 413259 liv.  
12 sols 6 den. ci en tout . . .

5017759

16152959

Qij

**188 Recherches & Considérations**

liv.

De l'autre part. . 16152955

Plus, en l'année 1602, la  
somme de 3813000 livres,  
qui est moins qu'en l'an pré-  
cédent de 1404759 livres  
desdites impositions faites  
pour les armées & garnisons  
du Roi, ci . . . . . 3813000

Plus, en l'année 1603, la  
somme de 4430500 livres,  
qui est plus qu'en l'an 1602  
de 617500 livres; lesdites  
impositions faites pour les  
armées, garnisons, extinc-  
tion du sou pour livre, éta-  
blissement des foyes & Tour  
de Cordouan. . . . . 4430500

Plus, en l'année 1604, la  
somme de 4645500 livres;  
qui est plus qu'en l'année  
1603 de la somme de 215000  
livres, à cause des imposi-  
tions du canal de Loire &  
Seine, Pont de Rouen,  
Compagnie de M. d'Esper-  
non; lesdites impositions  
pour satisfaire tant auxdites  
dépenfes que pour les ar-

---

24396459



De l'autre part. . . 24396459  
mées & garnisons du Roi... 4645500

Plus, en l'année 1605, la  
somme de 4498910 livres,  
qui est moins qu'en l'année  
1604 de la somme de 146590  
livres, encore que l'on ait  
imposé pour les Ponts &  
Chaussées plus de 400000  
livres. Les susdites imposi-  
tions pour les dépenses des  
armées & garnisons du Roi,  
extinction du sou pour livre,  
canal de Loire, Clin & Vel-  
le, Ponts & Chaussées. . . . 4498910

Plus, en l'année 1606, la  
somme de 3703450 livres,  
sçavoir 3350000 livres pour  
la grande crue des armées  
du Roi & des garnisons ;  
450000 livres pour l'extinc-  
tion du sou pour livre ;  
450000 livres pour le moins  
imposé de la Taille à Rouen  
& Caen ; 30000 livres  
pour la Tour de Cordouan ;  
suppression d'Officiers au  
profit du peuple 64500 li-

---

33540869

De l'autre part... 33540869  
 vres ; Ponts & Chauffées en  
 toutes les Généralités & Ca-  
 naux de Loire & Seine ,  
 Clin & Velle 422000 livres,  
 ci en tout plus que l'an pas-  
 sé 267590 livres. . . . . 4703450

Plus, en l'année 1607, la  
 somme de 4733450 livres,  
 qui est 30000 livres de plus  
 qu'en l'année 1606, à cause  
 de quelques Ponts que les  
 grandes eaux avoient em-  
 portés sur la riviere de Loi-  
 re. Le surplus des mêmes  
 sommes & pour les mêmes  
 causes de l'année 1606. .... 4733450

Plus, en l'année 1608, la  
 somme de 4438560 livres,  
 qui est moins qu'en l'année  
 1607 de 294890 livres, di-  
 minué sur la grande crue,  
 le reste pareil en l'année pré-  
 cédente & pour les mêmes  
 causes. . . . . 4438560

Plus, en l'année 1609, la  
 somme de 4446000 livres,  
 qui est plus que l'année 1608 .

---

 47416329

*Sur les Finances de France.* 191  
liv.

De l'autre part...	47416329
de 7440 livres, à sçavoir	
1000 livres sur la grande	
crue, & pour le Parti de	
Douet le surplus: tout le	
reste pareil & pour les mê-	
mes causes de l'année passée	4446000
Total . . . . .	<u>51862329</u>

*NB.* Que la crue extraordinaire des Tailles pour l'année 1609 est composée de diverses natures, dont aucunes tournent à la décharge du peuple, facilité de son Commerce, ou décoration du Royaume; Sçavoir :

Premierement, pour suppression d'Officiers & extinction des droits qui se levoient par iceux sur le peuple. . . . .	200000
---	--------

Plus, pour l'extinction du fou pour livre, qui coutoit tous les ans au peuple plus de 1100000 livres. . . . .	450000
---	--------

Plus, pour divers canaux pour rendre communicables plusieurs rivières, comme Loire, Seine, Aisne, Velle,

192 *Recherches & Considérations*

Vienne & Clin, Ponts de Paris & Rouen, Fontaines & Rongy, boues & pavés de Paris, ruines des gran- des eaux de 1608, & Tour de Cordouan. . . . .	liv. 8700
---	--------------

Plus, pour l'établissement des foyes, manufactures d'i- celles, de toutes sortes de tapisseries, bâtimens du Roi & plants de mûriers. . . .	40000
---	-------

Plus, pour la crue extra-  
ordinaire, tournée en or-  
dinaire, à cause des dépen-  
ses de l'Etat qui ne se peu-  
vent éviter, 2526000 liv.  
qui est moins de 3927700 li-  
vres, qu'en la première des  
dix années précédentes, de  
laquelle somme par consé-  
quent la bénédicence du Roi  
a déchargé ses peuples peu-  
à-peu durant icelles.

**ETAT des levées du principal de la Taille  
nommée ordinaire, faites durant les an-  
nées 1599 & suivantes, jusqu'en 1609  
incluse.**

Premierement en l'année	liv.	s.	d.
1599 monte 3257239 écus 12			
sous 3 den. valans . . . . .	9771717	12	3
Plus, en l'année 1600 ne			
monte que 3227936 écus 12			
sous 6 den. valans . . . . .	9680808	12	6
Plus, en l'année 1601, à			
cause de la crue des Prevôts,			
monte 3241793 écus 23 sous			
valans . . . . .	9725380	10	
Plus, en l'année 1602 monte			
3242819 écus 39 s. 4 den.			
valans . . . . .	9723458	9	4
Plus, en l'année 1603 monte	9743224	9	4
Plus, en l'année 1604 . . .	9745054	19	
Plus, en l'année 1605 . . .	9778275	19	
Plus, en l'année 1606 . . .	9775218	12	2
Plus, en l'année 1607, à			
cause de la levée faite pour			
les ponts & chaussées, de			
15000 liv. en la Généralité			
d'Amiens; 18000 l. en celle			
de Rouen, & en celle de			
Caën aussi 15000 liv. monte	9823229	4	6
Plus, en l'année 1608 . . .	9843984	2	
Plus, en l'année 1609 . . .	9849000		
<b>Total . . .</b>	<b>107459352</b>	<b>10</b>	<b>1</b>

*ETAT de recette & dépense ordinaire & accoutumée pour l'année 1610.*

La recette ordinaire de  
l'année 1610, suivant l'état  
dressé au Trésorier de l'E-  
pargne Puget, dont j'ai bail-  
lé la copie au Roi, monte à

liv.  
15657700

L'état de la dépense or-  
dinaire du Roi & du royau-  
me, suivant l'état dressé au  
Trésorier de l'Epargne Pu-  
get, dont j'ai baillé une co-  
pie au Roi, monte à . . . . .

15697000

*ETAT de la recette extraordinaire de tous les deniers ménagés à Sa Majesté depuis la paix de Vervins.*

Premierement, dans les  
chambres basses voûtées de  
la Bastille, des portes des-  
quelles le Contrôleur des Fi-  
nances Vienne a une clef,  
le Trésorier de l'Epargne  
Phelippeaux une autre, &  
moi une autre, il y a trente  
caques étiquetées par ledit  
Phelippeaux, dont le borde-

*sur les Finances de France.*    197

reau signé de nous trois mon-	liv.
te à . . . . .	8850000

Plus, le bordereau des ca-	
ques étiquetées <i>Puget</i> mon-	
te à . . . . .	6940000

Plus, le bordereau des ca-	
ques étiquetées <i>Bouhier</i>	
monte à . . . . .	7670000

Total. . . . .	<div style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 3px double black;">13460000</div>
----------------	---

*Autre recette de deniers extraordinaires,  
qui sont dûs.*

Premierement, des deniers que j'ai fait bailler au sieur <i>Puget</i> pour faire partie de ses avances pour les dépen- ses payables comptant. . . .	5000000
---	---------

Plus, les deniers qui res- tent dûs de la composition des Financiers, dont j'ai une promesse de M. Morant. . . .	1730000
---	---------

Plus, les deniers qui res- tent dûs par le Clergé, sui- vant la convention faite avec ses députés, dont j'ai une promesse du sieur de la Motte . . . . .	1178000
---	---------

Plus, suivant le compte-

	<div style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 3px double black;">7908000</div>
	R ij

De l'autre part.,.	7908000
reau par moi dressé sur les états vérifiés de toutes les recettes générales de France des années 1606, 1607 & 1608, de la présente année par estimation. . . . .	5000000
Plus, d'un comptereau semblable à celui de l'article précédent touchant tous les restans dûs par tous les Fermiers de France ès mêmes années . . . . .	4977000
Total. . . . .	<u>17885000</u>

Somme totale des deux chapitres dont l'on doit estimer les deniers comme comptans. . . . . 41345000

*AUTRE Etat de recette de plusieurs natures de deniers extraordinaires qui me sont offerts moyennant certaines conditions.*

Premierement ; il y a divers particuliers qui me demandent la prolongation des baux des Fermes pour neuf ans, moyennant



lle ils offrent de payer  
tant en trois ans 24  
ns, qui seroit pour  
ne des trois années...

liv.

8000000

s, tous les particu-  
ui ont contracté pour  
chats des 80 millions  
maines, greffes, ren-  
attributions sur le  
font offre de douze  
ns payables en trois  
s'il plaît à Sa Majesté  
rolonger le tems. de  
rachats de quatre an-

ci par an . . . . .

4000000

is, pour les augmen-  
is que divers particu-  
veulent faire sur les  
s, droits & attribu-  
d'Officiers, & levées  
tolerent pour cet ef-  
i Guienne, Langue-  
Provence, Dauphi-  
yonnois & Bourgo-  
moyennant que l'on  
n laisse la jouissance  
fix ans, & quelques  
s droits & attribu-

---

12000000

R iij

198 *Recherches & Considérations*

De l'autre part..	12000000
tions, pour lesquelles l'on	
m'offre 15 millions paya-	liv.
bles en trois ans, ci par an.	10000000

Plus, pour diverses for-  
tes de droits, gages, taxa-  
tions, attributions & privi-  
lèges que requierent les  
Chambres des Comptes,  
Cours des Aides, Tréso-  
riers généraux de France,  
Officiers des Elections,  
Greniers à sel, & tous au-  
tres Comptables de Fran-  
ce, moyennant lesquelles  
ils m'offrent trente millions  
payables en trois ans, ci  
par an . . . . . 10000000

Somme de ce chapitre	
par an . . . . .	27000000
Et pour trois ans. . . .	<u>81000000</u>

Somme totale des trois chapitres de recette ci-des- sus, dont une partie est tout comptant, & l'autre payable en trois ans . . . .	<u>122345000</u>
--	------------------

**ÉTAT** à représenter au Roi de plusieurs & diverses sortes d'avis, ordres, réglemens & dispositions d'affaires, par le moyen de l'établissement desquelles étant judicieusement entreprises, & travaillant selon les opportunités & les bonnes dispositions, & des affaires qui auront lors cours, il se pourra recouvrer de grandes sommes de deniers pour le service de Sa Majesté.

Premièrement, des Réglemens à faire selon la diversité des conditions des personnes, sur toutes sortes de luges, débauches & dépenses non absolument nécessaires, qui se font en la plupart des charges du Royaume, dont l'usage & la coutume ont introduit l'abus, desquels il sera dressé des articles particuliers pour les faire valoir.

Plus, un Règlement sur les regrattiers & vendeurs de sel à petites mesures, avec adjonction de nouveaux droits & attributions, sur quoi il sera présenté des articles pour en percevoir l'utilité.

Plus, des Réglemens à faire sur toutes sortes de crues & impositions qui se levont en grand nombre es Villes & Provinces, sous couleur des payemens

200 *Recherches & Considérations*  
des gages, droits, attributions & vacations d'Officiers Royaux, & des Villes & Paroisses, tant aux Parlemens, que Sièges Royaux & Seigneuriaux, sur lesquels il sera baillé des articles.

Plus, des Réglemens à faire dans toutes les Chambres des Comptes & Cours des Aides, touchant la perception de divers droits & attributions par tolérance, sur lesquels il sera dressé des articles.

Plus, une exacte recherche de tous les anciens droits, devoirs & revenus de la Couronne de France, que l'on a laissé perdre & anéantir par la corruption & négligence des Officiers, de quoi il sera baillé des articles.

Plus, une juste réappréciation de tous les Tarifs & Pancartes établis pour le payement des droits de toutes les denrées & marchandises, en augmentant de prix à la vente, dont il sera baillé d'amples Mémoires.

Plus, une érection en titre d'Office formé de tous Commis & Commissaires aux charges & fonctions de l'Artillerie, Marine du Levant & Ponent, Traités foraines & domaniales, bâtimens & fortifications, voiries, ponts & chaussées, terriers & levées & œuvres pu-

bliques, tant du Royaume, que des Provinces, Villes & Communautés, sur lesquels sera baillé des Mémoires.

Plus, une création des trésoriers & payeurs de tous les gages & pensions, & autres gratifications faites par le Roi à toutes sortes de personnes, tant dedans que dehors le Royaume, dont il sera baillé des Mémoires particuliers avec des offres.

Plus, ériger en titre d'Office formé les deux premiers Commis de tous les Officiers comptables de France, dont sera baillé Mémoires & offres d'argent.

Plus, un Règlement à faire sur toutes sortes de vivandiers, hôteliers, cabaretiers, taverniers, & gens tenant logis à louer ou ayant pensionnaires, dont il y a un Edit déjà tout formé.

Plus, un Règlement à faire sur tous messagers à pied & à cheval, & toutes sortes de charrois & voitures par eau & par terre.

Plus, un Règlement sur tous maîtres des Postes, Chevaucheurs d'écuries du Roi; Courtiers & Banquiers, leurs Commis, chevaux de poste, de relais & de louage, & toutes sortes de Coches.

Plus, des Réglemens à faire pour tou-

tes fortes de Trésoriers , Receveurs comptables & leurs Commis, avec nouvelles attributions , gages & taxations.

Plus , un grand Règlement à faire touchant les eaux & forêts de France , afin de conserver les droits du Roi , & corriger les abus qui se commettent par les usages , avec l'intelligence des Officiers qui sont préposés en ces charges.

Plus , une création d'Officiers en tous les Greniers à sel de France , avec nouveaux gages , droits & taxations , pour lesquels l'on a fait des offres.

Plus , un établissement d'Elus en toutes les Provinces où il n'y en a point , & une nouvelle création d'iceux en toutes les Elections déjà établies , avec bons gages , attributions , droits & taxations.

Plus , un Règlement sur l'abus qui se fait aux carosses , en réglant ceux qui n'en doivent point avoir.

Plus , un Règlement touchant les contribuables aux Tailles , avec création de nouveaux Officiers , avec gages , droits , attributions , & des créations de nouvelles recettes.

Plus , un Règlement sur les Marais salans & transports qui se font du sel , avec une création d'Officiers pour les faire observer.

Plus, un Règlement touchant les Maîtres des Requêtes & tous Secrétaires & autres Officiers de grande & petite Chancellerie, avec nouvelle attribution de droits & privilèges.

Plus, une création de nouveaux bureaux de Trésoriers de France, avec une augmentation d'Officiers à ceux qui subsistent déjà.

Plus, une création de nouveaux Parlemens, Chambres des Comptes & Cours des Aides.

Le Lecteur sentira aisément que la plus grande partie de ces ressources de Finance ne valoit rien du tout. Aussi le Ministre les accumuloit-il plus pour tranquiliser l'esprit du Prince, que dans le dessein de les employer. Il avoit préféré, pendant tout le tems de son administration, l'augmentation des impôts à ces aliénations. On a cru cependant devoir rapporter toutes ces listes effrayantes de créations, pour faire sentir qu'il y a plus à profiter en étudiant la conduite des Hommes célèbres, qu'en les imitant servilement & sans choix.

*ETAT de tous les deniers qui sortent de la bourse des Sujets du Roi de toutes conditions & pour toutes sortes de dépenses , soit volontaires , soit nécessaires ; réservé la vie, le vêtement, le logement & l'entretien des choses nécessaires pour iceux ; le tout par estimation, étant impossible d'en rien supputer avec certitude : ce que se pouvant faire, les sommes en seroient esfroyables , & partant s'est-on contenté de prendre une espece de pied sur lequel il s'en peut former quelques-unes , sinon vraies , à tout le moins vrai-semblables.*

Premierement, à Gens d'Eglises, pour Baptêmes, Confessions , Confirmations, distributions de Sacremens, Prédications, Visitations de malades , Services extraordinaires, consécrations & frais pour huiles , eaux & pains bénis, cires, flambeaux, cierges , bougies, huiles de luminaires , & autres frais de Marguilleries, à raison de deux cens écus par Paroisse, l'une portant l'au-



& de quarante mille  
 iffes qu'il y peut avoir  
 out le Royaume, com-  
 les Eglifes qui ne font  
 t paroiffes ; le tout par  
 ation , huit millions  
 is valant. . . . .

liv.  
 24000000

us , pour aumônes gé-  
 les & particulieres à  
 otion , constructions  
 lifes , Monasteres &  
 es lieux saints , legs tes-  
 entaires pour œuvres  
 , obits , fondations de  
 ices , confécration d'E-  
 s & gens d'Eglifes , ma-  
 ques sépultures , Pro-  
 ons , ornemens d'Egli-  
 mages & croix , Fêtes ,  
 frairies à Patrons & bâ-  
 , voyages & pèlerina-  
 s lieux saints , par esti-  
 on à raison de trois  
 écus par Paroiffe , &  
 e même nombre de qua-  
 e mille Eglifes ou Pa-  
 es , douze millions d'é-  
 qui valent . . . . .

36000000

lus , pour les dixmes  
 ées aux Prêtres & Cu-

60000000

De l'autre part... 6000000  
 rés, & dedans des Eglises  
 fondées, à raison de cent  
 écus par Paroisse & Eglise,  
 & sur le pied de quatre  
 millions d'écus valans . . . 1200000

Plus, pour les décimes  
 payées au Roi par les gens  
 d'Eglise & autres dépenses  
 du Clergé ou décimes ex-  
 traordinaires avec les frais  
 pour toutes ces choses par  
 estimation quinze cens mil-  
 le écus valant . . . . . 450000

Plus, pour argent porté  
 à Rome pour toutes sortes  
 d'expéditions & annates,  
 pour indulgences, dispen-  
 ses, consécration de Pré-  
 lats, dédicaces d'Eglises &  
 autres semblables dépenses  
 par estimation . . . . . 4000000

Plus, pour achats d'Of-  
 fices, quarts deniers pour  
 résignations & marcs d'or,  
 expéditions de lettres &  
 réceptions d'Officiers, ob-  
 tentions d'honneurs, Di-

---

 80500000

De l'autre part.. 80500000  
gnités, Noblesses, exemp-  
tions, droits, prérogatives  
& privilèges que le Roi  
confere; par estimation... 12000000

Plus, pour toutes sortes  
de frais qui se font par tou-  
tes sortes de conditions de  
personnes pour affaires de  
procès & plaidoiries pour  
avoir justice, tant pour les  
Juges & présens qu'il leur  
faut faire, que pour les  
voyages & chomages des  
parties, salaires de sollici-  
teurs, Avocats, Procu-  
reurs, Huissiers & Sergens;  
les sommes en sont inesti-  
mables, & néanmoins ci  
par estimation . . . . . 40000000

Plus, pour toutes sortes  
de Tailles qui se levent  
pour le Roi, en vertu de  
ses commissions, & dont  
ses Officiers font les états;  
selon ce qui se monte en  
cette année. . . . . 20000000

Plus, pour toutes sortes  

---

152500000

De l'autre part... 152500<sup>1</sup>  
 de deniers qui se levent  
 par forme de taille & let-  
 tres d'affiette, tant du grand  
 fceau que des petits fceaux,  
 pour les affaires particu-  
 lieres des Paroisses, tant pour  
 l'expédition qu'enregistre-  
 ment desdites lettres, qu'at-  
 taches sur scellés & frais  
 de l'imposition; par esti-  
 mation . . . . . 4000

Plus, pour toutes sortes  
 de deniers qui se dépendent  
 & dépérissent au dommage  
 des particuliers, pour cho-  
 mages de fêtes, pertes de  
 journées de Marchands,  
 artisans, laboureurs & ma-  
 nœuvres, & dépenses qu'à  
 l'occasion d'icelles ils font  
 es tavernes, jeux & bre-  
 lans, ensemble pour les  
 Maîtrises & Confrairies  
 des artisans & métiers; par  
 estimation à raison de cent  
 écus par Paroisse sur le pied  
 ci-devant pris . . . . . 12000

168500  
 Pl

De l'autre part... 168500000

Plus, pour tous deniers  
rés sur le sel par le Roi,  
et pour ses droits que  
aux des Officiers, prix de  
marchand, archers, droits  
passeports, d'embou-  
ures, péages de rivière  
autres par toutes les Pro-  
vinces de France; par esti-  
mation . . . . .

Plus, pour tous deniers 140000000

si se levent pour le Roi  
en forme d'Aides nommés  
dixième, huitième &  
vingtième à prendre sur le  
vin, pommée, poirée &  
cervoise, compris tous les  
deniers des Officiers par esti-  
mation . . . . .

5000000

Plus, pour tous deniers  
si se levent pour le Roi  
en forme d'entrée dans les  
îles, péages sur les ri-  
vières, ponts & passages,  
aides foraines, domania-  
les, rève, haut passage,  
douane, entrées de dro-

187500000  
S

De l'autre part... 1875000  
 guerries & épiceries, im-  
 pôts, billots, ports, ha-  
 vres, brieux, traites de bê-  
 tes vives, droits d'ancrage  
 & d'Amirauté; par estima-  
 tion. . . . . 80000

Plus, pour toutes sortes  
 de deniers qui se levent par  
 les villes & bourgs tant  
 par forme de deniers com-  
 muns & patrimoniaux que  
 d'octroi, pour les employer  
 en leurs menues nécessités.. 40000

Plus, pour toutes sortes  
 de deniers qui se débour-  
 sent par toutes sortes de  
 conditions de personnes ;  
 mais surtout par les grands  
 & riches de la Cour & des  
 bonnes Villes, outre ce qui  
 est nécessaire de l'honneur  
 & bienfiance en cérémo-  
 nies de jours solennels,  
 étrennes, gâteaux des Rois,  
 Chandeleur, festins, ban-  
 quets, ivrogneries & cra-  
 pules, amourettes, chasses,

---

 1995000

De l'autre part...	199500000
habits , meubles , équipa- ges , bâtimens , jardinages , dorures , diaprures , ba- gues , bijoux , comédies , mascarades , ballets , dan- ses , jeux , berlans & autres bombances , somptuosités , luxes & dissolutions super- flues , au moins . . . . .	400000000
<b>Total . . . . .</b>	<b>139500000</b>

Il paroît par cet état dressé , lorsque M. de Sully fut appelé aux affaires , que la levée générale sur les Peuples , à raison des impositions , frais de Régie , profits des Fermiers , aliénations , suivant son estime , étoit d'environ quarante-sept millions , sçavoir liv. 20000000 en Tailles , 14000000 des Gabelles , 5000000 des Aides , 8000000 des autres Fermes ; ce qui est exagéré si l'on se rappelle ce qui se passa à l'assemblée des Notables en 1596 , & que l'état des dettes en 1595 ne porte les aliénations qu'à quinze millions de rente.

Pour se former une idée plus juste de  
Sij

212 *Recherches & Considérations*  
 l'état des Finances , voici l'extrait du  
 compte du Trésorier de l'Epargne de  
 l'année 1609 , reçu à la Chambre des  
 Comptes le 11 Février 1610.

**EXTRAIT du Compte de l'Epargne de l'année 1609.**

*Recette générale de Paris par mandemens.*

De M. Henri Simon , Con-  
 seiller du Roi & Receveur gé-  
 néral des Finances en la Géné-  
 ralité établie à Paris, par man-  
 dement de M. Raimond de  
 Phelippeaux

Total desdits Mande-	liv.
mens . . . . .	191381

*Par Quittances.*

Total desdites Quittan-	
ces . . . . .	<u>590772</u>

Total de ladite recette  
 générale , compris 480 livres  
 des restes de l'année 1607 .. 782153

*Recette générale de Soissons.*

Total de ladite recette  
 générale par Mandemens &  
 Quittances , compris 283 liv.



*Sur les Finances de France.* 283  
liv.

De l'autre part . . . 782153  
des restes de l'année 1607 . . . 237750

*Recette générale de Châlons.*

Total par Mandemens &  
Quittances , compris 5555  
liv. des restes de 1607 . . . . 304476

*Recette générale d'Amiens.*

Total *Idem* compris 6000  
liv. des restes de 1607 . . . 129837

*Recette générale de Rouen.*

Total *Idem* compris 2800  
liv. des restes de l'année 1606 1240007

*Recette générale de Caën.*

Total *Idem* compris 5017  
liv. des restes de 1607 & 8307  
livres revenant du Domaine  
Saint Sauveur , Bayeux & au-  
tres . . . . . 788338

*Recette générale de Bourges.*

Total *Idem* compris 2484  
liv. de l'Ecu à Chateauroux ,  
& fou pour livre du sel . . . 287501

*Recette générale d'Orleans.*

Total *Idem* compris 600  
liv. d'amende jugée par les  

---

3870062

214 *Recherches & Considérations*

De l'autre part . . . 38700<sup>li</sup>  
 Elus de Gien . . . . . 6471

*Recette générale de Tours.*

Total *Idem* compris 333  
 liv. des restes de 1604 & 1606 743.

*Recette générale de Poitiers.*

Total *Idem* . . . . . 9361

*Recette générale de Limoges.*

Total *Idem* compris 4500  
 livres de pension sur l'Evê-  
 ché d'Angoulême, 6602 liv.  
 des restes de l'année 1598,  
 jusqu'en 1605 inclus, & 17200  
 liv. des restes de 1607 . . . . 8321

*Recette générale de Moulins.*

Total *Idem* compris 2531  
 liv. des restes de 1602. . . . 3415

*Recette générale de Riom.*

Total *Idem* compris 1310  
 liv. des restes de l'année 1606. 5975

*Recette générale de Bordeaux.*

Total par Mandemens &  
 Quittances, compris 3000  
 liv. des restes de 1608, &  
 21000 liv. des levées faites

---

79704

*sur les Finances de France.* 215  
liv.

De l'autre part . . . 7970407  
en l'Election de Périgord en  
1605 , en Quercy & Rouer-  
gue en 1609. . . . . 730501

*Recette générale de Toulouse.*

Total *Idem* compris 2000  
liv. pour restes de 1605 , &  
17372 livres pour restes de  
1608. . . . . 246938

*Recette générale de Montpellier.*

Total *Idem* compris 10000  
liv. des restes de 1605 , &  
21000 liv. pour parties rayées  
dans les Comptes de M. Hié-  
rome Duverger , ci-devant  
Receveur général des Finan-  
ces audit lieu. . . . . 251912

*Recette générale de Lyon.*

Total par Mandemens &  
Quittances. . . . . 424088

*Recette générale de Bourgogne  
& Bresse.*

Total *Idem.* . . . . 225205

*Recette générale de Provence.*

Total par Mandemens. . 234219

---

10093279

De l'autre part . 10093270

*Recette générale de Dauphiné.*

Total *Idem.* . . . . 27244

*Recette générale de Bretagne.*

Total par Mandemens &  
Quittances; compris 12733  
liv. revenant bons des rentes  
des sieurs Guispeau, Descro-  
chets, & restes des années  
1606 & 1608. . . . . 289247

*Recette générale de Calais.*

Total *Idem* compris 8916  
liv. des restes de 1606, 1607  
& 1608. . . . . 16116

Somme totale des deniers  
reçus des recettes générales  
des vingt-deux Provinces du  
Royaume, tant par Mandem-  
ens que Quittances, com-  
pris quelques restes des années  
précédentes. . . . . 10245877

*Recette générale des Bois.*

Total des Recettes géné-  
rales des Bois de Paris, Châ-  
lons & Orléans par Mandem-  
ens & Quittances compris  
3000 liv. des restes des années

*sur les Finances de France.*      217  
liv.

1607 & 1608. . . . . 282271

*Des Parties Casuelles.*

Total par Mandemens &

Quittances. . . . . 2263751

Total. . . . . 2546022

Parties extraordinaires par mandemens & quittances.

*Aides de France.*

De Henri de la Ruelle,  
Fermier & Adjudicataire général des Aides de France. . . 603940

*Douane de Vienne & Sainte-Colombe.*

De Paul Sabliere Fermier. . . . . 154000

*Imposition des Rivières de Garonne & d'Ordogne, & extinction du Convoi de Bordeaux.*

De Pierre Moynier Fermier. . . . . 327717

*Gabelles de Languedoc.*

De Guillaume Alliez Fermier. . . . . 463432

1549089

*Tome I.*

T

218 *Recherches & Considérations*

liv.

De l'autre part . . 1549089

*Gabelles de France.*

De Jean de Moisset Fer-

mier. . . . . 2448637

*Ferme des trente-sept sols six den.*

*sur chacun muid de sel, qui se  
levant en Brouage.*

De Jean Viallier Fermier. 139520

*Cinq grosses Fermes.*

De Charles Duhan Fer-

mier. . . . . 519715

*Impositions de Loire.*

D'Etienne Ruigues Fer-

mier. . . . . 126000

*Impositions de Picardie, Cham-  
pagne & Soissons.*

De Barthelemi Carteret

Fermier pour ladite année... 162000

Dudit Carteret des de-  
niers restant de son premier  
Bail. . . . . 1193

De Buyneau autre Fer-

mier. . . . . 38250

*Gabelles de Lyonnois.*

De Guillaume de Balme

Fermier. . . . . 128257<sup>1</sup>

5112661

1112661

*sur les Finances de France.* 219  
liv.

De l'autre part.... 5112661  
*position des greniers à sel qui  
se fournissent par la riviere  
de Loire.*

De Paul le jeune Fer-  
er. . . . . 170000  
*ngt-quatre sols pour muid de  
l, qui se levent à l'entrée de la  
riviere de Seine.*

De Jean Fillaffier Fer-  
er. . . . . 110000  
*ngt-quatre sols pour muid de  
l, qui se levent à Ingrande.*

De Gabriel Pineau Fer-  
er. . . . . 75000  
*cherche contre les Collecteurs  
u sel ès Généralités de Bour-  
ges & Moulins.*

De Chrétien le Comte  
ommis. . . . . 4593  
*ois livres par tonneau de mer  
la Province de Normandie.*

De Marcelin Chappel  
mier. . . . . 87000  
5559254

220 *Recherches & Considérations*

liv.

De l'autre part . . . 5559254

*Etat de Dauphiné pour l'entre-  
tenement des Garnisons  
d'icelui.*

De Paul Porroy Rece-  
veur. . . . . 12000

*Marc d'or.*

De Louis Monceau Com-  
mis. . . . . 41000

*Quatre sous pour écu des de-  
niers que les Officiers comp-  
tables ont en leurs mains à  
cause du sur-hauffement des  
monnoies.*

De Brunet & Vaillant  
Commis. . . . . 60000

*Imposition du vin , cidre & pe-  
ré à Rouen, Dieppe  
& le Havre.*

De Jean Roussel Fermier. 108432  
*Foraine & Patente de Langu-  
doc & Provençes.*

De Léonard de Mance  
Fermier. . . . . 101462

---

5882148



<i>sur les Finances de France.</i>	221
	liv.
De l'autre part . . .	5882148
<i>Imposition des Rivières de Cha- rente, Gironde &amp; Sèvre.</i>	
De Pierre Chenu Fermier.	91800
<i>Remboursement de Domaines en Champagne jusqu'à 200000 liv.</i>	
De Nicolas Hocquelin Traitant. . . . .	12000
<i>Deniers revenant bon des neuf deniers pour minot de sel vendu en Bourgogne.</i>	
De Claude Boulon Com- mis. . . . .	3000
<i>Taxes sur les Notaires &amp; Ta- bellions des terres de la Reine Marguerite, par forme de sup- plément pour l'hérédité &amp; revenue desdits Offices.</i>	
De Jean Dasneau Com- mis. . . . .	30000
<i>Revente des Greffes d'Agenois &amp; Condomois appartenant à la Reine Marguerite.</i>	
De Nicolas Robert Com- mis. . . . .	30000
	<hr/>
	6048948
	T iij

De l'autre part. . . . . 60

*Imposition particuliere de dix  
sous par minot de sel dans les  
greniers de Gien , Clamecy  
& Saint Fargeau.*

Des Grenetiers auxdits  
greniers. . . . .

*Imposition de Vienne & Va-  
lence.*

D'André Valentin Fer-  
mier. . . . .

*Supplément des annoblis de  
Normandie.*

D'Isaac Bulnes Commis.  
*Trésorerie des grands Ordres.*

Du Sieur de Beaulieu-Ru-  
ze Trésorier. . . . .

*Ordinaire des guerres.*

Des Sieurs de Lancy &  
Olier Trésoriers. . . . . 4

*Extraordinaire des guerres.*

Des Sieurs Le Charon ,  
Collon & du Tremblay Tré-  
soriers. . . . .

*Fouages de Nantes.*

De M. Pristin le Pelle-

*sur les Finances de France.* 223  
liv.

De l'autre part... 6601944  
tier Receveur. . . . . 2491

*Trente sous par muid de vin  
entrant à Paris.*

De Paul du Thier Fer-  
mier. . . . . 230000

*Trésorerie de l'Epargne.*

De M. Vincent Bouhier  
Sieur de Beaumarchais Tré-  
sorier de l'Epargne, des de-  
niers de sa Charge de l'année  
1608. . . . . 5350000

De lui, des deniers qui  
avoient été mis comptant au  
Château de la Bastille. . . 7000000

*Traites domaniales de Poitou ;  
Marans & Isles en  
dépendant.*

De Maurice Emard Fer-  
mier. . . . . 43000

*Francs-fiefs & nouveaux acquêts  
au ressort du Parlement  
de Paris.*

De Jean Baudu Traitant, . 57100

---

19284535

T iiij

De l'autre part . . . 19284535

*Crue de cinq sous par minot de  
sel en Champagne, affectée au  
Colonel Dammarin.*

De Baltazar Chahu Rece-  
veur général. . . . . 14934

*Rachat du Domaine de Calais,  
Boulogne & Ardres.*

De Benjamin Le Tailleur  
Traitant. . . . . 14200

*Ferme de cinq sous par muid  
de sel en Brouage.*

De Pierre Guibert Fer-  
mier. . . . . 15800

*Deux sous six deniers par mi-  
not de sel pour l'augmenta-  
tion des gages des Officiers  
de judicature.*

De Pierre Citois Commis. . . . . 4500

*Domaine de Navarre uni à la  
Couronne.*

D'Antoine Billart Trai-  
tant. . . . . 20000

---

 19353969

*Sur les Finances de France.* 115  
liv.

De l'autre part... 19353969

*Ferme du Comté de Clermont  
& Baronnie de la Tour, don-  
née par la Reine Marguerite  
à Monseigneur le Dauphin.*

De Jacques Ferrier Fer-  
mier, pour demi-année. . . 12000

*Imposition foraine d'Anjou &  
droits de réappréciation.*

D'Etienne Ringues. . . 49062

*Etats de Bretagne.*

Du Trésorier desdits Etats  
sur les 200000 liv. accordées  
à Sa Majesté moyennant la  
préférence au parti du rachat  
du Domaine. . . . . 100000

*Ancien Domaine de Navarre.*

De Paul Legoux Trésorier. 12889

*Etats de Bourgogne.*

De Pierre Fournereau Re-  
ceveur général, pour ce qui a  
été accordé à Sa Majesté pour  
la révocation de l'Edit de  
création en titre d'offices de  
Receveurs Commissionnaires  
desdits états. . . . . 120000

19647920

226 *Recherches & Considérations*

liv.

De l'autre part . . . 19647920

*Revenans-bons du maniement  
des Lignes Suisses.*

De Claude de Bugnons  
Trésorier. . . . . 14355

*Prêt au Roi.*

De M. Jean Lescapier  
Président au Parlement de Pa-  
ris, pour prêt fait à Sa Majesté  
pour subvenir à ses affaires. . . 37800

*Revenans-bons de l'extraordi-  
naire des guerres.*

De Jean de Murat Trésor-  
ier général. . . . . 12685

*Rachat du Domaine de Nor-  
mandie.*

D'Alexandre Marchand  
Traitant. . . . . 15000

Somme totale des parties  
extraordinaires par mande-  
mens & quittances dont  
12350000 liv. en reserves des  
années précédentes à la Bas-  
tille. . . . . 19727760

Somme totale de la recette  
de ce compte. . . . . 32589659

DÉPENSE du présent Compte.

*Epargne..*

A M. Etienne Puget Tré-  
sorier des restes de l'année  
1609 & précédentes. . . . 14564021

*Chambre aux deniers.*

A M. Leonard Fleureteau  
Trésorier. . . . . 561548

*Ecuries.*

A M. Pierre Maugis Rece-  
veur & payeur. . . . . 261590

*Maison du Roi.*

A M. Charles Payot Tré-  
sorier. . . . . 435538

*Argenterie.*

A M. Jean Dumait argentier. . . . . 197334

*Menues affaires de la Chambre.*

A M. Jacques Lemaire  
Trésorier. . . . . 162180

*Offrandes.*

A M. Samuel de Cirano  
Trésorier. . . . . 13275

---

16195486

De l'autre part.... 16195.

*Cent Gentilshommes sous le  
sieur de Rambouillet.*

A M. Gilles Tristan Tré-  
sorier . . . . . 11

*Cent Gentilshommes sous le  
Sieur de la Bourdaisiere.*

A M. Bernard Arnoud  
Trésorier de l'ancienne bande  
des cent Gentils-hommes or-  
dinares de la Maison du Roi. 10

*Gardes Ecoissoises sous le  
sieur de . . . .*

A M. Paul le Jair Tréso-  
rier. . . . . 52

*Gardes Françoises du Corps du  
Roi sous le Sieur de la Force.*

A M. Jacques Guivry Tré-  
sorier. . . . . 49

*Gardes Françoises sous le Sieur  
de Praslin.*

A M. Jean Dupré Tréso-  
rier. . . . . 49

---

16368



<i>sur les Finances de France.</i>	229
	liv.
De l'autre part.. .	16368257
<i>Gardes Françoises sous le Sieur de Vitry.</i>	
A M. Jacques Gatian Tré- sorier. . . . .	49380
<i>Prévôté de l'Hôtel.</i>	
A M. Claude Mainferme Trésorier. . . . .	50200
<i>Cent - Suisses.</i>	
A M. François le Regra- tier Trésorier. . . . .	24000
<i>Venerie &amp; Fauconnerie.</i>	
A M. Philibert Bourlon Trésorier. . . . .	88670
<i>Maison de la Reine.</i>	
A M. Florent Dargouges Trésorier. . . . .	541439
<i>Marine de Levant.</i>	
A M. Aimé Ciron Tréfo- rier. . . . .	426500
<i>Marine de Ponent.</i>	
A M. Guillaume Arthier Trésorier. . . . .	38678
<i>Ligues Suisses.</i>	
A M. Pierre Almeras Tré-	
	<hr/> 17581728

230 *Recherches & Considérations*

	liv.
De l'autre part. . .	17581721
forier. . . . .	1243648
<i>Extraordinaire des Guerres du</i>	
<i>côté de Picardie.</i>	
A M. Jean Charon Tré-	
forier Général. . . . .	2124371
<i>Extraordinaire des Guerres du</i>	
<i>côté de Piémont.</i>	
A M. Simon Collon Tré-	
forier. . . . .	873902
<i>Extraordinaire des Guerres du</i>	
<i>côté de Picardie.</i>	
A M. Pierre le Charon	
Trésorier. . . . .	14473
<i>Artillerie.</i>	
A M. Gaston Midorge	
Trésorier. . . . .	288995
<i>Fortifications de Picardie.</i>	
A M. Claude Charlot	
Commis. . . . .	322444
<i>Fortifications de Champagne.</i>	
A M. Pierre Viellart	
Trésorier. . . . .	104000
<i>Fortifications de Bourgogne.</i>	
A M. Jean Collot Tréso-	
127. 0771	22558954

<i>sur les Finances de France.</i>		231
		liv.
De l'autre part.	22558954	
rier.	14000	
<i>Fortifications de Dauphiné &amp; Bresse.</i>		
A M. Raimond Espeante		
Trésorier.	96000	
<i>Fortifications de Guyenne &amp; Languedoc.</i>		
A M. Joachim Marchand		
Trésorier.	29800	
<i>Fortifications de la ville d'Amiens.</i>		
A M. Jacques Colas		
Payeur.	4350	
<i>Bâtimens du Roi.</i>		
A M. Ami Jacquelin Tré-		
forier.	633298	
	23336402	
<b>Payeurs des Cours souve-</b>		
<b>raines.</b>		
<i>Parlement de Toulouse.</i>		
A M. Matthieu de Co-		
mynihan Payeur.	4900	
<i>Parlement de Bourgogne.</i>		
A M. Claude Catin		
	23341302	

232 *Recherches & Considérations*

	liv.
De l'autre part . . .	23341302
Payeur. . . . .	2900
<i>Chambre de l'Edit de Castres.</i>	
A M. Pierre Cazalédes	
Payeur. . . . .	4400
<i>Chambre des Comptes de Paris,</i> <i>menues nécessités.</i>	
A M. Ferrand le Febvre,	
premier Huissier commis. . .	16000
<i>Epices.</i>	
A M. Pierre Dufour	
Commis. . . . .	3925
<i>Chambre des Comptes de</i> <i>Montpellier.</i>	
A M. . . . Sallèles Payeur.	7000
<i>Chambre des Comptes de</i> <i>Grenoble.</i>	
A M. de Bourges Rece-	
veur. . . . .	2737
<i>Comptables extraordinaires.</i> <i>Grande audience.</i>	
A M. Thibault des Por-	
tes. . . . .	400
	<hr/>
	23378664
	<i>Réparations</i>

*sur les Finances de France.* 233  
liv.

De l'autre part . . . 23378664

*Réparations des Ponts &  
Chaussées.*

A M. Louis Arnault Com-  
missaire . . . . . 1024151

*Turcies & Levées.*

A M. Thomas Bedacier  
Trésorier. . . . . 125000

*Domaine de Berry.*

A M. Germain Gendreau  
Gardeur du Domaine du Ber-  
ry, pour délivrer à M. de la  
Roquette, Maréchal de France,  
Bailli de Berry, & Capitaine  
de la grosse Tour de Bourges,  
pour ses gages, à cause desd.  
charges de Bailli & Capi-  
taine susdit pour trois années,  
à raison de 433 liv. 15 f. par  
chaque an pour lesdites deux  
charges, savoir pour celle de  
Bailli 273 liv. 15 f. & pour  
celle de Capitaine de la Tour  
160 liv. cy . . . . . 1301

*Domaine de Lodun.*

A M. Daniel Deschaux,

---

24529116

*Tome I.*

V

De l'autre part . . . . 245

Receveur dudit Domaine,  
pour six années des gages du  
sieur de Boisguerin, Capi-  
taine du château dudit Lodun,  
à raison de 100 liv. par an . .

*Deniers communs d'Abbeville.*

A Jacques Gailleret, Ar-  
gentier & Receveur pour em-  
ployer aux réparations de la-  
dite Ville. . . . .

*Domaine de Poitou.*

A M. René Lasseré, Re-  
ceveur pour les charges dudit  
Domaine. . . . .

*Deniers communs de Rouen.*

A M. Pierre Duval, Re-  
ceveur pour le payement des  
rentes de ladite ville consti-  
tuées sur la recette générale  
des finances dudit lieu . . . .

*Domaine de la Marche.*

A M. Pierre Gapon, Re-  
ceveur pour payement des  
gages des Officiers dudit Do-  
maine . . . . .

*Élection de Laon.*

A M. Jean Duplessis, Re-

*sur les Finances de France.* 235  
liv.

De l'autre part . . . 24608482

ceveur des Tailles en ladite  
Election, pour le payement  
des taxations des Elus de lad.  
Election pour la présente an-  
née. . . . . 600

*Pour la réédification de l'Eglise  
sainte Croix d'Orléans.*

A M. Etienne Richard,  
Commis. . . . . 3655

*A divers Particuliers comptables  
par acquit.*

Aux sieurs Payot, Dar-  
gouges, & autres particuliers  
comptables par acquit. . . . 80676

Somme totale des de-  
niers comptables tant par rô-  
les que par acquit-patent. . . . 24693413

Pensions, Gages, Etats  
& Appointemens par rôles des  
Princes du Sang, autres Prin-  
ces, principaux Officiers de  
la Couronne, Chefs des Com-  
pagnies Souveraines, Prélats,  
Gentilshommes, Officiers do-  
mestiques de la Maison du Roi,

# 236 *Recherches & Considérations*

	liv.
Princes étrangers & autres . . .	1999186
Pensions par acquits-pa-	
tens. . . . .	<u>57300</u>
Total des Pensions tant	
par rôles que par acquits-pa-	
tens. . . . .	<u>2056486</u>
Voyages par rôles. . . .	104185
Voyages par acquits pa-	
tens. . . . .	<u>3000</u>
Total des Voyages tant	
par rôles que par acquits-pa-	
tens. . . . .	<u>107185</u>
Ambassades par rôles. . .	<u>192000</u>
Dons , Bienfaits , Ré-	
compenses & Gratifications ,	
dont Sa Majesté a accoutumé	
d'user le premier jour de l'an	
envers les plus nécessaires de	
sa Cour ; Aumônes aux pau-	
vres nécessiteux tant étran-	
gers que regnicoles , & ré-	
compenses d'aucuns de ses	
Officiers domestiques, &c. de	
puis 3 liv. jusqu'à 2400. . . .	85798
Dons par acquits-patens	1684522
Achats par rôles de Che-	
	<u>1961310</u>



*sur les Finances de France.* 237  
liv.

De l'autre part . . . 1962320  
vaux , Bagues & Vaisselle  
d'argent. . . . . 71575  
*Idem* par acquits-patens. 4200

Deniers payés en acquit  
du Roi, pour remboursemens  
faits à plusieurs Seigneurs Al-  
lemands , à compte des som-  
mes par eux prêtées à Sa Ma-  
jesté durant les derniers trou-  
bles. . . . . 202556

Deniers payés par or-  
donnance par rôles pour frais  
de voyages de Messieurs du  
Conseil , Maîtres des Requê-  
tes , & autres envoyés par Sa  
Majesté pour l'exécution de  
plusieurs commissions concer-  
nant son service & le bien  
de son Etat. . . . . 160184

Deniers payés par acquits-  
patens , pour remboursement  
de Finance , prêts , payemens  
de dettes tant étrangères que  
particulieres , rescussions  
pour gages , appointemens &  
solde de gens de guerre , ré-  
compenses de gouvernemens ,

---

2400835

# 238 *Recherches & Considérations*

	liv.
De l'autre part . . .	2400835
rançons, pertes, avances de munitions, &c. . . . .	878880
Comptans ès mains du Roi par rôles. . . . .	52470
<i>Idem</i> par acquits-patens..	2246956
Gages des Secretaires des Finances. . . . .	37623
Gages des Secretaires du Roi. . . . .	30650
Gages des Trésoriers de l'Epargne. . . . .	40000
Augmentation desdits gages. . . . .	20000
Dépense par ordonnance de la Chambre. . . . .	3600
Dépense commune pour papier, parchemin, & façon de ce compte, &c. . . . .	3711
	<hr/> 5714725
Total de la dépense. . .	32571849
Total de la recette. . .	<hr/> 32589659

Suivant le compte de recette, les parties des impositions revenant net à l'Epargne, charges déduites, étoient d'environ. . . . 20000000

De l'autre part..	20000000
Et par le compte de dépenses, que l'ordi- naire montoit environ à . . . . .	16500000
Ainsi l'économie en réserve étoit de . . .	3500000
Il paroît aussi par les états qu'on a vû cî- dessus des levées du principal de la Taille, & des crues tant ordi- naires qu'extraordinaî- res, qu'en 1609 le prin- cipal de la Taille mon- toit à . . . . .	9849000
La crue ordinaire & extraordinaire à . .	4446000
Total.	14295000
Le montant des re- cettes générales étoit, suivant le compte, de	10308289
Ainsi les charges acquittées sur les lieux, y compris les rentes sur les Tailles de cha- que Généralité, mon- toient à . . . . .	3986711

De l'autre part.. 3986711

Par l'état des rentes sur la Ville que j'ai trouvé dans un ouvrage manuscrit sur cette partie, il paroît qu'à la fin de ce regne il en restoit sur les Aides & Gabelles pour. . . . .

2038955 2 6

Il paroît donc que le total des charges étoit de . . . . .

6025666 2 6

On a vû que la vérification des charges & assignations sur les divers revenus avoit produit une diminution de . . . . .

6000000

On offroit quatre millions par an de la prolongation du traité pour le recouvrement des Domaines & droits aliénés. . . . .

4000000

Total. Liv. 16025666 2 6

Par l'état des dettes de 1595, on voit que le montant des aliénations étoit de quinze millions de rente. Ainsi il paroît

roît que ces deux comptes se rapportent.

Il s'ensuit que la totalité des revenus & impositions étoit à peu près de vingt-six millions, le marc d'argent du titre de 11 d. 12 f. de fin, à 20 liv. 5 f. 4 d.

On n'avoit pas laissé de diminuer les Tailles de plus de deux millions, de retrancher le sol pour livre : ainsi les impositions étoient moins fortes qu'en 1596, d'environ trois millions. Dans cette année l'assemblée des Notables avoit porté toutes les dépenses à trente millions. On avoit donc éteint pour sept millions de rente en aliénations, sans compter le rachat des quatre-vingt millions de Domaines, dont le produit devoit passer quatre millions à la fin de ce Traité.



---

---

**SECONDE EPOQUE.***ANNÉE 1610.*

**L**A prospérité de la France disparut avec Henri, & peut-être le Royaume se ressent-il encore aujourd'hui du coup affreux qui trancha les jours d'un de ses meilleurs & de ses plus grands Rois. Une Régente avide d'un pouvoir qu'elle n'étoit pas capable d'exercer, des Grands ambitieux & jaloux les uns des autres, des Conseillers vendus à la fortune s'affrent au timon de l'Etat. Au mépris de ses véritables intérêts & des alliances ménagées par le feu Roi, Rome & Madrid dirigèrent le Conseil dans les affaires du dehors; un vil Etranger, qui n'aimoit ni le Roi ni l'Etat, ni la Reine même, dont il maîtrisoit les volontés, disposa des Finances, & dicta des Loix aux François, sans égards à leurs mœurs, à leur génie, & à la constitution de la Monarchie.

Cependant pendant les premiers mois de la Régence on crut devoir garder quelques dehors; les Princes & les plus fidèles serviteurs du Roi furent

consultés en apparence , jusqu'à ce que l'autorité fût assez affermie pour donner un libre cours aux projets médités dans les Conseils particuliers. Pour gagner le Peuple toujours aisé à séduire lorsqu'on paroît l'aimer , une des premières opérations de Finance fut de supprimer cinquante-neuf Edits burfaux , & d'en surseoir quelques autres.

Cependant pour la faire valoir davantage , on jugea à propos de grossir l'énumération des droits révoqués de ceux qui l'avoient déjà été en 1697. Les autres étoient , 1°. la recherche contre les Meuniers pour leurs meules & meulons qui devoient être au point rond ; 2°. la taxe sur les Huissiers & Sergens pour être maintenus en leurs charges ; 3°. la recherche des abus & malversations prétendues au fait des Gabelles du Dauphiné ; 4°. la recherche pour les abus & malversations commises au fait des traites foraines & domaniales , & acquits à caution non rapportés ; 5°. la recherche du droit des confirmations d'office ; 6°. la recherche des Chatelains du Dauphiné pour les levées de deniers faites par eux outre & par-dessus les commissions ; 7°. l'Edit de nantissement & hypotheques ; 8°. les offices de

244 *Recherches & Considérations*

Voyers Jurés en chaque Siège ; 9°. les offices de Sergens conducteurs des prisonniers ; 10°. les offices de Conseillers Présidiaux qui restoient à pourvoir des quatre créés en 1586 ; 11°. les offices de Courtiers, Jaugeurs & Marqueurs de toiles, draps & autres ouvrages tant de lin que de chanvre, créés en 1586 ; 12°. les offices de Conseillers en chaque siège royal & aux Vicomtés de Normandie ; 13°. les offices de Greffiers des Elections particulieres ; 14°. les offices de Changeurs héréditaires ; 15°. les Officiers établis en 1606 au mesurage des sels dans les Provinces de Xaintonge, Poitou, Angoumois, Pays d'Aunis, Limosin ; 16°. les offices de Contrôleurs des deniers communs, dons patrimoniaux & d'octroi ; 17°. tous les offices vacans par mort avant l'année 1600, tant d'ancienne que de nouvelle création ; 18°. les offices d'Huissiers, Sergens & Notaires restant à pourvoir par commission ou autrement ; 19°. les offices de Procureurs du Roi aux Elections particulieres, créés en 1695 ; 20°. les offices de Procureurs du Roi aux eaux & forêts, Prévôtés & Sièges particuliers, lieux des Prévôtés des Villes où il y a Présidial, ès Maréchaussées, Elec-



tions & Greniers à sel de nouvelle création ; 21°. les Procureurs du Roi dans les Cours Ecclésiastiques ; 22°. les Sergens collecteurs des deniers , créés en 1578 ; 23°. tous les offices anciens & alternatifs de Receveurs des épices ; 24°. les offices de Greffiers & Clercs de Greffe de nouvelle création ; 25°. les offices de Clercs Commissaires de Paris pour l'entrée des vins ; 26°. les Courtiers de vin & de toutes sortes de marchandises ; 27°. les offices de Concierges des bureaux des Trésoriers de France ; 28°. de Receveurs des amendes aux Parlemens & Présidiaux ; 29°. les offices de Messagers des villes ; 30°. de Mesureurs de sel ; 31°. de Porteurs & Mesureurs de grains ; 32°. de Receveurs & Payeurs des gages des Cours Souveraines & Présidiaux ; 33°. des offices de Vendeurs de poisson de mer , frais & salé en gros ; 34°. de Gardes des Sceaux ès Présidiaux ; 35°. de Receveurs du Domaine ; 36°. de Contrôleurs des Fortifications de Dauphiné , Provence & Bresse ; 37°. Contrôleur alternatif des bleds & autres marchandises à Arles ; 38°. de Gardes des livres ès Chambres des Comptes de Montpellier & de Dijon ; 39°. de Clercs siégés à Rouen ;

**246** *Recherches & Considérations*

40° de Lieutenans & Juges ès Prévôtés, Chatellenies, Vigueries, Alloués, Vicomtés & autres Justices Royales ; 41°. de Collecteurs des Tailles en collecte de recette d'Armagnac, Condomois, Comminges & autres lieux requis par les habitans ; 42°. de Lieutenans des bureaux particuliers, Greffiers, Priseurs, Calculateurs, Scelleurs, Gardes de Maîtres des Ports en Normandie ; 43°. deux offices de Receveurs du Taillon en l'Élection de Brivé ; 44°. huit offices de Contrôleurs en tabliers particuliers de la Prévôté de Nannes ; 45°. l'office de Receveur des consignations de Laval.

Les Edits surfis au nombre de dix à douze portoient création d'autres Charges ou Emplois aussi inutiles.

A l'exception d'une ou deux commissions que le bon ordre & la police avoient exigées pour un tems, tout le reste de ces Edits n'étoit, comme on voit, qu'une maniere autorisée par le Prince de vivre dans l'oïiveté, ou d'exercer des vexations sur le Commerce & sur le Peuple. La plupart de ces créations n'étoient point vérifiées dans les Cours supérieures, & avoient été arrachées au feu Roi par l'importunité des grands

Seigneurs ou des Courtisans, contre laquelle il n'étoit pas toujours assez fort. M. le Duc de Sully le lui reprochoit souvent ; mais le Peuple n'en étoit pas moins opprimé.

En effet, si quatre mille personnes au moins qu'occupoient tant d'Offices, ne tiroient annuellement, soit du Peuple, soit du Roi, que deux cens livres, l'une dans l'autre, en droits de charges & en gages, c'étoit huit cent mille livres au moins qui se levoient sur les sujets ; somme considérable alors, puisqu'elle faisoit le quinzième environ du revenu des Tailles. Le Roi ou ceux qu'il vouloit gratifier n'en avoient vraisemblablement jamais retiré deux millions par la voie des Partisans. Ainsi en imposant cette somme, au cas qu'elle fût absolument nécessaire dans l'espace de deux ans & demi, le Peuple n'eût toujours payé que 800000 liv. par an ; on lui eût épargné une perte bien plus considérable, c'est-à-dire les embarras, les gênes & les formalités qu'enfante la multiplicité des Officiers : enfin la nécessité assée il eût été soulagé ; au lieu que par ces sortes de créations, le Prince se voit éduir ou bien à l'impuissance de dimi-

248 *Recherches & Considérations*  
nuer les charges , ou bien à manquer à  
la foi publique.

Qui ne croiroit qu'après avoir une  
fois reconnu le dommage réel & l'o-  
dieux même de pareilles inventions , on  
y renonceroit pour toujours ? Cepen-  
dant on les vit rétablies en peu d'années  
au profit pour la plupart des personnes  
en faveur , auxquelles cet Edit sembla  
ne fournir que la liste des expédiens.  
Et ce qui n'est pas moins extraordinaire  
ni moins indécent peut-être, des préam-  
bules , magnifiques en paroles & vui-  
des de sens , affectoient d'intéresser le  
bon ordre de l'Etat à leur établissement,

#### A N N É E S 1611 & 1612.

Mais sans avancer le terme de ces de-  
fordres , il est à propos de remarquer  
que dans cette année le bail de la Fer-  
me du sel fut renouvelé sur le même  
pied qu'auparavant , quoique le prix  
en fût diminué du quart. Cette augmen-  
tation justifioit la commission créée pré-  
cédemment pour la recherche des Ec-  
clésiastiques & des Nobles , qui préten-  
doient , à l'abri de leur ponts-levis ,  
pouvoir se dispenser de la loi commune.

au reste du Peuple. La licence de tous les Seigneurs particuliers étoit telle dans ces tems , qu'ils exerçoient presque le droit de la Souveraineté dans leurs terres. L'exemple fait en 1612 d'un Gentil-homme pour avoir exercé des violences contre le Fermier des Gabelles , & protégé des Fauxfauniers , commença à les contenir.

Ce renouvellement de bail avantageux fut une des dernières opérations de M. le Duc de Sully. L'ordre de son administration blessait l'impatience d'une infinité de gens , dont la confusion des comptes devoit assurer la fortune : l'économie de sa distribution ne s'accordoit point avec l'humeur prodigue & fastueuse de la Reine , avec l'avidité de Concini & de sa femme , ni avec les prétentions des Princes & des grands Seigneurs résolus de tirer parti d'une administration aussi foible.

Le Sur-intendant déjà mécontent d'avoir vû doubler les pensions , trouva mauvais que le Chancelier n'eût pas brisé les Sceaux du feu Roi , & que l'on eût falsifié la signature de ce Prince ; enfin il refusa de signer un comptant de 900000 livres approuvé par la Reine , pour argent que l'on prétendoit

250 *Recherches & Considérations*

avoir mis entre les mains du feu Roi. On lui redemanda sa place, qu'il quitta au commencement de 1611, avec le regret que conservent en pareil cas presque tous les hommes accoutumés au maniment des grandes affaires, & cette sensibilité qu'éprouvent les citoyens zélés à la vûe d'un bien qui sera négligé.

La Charge de Sur-intendant fut supprimée, & les Finances mises en direction sous la conduite de MM. les Præsident Jeannin, de Château-neuf & de Thou. Ce dernier quitta peu de tems après, imbu, malgré ses grandes qualités, du ridicule préjugé qui confondoit alors le ministère des Finances avec l'art d'un simple Commis. Ses confreres n'en étoient pas exempts, & ils étoient peu dignes de leurs postes, puisqu'ils n'en comprenoient ni la dignité ni l'importance. En effet, quelle occupation plus noble que de veiller sur la conservation des richesses & des emplois de toute une Nation; d'établir la balance entre toutes les classes du Peuple; de les conduire au maintien les unes des autres par des vûes qui semblent quelquefois opposées; d'appeler & d'entretenir l'abondance dans l'Etat; de composer en quelque façon avec cha-

particulier pour la portion de son  
ice qu'il peut & qu'il doit sacrifier  
maintien de la société ; d'en prévoir  
soins , & d'en ménager les ressour-  
le longue main ? Quel travail exige  
de génie, de ressources, de profon-  
, de justesse & d'étude ? En est-il de  
important , puisque son objet est la  
té & la félicité inséparables des Su-  
& du Souverain ?

omme les nouveaux Directeurs  
ent méconnu l'étendue de leurs de-  
s , ils furent bien éloignés de les  
plir. Bornés à dresser des états de  
tte & de dépense , ils eurent à  
e les talens de ces bons teneurs de  
s , dont les Comptoirs des Mar-  
ds & des Banquiers sont remplis  
des gages modiques. Les sources  
nt négligées ; la perception ne fut  
un art , mais une routine grossière ,  
adroite & imprudente. Enfin, dis-  
és par un Ministre avide & tout-  
ant de répandre de l'économie dans  
tribution , s'ils eurent le courage  
oir piller le trésor public sans y  
dre part , on peut leur reprocher  
ssesse de l'avoir souffert sans se  
dre. Quelle que soit la foiblesse  
humanité , & l'embarras d'un Mi-

nistre partagé entre le soin du Public & celui de sa famille ; la postérité, qui juge les choses de sang froid & dans l'éloignement , ne peut accorder son estime à ceux qui préfèrent l'amour de leurs places à celui de leur devoir.

Les trésors de Henri destinés à soutenir les Alliés naturels de la France , à réprimer l'orgueil de ses ennemis , furent en partie la proie de Concini , de sa femme & de leurs créatures ; ou bien ils servirent à récompenser des gens sans mérite & sans nom , à acheter la tranquillité des Grands qui sçavoient le mieux se faire valoir. Le tems des Rois est fini, disoit-on hautement lorsqu'on vit ces largesses commencer, voici celui des Grands. Il est rare qu'une politique foible ne soit pas fausse ; aussi la soumission des Seigneurs finit-elle avec l'argent du trésor ; leur butin servit à s'assurer des créatures ; chacun devint réellement redoutable , parce qu'on l'avoit redouté.

## ANNÉE 1613.

La détresse cependant commença à se faire sentir ; l'augmentation des dépenses n'avoit pas fait d'impression tant que le dépôt de la Bastille avoit servi



remplacement. La prospérité paroïssoit encore entière au dehors ; faste & les profusions de la Maison Royale , la multitude des pensionnaires faisoient retentir Paris des louanges du gouvernement. Mais Concini insatiable de biens autant que d'honneurs , chercha à tirer du Peuple ce que l'établissement de l'Epargne lui refusoit. On établit à son profit & sans vérification le quarantainé de ces Edits si fage-ment supprimés à l'entrée de la Ré-nance. Cent Offices de Secrétaires de Chambre du Roi furent créés avec des Offices. Les aisés furent forcés d'acquies- cer aux Offices qui ne se levoient pas si vite à son gré ; les droits du Sceau furent augmentés ; & ce qu'on auroit pu s'imaginer à croire , on faisoit trafic ouvert des Arrêts du Conseil. On poussa l'ex- treme jusqu'à changer dans leur expédi- tion le prononcé des Juges dans les af- faires civiles ; pour de l'argent , on ex- ceptoit , contre toutes formes , toutes sortes de Lettres de Répis , de Rappel , de Bans & de Galeres. Un seul trait suffira de crayonner les auteurs de tant de rapines. La Cour des Aides avoit fait de séveres recherches contre les Elus qui avoient étendu de leur au-

torité privée à huit deniers pour livre leur droit d'attribution de trois deniers pour livre. Le nombre des coupables étoit très-grand ; & pour se soustraire aux peines décernées contre eux , ils s'adresserent suivant l'usage à la Galigai. Elle eut l'impudence de s'engager par contrat public à les faire déclarer innocens, moyennant la somme de 300000 livres. C'est ainsi que se vendoient les graces , les injustices , les monopoles , les droits du Prince , & le sang du Peuple.

## A N N É E 1614.

Parmi tant de dépenses & de prodigalités , à peine laissa-t-on quelques momens de la richesse passagere du Roi. Les bâtimens commencés à Vincennes & au Collège Royal furent continués ; mais on ne trouva point d'argent pour suivre le projet commencé en 1613 de la jonction des deux Mers. Il ne s'agissoit cependant que de creuser un canal de trois lieues depuis Château-neuf sur la riviere d'Ouche jusqu'à Gros-bois sur la riviere d'Armançon , qui porte bateau jusqu'à Monbar , d'où elle tombe dans l'Yonne ; tandis que la riviere d'Ouche

porte bateau du côté de Dijon , & de là se rend dans la Saône. Les troubles qui survinrent depuis & les guerres étrangères ne permirent pas même de penser à l'exécution d'un dessein si utile. Quelle augmentation d'opulence n'en eût pas reçu la Bourgogne déjà si riche par la nature de ses productions ? Mais n'est-il pas encore plus surprenant qu'avec la forme d'administration dont jouit cette Province , elle ait jusqu'à présent négligé tous les objets qui regardoient son Commerce ?

L'excessive pauvreté des campagnes & le luxe de la Capitale y avoient attiré une foule de mendiants ; il fut défendu de leur donner l'aumône , & ils furent renfermés dans un hôpital fondé à ce dessein. Il ne manquoit que des vûes pour perfectionner l'établissement en y fondant un travail. Ces hommes que l'on resserre seront-ils moins à charge à la société , lorsqu'ils seront nourris par des terres qui leur sont consacrées , & auxquelles ils ne travaillent point ? Non , ce n'est pas la mendicité seule qui rend un homme à charge au public , c'est son oisiveté & son exemple. On n'a besoin d'hôpitaux fondés que pour les malades , & pour les per-

256 *Recherches & Considérations*

sonnes que l'âge rend incapables de toute espece de travail : ces hôpitaux sont précisément les moins rentés : le nécessaire y manque quelquefois ; & tandis que mille hommes sont vêtus & nourris dans l'oisiveté , des ouvriers pauvres sont forcés de consommer dans une maladie le profit du travail de deux années, ou de se faire transporter dans un lit commun avec d'autres malades, dont les maux se compliquent avec le sien. Que l'on calcule le nombre des malades qui entrent pendant le cours d'une année dans les Hôtels-Dieu du Royaume , & le nombre des morts ; on verra si, dans une ville composée du même nombre d'habitans, la peste feroit plus de ravages ! N'y auroit-il pas moyen de verser aux hôpitaux des malades la majeure partie des fonds destinés aux pauvres mendiants, & feroit-il impossible pour la subsistance de ceux-ci d'affermir leur travail à un entrepreneur dans chaque lieu ? Les bâtimens sont construits, & la dépense d'en convertir une partie en ateliers seroit très-médiocre. Il ne s'agiroit que d'encourager pendant quelque tems les premiers établissemens ; en peu d'années on en verroit d'autres se former & se  
porter

porter d'eux-mêmes à leur perfection. Dans un hôpital bien gouverné , la nourriture d'un homme ne doit pas coûter plus de cinq sols par jour ; depuis l'âge de dix ans les personnes de tout sexe sont en état de les gagner ; & si l'on a l'attention de leur laisser bien exactement le fixième de leur travail lorsqu'il excédera les cinq sols , on en verra monter le produit beaucoup plus haut. Pour les vagabonds , les défecteurs , les contrebandiers , n'avons nous pas des mines , dont le travail est plus effrayant que celui des galeres , & pour beaucoup d'hommes plus redoutable que la mort même ? N'avons nous pas des Colonies à peupler , à mettre en valeur ? L'un & l'autre objet ne manquent que de bras à bon marché.

La Nation Françoisé a eu cet avantage par-dessus toutes les autres , qu'elle ne demande qu'à aimer ses Maîtres & à être conduite. Son activité prodigieuse , & peut-être sa vanité , ont toujours fait éclore dans les siècles les plus ingrats quelques vûes d'une grande ressource. Le Chevalier de Rasilly étoit parti dès 1612 du Port de Cancalle avec trois vaisseaux pour faire un

258 *Recherches & Considérations*

établissement dans l'île de Maragnan au Brésil ; & il y construisit le Fort Louis. Si cette entreprise eût été soutenue dans les tems , elle pourroit avoir des suites bien précieuses. Mais les établissemens utiles ne sont soutenus & perfectionnés que sous une administration éclairée , & qui trouve des ressources dans son économie : alors au contraire la France commençoit à s'épuiser de nouveau.

Les profits excessifs des Fermiers , des Traitans , des Fournisseurs , & la facilité d'obtenir sans mérite des pensions ou des emplois , avoient redoublé l'usage des étoffes d'or & d'argent , des galons & autres somptuosités que la France payoit alors à l'Italie. Ainsi l'argent , au lieu de retourner de la Capitale dans les Provinces par les circuits ordinaires , s'arrêtoit dans la caisse des Financiers , ou passoit chez l'Etranger. Chaque année la perception des impôts devenoit plus difficile , quoique les Tailles n'augmentassent point. On résolut de conserver au moins l'argent dans le Royaume , & l'usage de ces étoffes étrangères de luxe fut prohibé.

ANNÉES 1614 & 1615.

L'année 1614 amena l'âge de la majorité du Roi, & découvrit en même-tems la playe secrète de l'Etat. Toute la France sçavoit en général que le feu Roi avoit laissé de grandes sommes en dépôt à la Bastille. Chacun s'imaginoit qu'un tems de minorité devoit être un tems d'économie dans les dépenses de la Maison du Roi, & les-peuples sembloient devoir espérer que le premier acte de la majorité seroit une diminution des impôts. Les affaires étoient dans une position bien différente, & les partis commençoient à se former dans l'Etat. Il parut convenable au Conseil de la Régente de justifier ses profusions aux yeux de la Nation, d'intéresser les-peuples au soutien du Gouvernement par une marque de confiance, enfin d'opposer aux mécontents une espèce de vœu général, puisqu'on n'avoit plus d'argent à distribuer. Les Etats Généraux furent assemblés: le Président Jeannin y fit le rapport de l'état des Finances.

Il représenta que l'état des dépenses le 1610 avoit été arrêté par M. le Duc de

## 260 *Recherches & Considérations*

Sully ; que les rôles de l'épargne avoient été examinés par lui, excepté les 4<sup>e</sup>. & 5<sup>e</sup>. rôles comptant & le dernier d'assignation.

On en devine assez la cause , ainsi que l'artifice de cette insinuation. Il ajouta que plusieurs dépenses extraordinaires survinrent en cette même année. 1<sup>o</sup>. La guerre de Juliers. 2<sup>o</sup>. Le Couronnement de la Reine. 3<sup>o</sup>. Les préparatifs faits pour son entrée à Paris. 4<sup>o</sup>. Les frais du deuil & funeraillles de Henri. 5<sup>o</sup>. Le Sacre du Roi regnant. 6<sup>o</sup>. Des gratifications aux Princes & aux plus grands du Royaume , pour les attacher plus particulièrement au service du Roi.

» Ces dépenses absorberent , dit-il ,  
 » la plus grande partie de l'argent reçu ,  
 » outre le courant de 1610 ; il ne resta  
 » au Trésorier de l'épargne en exercice  
 » que la somme de 3560000 liv. qu'il  
 » remit au Trésorier de l'année 1611.

Il fut reçu des reliquats	liv.
des années précédentes. . .	400000
Du Clergé. . . . .	300000
Des Confirmations. . . .	750000
Par moyens extraordinai-	
res. . . . .	1700000

En moins de quatre ans il  
 étoit rentré d'extraordinaire. 6710000



Mais la dépense étoit fort augmentée.

L'entretien des gens de guerre en campagne ne montoit sous le feu Roi qu'à 1300000 liv. Il revenoit alors à 1947324 liv. excédent. . 647324 liv.

L'état des garnisons augmenté de . . . 100000

L'état des pensions sous le feu Roi montoit à 3 millions. Il étoit alors de 5650000 liv. excédent . . . 2650000

L'état des deniers en acquit augmenté en faveur des Princes, de . . . 500000

Gratifications annuelles augmentées de . . . 1100000

La Maison de Madame. . . 120000

Voyages & Ambassades extraordinaires à raison des circonstances actuelles, plus de . . . 4000000

Excédent de la dépense annuelle . . . 9117324

Cependant la recette étoit diminuée de plus de deux millions par la diminution du prix du sel, du tiers sur les

262 *Recherches & Considérations*

impositions du Convoi de Bordeaux & de la Traite foraine d'Anjou.

Le Roi avoit laissé cinq millions à la Bastille ; on s'est vû forcé à regret d'entamer ce dépôt ; mais , après avoir eu recours à des moyens extraordinaires qui n'étoient pas à charge au peuple , on a été forcé de prendre sur les cinq millions . . . . . liv. 2500000

Et plutôt que de toucher au reste , on a préféré d'emprunter . . . . . 600000

Total . . . . . 3100000

Les Etats sont priés de considérer la situation des affaires, d'aviser aux moyens d'égaliser la recette & la dépense , de » rembourser le prêt de 600000 livres, » & de remplir les 2500000 liv. enlevées du dépôt de la Bastille , parce » qu'il est intéressant de le réserver entier pour des occasions urgentes , & » éviter par-là une surcharge sur le peuple.

Si j'ai retranché des mots du rapport du Président Jeannin , j'en ai conservé la substance , & j'y ai mis de l'ordre & de la clarté.

Sans s'arrêter à la difette de détails & de preuves justificatives qu'on remar-

que dans cette piece , on y trouve des faits évidemment faux. 1°. Le trésor de la Bastille étoit d'environ dix-sept millions , sans compter les billets des Trésoriers & autres parties à rentrer qui étoient plus considérables encore , suivant les comptes laissés par M. le Duc de Sully. 2°. Le bail des Gabelles avoit été continué au même prix ; ainsi la recette n'avoit pas diminué de deux millions. 3°. Les pensions sous le feu Roi ne montoient qu'à deux millions. Alors le prix de la vertu ne consistoit pas dans l'argent , mais dans l'honneur de recevoir un bienfait de la main d'un Prince connaisseur en mérite. 4°. Les dépenses annuelles étoient augmentées de 9117324 liv. qui pendant les quatre années font 36469296 liv. Si nous y ajoutons huit millions pour la prétendue diminution de recette , la différence totale fera de 44469296 liv. sur quoi on avoit reçu en extraordinaires 6071000 liv. pris à la Bastille 2500000 liv. emprunté 600000 liv. On avoit donc eu le secret de dépenser , sans augmenter les impôts , 35298296 liv. c'est-à-dire 8824574 liv. par année. Le Président Jeamin dit qu'on a eu recours à des impôts extraordinaires qui n'ont point été à charge au peuple ;

cela implique contradiction. Comment imaginer qu'une somme équivalente à la moitié des tailles soit levée sans qu'on s'en apperçoive ? On n'osoit donc pas découvrir l'immensité des richesses laissées par le feu Roi ; & l'on avoit recours au mensonge , artifice toujours vil , mais punissable , lorsqu'on l'employe vis-à-vis d'un Maître ou d'une Nation.

Il paroît, par des états de Finance arrêtés au Conseil cette année , & dont on ne donne pas copie parce qu'il y manque plusieurs généralités , qu'on avoit été obligé dans la détresse où l'on se trouvoit de suspendre cette année le paiement de la moitié des rentes , & de ce qui étoit dû aux Officiers supprimés. C'est sans doute un de ces moyens dont le Président Jeannin entendoit qu'on s'étoit servi pour augmenter la dépense sans accroître l'imposition. On n'avoit pas laissé cependant d'imposer les 3 den. pour livre de la Taille , & de les mettre en parti dans quelques Provinces.

Il seroit desirable de pouvoir arracher de nos Fastes ce qui se passa dans l'assemblée de 1614. L'indépendance de la Couronne de nos Rois y fut presque soutenue problématique ; le Tiers-Etat

Etat seul la regarda comme Loi fondamentale ; tout aboutit en discordes & en jalousies entre les trois Ordres ; le bien public fut entierement oublié en faveur des intérêts particuliers ; & quoique le rétablissement des Finances semblât être le premier objet des Etats , on n'en vit pas sortir un bon règlement.

On se débatit long-tems sur la vénalité & l'hérédité des Charges ; & suivant les idées de ce tems-là on convint enfin de demander la suppression du prêt & de l'annuel. Quoiqu'on ait déjà touché sous le regne précédent quelques-unes des raisons qui autorisèrent ce genre d'impôts, on en ajoutera ici quelques autres qui ne paroissent laisser aucun doute sur son avantage.

Les riches seuls pourront à la vérité prétendre aux Charges : mais on doit convenir qu'en général les riches ont une meilleure éducation , plus de désintéressement & de dignité. Le haut prix des Charges est un gage de la fidélité des titulaires envers le Prince ; & comme ils sont très-intéressés au repos public , on doit compter sur leur vigilance à exercer la Police qui leur est confiée. Si ces riches manquent de probité , ils peuvent être punis aussi facilement que

s'ils ne l'étoient pas. Ne confondons point d'ailleurs les idées : la lecture des Auteurs Latins nous remplit dans les Collèges & pendant l'étude du Droit, des principes sur lesquels les Républiques anciennes ont été gouvernées ; voilà la source de nos préjugés, tout porte l'empreinte de l'éducation.

Quoiqu'à Athenes les riches seuls pussent occuper certaines places, quoiqu'à Rome il fallût l'être pour arriver aux grands honneurs ; je me contenterai de remarquer que dans les Monarchies où le Prince est la source de tout pouvoir, la vénalité & l'hérédité des Charges n'est point dangereuse pour la tranquillité publique. Suivant quelques Historiens elle a eu lieu assez publiquement, quoique sans être autorisée, sous la première race de nos Rois, sous la seconde, & bien avant sous la troisième, entre autres sous le règne de Saint Louis. Distinguons encore les Charges de Judicature des places où l'on peut apporter des principes & une conduite arbitraire, & qui dès-lors sont dûes aux hommes les plus capables, comme toutes celles qui donnent quelque part à l'administration, même plusieurs emplois de Finance, des Charges militai-

res qui font le prix destiné au courage , à l'expérience , aux grandes actions ; enfin par la même raison des grandes Charges de la Couronne.

Cette vénalité & cette hérédité des Offices sont la source d'un impôt très-utile ; car si nous examinons tous les autres , on verra que celui-là seul ne porte point sur le peuple. Il est vrai que les Parties casuelles ne rendent pas tout ce qu'elles devroient produire ; mais c'est une réforme toujours facile à faire. La Loi saisit , au profit du Prince , l'Office dont le Titulaire meurt sans avoir payé le prêt & l'annuel. Cette rigueur extrême est précisément ce qui sauve les coupables. Une veuve , des mineurs , sont des objets touchans ; il est toujours honnête d'employer pour eux la faveur & les sollicitations ; l'Office est taxé si modérément , qu'avec les diminutions d'usage , le Roi retire rarement des contraventions le montant des arrérages dûs sur le prêt & l'annuel.

Cette facilité que la compassion justifie en quelque sorte , mais abusive dans le fond , engage beaucoup d'Officiers à ne pas payer régulièrement. Etablissons une proportion entre la peine &

la faute ; il sera moins facile d'éviter l'une , & l'autre sera moins commune. Si le Roi ordonnoit qu'à la mort d'un Titulaire dont l'Office lui est dévolu , on seroit obligé de présenter les quittances du prêt & de l'annuel depuis la possession , & que ce qui se trouveroit dû seroit payé au double , sans qu'il fût permis d'accorder aucune modération sous aucun prétexte ; il est constant que les coupables seroient moins plaints , & que le Ministre , à l'abri des importunités , pourroit augmenter d'un tiers le revenu de cette partie.

Terminons cette discussion sur la vénalité & l'hérédité des Charges par une observation importante : c'est que , si elles n'avoient point lieu , le nombre des personnes qui s'y destinoient seroit beaucoup plus grand. On sçait cependant combien il importe à la République que les classes d'hommes qui vivent aux dépens des autres , sans apporter de nouvelles valeurs dans l'Etat , soient restraints à la proportion qu'exige la nécessité.

Aussi en regardant la vénalité & l'hérédité des Charges nécessaires comme utile , on conviendra sans peine qu'il le seroit encore plus d'en restreindre le



nombre effrené. Ce fut l'objet des seules demandes formées par les Etats. Les Charges portoient alors des gages & des attributions de droits considérables en raison de leur première finance, parce qu'étant créées pour l'usage dans des tems de besoin, on n'avoit peu disputé sur le prix de l'argent qu'il en vînt, & parce que le prix légal avoit diminué depuis. Si il étoit assez facile de supprimer ces Charges qu'on pouvoit regarder comme inutiles. Toute Charge est censée une charge du Domaine, puisqu'elle est exercée ou un usage de la puissance réside toute entière dans le Souverain. En partant de ce principe, rien n'est plus juste que de rembourser les Titulaires sur le pied de la première finance; c'est ce qu'on proposa. Mais deux projets différens furent présentés pour faire ce remboursement.

Une Compagnie de Traitans s'offrit de rembourser d'année en année la première finance des Offices, à condition qu'ils pourroient les faire exercer pendant douze ans par un nombre de personnes suffisant, & qu'ils jouiroient pendant ce tems de tous les gages, & toutes les attributions de droits &

taxations appartenant aux Officiers supprimés : & en outre qu'on rétablirait en leur faveur les cinquante sous diminués par minot de sel , pour en jouir pendant douze ans. Ils offroient encore de rembourser les Officiers des Cours Souveraines pour les réduire au nombre porté par l'Ordonnance de 1575. La Cour n'approuva pas cette dernière offre , à cause des bons services qu'elles avoient rendus au Roi , & parce qu'elle reconnoissoit , dirent les Ministres , leur être en partie redevable de la tranquillité qui avoit regné dans l'Etat. Les autres propositions furent discutées ; mais le Tiers-Ordre les rejetta avec raison comme suspectes , ouvrant la porte à une infinité de vexations de la part des Traitans. Il représenta qu'il convenoit mieux que le Roi eût seul le profit de ce remboursement ; que les sommes étoient trop fortes pour des particuliers , puisque la valeur des Offices & charges étoit de 200 millions.

On ne s'accorda guères mieux sur le second projet, qui étoit de faire rembourser la moitié des Offices par les Officiers anciens sur le pied de la Finance , sans augmentation de gages cependant. Le tiers Ordre trouvoit injuste qu'un hom-

me, dont presque tout le bien étoit entré dans l'acquisition d'une Charge au prix courant, en fût dépossédé au moyen d'un léger remboursement. C'est ainsi que chacun parle du bien sans le vouloir. On trouve des sacrificateurs & point de victimes qui se dévouent à la Patrie ! C'eût été un grand bonheur cependant que le Prince eût pris sur lui de commettre cette prétendue injustice, ne fût-ce que pour dégoûter la Nation de cette manie des Charges, vrai tombeau de la population, de l'industrie & des Finances. Lorsqu'on voudra introduire cette réforme si nécessaire, il y a un moyen toujours assuré d'y arriver avec le tems, en n'admettant point au paiement de l'annuel les Charges qu'on voudroit supprimer, & dans un certain nombre d'années, elles seront rentrées la plupart aux Parties casuelles.

La Noblesse & le Clergé demandent la suppression de la recherche à l'occasion des Gabelles. Ces deux Ordres trouvoient bon qu'on exigeât du Peuple quittance des deux dernières années pour le sel d'impôt, mais prétendoient y être soustraits. En général, il faut convenir que ces recherches étoient

gnées sont odieuses, & servent de prétexte à une infinité d'exactions de la part des Commis. Il ne fera jamais possible de corriger les abus d'un impôt vicieux par sa nature ; les formalités toujours éludées par la facilité de la fraude se multiplieront sans cesse, & chaque jour le fardeau s'appesantira, jusqu'à ce qu'il écrase les malheureux condamnés à le porter.

Les autres propositions furent la réduction des pensions sur le pied de deux millions, comme à la mort du feu Roi ; la recherche des Financiers, proposition bien indiscrete sous le regne des Favoris ; enfin la diminution des Tailles.

On ne doit pas oublier quelques articles du cahier du tiers-Etat, parce qu'ils sont intéressans par eux-mêmes, & parce qu'ils sont fondés sur des maximes qui n'auroient jamais dû se perdre : je les transcrirai tels qu'ils sont.

« Bien que ces droits de la Traite  
 » foraine ne doivent être levés que  
 » sur les marchandises qui sortent hors  
 » du Royaume pour être portées à  
 » l'étranger, ce qui est clairement  
 » établi par la signification du mot  
 » de *foraine*, néanmoins cesdits droits  
 » sont levés sur ce qui va de certaines

» Provinces de votre Royaume à au-  
» tres de icelui ; tout ainfi que fi c'étoit  
» en pays étrangers, au grand préju-  
» dice de vos Sujets, entre lesquels ce-  
» la conſerve ces marques de diviſion,  
» qu'il eſt néceſſaire d'ôter, puis-que  
» toutes les Provinces de votre Royau-  
» me ſont conjointement & inſépara-  
» blement unies à la Couronne pour  
» ne faire qu'un même Corps ſous la  
» domination d'un même Roi ; & que  
» vos Sujets ſont unis à une même obéiſ-  
» ſance. Pour ces cauſes, qu'il plaiſe à  
» Votre Majeſté ordonner qu'ils joui-  
» ront d'une même liberté & franchise,  
» en ce faiſant qu'ils pourront librement  
» négocier & porter les marchandises  
» de France en quelque endroit que ce  
» ſoit, comme concitoyen d'un même  
» Etat, ſans payer aucun droit de fo-  
» raine ; & que pour faciliter la levée  
» deſdits droits, empêcher les abus qui  
» ſe commettent, la connoiſſance de  
» leurs différends pour raiſon de ladite  
» Traite appartienne à vos Juges, prin-  
» cipalement aux Maîtres des Ports,  
» nonobſtant tous baux & évocations  
» au contraire.

» Encore que ce droit domanial ne  
» ſe doive prendre par leſdits établiffe-

274 *Recherches & Considérations*

» mens d'icelle que sur les bleds , vins ,  
» toiles & pastels qui seront transportés  
» de votre Royaume à l'étranger ; vos  
» Fermiers desdits droits , sous prétexte  
» que leurs Commis & Bureaux ne sont  
» établis en aucunes Provinces & Vil-  
» les , ou qu'elles sont exemptes dudit  
» droit , font payer pour marchandises  
» qui y sont transportées , comme si di-  
» rectement elles étoient portées à l'é-  
» tranger ; pour à quoi remédier que  
» défenses soient faites d'exiger lesdits  
» droits sur ces bleds , vins , toiles &  
» pastels qui seront actuellement trans-  
» portés dans votre Royaume , pour la  
» provision d'aucunes Provinces , sous  
» quelque prétexte que ce soit , à peine  
» de concussion.

» Afin de remettre la liberté du Com-  
» merce , & faire cesser toutes sortes  
» d'oppressions desdits Fermiers , que  
» ces droits , tant de ladite Traite fo-  
» raine domaniale , que d'entrée , soient  
» levés aux extrémités du Royaume ,  
» & que à cet effet les bureaux desdites  
» traites & droits d'entrée soient éta-  
» blis aux villes frontières & limites  
» dudit Royaume , & que lesdits bu-  
» reaux desdits Fermiers soient tenus  
» poser & afficher les tableaux conte-

ant les droits taxés par l'ordonnance ; & que les traites foraines & domaniales pour les droits d'entrée & de sortie de votre Royaume seront réduits à l'instar de la Normandie , suivant la Déclaration du mois de septembre 1582 , afin que chacun puisse sçavoir au vrai ce qui est dû pour chaque marchandise ; outre lesquels droits ils ne pourront prendre ni lever aucunes choses desdits Marchands , à peine de concussion , & que les marchandises qui auront acquitté cesdits droits en l'un des bureaux de ladite frontiere , ne soient enues de payer une autre fois le même droit en quelque lieu qu'elles soient transportées , en représentant les acquits du premier payement ; comme aussi que lesdits Fermiers ou leurs Commis ne puissent aller faire visite en aucunes maisons des Bourgeois , Marchands & habitans de votre Royaume , ni avoir aucun autre bureau que lesdites frontieres ».

rien de plus judicieux que cette demande ; c'est la Nation en corps qui l'a faite. Les prétentions particulieres mal-entendues des Provinces répu-

tées étrangères, doivent-elles l'emporter ? Seroit-ce donc entreprendre sur leurs privilèges de répondre à ce vœu général qui subsiste encore parmi tous les citoyens éclairés & zélés pour la patrie ? ou plutôt est-il quelque privilège plus sacré que la prospérité du Royaume, le travail national, enfin la liberté du Commerce ? On a assez attendu que ces Provinces reconnussent leurs vrais intérêts. On citera à ce sujet une Déclaration du vingt Février 1622, où le Roi dit :

« Nos Sujets de nos pays de Bretagne, Poitou, Xaintonge, Guyenne, Languedoc, Dauphiné, Metz, Toul, Verdun & Limoges ont refusé l'établissement desdits Bureaux, à quoi nos Prédécesseurs & nous ne les ayant voulu contraindre, espérant que le tems les ameneroit d'eux-mêmes à le desirer, ainsi qu'ont fait les habitans de notre Province de Bourgogne, qui après avoir refusé ledit établissement l'ont eux-mêmes demandé ; nous nous serions contentés d'ordonner que nos droits d'entrée & de sortie seront payés & levés sur les denrées & marchandises qui en-



roient & sortiroient desdites Provinces, Villes & lieux, ainsi que si toient pays étrangers ».

faut observer qu'on s'y prit mal engager ces Provinces à se soumettre au droit de Traite foraine sur les frontieres. La Bourgogne le desira même, parce que ses vins, dont tire sa principale richesse, avoient ne vins étrangers des droits excessifs. Il falloit donc d'après ce même principe, doubler encore les droits sur tout ce qui sortoit des Provinces réputées étrangères pour entrer dans les autres Provinces, excepté sur les terres premieres & les bleds ; & au contraire diminuer les droits de moitié sur tout ce qui sortiroit des Provinces & des grosses Fermes pour entrer dans les Provinces réputées étrangères. C'est la Police que le Roi est toujours à même d'établir, puisque ces bureaux n'ont point été mis en faveur de ces Provinces comme quelques-uns le croient, mais au contraire pour les punir de ne pas se conformer à l'aisance des autres Français.

Et ce qu'on a suivi un principe contraire, il en a résulté de grands abus ;

230 *Recherches & Considérations*

» denrées de ladite Province ; en con-  
» séquence de quoi aussi le feu Roi de  
» glorieuse mémoire promit d'abolir le-  
» dit droit, après que le tems du bail  
» sera expiré.

» D'abolir les impositions communé-  
» ment nommées le doublement du tré-  
» pas de Loire, réappréciations & nou-  
» veaux subsides sur la rivière de Loire  
» & par terre, ensemble ceux qui se  
» levent tant sur le vin qu'autres den-  
» rées sur les rivières de Sudre, Bou-  
» tonne, Moise & Chavelle, depuis  
» l'année 1588, attendu que les causes  
» pour lesquelles lesdits subsides sont  
» établis cessent à présent.

» D'abolir l'écu par tonneau de vin  
» qui se leve en Normandie, & qui fut  
» établi pour l'armement de quelques  
» navires au siège de Blavet, lors de  
» de la réduction de la Bretagne en vo-  
» tre obéissance ; n'étant raisonnable  
» que cette imposition soit perpétuelle  
» sur vos Sujets, puisque Votre Ma-  
» jesté reçoit un notable intérêt que le  
» Commerce s'étende es Pays étran-  
» gers.

» Pour inciter vos Sujets par espé-  
» rance de quelque profit à s'employer  
» à l'ouverture des mines découvertes  
» &

» & à découvrir en votre Royaume ,  
» vos très-humbles Sujets supplient  
» aussi Votre Majesté de remettre les  
» droits qui pour ce vous appartiennent , & ordonner à vos Juges de  
» condamner tous coupeurs de bour-  
» ses , blasphémateurs , fainéans , va-  
» gabonds , gens sans aveu , à travail-  
» ler auxdites mines , & les faire déli-  
» vrer pour cet effet aux maîtres d'i-  
» celles , avec défenses aux condamnés  
» de laisser leurs ouvrages & s'absen-  
» ter pendant le tems qu'ils auront été  
» condamnés de servir aux mines , à  
» peine d'être pendus & étranglés au  
» lieu & à l'instant qu'ils feront trou-  
» vés ailleurs ».

Si ce sage projet eût été exécuté , la France eût retiré & retireroit encore des Pyrenées autant de richesses qu'en produisent ensemble les mines de Saxe , de Bohême & de Suède. C'est encore un des principaux moyens d'y parvenir , parce que ces sortes d'entreprises sont coûteuses & risquables dans leur principe. Un pareil encouragement équivaldroit à des récompenses en argent. Quand même les mines des Pyrenées en plomb , cuivre , fer , cobalt , or & argent ne seroient pas aussi riches que les essais

282 *Recherches & Considérations*

l'indiquent , quand même elles ne rendroient qu'à peine la dépense de l'exploitation , l'Etat trouveroit encore un grand avantage à employer annuellement un ou deux millions à tirer de nos terres les métaux que nous tirons de l'étranger pour nos besoins. La dépense seroit faite dans le Royaume ; des hommes dont la société est privée par les autres genres de supplices produiroient des valeurs ; il sortiroit moins d'argent pour la consommation de ces productions. Qui nous empêcheroit encore d'acheter pour ce travail des esclaves à Malte , & chez tous les Peuples qui sont en guerre avec les Barbaresques ? Nous les instruirions dans notre Religion , on les marieroit , & leurs enfans étant déclarés libres augmenteroient notre population.

Cen'est pas qu'il n'y eût encore d'autres arrangemens à prendre pour mettre en vigueur cette partie entièrement ignorée parmi nous. Beaucoup d'entreprises ont manqué par l'impéritie des Régisseurs ; il conviendrait donc au préalable d'appeler des hommes intelligens dans cette partie , de faire voyager des élèves déjà instruits dans les établissemens étrangers. Les capitaux &

rie du gain ne manquent point ; & qu'on pourra donner quelque chose aux personnes qui se proposeront de régir ces établissemens , on les verra bientôt florissans. Elles éviteront les inconvéniens dans lesquels on est quelquefois toujours tombé ; le premier , de commencer par des dépenses trop considérables ; le second d'effleurer les choses sans les fouiller.

La manière de procurer l'exploitation des mines semble aussi partager les mêmes inconvéniens , & a peut-être donné naissance aux abus opposés , qui semblent également contraires à l'objet public. L'un est d'accorder des concessions trop étendues ; le second , d'accorder trop facilement à chaque particulier la liberté d'ouvrir des puits qu'il abandonne bien-tôt après faute de facultés. Dans l'un & l'autre cas , l'Etat perd certainement des revenus considérables , il est nécessairement beaucoup de terrain utile négligé ; on néglige l'industrie , l'emploi des capitaux ; on prive les propriétaires du terrain des revenus qu'ils en tirent un meilleur parti par la concurrence des entreprises. Si des particuliers peu opulens ont la liberté de fouiller la terre à leur gré , ils se lais-

seront gagner par les eaux , ou bien ils ne tireront point de parti d'une mine qui a besoin d'un achat considérable d'autres matieres pour être mise en valeur.

Les grands établissemens , comme les fonderies , sont la dépense la plus coûteuse. Le grand point sembleroit être de parvenir à en établir plusieurs dans un même canton , & de répandre par préférence les encouragemens sur les Compagnies les plus pécunieuses. Alors il se formeroit insensiblement dans les environs d'autres Compagnies subalternes , qui ne s'occuperoient que de la fouille des mines , dont elles vendroient le produit à la fonderie qui les traiteroit le mieux. Ces établissemens divers se soutiendroient réciproquement. De toutes nos mines , celles de fer sont les plus abondamment exploitées ; & malgré une longue expérience , il est assez singulier que nous n'en tirions pas tout le parti dont elles sont susceptibles. On doit l'attribuer principalement à nos Loix , qui accordent exclusivement la mine au fourneau le plus voisin ; d'où il résulte que l'entrepreneur n'est pas le maître de fondre avec tout l'avantage qu'il retireroit des mixtions , s'il étoit

libre de les prendre où il en trouve de convenables ; & que la qualité n'est pas aussi parfaite qu'elle pourroit l'être.

» Que toutes maîtrises de métiers  
» érigées depuis les Etats tenus en la ville de Blois en l'an 1576, soient éteintes ; sans que par ci-après elles puissent être remises ni aucunes autres de nouveau établies ; & soient ces exercices desdits métiers laissés libres à vos pauvres Sujets sous visite de leurs ouvrages, marchandises, par experts & prudhommes qui à ce seront commis par les Juges de la Police.

» Que tous Edits d'arts & métiers, ensemble toutes lettres de Maîtrise ci-devant accordées en faveur d'entrées, mariages, naissances, Régence des Rois & Reines, leurs enfans, ou d'autres causes quelles qu'elles soient, soient révoqués, sans qu'à l'avenir il soit octroyé aucunes lettres de maîtrise, ni fait aucun Edit pour lever deniers sur artisans pour raison de leurs arts & métiers : & où aucunes lettres de Maîtrise ou Edits seront faits & accordés au contraire, soit enjoint à vos Juges n'y avoir aucun égard.

» Que les Marchands & Artisans soient de métiers Jurés ou autres métiers,

**286** *Recherches & Considérations*

» ne payent ou donnent aucune chose  
» pour leur réception, levemens de bou-  
» tiques ou autres, soit aux Officiers de  
» Justice, soit aux Maîtres Jurés, & vi-  
» siteurs des métiers & marchandises; &  
» ne fassent banquet ou autres dépenses  
» quelconques, ni même pour droits de  
» Confrairies ou autrement, sur peine  
» de concussion à l'encontre desdits Of-  
» ficiers, & de cent livres d'amende  
» contre chacun desdits Jurés ou autres  
» qui auront assisté au banquet, pris fa-  
» laires, droits de Confrairies ou autres  
» choses.

» Qu'il soit enjoint aux Italiens &  
» autres étrangers d'amener en votre  
» Royaume Artisans à faire verres &  
» poteries de fayance, tapisseries &  
» autres métiers quelconques; de pren-  
» dre & tenir pour apprentifs les ori-  
» ginaires François qui voudront ap-  
» prendre à travailler esdits arts & mé-  
» tiers, suivant & par la forme prescrite  
» par les Arrêts & Réglemens de votre  
» Conseil; & où lesdits étrangers en fe-  
» ront refus, qu'ils soient chassés de  
» tout le Pays de votre obéissance.

» Soient faites défenses à toutes per-  
» sonnes de quelques qualités & con-  
» ditions qu'elles soient, d'amener &



faire entrer en votre Royaume aucunes marchandises ouvragées d'or & d'argent, de soye, de laine, de fil, ni même de dentelles, passemens ou autres quelconques manufactures de soye; pareilles défenses soient faites de transporter hors de votre Royaume aucunes matieres pour manufacter dans les pays étrangers, soit aines, fils, chanvres, drapeaux & autres quelconques, le tout à peine de confiscation desdites marchandises & de mille livres d'amende à l'encontre de chaque contrevenant; afin de par la manufacture employer tant de vagabonds & gens fainéans, & empêcher le transport qui se fait hors de votre Royaume de grandes sommes de deniers pour achats desdites marchandises manufacturées.

• Soit permis à tous Marchands de faire trafic en la nouvelle France de Canada & par toute l'étendue du pays en quelque degré & situation que ce soit, & en tous autres lieux, tant dedans que dehors votre Royaume, de toutes sortes de denrées & marchandises; & à tous artisans & autres d'ouvrer & faire ouvrer toutes sortes de manufactures, nonobstant tous privi-

288 *Recherches & Considérations*

» léges concédés à aucuns, ou parties  
 » faites sur ce trafic & manufacture des  
 » étoffes de laine, tapisseries, eaux-de-  
 » vie, vinaigre, moutarde, & autres  
 » quelconques qui seront cassés; que  
 » toutes interdictions ci-devant faites  
 » à vos Sujets de trafiquer en certaines  
 » marchandises & denrées, & en quel-  
 » ques dénommées manufactures, soient  
 » entièrement levées; & que la liberté  
 » du commerce & trafic ou manufac-  
 » tures, soit *remise* en tous lieux & pour  
 » toutes choses ».

Tout bon François lira sans doute avec un mouvement de joie & de sensibilité ces monumens précieux des principes de nos peres. Mais quelle honte pour nous d'en avoir perdu la trace au point de regarder comme des nouveautés dangereuses, ou du moins d'une utilité problématique, les mêmes propositions que les Etats assemblés ont portées il y a 150 ans au pied du Trône ! Ces états voyoient-ils le Commerce en Marchands ? Avoient-ils des principes trop Anglois ? Etoit-ce même alors des nouveautés qu'ils propofoient ? Et n'étoit-ce pas le rétablissement de l'ordre ancien qu'ils réclamoient, fondés sur l'expérience, & la raison d'Etat que l'ignorance

l'ignorance des choses & l'abus des formes ont défigurée depuis.

La clôture de l'assemblée se fit le 23 Février 1615. Le Roi promit en recevant les cahiers d'y avoir tous les égards que la situation des affaires pourroit permettre. Pour donner quelque satisfaction sur l'article le plus désiré, il supprima l'annuel. Mais six semaines après on fut bien aise que les remontrances d'un grand nombre d'Officiers donnassent occasion de le rétablir : car cette partie seule produisoit 1500 mille livres; & les besoins étoient extrêmes, comme le desordre de l'administration.

Les autres articles furent si peu observés, que presque dans le même tems Concini, appelé le Maréchal d'Ancre, fit créer trois Charges de Trésoriers des pensions qui lui valurent un million. La pauvreté de l'Epargne ouvroit une branche de commerce très-riche aux Trésoriers; d'accord avec leurs protecteurs, ils achetoient à bas prix les créances sur le Trésor, & la dépense entière en étoit portée sur les Registres. Jamais le luxe n'avoit été porté si haut chez les Financiers, & chez tous ceux qui étoient dans la faveur de la maison du Maréchal d'Ancre. La France vit chez eux pour

290 *Recherches & Considérations*

la première fois en argent, ces sortes de meubles & d'ustensiles domestiques, auxquels l'usage destinoit chez les Princes même le cuivre & le fer.

Un spectacle si insultant pour la misère publique, l'excès des abus, & la foiblesse des membres des Etats réveillèrent le zèle du Parlement. Il porta aux pieds du Trône les gémissemens des Peuples, y fit la peinture la plus vive des malheurs dont on étoit menacé, dévoila en détail les brigandages commis dans presque toutes les parties du Gouvernement & particulièrement dans les Finances. Il exposa les rabais énormes que s'étoient procurés pour de l'argent les Fermiers des Aides, des Gabelles & des cinq grosses Fermes; que les revenus du feu Roi étant moindres, il avoit mis annuellement en réserve deux millions, quoiqu'il dépensât environ trois millions en bâtimens & en subsides aux étrangers, qui avoient cessé à sa mort; que dès-lors on auroit pû épargner annuellement cinq millions avec lesquels on eût racheté pour vingt millions sur les Domaines aliénés; que la dépense de 1610, quoique chargée de plusieurs dépenses extraordinaires, avoit été moins forte qu'en 1611; que la

Maison de Sa Majesté manquoit des choses nécessaires , quoique la dépense en fût augmentée de 500 mille livres ; qu'il en étoit de même de toutes les autres parties , nommément des Gendarmes & Chevaux - légers , & autres gens de guerre auxquels on devoit plusieurs montres ; que les Ordonnances pour voyages ou autres choses , la plupart supposées & inutiles , avoient monté par année à dix-huit cent mille livres : les comptans à dix-neuf cent mille livres ; les pensions à six millions ; les dons par rôles & acquits-patens à seize cent mille livres à gens inconnus pour la plupart ou sans mérite ; que tous les trésors laissés par le feu Roi étoient dissipés à la réserve de deux millions cinq cent mille livres , qui ne suffisoient pas pour payer les avances faites par les Trésoriers , avec les intérêts exorbitans qui leur étoient adjugés ; qu'il avoit été créé de nouveaux Officiers des Finances pour les engloutir ; que les droits révoqués à l'avenement de Sa Majesté sur le Trône avoient été rétablis peu de tems après au profit de quelques particuliers , sans vérification dans les Cours Souveraines , & en vertu de simples commissions scellées ; que plusieurs

292 *Recherches & Considérations*  
impôts onéreux avoient été renouvelés , entr'autres le sol pour livre sur toutes sortes de marchandises. Toutes les malversations dont j'ai déjà parlé furent expliquées , & les preuves offertes à Sa Majesté : on finissoit par lui indiquer les moyens de retrancher les dépenses inutiles pour pourvoir au nécessaire , par la supplier de n'accorder aucune pension aux Officiers des Cours Supérieures , & d'ordonner que toute gratification au-dessus de mille livres seroit enregistrée à la Chambre des Comptes.

On parloit à un Roi enfant , & il laissa répondre pour lui les auteurs même des maux dont on se plaignoit. Ils ne manquèrent pas de reprocher au Parlement qu'il entroit dans l'examen des affaires d'Etat , qui lui étoient interdites. Un Arrêt du Conseil ordonna la suppression de ces Remontrances sur les Registres ; mais il ne fut point exécuté , parce qu'une prompte & fâcheuse expérience prouva à ce jeune Prince, qu'autant qu'il seroit dangereux d'abandonner aux Cours Supérieures une autre autorité que celle de la conservation des Ordonnances des Rois , autant importoit-il à sa sûreté & à la félicité

les Sujets, qu'il pût apprendre par cette voie des vérités qui ne pouvoient arriver autrement jusqu'à lui.

Le 8 Août 1615, le Clergé renouvela pour dix ans sa subvention annuelle d'un million trois cent mille livres.

Pour remédier à l'augmentation du cours populaire des monnoies, on augmenta la proportion de l'or; c'est-à-dire que la valeur du marc d'or fin fut portée à deux cent soixante-dix-huit livres six sols six deniers, tandis que le marc d'argent le Roi resta au même prix de vingt livres cinq sols quatre deniers. Cette opération mieux combinée que celle de M. de Sully fixa la proportion comme un à treize & un onzième: elle étoit fort convenable; mais l'usage mal réglé des monnoies étrangères dans le commerce, & les rogneurs occasionnerent encore de nouvelles augmentations.

Ceux qui gouvernoient l'Etat étoient trop au-dessus des remords & de la honte pour changer de plan. Le Président Jeannin ne fut sans doute pas trouvé assez fertile en expédiens; il fut renvoyé en 1616, & Barbin mis à sa place avec le titre de Contrôleur Général.

Tous les Grands accoutumés à se faire craindre , parce que leurs fautes étoient récompensées , trouvoient sans cesse des sujets spécieux de révolte dans une administration relâchée , & qu'ils ne vouloient pas sincèrement anéantir. La rigueur dont on usa envers M. le Prince étoit trop tardive pour être sage ; elle renouvella la haine publique contre le Maréchal d'Ancre , effraya les Chefs de l'Etat sans les corriger , & réunit tous les Partis. Pour la troisième fois , on eut recours aux armes ; les deux premières guerres avoient coûté plus de vingt millions , ruiné les campagnes , suspendu le payement des impôts ; les coffres étoient vuides ; on remit l'impôt de cinquante sols par minot de sel ; les Greffes , dont les revenus étoient estimés plusieurs millions , furent retirés des mains des partisans auxquels M. le Duc de Sully les avoit abandonnés pour seize ans , à condition de les rendre libres au Roi dans ce tems. Quoique huit années fussent déjà écoulées ; les Traitans furent remboursés , & les Greffes remis en vente ; on créa des places de ~~Clerc~~ de Tabellionage ; on établit des droits de petits Sceaux avec leur doublement , de présentations &



*sur les Finances de France.* 295  
autres ; les droits des rivières furent  
doublés *pour soulager le Peuple*, portoit  
le préambule de l'Edit. Quel langage !  
Pour soulager le laboureur, on arrêtoit  
la vente de ses denrées !

A N N É E 1617.

Des troupes furent levées en Suisse,  
& l'argent nécessaire y fut emprunté ;  
la disette d'argent étoit générale, ex-  
cepté dans les coffres du Maréchal d'An-  
cre. Il achetoit de tous côtés des Pla-  
ces, des Citadelles avec l'argent du Roi,  
faisoit construire des fortifications inu-  
tiles à l'Etat dans son Gouvernement de  
Normandie. Enfin il se rendit assez puis-  
sant pour forcer son Maître à dissimu-  
ler avec lui. L'ordre de l'arrêter fut don-  
né avec autant de précautions que si la  
Capitale où il étoit détesté eût dépendu  
de ses ordres. Coupable de concussions,  
de renversement des Loix du Royaume,  
de correspondances contre l'Etat, il eût  
péri plus justement par un supplice ;  
& sa mémoire, pour être condamnée,  
n'avoit pas besoin des crimes ridicules  
dont elle fut chargée. Après sa mort, le  
Peuple en tira la vengeance dont sa bas-  
sesse & sa barbarie sont capables. En

fin les circonstances de cette tragédie arrachèrent des plaintes en faveur d'un homme qui n'avoit excité que l'indignation pendant sa vie.

La France a eu sans doute en divers tems des obligations signalées à un grand nombre d'étrangers ; mais difficilement l'usage de la Toute-Puissance y a-t-il réussi entre leurs mains. Plus sensibles au maintien de leur fortune qu'au bonheur d'un peuple d'étrangers ; froids sur ces faillies de tendresse si précieuses entre le Prince & ses Sujets, & qui ne sont connues que des cœurs François, ils ont cherché à établir dans l'Etat une distinction d'intérêts qui en feroit insensiblement la chute.

La mort du Maréchal d'Ancre fut le signal de l'obéissance ; les clefs des villes surprises furent envoyées au Roi, les troupes des Seigneurs congédiées ; enfin le prompt rétablissement de l'ordre & du calme parut du moins justifier la vérité des motifs de la prise d'armes. On ne crut pas plutôt que désormais le Prince se gouverneroit lui-même, que personne n'osa & ne voulut lui résister.

Cependant les troubles passés avoient totalement épuisé les Finances ; les Princes avoient levé des tailles & des subsi-

pour faire subsister leurs armées; les Espagnols avoient ressenti tous les maux qu'entraîne la licence des guerres civiles; en moins de sept années les auteurs de tant de calamités avoient reçu du Roi en onze ou douze articles, près de dix-sept millions de dons extraordinaires. Le Concini & la femme avoient en outre retiré du trésor public onze à douze millions, sans y comprendre les autres burdeaux donnés en leur faveur, & leurs diverses exactions. Si la situation présente étoit triste, les espérances n'étoient pas meilleures. Les tailles étoient montées à dix-sept millions; le produit des autres branches de revenu étoit de quatorze millions: mais les charges faisoient une déduction de 13 109700 liv. Ainsi le total des impositions, depuis la mort du feu Roi, étoit déjà accru de quatre à cinq millions environ; & les rentes revenant à l'Epargne n'étoient pas plus fortes; effet naturel des emprunts & des créations de Charges. Les anciens Conseillers rappelés, le Président Jeannin établi Sur-Intendant des finances, & le sieur de Maupeou, Contrôleur Général, ne trouverent dans une pareille confusion d'autre ressource que d'écouter les conseils de la Nation.

298 *Recherches & Considérations*

L'assemblée des Notables fut convoquée à Rouen. En attendant on fit un effort pour soulager le Commerce en proie aux Pirates. Le sieur Barault partit de Bordeaux avec une petite escadre de neuf vaisseaux armés le mieux qu'on put ; & après avoir escorté cent cinquante vaisseaux marchands qui n'osoient sortir du port , il nettoya les côtes par la prise de sept à huit Corsaires. Telle fut la cause ou le prétexte de la continuation du droit de convoi de Bordeaux, dont le Commerce est resté chargé avec beaucoup moins de profit pour le Roi, que d'incommodité pour les sujets ; il avoit été racheté sous le regne précédent.

Malgré les diverses Loix somptuaires, l'Italie continuoit de tirer notre argent par le grand usage que Paris faisoit de ses dorures ; les Édits furent renouvelés par Sa Majesté , & ils furent exécutés parce qu'elle en donna l'exemple très-exactement. Expédiens plus sûrs en France que toutes les Loix prohibitives contre les étoffes étrangères.

Le Président Jeannin exposa à l'assemblée des Notables les besoins de l'Etat, l'augmentation des pensions jusqu'à six millions, de l'entretien des gens de guer-

re à quatre millions, des garnisons extraordinaires à deux millions; il exposa que le Maréchal d'Ancre avoit pris deux millions sur les quartiers de Juillet & d'Octobre, & dix-huit cent mille livres sur les années 1619 & 1620. Enfin il remit les propositions sur lesquelles Sa Majesté desiroit entendre les délibérations de l'Assemblée. Pendant dix-huit jours que dura sa tenue, on forma un cahier de réponses dont voici les principales dans la matiere qui fait l'objet de ces recherches.

Sa Majesté fut suppliée de n'adjudger désormais les Fermes qu'au plus offrant & dernier enchérisseur, après les publications faites dans toutes les Provinces, où les encheres seroient reçues par les Trésoriers de France. Sa Majesté fut instamment priée d'accorder la préférence aux Villes, Communautés & habitans desdites Provinces pour la douceur du recouvrement. Que les adjudications ne pussent être faites par avances de deniers sur le prix des Fermes, & qu'il ne pût entrer en payement aucune espece de dettes de l'Etat. Que les différends au sujet de l'exécution des baux à ferme entre parties fussent jugés & terminés par les Juges ordinaires; qu'il ne fût accordé aucun article d'évocation, afin

de rendre inutile la subtilité des Fermiers qui introduisoient dans leurs baux des clauses vagues & obscures ; d'où ils prenoient occasion d'augmenter continuellement leurs droits à la faveur de leur argent & de leurs protections.

Qu'il ne fût accordé dans un Conseil du Roi aux Financiers aucuns rabais sans grande connoissance de cause & sans information préalable dans la forme prescrite par les ordonnances ; que les Fermiers ne pussent jouir du rabais qu'ils ne fussent enregistrés & vérifiés aux Cours souveraines.

Les dépenses s'étant accrues à mesure que la recette diminueoit , & l'économie étant toujours l'opération de Finance la plus sûre , la plus favorable au peuple , Sa Majesté fut très-humblement exhortée à faire réduire l'entretien des gens de guerre & des garnisons sur le pied qu'il étoit lors du décès du feu Roi , de faire démolir toutes les fortifications de l'intérieur du Royaume.

De réduire les pensions à trois millions , & moins s'il se pouvoit ; d'ordonner qu'elles ne seroient plus payées en vertu de simples brevets , à moins qu'elles ne se trouvassent sur l'état signé de la main du Roi ; de supprimer les charges de Trésoriers des pensions , source d'une

infinité de malversations à raison des préférences, des escomptes & autres exactions.

De réduire les gages des Officiers de sa maison sur le pied qu'ils étoient à la mort du feu Roi, & d'établir dans les dépenses de sa maison un si bon ordre qu'il ne payât que les consommations réelles.

Cette proposition étoit convenable de la part de l'Assemblée; mais quel Ministre seroit jamais assez courageux pour porter la lumière dans ce labyrinthe obscur, pour tâcher à la fois d'augmenter la magnificence & l'éclat de la maison Royale & diminuer les frais? Son crédit résisteroit difficilement aux clameurs d'une multitude avide & plus difficile à contenter que toute la Cour même; les abus retranchés diminueroient le prix des Charges, & dès-lors le produit des grandes Charges de la Couronne. Cette hydre est très-formidable.

On proposoit ensuite au Roi d'ordonner un fonds limité à l'Epargne pour payer les menus dons & récompenses, sans qu'il fût jamais permis d'en acquitter d'autres que sur ledit fonds; de n'employer aucune espèce de don dans les comptans qui se font pour la nécessité

302 *Recherches & Considérations*  
des affaires du Roi ; l'Assemblée regardant l'inexécution de cette regle comme le principe des plus grands desordres dans les Finances.

Pour empêcher que , par importunité ou autrement il ne fût à l'avenir expédié des acquits de comptans pour dons ou gratifications , l'Assemblée supplia très-instamment Sa Majesté de révoquer , par des Lettres patentes adressées à ses Chambres des Comptes , tous payemens de dons & de gratifications faits par cette forme ; défendant aux Comptables d'en faire le paiement sous peine de restitution par eux ou leurs héritiers, & amende du quadruple. En outre qu'il plût à Sa Majesté faire exactement garder les Ordonnances contre les suppositions de noms dans les acquits de don ; *d'obliger toutes personnes d'exprimer dans leurs placets & dans les acquits-patens les dons & bienfaits qu'elles auroient déjà reçus de Sa Majesté , à peine d'être déchus de la dernière grace.*

Sa Majesté étoit priée de considérer que la somme des Tailles avoit augmenté de jour en jour ; quoique le nombre des exemptions se fût multiplié à l'infini ; qu'un moyen naturel de soulager le peuple sans diminuer la recette , seroit de ré-



voquer les exemptions & abonnemens de Tailles accordés pour de l'argent, toutes Lettres d'annoblissement données depuis trente ans pour argent, & sans juste cause; de réduire tous les Officiers commensaux de la Maison du Roi, de celle des Reines, de Monseigneur, de l'Ecurie, Venerie, Fauconnerie, Amirauté, Artillerie, & autres grandes Charges de la Couronne, quant à l'exemption de la Taille, au même nombre qu'ils étoient lors de François I.

On voit, pour le dire en passant, combien l'abus des privilèges est ancien: sans cesse attaqué, quelquefois anéanti, & toujours ressuscité peu de tems après, il aura une durée égale à celle des besoins attachés au maintien d'un grand Etat, au desir naturel de se soustraire aux contributions, & plus encore aux gênes & à l'avilissement. Car dans le fond les privilèges coûtent réellement plus à leurs acquéreurs qu'ils n'épargnent de Taille; excepté cependant les charges de Secrétaire du Roi, à cause de l'exemption des lods & ventes dans le Domaine du Roi. L'augmentation des richesses accroîtra encore cette soif des exemptions. Et tant que les impôts ne seront pas assis de manière à percevoir

des particuliers à raison de leur aisance ; la condition de l'Etat ne s'améliorera presque point ; une portion des sujets vivra dans l'opulence , tandis que l'autre dépérira journellement. Les Privilèges sont onéreux sans doute ; mais l'expérience de tant de siècles devroit prouver qu'ils sont enfantés par le vice de l'impôt , qu'ils sont faits pour marcher de compagnie à quelques instans près d'une réforme passagère.

Les Notables supplierent Sa Majesté de n'admettre dans les Offices inférieurs de sa Maison personne qui ne fût de condition requise pour exercer réellement l'emploi dont il étoit pourvû.

De ne plus permettre la vente des Charges nobles de sa Maison , de celle des Reines , Princes & Princesses , des Charges de la guerre , & particulièrement des Gouvernemens ; afin de multiplier les emplois pour sa Noblesse , de pouvoir récompenser ses serviteurs , sans augmenter l'état des pensions , & d'être servi d'une manière plus conforme à la majesté de son Trône.

De révoquer & d'annuler toutes sortes de Brevets , de réserves & de survivances sur les Charges & les Bénéfices , & de faire de ces trois derniers articles  
une

une Loi fondamentale du Royaume aussi importante pour maintenir l'émulation parmi ses sujets , que pour la conservation de son autorité.

Le Commerce ne fut point oublié.  
« L'Assemblée, considérant combien il  
» importe à la réputation & à la grandeur du Roi , à l'avantage de son service , à la commodité de ses sujets ,  
» que la navigation & le trafic par mer  
» soient rendus libres & sûrs , & que  
» l'expérience a fait voir que les exceptions faites de la liberté du Commerce  
» au-delà de la Ligne donnent lieu aux  
» fréquentes dépradations & aux Pirates Forbans de tenir la mer : est d'avis  
» qu'il plaise à Sa Majesté pourvoir au  
» plutôt aux moyens nécessaires pour  
» entretenir dans ses principaux Ports  
» & Havres des vaisseaux de guerre gardes  
» des-côtes en nombre suffisant ; de faire  
» traiter par ses Ambassadeurs avec les  
» Princes étrangers ses alliés , à ce que  
» la même liberté de trafiquer que leurs  
» sujets ont en France , soit accordée  
» réciproquement aux François ; en attendant que l'on ait trouvé les moyens  
» propres & convenables pour rétablir  
» la navigation , & pourvoir à la facilité & sûreté des voyages de long cours.

306 *Recherches & Considérations*

» L'assemblée est aussi d'avis, sous le bon  
» plaisir de Sa Majesté, que lesdits voya-  
» ges ne soient empêchés aux particu-  
» liers. Que toutesfois Elle gratifie le  
» plus qu'Elle pourra ceux qui se présen-  
» teront pour faire des Compagnies pour  
» lesdits voyages de long cours, sans en  
» priver ses autres sujets.

Je saisis avidement toutes les occasions de rendre hommage à la mémoire & aux bons principes de nos peres. J'avouerai même que plus j'ai remonté, plus j'ai trouvé qu'ils étoient opposés à ces préjugés d'exclusif & de monopole dont on a fait depuis, pendant si long-tems, des principes d'administration. Dans les anciens Capitulaires il est bien parlé de chefs-d'œuvre des ouvriers, mais nulle part d'apprentissages, de Lettres de maîtrises. Il ne faut qu'un ou deux ignorans accrédités pour pervertir dans un Etat l'esprit des Loix les plus saines. C'est à la grande influence des Favoris & des Financiers, sous le regne de Henri III, que l'on doit rapporter la plupart des établissemens funestes au Commerce.

Les guerres civiles & étrangères, le peu d'attention qu'on a apporté pendant très-long-tems à l'administration intérieure, la mauvaise éducation de ceux

qui se destinoient au maniment des affaires publiques , entretinrent tous les abus, & l'ignorance toujours arrogante & décisive produisit cette maxime insensée , que l'Etat tournoit depuis tant de siècles sur le même pivot ; qu'il seroit dangereux d'y apporter le moindre changement. On doit s'applaudir de trouver dans nos vieux livres & dans nos anciennes Ordonnances de quoi revendiquer la lumière que nous pensions communément avoir été révélée aux Anglois & aux Hollandois avant nous.

Il fut encore question de la vénalité & de l'hérédité des Charges : la proposition de Sa Majesté à ce sujet est remarquable : elle porte , « Que la plus utile » réformation qui se puisse apporfer à » l'Etat est la suppression & réduction » des Offices, & d'en ôter la vénalité ; » par la multitude desquels Offices les » peuples sont divertis de la marchandise, du labourage, & autres actions » utiles à l'Etat , pour s'affaînéantir en » des Charges la plupart inutiles, où y » rechercher de l'exercice en mangeant » & dévorant le peuple.

Le Roi remarquoit que cet abus ne pouvoit être réformé sans un grand fonds , pour suppléer aux Parties ca-

308 *Recherches & Considérations*  
suelles. C'est surquoi l'Assemblée ne  
trouva point d'expédiens conven-  
bles.

Le droit d'annuel ne laissa pas d'être  
supprimé ; mais le droit de prêt fut con-  
servé , quoique d'un produit très-mé-  
diocre. Dès-lors le Règlement ne pou-  
voit avoir l'effet désiré , puisqu'en  
payant ce prêt , le titulaire gardoit le  
droit de résignation des quarante jours  
en faveur de qui bon lui sembloit. Peut-  
être ceux qui dispoisoient des volontés  
du Roi & des Finances voulurent-ils  
faire un sacrifice qui ne pouvoit subsis-  
ter, pour être en quelque façon excusés  
sur l'inexécution d'autres réformes plus  
sûres & plus utiles. En effet , après ce  
qu'on vient de dire dans le préambule de  
la vingt-unième proposition de Sa Ma-  
jesté , ne doit-on pas être surpris de voir  
ériger ou confirmer une foule de nou-  
veaux Offices ?

Les Procureurs furent érigés en titre  
d'office. Le motif véritable de cet Edit  
étoit le besoin , mais leur trop grand  
nombre en étoit le prétexte , raisonna-  
ble en soi. En restreignant la permission  
d'exercer un emploi qui ne peut être  
utile à la société sans la charger, il sem-  
ble qu'on fait un grand bien. Car s'il est

les hommes s'y porteront dans une portion plus forte qu'il ne convient public. Aussi ne faut-il point confondre cette création avec l'Edit qui portoit attribution d'hérédité, en payant une fois, à plusieurs petits Offices, sans lesquels, qui ne tenoient aucun lieu dans l'administration de la Justice & des Finances; savoir Courtiers de vins, laqueurs, & de toutes autres marchandises; Auneurs, Visiteurs de draps & de toiles, Vendeurs de poisson frais, & salé, Vendeurs de bétail à pied chu, Mesureurs & Porteurs de bois, Jurés Messagers des villes, Juvaçons & Charpentiers, Clercs de greffier, Contrôleurs des plâtres de Paris, Contrôleurs aux portes de la ville, Arpenteurs & Mesureurs Jurés de terres, bois, eaux & forêts.

La plupart de ces Officiers étoient au-dessus de Tyrans érigés pour mettre le commerce à contribution, gêner sa liberté, décourager les Artisans, les Marchands, & anéantir la consommation. Ce fut le peuple, sur qui retomboit à charge cette nouvelle charge, jetta-t-il de grands cris qui ne furent point entendus.

Il y eut un Edit pour la revende du

Domaine royal aliéné, du fonds & propriété des bois en gruerie, grairie, tiers & danger des forêts du Duché d'Orléans, & des autres Provinces ; pour la vente & revente des droits des petits sceaux avec augmentation pour l'attribution aux Greffiers des présentations de quatre sols d'augmentation sur l'ancien droit. C'est avec de pareilles ressources que se soutinrent les Finances pendant les années 1618, 1619 & 1620. C'est ainsi que, sans rien faire pour ouvrir de nouvelles sources à la Finance, c'est-à-dire, sans favoriser l'Agriculture, les Manufactures, & la Navigation ; sans chercher dans la meilleure combinaison ou dans l'amélioration des impôts établis, des secours proportionnés aux besoins ; enfin sans recourir à l'ordre & à l'économie dont le regne précédent avoit signalé les effets prodigieux, on épuisoit pendant la paix la substance du peuple, & les expédiens réservés à un tems de nécessités fâcheuses.

Ces objets désagréables ne doivent pas cependant me faire oublier que le sieur Champlain arriva en 1618 du Canada avec deux vaisseaux chargés de Pelleteries ; qu'il avoit poussé ses établissemens jusqu'aux Iroquois, & fait



ance avec toutes les nations sauvages dont celle-là est ennemie.

La révolte de ceux de la Religion préluée Réformée acheva d'écraser les païens qui furent le siège de la guerre. Cependant l'augmentation des impôts devint une nécessité, ainsi que celle des autres desordres qu'entraîna l'aliénation des revenus de l'Etat.

Cela fut le fruit de la fatale politique qu'on avoit imaginé les places de sûreté. Le droit naturel de la liberté de conscience on associa des intérêts politiques tinrent bientôt le premier rang. On coutuma de part & d'autre à les contraindre ; & suivant le cours ordinaire des choses, les Protestans dûrent perdre inévitablement une liberté légitime, qu'on n'avoit jamais songé à leur disputer, s'ils n'avoient prétendu à une puissance qui leur appartenoit pas. •

A N N É E 1621.

A l'occasion des troubles, une ordonnance de M. de Lesdiguières rétablit la ville de Vienne sous le nom de douaie de Valence, mais avec beaucoup plus d'étendue. Car il fut arrêté que le droit

**Lyonnois , Beaujolois , Bre  
gogne & autres Provinces , c  
conduites en Languedoc ,  
Piémont & autres lieux par t  
eau : les obligeant de passer  
ce pour y acquitter le droit  
tems les Bureaux de conserv  
pandus de tous côtés , & j  
qu'aux extrémités du Dauph  
rif de la douane de Vienne 1**

**Toutes ces Provinces , &  
Lyon en particulier, ressentir  
tement les fatales conséque  
établissement ; elles joignire  
vives représentations l'offre  
ter par quelque autre secours  
tions qui pouvoient avoir é  
cette nouvelle branche de  
conséquence on convint d'ir  
dant six années sent sous .**

sel vendu dans le grenier de Lyon , & cinq sous par minot dans les autres greniers des gabelles de Lyonnais.

Ces crues subsistent encore , mais ne garantissent point le Commerce & les peuples de la douane de Valence.

En 1625 elle fut rétablie sous prétexte des grandes dépenses que le Roi étoit obligé de faire pour l'entretien de ses armées contre les rebelles. La première proposition n'ouvrit point les yeux sur le choix des moyens , sur les véritables intérêts de l'Etat : « Les Marchands » se plaignent toujours , disoient les » douaniers ; il ne faut pas écouter ces » gens-là. Peut-on croire que le Commerce tombe quand on voit des Marchands riches » ? La postérité a payé bien cher cette faute , & nous en verrons les effets. Cependant soit que les Ministres suivans aient manqué de tems , de courage , de stabilité , ils se sont contentés de reconnoître le mal & d'en rejeter le blâme sur leurs prédécesseurs. Insensiblement les choses sont devenues une affaire de coutume , & cette Nation taxée d'inconstance se montre la plus opiniâtre à conserver les fausses mesures qu'elle a une fois embrassées.

### 314 *Recherches & Considérations*

Nous suivrons ici l'histoire de la douane de Valence , afin de ne point trop séparer les objets.

En 1626 le bail en fut passé pour la somme de 400000 liv. pendant trois années. Mais les Fermiers suivans se trouverent hors d'état d'en soutenir le prix ; parce que le Commerce avoit cessé ou avoit changé de cours. Pour remédier à ces non - valeurs , le droit fut tiercé en 1640 sur les sept premiers articles du Tarif. Cette nouvelle augmentation détourna encore une partie du Commerce qui subsistoit : mais les Fermiers l'allerent forcer dans ses dernières issues. Dès l'an 1642 leurs Bureaux formerent une chaîne depuis le Dauphiné jusques dans la Provence , le Languedoc , le Vivarais , le Forès , le Lyonnais , la Bourgogne , la Bresse , le Bugey , le pays de Gex , & l'Auvergne. Ils furent bien servis ; & les commis continrent tellement le Commerce de ces Provinces , que les communications furent en peu de tems réduites à celles que la nécessité rendoit indispensables. Les produits cependant diminuoient toujours d'autant.

La Ville de Lyon représenta que la ruine de son Commerce avoit suivi la

progression de l'austérité de la régie des douaniers de Valence. Elle envoya des détails frappans sur la diminution des diverses branches de son Commerce. Enfin elle terminoit sa requête en demandant que le payement de la douane fût au moins restreint au passage, devant Vienne & Sainte-Colombe, des denrées de Provence, Languedoc & Vivarais allant à Lyon, & réciproquement ; qu'il fût défendu aux douaniers de rien exiger sur ce qui venoit à Lyon de l'Auvergne, du Limousin, de la Marche, du Poitou, de la Guyenne, du Bugey, de la Bresse, de la Savoie, de l'Allemagne. On ne leur accorda point le fond de leur demande ; seulement en 1644 les denrées apportées de l'Auvergne, du pays d'Aunis, du Limousin, & de toute cette bande furent déchargées du payement de la douane de Valence ; mais les bureaux furent conservés.

Par un usage qui s'introduisit alors, les denrées qui passaient de Lyon en Bresse, en Bugey & au pays de Gex, excepté les soies, furent exemptées lorsqu'elles se transportoient par terre.

La Ville de Lyon & diverses Communautés soit du Languedoc, soit des

Provinces voisines, revinrent à la charge à l'occasion d'une foule de procès qui s'élevoient chaque jour avec les douaniers. Ceux-ci l'emportèrent, leurs prétentions arbitraires furent toujours confirmées & s'accrurent chaque jour. Le Rhône qui avoit toujours été censé appartenir au Languedoc dans la discussion des droits du Domaine, continua de l'être pour exiger le droit de foraine ; mais il fut regardé comme appartenant au Dauphiné à l'égard de la douane de Valence. Enfin tout ce qui sort de Provence , de Dauphiné , de Languedoc , & passe dans l'étendue de la Ferme , doit payer le droit au passage. L'effet de ces impositions a été de détruire le Commerce des bestiaux autrefois si considérable en Dauphiné, d'occasionner des tours & détours aux marchandises des Provinces limitrophes , dont les frais sont presque aussi coûteux que la douane même ; mais on épargnoit la rencontre des régisseurs ; enfin de diminuer les consommations intérieures & extérieures à un point qu'il n'est pas possible d'exprimer.

Je n'ai parlé jusqu'à présent que de l'étendue de la douane de Valence ; mais la maniere de percevoir le droit

n'est pas moins onéreuse. Il a été remarqué, en parlant de la douane de Vienne, que le Tarif distinguoit vingt classes de marchandises, non pas suivant leur nature, mais à-peu-près suivant leur prix & qu'elles devoient payer au poids. Quoique ce Tarif ait reçu sept changemens différens, on n'a rien changé à la forme; on s'est contenté d'augmenter les droits de chacune de ces classes, & dans les dernières éditions de marquer la proportion du quintal & de la livre. Le dernier de ces Tarifs est celui de 1659, qui a été imprimé plusieurs fois, sans qu'aucune des copies se ressemblent. Il contient dix-neuf classes de marchandises seulement; & celles qui n'y sont point spécifiées furent assujetties à un droit de  $2 \frac{1}{2}$  pour cent avec les quatre sous pour liv. du montant des droits.

Le poids usité à la douane de Valence fut d'abord celui de table, plus foible de quatorze pour cent que celui de marc. Comme cela occasionnoit beaucoup de discussions, le poids de marc fut ordonné en 1724, & le droit accru d'un septième en compensation.

Il est évident que cette forme de Tarif est contre toute bonne police, qu'elle

est susceptible d'une infinité de surprises. Cependant le Commerce effrayé par l'expérience du passé a toujours mieux aimé se soumettre à l'abus que de consentir à la réforme , de peur que sous ce prétexte on n'augmentât encore les droits. Il y a long-tems que de bons esprits ont avancé qu'en politique même c'est être bien peu adroit que de tromper : mais les génies étroits sortent difficilement de leur petit cercle de ruses ; & il est rare que le service public fasse sur ces sortes de gens une impression proportionnée au respect & à l'amour dont il devoit pénétrer.

La douane de Valence a acquis entre les mains industrieuses des régisseurs , une propriété particulière ; c'est celle de pouvoir être perçue deux fois sur la même marchandise. Cela arrive. 1°. lorsque les marchandises , après avoir payé le droit, sortent de l'étendue de la Ferme pour y rentrer , soit en continuant leur route , soit en retrogradant. C'est-à-dire , qu'une denrée qui sort de Provence pour aller à Lyon , payera la douane de Valence au premier bureau de Dauphiné au-dessous de Lyon ; & si de-là elle continue sa route , elle payera dans les bureaux au-dessus de Lyon. 2°. Lors-



les marchandises étant entrées dans la partie de la rivière de Rhône censée le Fermier appartenir au Dauphiné, et déballées, commercées, ou qu'el-changent de main, la douane est dûe au premier bureau où l'on passe. 3°. Si la marchandise séjourne plus de jours dans l'étendue de la Ferme que son *travail* en devoit employer, elle est censée commercée; c'est-à-dire, qu'il est rendu aux voituriers de tomber malades; il leur est enjoint de garantir leurs bateaux, soit leurs mulets, tout accident inopiné, sous peine de payer deux fois. 4°. Lorsque les denrées entrées dans l'étendue de la Ferme ont reçu quelque changement dans la nature, ou qu'autrement elles y ont été manufacturées, elles doivent tout d'un coup payer une seconde fois la douane. Cette dernière règle avoit été établie pour faire payer un double droit aux soies envoyées de Lyon à Venise en Bugey pour être ouvrées. Elles y ont été assujetties jusqu'en 1720; mais la nécessité de soulager un peu le commerce pour rétablir le Royaume, fit supprimer cette seconde douane sur les soies seulement.

Les quatre règles ne furent pas con-

**§20 Recherches & Considérations**

trouvées d'abord. Mais à mesure que la régie se perfectionna , on les vit éclore successivement ; les effets en furent merveilleux. Les Foires de Beaucaire diminuèrent considérablement ; parce que les marchandises invendues étant obligées de payer une seconde douane , les marchands préférèrent d'autres genres de Commerce. Il y avoit autrefois dans la Ville de Briançon un entrepôt où beaucoup de marchands du côté de la Savoye apportoit les denrées qu'ils avoient achetées à Beaucaire , afin de les troquer dans le mois de Septembre à la Foire de Briançon contre diverses denrées du Dauphiné. Cette branche , pour ainsi dire , de la Foire de Beaucaire la rendoit plus considérable , & établissoit une circulation de denrées très-utile au Dauphiné & au reste du Royaume , d'où les marchandises y pénétroient en faveur de cet échange. Les Fermiers trouverent l'entrepôt contraire à la loi , sévirent , & les marchands disparurent.

Enfin j'observe notre embarras lorsque des pieces autentiques nous apprennent que dans des tems regardés aujourd'hui comme barbares , les manufactures de Lyon & de Tours occupoient

trois fois plus d'hommes & de matieres. Mais on ignore sans doute qu'alors la douane de Valence n'existoit pas, que la douane de Lyon n'étoit pas autant établie pour produire un revenu que pour réprimer l'excès des importations étrangères. Dans ces vieux tems il y avoit en Dauphiné plusieurs manufactures de laines très-considérables ; aujourd'hui à peine les vestiges en sont-ils connus dans les villages des environs.

Pour ne pas s'appesantir sur des détails si peu satisfaisans , on obmet une quantité de troubles & d'incidens que les régisseurs ont suscités : comme à l'égard des menues denrées portées à bras au-dessous de vingt livres qui ne devroient pas payer ; du fromage & du beurre qui payent même dans cette quantité contre l'esprit de la loi. Divers articles ont été transportés d'une classe à l'autre au gré des commis , & un long usage en a fait un titre légitime.

Je finirai par un exemple de contrainte qui paroît léger dans son principe , & qui peut avoir des suites importantes. Les habitans de Provence avoient coutume de faire passer en Dauphiné pendant l'Été les moutons qu'ils avoient nourris pendant l'Hyver. Les

### 322 *Recherches & Considérations*

commis à la fin de l'Automne exigeoient au retour le droit à raison de deux livres de laine par mouton tondu en Dauphiné : mais comme il en meurt , que les animaux carnaciers en dévorent toujours quelques-uns , les commis ne laisserent pas de percevoir le droit sur les absens. Les Provençaux ont pris le parti de tondre leurs moutons avant de les envoyer en Dauphiné , c'est-à-dire , avant que la laine ait pû atteindre son accroissement & sa maturité.

Quelle que fût cependant l'avidité des commis , le Clergé de Vienne trouva un jour le secret de s'y soustraire. On voulut lui faire payer la douane sur la dixme des vignes qui sont dans le territoire de Sainte-Colombe : les Ecclésiastiques allerent processionnellement avec Croix & Bannière chercher leur vendange , qui depuis a toujours passé librement.

Quelqu'onéreuse que soit la douane de Valence , il est constant qu'elle eût fait moins de ravages si les Ministres eussent veillé plus exactement dans les tems à empêcher toute innovation dans la régie. Les commis, pour se faire valoir auprès de leurs commettans , sont toujours portés à exercer des rigueurs,

à imaginer de nouvelles gênes qu'ils présentent comme essentielles à la conservation des produits, sans prévoir qu'ils peuvent souvent les altérer réellement par ce moyen. Ceux-ci sur la foi de pareils rapports sollicitent des décisions ; l'usage devient loi sans avoir approfondi s'il est bon ou mauvais : un bail suivant afferme non-seulement le droit en soi, mais la manière dont il s'étend & se perçoit ; les Fermiers établissent des principes très-justes & très-légitimes d'ailleurs sur la perception telle qu'elle leur est abandonnée & engagée. Alors toute proposition de changement paroît altérer les conditions du bail ; la crainte de l'incertitude des produits passe également chez le Ministre ; on convient du mieux, & les choses restent dans le même état.

Ces objets font d'une telle importance, qu'il a paru convenable de les resserrer. Reprenons le fil des événemens.

Pour faire les fonds nécessaires au soutien de la guerre, le droit d'annuel fut rétabli pour neuf ans, à condition que chaque titulaire payeroit sur le champ le soixantième denier de l'évaluation ancienne de son Office, & feroit un prêt du quinzième denier de

la même évaluation avant d'être reçu à payer l'annuel.

Les Officiers de Cours Souveraines furent cependant exemptés de l'avance du quinzième, sans doute parce qu'ils étoient les plus riches ; car cette méthode paroît passer en principe. Quelques mois après, l'avance du quinzième denier fut modérée au trentième en faveur des Juges Royaux dépendans des Parlemens, & pour tous autres Officiers au vingtième. Remarquons à cette occasion, que les Charges dévolues au Roi pendant le court intervalle de la suppression de l'annuel, furent presque toutes données à des gens d'armes, à des valets-de-chambre. On vit enfoncer les portes d'Officiers malades, afin de sçavoir le moment du décès ou l'espérance qu'on en pouvoit prendre.

Quatre cent mille livres de rentes furent créées sur les gabelles au principal de six millions quatre cent mille livres ; mais comme on en composa avec les Traitans, il est vraisemblable que l'épargne en retira beaucoup moins.

Aussi eut-on recours à l'établissement d'un Greffier des affirmations en

chaque Election , avec le pouvoir de recevoir les droits de vérifications & signatures des rôles des Elus , & attribution de quatre den. pour liv. de toutes levées tant ordinaires qu'extraordinaires.

Autre Edit pour l'attribution aux Greffiers des Elections de six den. pour liv. sur tous les deniers imposés sur les sujets contribuables aux tailles.

Les Traitans ne donnerent de ces deux Edits que quatre millions , quoique le dernier seul eût dû les produire , à ne supposer les tailles qu'à quinze millions. Quelles ressources ! quelle administration !

Le Clergé en cette occasion offrit un secours de trois millions six cents trente-six mille sept cents soixante-huit livres , à condition qu'il ne pourroit être employé qu'au siège de la Rochelle. Rien de plus noble & de plus sage que les vûes exposées dans ses remontrances , & dans la harangue de Pierre Cornulier Evêque de Rennes. « La supplication qui nous reste à vous faire , » disoit-il au Roi , c'est qu'il vous plaise » de ne pas calmer cet orage par les » moyens employés au passé. . . : Cette » paix n'en est point une , elle n'en re-

326 *Recherches & Considérations*

» tient que le nom ; c'est un mal fardé  
 » sous l'apparence d'un bien. Non ,  
 » Sire, que nous voulions détourner  
 » les effets de votre clémence envers  
 » les particuliers qui, touchés d'un vrai  
 » repentir de s'être armés contre Votre  
 » Majesté , auront recours à sa bonté.  
 » Nous sçavons qu'un grand Monarque  
 » comme vous se plaît plus à sauver  
 » ses sujets , à leur pardonner , qu'à  
 » les détruire & à les perdre ; mais tous  
 » ces avantages qui leur ont été don-  
 » nés au passé par ces Edits généraux  
 » de pacification , n'ont servi qu'à les  
 » rendre plus opiniâtres , à guider leur  
 » erreur contre Dieu , & leur rebellion  
 » contre vous : tant de fois s'accorder ,  
 » tant de fois se mutiner , tantôt se  
 » mettre au joug , tantôt le secouer ;  
 » ce sont toutes marques de leur infidé-  
 » lité , & de notre foiblesse tout ense-  
 » mble.

» Moins encore prétendons-nous dé-  
 » raciner leurs erreurs par la force & la  
 » violence ; reconnoissant la liberté  
 » gravée naturellement dans l'esprit de  
 » l'homme ; que celui qui s'y introduit  
 » par force n'est guere de durée , moins  
 » encore de mérite pour sa foi qui doit  
 » être libre & s'insinuer doucement par



» inspiration divine , par patience , par  
» remontrances , par toutes sortes de  
» bons exemples. Aussi est-ce par cette  
» douce contrainte que nous espérons  
» voir fuir l'hérésie des bords de votre  
» Royaume , & dissiper ce venin qui a  
» corrompu tant de bonnes parties de  
» l'Etat. Ce sont-là , Sire , les armes  
» dont nous prétendons nous servir  
» pour les ramener à la vraie Religion  
» dont ils sont séparés.

Au milieu du tumulte & parmi le trouble des affaires , un particulier nommé François du Noyer de Saint-Martin entreprit de faire valoir les Arts paisibles. Il proposa l'établissement d'une Compagnie Royale & générale de Commerce & de Navigation , sans préjudicier à la liberté du Commerce général. La Cour lui permit de publier son plan , & d'inviter à son association les particuliers , les Villes & les Communautés. Quelque utiles que fussent ces vûes , elles étoient trop étendues , & les tems n'étoient pas assez tranquilles pour les exécuter. Le projet ne réussit point.

A N N É E 1612.

Les dépenses de la guerre étoient telles que le besoin d'argent se fit bien.

tôt sentir. Le Comte de Schomberg, successeur du Président Jeannin dans la Sur-intendance, fit briller ses talens. Douze Edits burfauz furent dressés & vérifiés aux Cours Souveraines, portant.

Création de deux places de Conseillers en chaque Présidial, Baillage, Prévôté, attributions d'Office de Conseiller aux Avocats du Roi en chaque Jurisdiction.

En chaque Election, d'un Conseiller & premier Elu Assesseur, d'un Conseiller Elu, d'un Avocat & d'un Procureur du Roi.

En chaque Grenier à sel, de trois Receveurs particuliers héréditaires, trois Conseillers Receveurs généraux & Provinciaux héréditaires, trois Conseillers Contrôleurs aussi héréditaires, en chaque Généralité.

Trois Offices de Conseillers Trésoriers de toutes les Fermes des Gabelles, trois Conseillers Trésoriers généraux, & trois Offices de Conseillers Contrôleurs généraux de toutes les Fermes domaniales & d'impositions, subsides, avec augmentation de gages aux Trésoriers & Contrôleurs des Fermes, au lieu des taxations à eux attribuées.

*Deux*

Deux Conseillers Commissaires particuliers des vivres en chaque Election, avec attribution de deux deniers pour livre sur tous les deniers qui se levent sur les contribuables aux Tailles.

Trois Trésoriers & Contrôleurs provinciaux de l'extraordinaire des Guerres de Béarn.

Trois Conseillers Contrôleurs généraux des rentes sur les Gabelles & Greniers à sel, avec augmentation de gages aux Conseillers Contrôleurs généraux des Gabelles.

Augmentation de gages, règlement de droits & taxations attribués aux Officiers des Elections.

Attribution aux Receveurs des Tailles d'un denier pour livre sur les deniers de leur recette, outre & par-dessus les trois deniers à eux attribués ci-devant.

Attribution aux Greffiers des Elections de six deniers pour livre sur tous les deniers qui se leveront sur les Tailles.

Etablissement, vente, revente, & engagement des Charges & Offices des Gardes des petits Sceaux, places de Maîtres Clercs en chaque Election. Attribution de quatre deniers par livre sur

tous deniers levés sur les contribuables.

Réglement des droits que prendront les Mesureurs & Porteurs de sel héréditaires.

Quelle fertilité d'expédiens ne falloit-il pas pour imaginer autant de titres ? Mais considérons plutôt les funestes conséquences d'une administration qui n'a point de principes , & dès - lors subjuguée par les Traitans. On aliénoit à perpétuité les revenus de l'Etat , dont il faut toujours que le peuple fasse le remplacement. On augmentoit la charge de ce peuple , par la multiplicité des privilèges & par celle des nouvelles formalités qu'entraîne la création des Offices ; car il faut leur attribuer des fonctions. Enfin ce qui ne contribue pas moins à la surcharge publique, on introduisoit une foule de moyens nouveaux de vivre honorablement dans l'oïveté. Ces réflexions ont déjà été présentées ; elles sont d'une telle importance , qu'on les répètera encore ; l'occasion ne s'en présentera que trop souvent : puissent-elles détourner pour toujours de semblables abus , & prouver la nécessité d'en corriger les effets par un grand nombre de suppressions !

On composa à l'ordinaire avec les

Tràitans , de ces belles inventions. J'ignore ce que l'on en retira ; mais j'observe qu'en deux ans le Roi avoit aliéné dix-neuf deniers par livre sur toutes les sommes payées par les contribuables aux Tailles , sans compter les attributions précédentes. La totalité des Tailles pouvoit aller à vingt-cinq millions ; ainsi l'aliénation en ces deux années fut d'environ deux millions de rentes , qui devoient produire un principal de trente-deux millions.

ANNÉE 1613.

Dans ce tems, un nommé Bourgoïn , fort au fait des affaires des Financiers , dont il dresseoit les états de compagnie , offrit caution d'une certaine somme , s'obligeant , si l'on vouloit en faire une recherche exacte & sans acception de personnes , de faire rentrer dans les cinq premiers mois cinq millions , & trente dans un an , outre les confiscations des Charges des coupables.

Un autre donna l'avis de l'Inféodation de tous & chacun les Offices , droits domaniaux & héréditaires de la France , offrant de faire rentrer dans l'an-

332 *Recherches & Considérations*

née vingt millions , de racheter & réunir les Domaines aliénés , & en outre de procurer un nouveau revenu de deux millions annuels. Soit que ces avis ne fussent pas praticables , soit que l'on eût des raisons pour le dire , on aimait mieux réduire enfin les pensions trop considérables accordées aux Grands , & celles qui n'avoient de titre que l'importunité.

Un fort beau Mémoire parut alors sur la nécessité de fonder une marine au Roi, au lieu de prendre au besoin les vaisseaux des particuliers qui n'étoient ni assez forts , ni assez bien équipés , ni même bien commandés. Indépendamment du trouble infini que cela apportoit au Commerce , on remarquoit que les Armateurs retenus par la crainte de perdre leurs vaisseaux & de n'être pas remboursés , ne feroient jamais une guerre vigoureuse ; que dans le dernier combat avec les Rochelois , cette défiance avoit été le salut des rebelles.

On proposoit de faire entretenir une Flotte de trente vaisseaux sur l'Océan par les Villes maritimes , suivant leurs forces , & par les Villes de terre à dix lieues de la Mer : en outre , de mettre

sur les vins qui sortoient des rivières de France , un Impôt proportionné à la dépense des équipages.

Plusieurs écrits parurent aussi sur la mauvaise distribution des Finances pendant la Guerre ; & le Roi qui les lut donna ordre à M. de Schomberg de se retirer. Il avoit suivi le plan d'administration que le Président Jeannin & les autres avoient tracé de répondre aux besoins par des créations de Charges, par des constitutions de rente , des aliénations de droits & de domaines. Pour avoir de l'argent comptant, on traitoit de ces ressources avec les partisans , au prix qu'ils le vouloient. Ainsi chaque année l'Etat étoit forcé d'accroître les impositions ordinaires pour son maintien ; les sujets payerent insensiblement pour les dépenses ordinaires tout ce que leurs facultés leur permettoient de payer , & les besoins extraordinaires précipitoient nécessairement l'Etat dans de nouvelles détresses. Le mauvais ordre , effet indispensable de l'ascendant que prenoient les Traitans & les Fermiers pécunieux , achevoit de ruiner les affaires ; & dans moins de treize ans, cet Etat si formidable au-dehors se trouvoit presque dans l'impuissance au

334 *Recherches & Considérations*

dedans. Aucune des sages propositions des Etats Généraux & des assemblées des Notables n'avoit reçu la moindre exécution ; au contraire , les principes de l'administration semblerent tendre à exclure pour toujours les seuls qui pouvoient rétablir les affaires , parce qu'on envisagea seulement la circonstance présente , sans égard à la fortune de l'Etat.

Le Marquis de la Vieuville fut mis à la place de M. de Schomberg ; mais son Brevet n'étoit que d'un an. On l'accusa d'une dureté excessive & d'une ostentation d'œconomie dont l'Etat ne ressentoit point les effets. Ses ennemis publièrent qu'il souffroit que Beaumarchais son beau-pere , Trésorier de l'Epargne , agiotât sur toutes les Ordonnances , dont il falloit composer , ou se résoudre à ne rien toucher : même qu'il s'étoit approprié cent vingt mille livres sur le subside que le Roi accordoit aux Hollandois. Le cri des peuples se joignit à celui de ses envieux , parce qu'il haussa les Tailles dans un tems de misere & de calamité , au lieu de se prêter à des ouvertures utiles à l'Etat. La Province de Bretagne vouloit acheter à ses dépens le Marquisat de Belle - île ,



moyennant un million deux cens mille livres, à condition qu'après trois ans de jouissance il retourneroit à la Couronne. Le Surintendant n'y voulut point consentir ; & dans le même tems il vouloit faire acheter au Roi le Comté d'Alais pour huit cens mille livres. Les troupes étoient mal payées ; quoique la recette fût accrue , tout languissoit dans le désordre & la confusion. Pour captiver la confiance entière du Roi trop aisé à gouverner , & qui pour ainsi dire se sentoît soulagé de l'être , il le remplissoit de soupçons contre tous ceux qui lui donnoient ombrage. Les talens du Cardinal de Richelieu trouverent cependant grace devant lui ; il résolut de s'en étayer , & le fit déclarer Chef du Conseil : ce fut le seul bien qu'il fit pendant son administration , quoique relativement à ses intérêts il ne pût se conduire plus mal-à-droitement. Sa chute fut inopinée & terrible ; revêtu des plus beaux Gouvernemens & au comble de la faveur , il se vit arrêté & conduit à Amboise par ordre du Roi , dans l'esprit duquel son apologie publique ne put effacer les impressions qu'y avoient fait naître divers libelles.

ANNÉE 1624.

Le Roi confia la Surintendance des Finances aux Sieurs de Marillac & de Champigny , créatures du Cardinal de Richelieu , qui par la supériorité de son génie domina constamment le Roi : ce fut le salut de l'Etat.

Les Etats Généraux , l'Assemblée des Notables , avoient demandé la recherche des Financiers ; le peuple se plaignoit hautement de ce qu'on lui refusoit ce soulagement, qui cependant n'en a presque jamais été un que pour sa vengeance. Le Cardinal , qui vouloit que le Roi régnât dans son Etat & protégeât ses Alliés au-dehors , avoit besoin de fonds ; il laissa agir le Surintendant , homme impétueux , & qui fit passer dans l'esprit du Roi tout le feu dont il étoit animé contre les Financiers. Une Chambre de Justice fut établie pour connoître des malversations commises par eux depuis le dernier Septembre 1607, Sa Majesté déclarant que la recherche ne pourroit avoir lieu à l'égard des remises des traités & intérêts des avances faites sans fraude sur les moyens extraordinaires auxquels la nécessité

cessité des affaires l'avoit obligé de recourir. Cette attention étoit nécessaire pour conserver ses ressources dans un tems de besoin. Cependant s'il est quelque partie où le Prince soit en droit de compter avec les Traitans, sans blesser la foi publique, c'est assurément dans celle des affaires extraordinaires où l'usure a été excessive & l'exercice violent. A l'égard des baux & des contrats où les parties contractantes sont censées avoir une connoissance égale du fond, ce n'est point tant aux Fermiers qu'il convient de reprocher des gains extraordinaires, qu'à ceux qui les leur accordent. Je n'ignore point que notre goût pour le paradoxe a presque accrédité celui-ci, que les profits des Fermiers du Roi ne sont point diminués sans surcharge pour le Peuple. Sous une administration relâchée ou ignorante, cela pourroit être vrai ; mais l'effet est impossible, si le Ministère veille, si les produits sont connus dans le plus grand détail. Cette dernière connoissance sera facile toutes les fois que le Prince voudra retenir quatre portions d'intérêts dont il fera lui-même les fonds, & qui seront exercées par ses Commissaires distribués dans tous les Comités. Ce se-

roit même une occasion de former des hommes aux grandes affaires ; & il semble qu'il seroit convenable que quelques Maîtres des Requêtes fussent , au moins trois années de suite , Auditeurs au Conseil de Commerce , & qu'au bout des trois ans ils entraissent pendant trois autres années aux Comités des Fermes , sans cesser d'affister au Bureau du Commerce. Il est vrai-semblable qu'au bout de ces six années ils porteroient dans l'Intendance des vûes & des lumieres que les formes seules du Conseil ne sont pas en état de procurer. Une partie du bénéfice des quatre places dont le Roi auroit fait les fonds pourroit servir à donner des gratifications aux premiers Commis des Bureaux des Ministres , à condition qu'aucun ne pourroit être intéressé directement ni indirectement dans les affaires & fournitures pour le compte du Roi. La multiplicité des affaires a rendu ces places si importantes ; qu'il est nécessaire d'honorer & de mettre à leur aise par les bienfaits du Prince ceux qui les remplissent. On en peut faire même un objet d'émulation pour les personnes du second ordre , ou pour ceux qui n'ont pas d'argent pour acheter les pla-

ces qui menent à l'administration. L'émulation produira des talens qui ne se développent pas faute d'objet, ou qui sont perdus pour la société faute d'occasions de les employer.

Il est bon d'observer une grande différence qui se trouve entre la Chambre de Justice établie par M. le Duc de Sully & celle-ci. La première se fit dans un tems calme, dans un tems d'ordre & d'économie, à la suite d'une confusion & d'un renversement déplorables. La seconde n'eut de commun dans ses circonstances que les desordres qui l'avoient précédée; on prévoyoit de nouveaux besoins & la matière de nouveaux abus: effrayer les Financiers, c'étoit les avertir de mettre un plus haut prix à leur argent.

Ceux qui se sentirent le plus coupables prirent la fuite, ils furent condamnés par contumace & pendus par effigie; un seul perdit la vie; plusieurs subirent d'autres peines: enfin les familles soit des condamnés soit des accusés se réunirent pour adresser des Remontrances au Roi; quoiqu'appuyées de l'alliance de tout ce qu'il y avoit de plus distingué à la Cour, elles eurent peine à les faire agréer. Les alliés de ces infortunés

nés représenterent avec justice que la peine devoit être personnelle ; que cependant la honte attachée aux voyes de procéder contre les Financiers par emprisonnemens & par punitions corporelles, s'étendoit sur des personnes utilement employées dans les Charges civiles & militaires, & qui n'avoient d'autre crime que d'avoir cherché à aggrandir leur fortune par des alliances avec des gens d'un état que le Roi avoit comblé de distinctions. Les Financiers remontrèrent qu'on s'étoit contenté jusqu'alors de les taxer, hors les cas où il y avoit quelque fausseté commise.

Le Roi touché de la desolation de tant de familles révoqua la Chambre de Justice, & accorda aux Financiers une abolition très-détaillée, à la charge que dans les comptes qui seroient rendus en 1624, il ne leur seroit alloué aucune somme qui ne se trouvât sur l'état signé de la main de Sa Majesté, de façon qu'il ne pût se trouver leur redevable ; & en outre, qu'ils payeroient les taxes qui seroient réparties sur eux par le Conseil. Sa Majesté déclaroit en même tems que de dix ans en dix ans il seroit créé une pareille Chambre de Justice. La Déclaration fut vérifiée à la

Cour des Aides, sans aprobation cependant de la dernière clause.

Le produit des taxes fut de dix millions huit cent mille livres : le Conseil les régla ; au lieu que sous M. de Sully on avoit laissé les gros Financiers en faire le département ; moyennant quoi les plus foibles & les moins coupables avoient payé pour les riches. Cette répartition ne passa point cependant pour être proportionnelle ; & les gens de la Cour s'y enrichirent plus que le Roi.

A N N É E 1625.

Dans ce même tems à-peu-près fut renouvelé le Bail des cinq grosses Fermes pour neuf années, pour la somme de seize cent cinquante mille livres, à condition de faire une avance de douze cent mille livres remboursable sur les six premiers quartiers par portion égale avec les intérêts. Sous les droits cédés aux Fermiers étoient compris la douane de Lyon, un droit de trente sols par muid de sel enlevé des Gouvernemens de Brouage, Isles de Xaintonge, de Rhé, Pays d'Aunis ; excepté sur le sel destiné au fournissement des greniers, qui ne devoit payer que vingt-cinq sols

par muid. On réunit encore à cette Ferme un droit particulier de cinq sols par muid de sel de Brouage, qui par un abus très-préjudiciable avoit fait jusqu'alors une Ferme séparée. J'observe que dans ce Bail on eut soin de renouveler les Ordonnances qui assujettissoient les manufactures étrangères d'or, d'argent, de fil, & de laine, à n'entrer que par telle & telle frontière, & dans chaque ville par telle ou telle porte, afin de percevoir les droits établis; espérant, dit Sa Majesté, qu'à ce moyen il ne sortira plus du Royaume une aussi grande quantité d'or & d'argent qu'il s'en tire ordinairement.

Pour favoriser les manufactures nationales, il est ordonné que dans les Villes frontières du Royaume où il se fabrique des étoffes semblables à celles des étrangers, les Marchands prendront un certificat comme elles sont manufacturées dans ladite Ville, sans que l'on puisse prétendre d'eux la moindre chose. Il étoit permis aux Fermiers d'établir ou de changer la place des Bureaux, comme bon leur sembleroit; liberté qui a donné matière à de grands abus: s'il ne convient pas de la retrancher tout-à-fait, il est



du - moins important de la restreindre , de façon que le Commerce puisse être consulté sur ces changemens. Cette précaution devenoit encore plus nécessaire alors en vertu d'une clause très-dangereuse, qui permettoit aux Fermiers de céder leur droit en tout ou en partie, par Généralités, ou par Provinces, à tous sujets, excepté aux Juges des Traités. Les principes de la Régie ne scauroient être trop uniformes pour la sûreté publique & pour la facilité du travail à l'égard des Supérieurs : & s'il convient ordinairement de permettre les Soufermes des parties qui exigent du détail, il semble que la bonne police exige que ces Soufermes s'adjugent à l'enchère au profit du Roi, & que tout ce qui regarde une partie appartienne à une seule Compagnie composée de travailleurs.

Dans cette même année, le Conseil accepta la cession qui fut faite par le Sieur Feydeau, Adjudicataire général des Gabelles, au Sieur Payen, de la fourniture des Généralités de Tours, Orléans, Bourges, Moulins, & Blois, pour la somme de dix-huit cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent cinquante-huit livres. On obligea les Fermiers

à se servir de Vaisseaux & de Matelots françois pour le transport du sel , sous peine de confiscation ; & comme notre fret étoit beaucoup plus cher , le Roi leur accordoit un dédommagement de cinquante mille francs. Le Cessionnaire renonça à ce qui lui revenoit de ce dédommagement , en faveur du sieur Feydeau ; preuve évidente que le Roi auroit pû se l'épargner. Qui croiroit que dans un tems éclairé des Entrepreneurs eussent osé tenter de se soustraire à une loi si sage ?

La Chambre de Justice fut suivie de Réglemens nouveaux pour la régie des Finances & l'administration des Comptables : mais cette réforme fut passagère , & la confusion y rentrera toujours , tant que l'on s'éloignera de l'ordre le plus simple. Celui des parties doubles avoit été proposé dès l'an 1607 à M. de Sully dans un ouvrage composé exprès par Simon Stevin de Bruges ; il l'a encore été depuis avec d'autres projets utiles , & dont la mémoire sera toujours honorable à leurs auteurs : mais leur inexécution , en prouvant que le bien est toujours l'opération la plus difficile , a presque réduit en problème cette question , savoir si entre

deux points donnés la ligne droite est plus courte que la ligne courbe.

Le Cardinal de Richelieu remarqua quatre causes principales de l'affoiblissement de la Monarchie Françoisse : l'ambition & les entreprises continuelles de la Maison d'Autriche ; la licence excessive des Grands ; le défaut d'un corps suffisant de troupes aguerries toujours subsistant ; le manquement de fonds pour les occasions extraordinaires. Le remede à ces quatre maladies du Corps politique devint l'objet de tous ses soins & le but de sa politique. L'Etat étoit épuisé, & cependant la nécessité actuelle exigeoit un subside annuel aux Hollandois ; l'entretien de quatre armées sur pied, en Languedoc, en Poitou, à la Valteline, en Italie ; le mariage de Madame Henriette Marie, sœur du Roi, avec le Prince de Galles, étoit résolu & alloit encore occasionner de nouvelles dépenses.

On commença par retrancher sur l'état des pensions une foule de protégés inutiles qu'y avoient introduits les fréquens changemens dans le Ministère. Il fut défendu aux Secrétaires d'Etat de signer aucunes Ordonnances sur le Trésor, sans le commandement formel du

346 *Recherches & Considérations*

Roi; & les Surintendans eurent ordre de ne point autoriser les Ordonnances des Secrétaires d'Etat, sans une juste considération.

Ces œconomies, quoique considérables, ne suffisoient pas encore; on constitua cinq cent mille livres de rentes au denier seize, sur l'Hôtel-de-Ville de Paris; la création de 1621 étoit de quatre cent mille livres, & les anciennes rentes de deux millions trente-huit mille neuf cent cinquante-cinq livres deux sols six deniers.

On accorda une attribution de deux deniers par minot de sel aux Receveurs & Contrôleurs provinciaux des Gabelles, & de quatre deniers aux Receveurs particuliers. Il fut réglé que les porteurs des quittances des Parties Casuelles jouiroient de ces droits jusqu'à ce qu'ils en fussent remboursés par les anciens Titulaires ou par leurs successeurs.

Attribution de trois deniers pour livre aux Receveurs Généraux & Payeurs Provinciaux des rentes assignées sur les Aides, Tailles, recettes générales des Finances & Gabelles.

Attribution de deux deniers pour livre aux Receveurs Généraux & Payeurs

*sur les Finances de France.* 347  
des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris.

Attribution aux Receveurs des fouages en Bretagne , de trois deniers pour livre de leur recette , à l'instar des Receveurs des Tailles , avec la qualité de Conseiller du Roi en payant finance.

C'est ainsi que chaque jour l'état s'obléroit de nouvelles dettes ; mais l'urgence des circonstances laissoit peu de choix sur les moyens. Quoique peut-être on eût pu en employer de moins fâcheux , il faut convenir que les profusions précédentes & le défaut de système dans le Gouvernement étoient le principe du mal. Les besoins furent d'autant plus pressans qu'ils n'avoient pas été prévûs.

#### ANNÉE 1626.

Le 11 Février 1626 , la subvention annuelle du Clergé de treize cent mille livres fut renouvelée pour dix ans , & il accorda un don gratuit conditionnel de dix-sept cent quarante-cinq mille cinq cent livres , en cas que l'on fît le siège de la Rochelle.

Les Etats de Bretagne accorderent au Roi un subside de cinq cent mille liv. & il fut arrêté que Sa Majesté & la Reine

sa mere seroient suppliés de recevoir en outre un présent de cent cinquante mille livres. Il leur fut aussi permis de lever une somme de cent mille livres pour les besoins de la Province. Les Etats établirent la perception de ces fonds sur un droit de huit livres dix sols par pipe de vin & d'eau-de-vie étrangères entrant dans la Province; de cinquante-six sols huit deniers par pipe de vin du crû de Bretagne transporté hors du pays; & quarante-deux sols six deniers par pipe de vin du pays transporté d'un Evêché dans l'autre. C'étoit faire payer leur imposition par les Provinces voisines, & troubler le Commerce de l'Etat: aussi le Bail fut-il cassé par le Roi & le droit annullé. Les Etats y substituerent l'imposition d'un sol six deniers par pot de vin de crû étranger consommé en Bretagne & transporté d'un Evêché à l'autre; d'un sol seulement par pot de vin du crû du pays transporté d'un Evêché à un autre; six deniers par pot de vin consommé dans l'Evêché où il croît; trois deniers par pot de cidre & de biere vendu en détail. Cette nouvelle imposition n'avoit rien que de très-raisonnable: mais il est très-intéressant pour le service de Sa

Majesté, que les Provinces des cinq grosses Fermes déjà plus chargées que les Pays-d'Etats, ne souffrent pas des privilèges de ceux-ci dans le Commerce extérieur de leurs denrées.

Les côtes sur l'une & l'autre Mer étoient infestées de Pirates & de Forbans; celles de la Méditerranée étoient les moins protégées & les plus exposées, à cause du voisinage des Barbaresques. Le Parlement de Provence fit une députation vers le Roi pour le supplier de protéger le Commerce de ses sujets, d'achever les Fortifications d'Antibes & de Toulon, comme on avoit fait celles des Isles d'Hieres; enfin de relever la Marine, vrai boulevard des côtes d'un Etat. « La nécessité » vous y porte, disoit le Parlement de » Provence au Roi; car quoique vous » n'ayez point de guerre ouverte avec » aucun Prince, quoique vous n'ayez » aucun membre détaché de votre Etat » comme l'Espagnol; il n'en est pas » moins certain que, votre Royaume » étant flanqué de deux Mers, votre autorité ne se peut dignement maintenir sans une force maritime, non plus » que sans une force terrestre.

« Vous êtes obligé de l'avoir toute

350 *Recherches & Considérations*

» prête , & avec plus de raison que la  
 » terrestre : car en la terre vous ne pou-  
 » vez être surpris , vû que vous y pou-  
 » vez & faire & refaire , pour ainsi di-  
 » re , des armées entieres dans un jour  
 » & par votre seule parole : mais à la  
 » mer , on ne peut construire de galeres  
 » & de vaisseaux avec cette prompti-  
 » tude. Il y faut beaucoup de tems , &  
 » pendant ce long intervalle , il est mal-  
 » aisé qu'il n'arrive quelque inconvé-  
 » nient ; de façon qu'en vain votre Etat  
 » montre le front bien muni & bien ar-  
 » mé à vos ennemis , si les flancs mari-  
 » times sont découverts , nuds & dé-  
 » sarmés comme ils sont ; étant desti-  
 » tués de forces semblables à celles par  
 » lesquelles ils peuvent être assaillis. . . .  
 » Vous êtes tenu de garantir vos Sujets  
 » d'oppression , & de tenir vos mers  
 » aussi-bien que vos terres en assurance.  
 » Pour cela , Sire , vous êtes établi de  
 » Dieu ; pour cela se cueille une partie  
 » des droits qu'ils vous payent , & les-  
 » quels venant principalement du né-  
 » goce , vous obligent à l'assurer d'au-  
 » tant plus ».

Sa Majesté convaincue de la vérité de  
 ces maximes, commença par faire cons-  
 truire sept vaisseaux de guerre en Hol-  
 lande.



On avoit remarqué que les droits & les formalités exigées par l'Amiral & par ses Officiers étoient une des causes principales du dépérissement du Commerce, & que l'autorité dont étoit revêtue cette Charge étoit un des grands obstacles au rétablissement de la Marine Royale ; elle fut remboursée à M. de Montmorenci, & supprimée.

Cependant, comme il falloit quelqu'un à la tête de ces deux parties pour les ressusciter en quelque façon, le Roi donna à M. le Cardinal de Richelieu le brevet de Sur-intendant du Commerce général & de la Navigation de France, avec les mêmes prérogatives que celles de l'Amiral, à l'exception de celles qui se trouvoient onéreuses au Commerce, & nuisibles au rétablissement de la Marine. Ce Ministre refusa aussi les gages de cent mille livres attachés à la dignité d'Amiral ; ainsi l'Epargne profita de cette somme. Cette nouvelle forme d'administration vit éclore une Compagnie générale du Commerce, tant par terre que par mer, Ponent, Levant & voyages de long-cours. Elle fut appelée Compagnie de Morbihan, du nom d'un Port de Bretagne où se devoient établir ses Comptoirs. Les ar-

352 *Recherches & Considérations*  
tibles en furent dressés par les Sieurs  
Brué, Duval, le Maréchal, & Mont-  
mort, au nom & se disant avoir pou-  
voir de cent associés, qui fignerent réel-  
lement lorsque la Cour les eut approu-  
vés.

Le Commerce étant la source inta-  
rissable des Finances, on ne peut se  
dispenser de donner quelque célébrité  
aux premiers efforts de la Nation. On  
trouvera à la fin de ce premier volume  
les articles de ce projet, qui interrom-  
peroient le fil de nos recherches.

Cette Compagnie ne réussit point  
malgré les avantages & les faveurs  
qu'elle avoit reçues ; mais il est à re-  
marquer que suivant cette piece, le  
Commerce du Levant étoit libre alors  
dans tout le Royaume, & que c'étoit  
la branche la plus considérable que nous  
eussions.

M. le Cardinal de Richelieu essaya  
aussi vers ce tems à-peu-près de nous  
procurer un Commerce en Russie, &  
fit un Traité avec le Czar Michel. C'é-  
toit assurément la voie la plus sûre pour  
établir une Marine ; mais la plûpart de  
ces établissemens périrent, parce que  
l'Etat toujours pressé par les besoins ex-  
térieurs, ne mit point les Commerçans  
en

en sûreté contre les entreprises des gens d'affaire , & ne put accorder aux Peuples une aisance sans laquelle il n'excitera ni l'industrie ni l'émulation.

On essaya aussi de rétablir le Conseil de Commerce ; le Cardinal en fut le Chef , & s'y associa quatre Conseillers d'Etat & trois Maîtres des Requêtes ; mais la qualité des personnes ne pouvoit suppléer à l'expérience , ni aux principes.

On avoit épuisé tous les expédiens de Finance dans chacune des années 1620 , 1621 , 1622. La dépense avoit monté à quarante millions ; les dettes étoient de cinquante-deux millions ; les revenus réduits à seize millions ; & la misère du Peuple paroissoit interdire toute augmentation de tailles. Dans ces nécessités pressantes de l'Etat , on ne vit de ressources que l'Assemblée des Notables qui fut indiquée au deux Décembre 1626. En attendant , il fut constitué sur l'Hôtel de Ville quatre cent vingt mille livres de rentes au denier seize.

Aussi-tot que la nouvelle de l'Assemblée des Notables fut répandue , divers écrits parurent sur les objets qui de-

334 *Recherches & Considérations*  
voient passer sous les yeux de l'Assemblée.

L'un d'eux en forme de Remontrances au Roi s'étendoit uniquement sur les abus des Finances. Le plus grand de tous, suivant l'Auteur, étoit l'usage des Comptans. Par leur moyen, il paroïsoit que le Roi recevoit par ses mains de très-grandes sommes, quoi qu'il fût de notoriété publique qu'elles étoient détournées à d'autres usages, & souvent en faveur de gens qui publioient n'avoir rien reçu de Sa Majesté. Ils servoient encore à couvrir les usages énormes qu'on retiroit des avances faites au Roi.

Il observe que les faiseurs de parti, pour un léger secours d'argent, se font adjuger le revenu des recettes & le prix des Fermes avant l'échéance des termes ; que presque toujours ces marchés se font avec l'argent même de Sa Majesté, par le mauvais ordre de recette & la connivence des Trésoriers ; non contents de leurs gains extraordinaires, ils sçavent encore présenter de faux états sur lesquels on leur adjuge des dédommagemens.

Il attaque l'usage des pots - de - vin

que donnent les Fermiers aux personnes en faveur, soit pour obtenir des préférences injustes, soit pour se procurer plus aisément des rabais ; double perte pour le revenu de l'Epargne.

On prouve que l'excès des pensions & des gratifications n'a pas tant servi à maintenir la tranquillité publique, qu'à encourager la licence des Grands, toujours sûrs d'être achetés s'ils sont craints.

L'excès des taxations & des droits accordés aux Trésoriers & aux Comptables absorbe le plus clair des Finances. Ils achètent ces attributions à si vil prix, qu'en deux ou trois années ils en sont remboursés : encore par leurs intelligences se font-ils accorder quelque don dans un comptant. Si les Cours Souveraines refusent de vérifier ou modifient ces Edits, ils obtiennent des Lettres de Jussion ; & après enregistrement, on ne peut rien retrancher sur leurs pillages, sans qu'ils attestent la foi publique violée.

Chaque jour les emplois de Finance sont multipliés, & les Comptables ne demandent que de nouveaux prétextes de travail pour avoir lieu de prétendre de nouveaux profits.

356 *Recherches & Considérations*

Tant d'Edits à la charge des Peuples, & annoncés pour être destinés aux affaires, se trouvent réellement absorbés en pensions & en gratifications. Les principaux Comptables même se trouvent pensionnés de douze cens écus qu'ils employent en dépense dans leurs comptes. Il faut de nouveau recourir aux moyens extraordinaires, & le Peuple fond sous le faix de la pauvreté.

« Sire, prenez donc en main sa cause, disoit l'Auteur de cette Remontrance, » car c'est la vôtre, & telle-  
» ment la vôtre, que sans son secours,  
» vos revenus seroient réduits au petit  
» pied, votre Royaume sans forces en-  
» tretenues, pour le garder des entre-  
» prises & invasions des Princes vos  
» voisins ».

Un autre écrit adressé à l'Assemblée des Notables contenoit divers avis très-bien conçus sur presque toutes les parties de l'administration. On l'engageoit à conseiller au Roi de donner peu & souvent, mais de n'établir rien de certain; parce que dès-lors même chacun en fait état comme du sien même & se le croit dû. Henri le Grand dressa le premier un état des pensions, parce que la nécessité l'y obligea.

- On propose de supprimer les Officiers de Finance en leur payant la rente de l'argent réellement payé, jusqu'à ce que l'Etat puisse en faire le remboursement ; de façon qu'il ne restât dans chaque Généralité qu'un seul Trésorier de France, & un seul Trésorier de l'Epargne ; d'imiter la pratique de la Guyenne, du Languedoc, de la Bretagne, où les deniers, sans passer par tant de mains, sans essuyer tant de diminutions de frais, de taxations & d'attributions, sont remis ponctuellement au Trésorier de l'Epargne.

En conséquence de ces remboursemens, de diminuer les tailles, mais d'augmenter les droits sur les superfluités étrangères.

D'examiner l'état des branches du Commerce qui apportent de l'argent dans le Royaume, & de celles qui en font sortir.

Les Anglois n'apportent point d'argent ; au contraire, ils enlèvent les vins en troc de leurs étoffes de laine, de leur plomb & de leur étain.

Les Hollandois fournissent des sucres, des épiceries, des drogues..

L'Italie des étoffes d'or & d'argent en telle qualité, que Milan, Lucques,

Genes & Florence épuisent la France d'argent. Paris seul consomme plus de ces marchandises que toute l'Espagne.

L'Allemagne fournit des chevaux pour des sommes immenses.

L'Auteur propose d'établir des haras dans toutes les Abbayes & dans tous les Prieurés de France , suivant la commodité des lieux.

De hausser les droits sur la sortie des vins de Bordeaux , qui ne valoient alors que quinze à vingt écus , & que les Anglois , Ecoffois & Hollandois ne laissoient pas d'enlever également lorsqu'ils valoient soixante & quatre-vingt écus. J'observerai à ce sujet que les hauts droits sur la sortie de plusieurs de nos denrées surabondantes ont leur source dans cet ancien préjugé , que les étrangers ne peuvent se passer de la France. Il a été fondé en partie : dans le tems dont il s'agit ici , nous vendions des bleds presque exclusivement ; car l'Angleterre avoit souvent recours à nous ; les Polonois n'avoient pas encore l'art de dessécher leurs grains , & je trouve qu'on se plaignoit alors qu'ils arrivoient toujours corrompus par l'humidité. Le Portugal & l'Espagne n'avoient pas autant de vignes qu'elles en ont



planté depuis ; & la sortie des vins n'étoit point affranchie , comme elle l'est aujourd'hui dans ce dernier Pays. L'Allemagne fabriquoit peu de toiles , & dès-lors les nôtres pouvoient porter un droit modique à la sortie. Règle générale , un tarif doit être réglé sur la connoissance intime du Commerce des étrangers qui vendent en concurrence , & des convenances réelles des consommateurs.

Les idées suivantes sont les plus saines : l'Auteur desire qu'on engage nos Marchands à aller eux-mêmes dans les Indes chercher les épiceries , en diminuant les droits sur le prix de celles qui seront apportées par les François à droiture.

» Messieurs , dit-il , prenez occasion  
» sur ce sujet de représenter au Roi  
» qu'il est obligé , pour la grandeur &  
» réputation de son état , de rétablir le  
» Commerce. A cela il y a deux choses  
» à faire : premièrement à purger cette  
» vermine d'Officiers qui volent tout  
» le monde ; ils ont été créés pour la  
» sûreté du Commerce , & néanmoins  
» ils ne servent véritablement qu'à piller nos Marchands & à décrier nos  
» Ports. Deux Commissaires envoyés

360 *Recherches & Considérations*

» sur les lieux, avec pouvoir de faire  
» & parfaire le procès à ces gens-là,  
» suffiront pour y remédier.

» En outre, il faut instituer un ordre  
» général pour la navigation. N'est-ce  
» pas une honte qu'en trois cent lieues  
» de côtes, il ne se trouvera pas vingt  
» vaisseaux François ? Et néanmoins,  
» s'il vous plaît d'y mettre la main,  
» nous serons en peu de tems maîtres de  
» la Mer, & ferons la loi à ces Insulaires  
» qui usurpent ce titre. Nous avons sans  
» comparaison plus de Havres qu'eux,  
» plus de bois & meilleur qu'eux pour bâtir  
» des navires, plus de matelots, puis qu'  
» ils ne se servent en leurs voyages que de  
» nos Biscayens, de nos Bretons ou Nor-  
» mands. Les toiles, les cordes, les cidres,  
» les vins, les chairs salées, les équipages  
» nécessaires se prennent sur nos terres.

» Il ne reste plus que de donner la  
» forme à ce dessein, la matiere n'est  
» que trop ample : en voici un projet;  
» servez-vous-en, si vous n'en trouvez  
» point de meilleur; il ne m'importe pas,  
» pourvu que la chose se fasse & que  
» le Public y profite. Que le Roi par  
» Edit ordonne qu'en chacune Ville ca-  
» pitale deses Provinces, les Marchands  
» fassent une Compagnie pour la navi-  
» gation

» gation sur le modele d'Amsterdam ,  
» & équiperont certain nombre de vais-  
» seaux dans les Ports les plus proches  
» & les plus commodes ; & pour les  
» inciter davantage , qu'on leur accor-  
» de de grands privilèges , comme entre  
» autres qu'on rabatte le dixieme des  
» impositions aux navires François qui  
» entreront & sortiront sans fraude de  
» nos Ports ; & qu'il soit défendu à peine  
» de confiscation de corps & de biens à  
» nos Mariniers d'aller servir les étran-  
» gers. En peu de tems vous ferez une  
» flotte innombrable , & couvrirez la  
» Mer de voiles ; & si vous employerez  
» quantité de jeune Noblesse qui demeu-  
» re inutile & qui s'abatardit.

» Le sel & les Aides sont encore deux  
» rudes charges , la premiere bien plus  
» grande que la seconde , parce qu'il  
» est bien plus aisé de se passer d'aller  
» à la taverne que de manger du sel ,  
» aliment nécessaire ; néanmoins je ne  
» crois pas que vous en deviez pour  
» cette heure demander l'extinction ou  
» la diminution. Il suffira que le Roi re-  
» lâche les Tailles , fardeau presque in-  
» supportable , jusqu'à ce qu'ayant ra-  
» cheté tout son Domaine , Dieu lui ou-  
» vrira les moyens pour rendre la liber-

362 *Recherches & Considérations*

» té à la France. De tous les ménages du  
 » tems passé, je n'en ai approuvé qu'un  
 » seul. C'est ot amoncelé dans la Bastille  
 » ne m'a jamais été de bon augure. Le  
 » vrai trésor d'un bon Roi est dans le  
 » cœur & dans la bourse de ses Sujets.  
 » J'ai condamné cette conversion des  
 » octrois extraordinaires & à tems, en  
 » recette ordinaire : outre que c'étoit  
 » prostituer la foi d'un Prince qui doit  
 » être inviolable, c'étoit ôter le moyen  
 » de servir l'Etat à une extrémité. Le  
 » seul ménage donc que j'ai estimé étoit  
 » le rachapt du Domaine en seize an-  
 » nées de jouissance, & néanmoins c'est  
 » celui-là seul qu'on a renversé. Dieu le  
 » pardonne à ceux qui en sont coupab-  
 » les ! Remettez donc, s'il est possible,  
 » sur ce pied ces partis, & qu'ils soient  
 » exécutés sans exception de personne  
 » du Monde. Le Domaine du Roi s'ap-  
 » pelle *Sacré*, parce que véritablement  
 » on ne peut y mettre la main sans sa-  
 » crilège.

» En général, rejettez avec honte  
 » ceux qui vous proposeront des expé-  
 » diens pour augmenter la recette des  
 » Finances. Le Peuple n'est que trop  
 » chargé ; & au contraire, recueillez à  
 » bras ouverts les avis qui vont à dimi-

» nuer la dépense , soit par retranche-  
» ment légitime , soit par bon ménage.  
» C'est ce seul moyen qui reste pour  
» soulager le Royaume.

Enfin il remarque qu'il y a pour la valeur de trois cent millions d'Offices dans le Royaume , qu'il est presque impossible d'ôter l'hérédité sans la vénalité : qu'après tout , le Peuple n'a pas tant d'intérêt à la suppression de la vénalité & de l'hérédité , qu'à être soulagé de l'oppression que lui causent les exactions de tous ces Officiers. Que le remède véritable est de faire rendre la justice gratuitement dans toutes les Jurisdictions , comme dans celle des Marchands , où elle est si prompte & si bonne ; ensuite de rembourser successivement les Officiers à mesure que la situation des affaires le permettra.

J'ai pensé devoir rendre compte de ces deux écrits du tems , qui m'ont paru dictés par la raison & par le zèle pour le bien public , sans aucun mélange de cet esprit d'humeur ou de satire qui fait perdre à la vérité même son crédit. On y découvre la situation des affaires & les lumières du siècle sur des points importants.

On jugera encore mieux de la révo-

lution des Finances depuis le commencement de ce regne & de leur état actuel, par le rapport qu'en fit à l'Assemblée M. le Marquis d'Effiat, nouveau Sur-intendant des Finances. Cette piece seule est un gage des grands talens qu'il apportoit dans cette Charge.

» Messieurs, un ancien disoit qu'on  
» ne vivoit si bien en aucun lieu qu'à  
» Rome, soit pour l'institution des  
» mœurs, ou pour l'exercice du courage ; qu'il estimoit plus un Caton  
» qu'il ne faisoit trois cent Socrates. Je  
» puis dire aussi qu'il n'y a point de contrée au Monde plus fertile en grands  
» Rois que la France, & que je fais  
» plus de cas d'un Henri le Grand de  
» louable mémoire, que de tous les  
» Rois des Nations étrangères, parmi  
» lesquels il ne s'en est point trouvé ni  
» vû qui n'eût pû apprendre de ce grand  
» Monarque les règles nécessaires pour  
» bien & glorieusement regner.

» Et si pour gouverner un grand Etat il  
» étoit besoin à cette heure de choisir des  
» Loix qui eussent été pratiquées & produites d'heureux effets, l'on n'en pourroit trouver de meilleures que celles  
» dont il s'est servi, & qui lui ont si  
» utilement réussi : car dès-lorsqu'il eut

» donné le repos à ses Sujets, son Etat  
» devint florissant, fut rempli de béné-  
» dictions ; & tout ce que la confusion  
» des guerres civiles avoit déplacé, fut  
» rétabli en son premier ordre.

» Il fit exactement observer les an-  
» ciennes Ordonnances sur le fait des  
» Finances, & sa prudence parut telle-  
» ment en la distribution de ses libéra-  
» lités, qu'aujourd'hui elle est tirée en  
» exemple, & sera admirée des siècles  
» suivans, ne se remarquant qu'il en  
» ait usé que par prévoyance d'un bien  
» à espérer, ou pour une pressante né-  
» cessité.

» Néanmoins, comme il survient au  
» corps humain, aussi parfait qu'il puis-  
» se être, des pertes de sang ( siége  
» principal de sa vie ) par divers acci-  
» dens qui ne se peuvent aisément ré-  
» parer : de même cet Etat avec son  
» excellente disposition, ne laissa de  
» sentir au courant des années plusieurs  
» manquemens en ses Finances ( où gît  
» le premier mouvement de la force ),  
» soit en dépenses inopinées, ou pour  
» des rabais qu'il convenoit faire aux  
» Fermiers, à cause des stérilités ou  
» mortalités advenues, & qui engen-  
» droient des non-valeurs dans les re-

» cettcs générales , ou pour la récep-  
» tion des Ambassadeurs, des Négocia-  
» tions , pensions dedans & dehors le  
» Royaume ; dépenses secrettes , assis-  
» tances d'hommes & d'argent données  
» aux Alliés, & soldes extraordinaires;  
» de sorte qu'il ne se trouvera aucune  
» année durant ce grand calme que l'é-  
» tat au vrai de dépense n'ait excédé  
» de plus de cinq à six millions de li-  
» vres les états faits par estimation aux  
» commencemens des années.

» C'est chose qui consiste en fait à  
» quoi l'on ne sçauroit rien ajouter ni  
» diminuer , & dont la Compagnie  
» pourra être éclaircie par les comptes  
» qui en ont été présentés à la Cham-  
» bre , & que M. le Procureur Génér-  
» ral en icelle peut faire voir , n'étant  
» pas possible d'en acquérir une certai-  
» ne connoissance qu'en les examinant  
» par le menu.

» Ainsi vous verrez que le feu Roi  
» faisoit toujours sa dépense plus foible  
» que sa recette de trois à quatre mil-  
» lions de livres , pour avoir de quoi  
» fournir à toutes ses dépenses inopi-  
» nées, & en outre , faisoit enfler sa  
» recette du bon ménage qu'il pouvoit  
» faire durant l'année par moyens ex-



» extraordinaires ; & ce qui se trouvoit  
» resté de bon , charges acquittées ,  
» étoit mis en réserve. C'est de-là qu'est  
» provenue la somme qui s'est trouvée  
» dans la Bastille après sa mort , qui  
» montoit à cinq millions & tant de  
» mille livres , & environ deux millions  
» qui demeuroient entre les mains du  
» Trésorier de l'Epargne en exercice  
» pour faire ses avances , lesquels sept  
» millions étoient le fruit de dix années  
» paisibles qui commencèrent depuis  
» son retour de Savoye.

» Après son décès , la face des affai-  
» res fut changée , en sorte que ceux  
» qui eurent la direction des Finances  
» crurent par de louables & saintes con-  
» sidérations qui vous seront ci - après  
» représentées , que c'étoit assez de  
» conserver cet argent amassé , sans  
» continuer les précédens bons ména-  
» ges pour y en ajouter , se contena-  
» tant d'égaliser la dépense à la recet-  
» te ; ce qui fut cause qu'étant surchargés par les dépenses extraordinai-  
» res , ils se trouverent courts en fin  
» d'année de trois à quatre millions de  
» livres : & pour réparer cette faute de  
» fonds & prévenir les mouvemens qui  
» se préparoient dans l'Etat pendant la

368 *Recherches & Considérations*

» minorité du Roi, ils furent forcés d'en-  
» tamer ce sacré dépôt, qui les fit pas-  
» ser doucement jusqu'en 1713.

» Ainsi cet argent de réserve utile-  
» ment consommé, & les charges croif-  
» sant de jour en jour, ils furent con-  
» traints de porter partie de la dépense  
» d'une année sur la recette de la sui-  
» vante; tellement qu'en 1615 ils euf-  
» sent été bien embarrassés si le Roi  
» n'eût été secouru de deux moyens;  
» l'un de la révocation des contrats  
» pour le rachat de son Domaine &  
» Greffes en seize années, & revente  
» d'iceux : l'autre de la création des  
» triennaux faite au commencement  
» de l'année 1616 : ce qui soutint les  
» affaires en ce tems-là, auquel les  
» non-valeurs furent excessives à l'oc-  
» casion des troubles qui s'émurent lors  
» en toutes les contrées de la France ;  
» depuis les dépenses augmentant, il  
» n'y eut plus moyen de les supporter  
» avec le revenu ordinaire de l'État.

» Et tout ainsi qu'on se sert de tou-  
» tes inventions pour affermir un vieil  
» bâtiment qui menace de ruine, de  
» même les Directeurs voyant que cet  
» ancien Royaume courboit sous le  
» faix des charges & n'avoit aucune

» ressource pour les acquitter , furent  
» contraints de chercher tous les ans  
» des Edits , réglemens & créations  
» nouvelles d'Officiers , afin de couler  
» le tems & soulager le mieux qu'ils  
» pourroient leur nécessité. Avec toute  
» leur industrie ils ne purent rejoindre  
» le courant ; si bien que , pour sortir  
» d'une année , ils furent forcés d'en-  
» gager le revenu de la prochaine , quel-  
» quefois d'un an & demi & de deux  
» années.

» Dès-lors les Comptables leur firent  
» des avances dont les remboursemens  
» étoient si éloignés , qu'à peine pou-  
» voit-on satisfaire à leurs intérêts , &  
» même à la sûreté de leur prêt , qu'en  
» les rendant comme maîtres absolus du  
» maniement de leurs Offices.

» Les Fermiers & ceux qui avoient  
» traité avec le Roi firent de même ,  
» lesquels n'ont plus voulu mettre à  
» prix aucun office ou portion du Do-  
» maine , que suivant le revenu qui  
» en pouvoit provenir ; ce qui a fait  
» que les ventes n'ont jamais excédé le  
» denier dix , & s'en sont acquis la  
» jouissance dès le commencement des  
» années que les créations ont été faites,  
» nonobstant que la plupart n'eussent

**370**    *Recherches & Considérations*

» traité qu'après les premiers quartiers  
» échûs : ils ont ajouté les deux sous  
» pour livre qu'ils disoient être affectés  
» à supporter les frais ; ensemble la re-  
» mise du fixieme pour les tirer hors de  
» tous intérêts & les garantir du ha-  
» zard qu'ils pouvoient courir à faire  
» valoir les choses par eux achetées ;  
» lequel fixieme avec les deux sous pour  
» livre & la jouissance font une somme  
» égale au tiers du total.

» Que si l'urgente nécessité des affai-  
» res a voulu que les Partisans aient  
» avancé le terme de leur obligation  
» pour avoir tout en argent comptant,  
» on leur a donné des intérêts jusqu'à  
» quinze , dix-huit & vingt pour cent ,  
» lesquels ajoutés avec les autres remi-  
» ses ont fait que les meilleures affaires  
» ne sont pas revenues à la moitié des  
» charges de l'Etat ; étant réduites à ce  
» point , qu'elles n'avoient d'autre re-  
» cours pour les soutenir que la bourse  
» des Partisans, lesquels en cette néces-  
» sité s'étoient tellement autorisés ,  
» qu'au bout du tems on n'a scû les fai-  
» re compter nettement ; & pour s'en  
» garantir ils se servoient des change-  
» mens qui arrivoient dans le Royaume.

» Il s'est aussi rencontré que tous les

» Trésoriers de l'épargne qui ont levé  
» sur les Receveurs généraux des sommes d'argent avant le terme échû ;  
» n'étoient point ceux auxquels ils devoient répondre en l'année de leur exercice ; & l'épargne formant ses recettes ainsi confusément , s'est trouvée elle-même tellement embarrassée , qu'il n'y a plus eu lieu de voir clair dans ses comptes.

» Les Naturalistes disent que la seiche a cette industrie de troubler l'eau pour tromper les yeux des pêcheurs qui l'épient : de même les Trésoriers ont perverti tout l'ordre & obscurci leur maniement , afin qu'on ne pût apprendre par l'épargne , les recettes qui s'étoient faites dans les Généralités , ni pareillement juger des dépenses ; quoique l'épargne soit la source d'où doivent sortir les moyens de les faire. De-là vient que quand le compte de l'épargne est demeuré , ceux des Généralités demeurent aussi accros ; semblables à un peloton de fil mêlé duquel vous ne pouvez tirer un bout que vous ne ferriez davantage les autres ; & ce d'autant plus que les Trésoriers de l'épargne ont pouvoir de faire recette & dépense , de leur

372 *Recherches & Considérations*

» autorité , jusques à la clôture de leur  
» compte , qui ne peut être fini que  
» quand il leur plaît.

» Le moyen d'éviter ce desordre est  
» que le Surintendant compte avec eux  
» de jour à autre , ou du moins toutes  
» les semaines ; & pourtant se trouve-  
» ra bien empêché avec cette vigilance  
» de pénétrer dans le fond de leur ma-  
» niment. Je n'aurai pas peu d'affaires  
» étant à présent en charge , de voir les  
» comptes de dix Trésoriers de l'é-  
» pargne , ayant tous la même autorité  
» que celui qui est en exercice ; & en  
» même tems compter avec cent & tant  
» de Receveurs généraux , plus de cent  
» & vingt Fermiers , & autant de Trai-  
» tans , qui ont dû porter leur recette à  
» l'épargne pendant les cinq années dont  
» ils n'ont encore entierement compté.

» Combien de comptes de diverses  
» natures de deniers doivent rendre les  
» Trésoriers des Parties casuelles ! Tous  
» ceux qui ont agi par commission aux  
» reventes du Domaine , qui en ont  
» reçu les deniers par les quittances de  
» l'épargne , desquels ils n'ont point  
» encore rapporté des ampliations ; ce  
» qui empêche l'épargne d'en faire sa  
» recette assurée.

« Or s'il y a tant de difficulté à re-  
« connoître la vérité en la plus facile  
« fonction des Finances qui est la recet-  
« te , comment pourra-t-on pénétrer  
« jusqu'au fond de la dépense , pour  
« voir si elle est vraie ou fausse , après  
« qu'elle a passé par tant de mains dif-  
« férentes , tant de divers sujets , &  
« sous l'autorité de plusieurs Ordonna-  
« teurs , desquels aucuns ne sont plus  
« en Charge ; & les autres disent qu'ils  
« ne sont obligés de rendre compte de  
« leur gestion qu'au Roi.

« Ainsi par ces difficultés l'on ne sçau-  
« roit apprendre le menu des sommes  
« qui sont entrées pendant ces cinq an-  
« nées dans la Chambre aux deniers ;  
« & l'épargne rapportant la quittance  
« du Trésorier d'icelle Chambre à sa  
« décharge , il n'y a lieu de contester ;  
« le même est de l'écurie , argenterie ,  
« des menus , de la Chambre du Tré-  
« sorier de la Maison , de ceux des Rei-  
« nes & de Monsieur , & généralement  
« de tous les Comptables des Maisons ,  
« Quant aux pensions , gratifications  
« & entretenemens donnés pendant ces  
« cinq années , pour sçavoir à quelles  
« sommes elles se montent , il ne faut

374 *Recherches & Considérations*

» que les quittances des parties prenant pour en être éclairci.

» Pour la guerre , la plupart des Officiers nous en ont caché le menu & n'en pouvons avoir aucune lumière ; témoin la dépense de la Marine faite en 1622 , qui monte à un million d'or.\* : le même se trouvera des autres années ; & pour mieux couvrir leur jeu , ils disent que c'est du fait de l'Amiral qui en a usé ainsi que bon lui a semblé.

» Autant se peut dire de l'Artillerie qui porte le tiers de la dépense de la guerre ; & quand on demande aux Officiers l'emploi des deniers qu'ils ont reçu de l'épargne , ils rejettent tout sur le Grand-Maitre.

» De même est-il de l'ordinaire de la guerre , la dépense de laquelle n'est connue que par le Connétable , & le Secrétaire d'Etat qui en a le département.

» Quant à l'extraordinaire , pour en vérifier au vrai la dépense , il est besoin de faire compter dix Trésoriers , qui ont exercé durant les cinq années

\* Le million d'or valoit trois millions de livres.



» tant deçà que de-là les Monts : & y a  
» tel d'entre eux par les mains duquel  
» ont passé plus de douze millions de li-  
» vres en son année , dont les dépenses  
» se sont faites en divers endroits de ce  
» Royaume , en Italie , en la Valteline  
» & ailleurs.

» En cet extraordinaire de la guerre ,  
» je n'y comprends point les Suisses ,  
» parce qu'ils sont payés par les Tréso-  
» riers des Liges qui manient les de-  
» niers qui leur sont envoyés , & se dis-  
» tribuent suivant l'état qu'en fait l'Am-  
» bassadeur.

» Ce n'est pas que je veuille con-  
» damner l'autorité de ces Ordonna-  
» teurs , quoiqu'ils aient formé tant  
» qu'ils ont pu des nuages épais pour  
» les jeter aux yeux de ceux qui desi-  
» rent voir jour en leurs affaires. Et  
» pour ces considérations , le Roi usant  
» de sa prudence accoutumée , a jugé  
» bon de supprimer la Charge de Con-  
» nétable & celle de l'Amiral ; parce  
» qu'il n'eût été possible , ces Charges  
» demeurant en leur entier , de faire au-  
» cun Règlement parmi les gens de  
» guerre de terre ou de mer , étant vé-  
» ritable qu'on fait plus à présent pour  
» un million de livres , qu'on ne pour-

» roit faire pour six millions , ces Char-  
 » ges subsistant en leur premiere auto-  
 » rité.

» De l'abus de ces Puissances sont  
 » arrivés ces desordres, qui ont telle-  
 » ment mis en arriere les affaires de Sa  
 » Majesté qu'elles en sont comme aban-  
 » données ; & ne fait-on comment re-  
 » connoître ceux auxquels il est dû , ni  
 » de qui on doit recevoir l'argent pour  
 » les payer ; chaque Receveur alléguant  
 » avoir fourni ce qu'il devoit long-  
 » tems avant le terme échu , par des  
 » avances ou des prêts , & pourtant  
 » personne ne se trouve satisfait.

» Si l'on s'adresse à ceux qui sont en  
 » exercice en l'année 1626 , ils disent  
 » avoir fourni à l'Epargne ce qu'ils doi-  
 » vent dès l'année 1625 , d'autres en  
 » 1624 , & il s'en trouve qui disent  
 » avoir payé en 1622 & 1623. Que si,  
 » pour vérifier leurs acquits, on se veut  
 » regler sur les états par estimation ,  
 » vous les trouveriez ne monter qu'à  
 » vingt ou vingt-deux millions ; & par  
 » les états au vrai ils se montent à tren-  
 » te , même à quarante millions de li-  
 » vres. Que si l'on veut entrer à la con-  
 » noissance du détail , ils renvoyent à  
 » des Supérieurs & Chefs de Charges ,  
 » desquels

» desquels la naissance & l'autorité sont  
» si grandes, qu'ils nous ferment la bou-  
» che, & nous disent qu'ils ne rendent  
» compte à personne qu'au Roi.

» C'est ce qui a bouleversé l'ordre  
» des Finances, par lequel on pouvoit  
» connoître la vérité des recettes & dé-  
» penfes; aussi a-ce été la cause que ceux  
» qui m'ont précédé ont été tellement  
» emportés par les grandes dépenses que  
» la grande quantité d'armées a engen-  
» dré, & ont trouvé leur courant si dé-  
» placé, que quelque affection qu'ils y  
» ayent eu de remettre les choses en  
» leur ordre, ils ne l'ont pû; bien qu'ils  
» ayent vaqué avec toute sorte de soins  
» & l'intégrité au devoir de leurs char-  
» ges: mais les moyens de soutenir ces  
» excessives dépenses leur manquant  
» tout-à-fait, & étant toujours en peine  
» de chercher de nouveaux fonds pour  
» les supporter, il ne s'est point fait  
» d'état du Roi, où toutes les dépenses  
» doivent être contenues ès dernières  
» années; d'où est provenue la disette  
» que l'Etat souffre présentement, qui  
» manque à toutes occasions de moyens  
» pour supporter la fixieme partie des  
» dépenses du Royaume, lesquelles sont  
» toutes proposées nécessaires & de-

### 378 *Recherches & Considérations*

» mandées comme justes ; & si elles sont  
» différées ou refusées , le Sur-intendant  
» seul en reçoit le blâme & passe con-  
» damné.

» Il est comme le Pilote qui regarde  
» les vents & la mer conjurer ensemble  
» contre son vaisseau , & apporte ce  
» qu'il a de prévoyance pour y remé-  
» dier. De même est-il seul à se défen-  
» dre contre tous venans qui s'accor-  
» dent pour l'attaquer , fait ce qu'il peut  
» pour les contenter : & n'ayant moyen  
» de leur donner satisfaction , parce  
» qu'il ne lui est pas possible d'accom-  
» moder une affaire qu'il ne soit forcé  
» d'en blesser une autre , il est contraint  
» de les laisser plaindre & donner air à  
» leur douleur ; ainsi n'y ayant point de  
» règle dans l'Epargne , toutes choses  
» qui en dépendent tombent en confu-  
» sion.

» J'appelle à témoin de mon dire la  
» Chambre des Comptes , s'il n'est pas  
» véritable qu'elle s'est trouvée en ce  
» point , de ne pouvoir examiner &  
» clore les comptes , faute que ceux de  
» l'Epargne n'avoient point été arrêtés.  
» M. le Procureur Général en ladite  
» Chambre ci-présent vous assurera  
» qu'il m'est venu dire de leur part qu'ils

ne pouvoient faire leurs fonctions que  
» les comptes de l'Epargne ne fussent  
» rendus entierement, & que les Comp-  
» tables qui y portent les deniers de leurs  
» Charges, ou y prennent les assigna-  
» tions, n'eussent fait le même; d'autant  
» que les recettes de tant d'années accu-  
» mulées formoient de si grandes confu-  
» sions, & favorisoient si fort les diver-  
» tissemens, qu'il n'étoit possible de dis-  
» cerner les vraies recettes & dépen-  
» ses d'avec les vrai-semblables. J'a-  
» jouterai que cela donna sujet à la  
» Chambre de députer deux Maîtres de  
» chaque Bureau pour m'en faire plain-  
» te, & peu de tems après elle donna  
» un Arrêt célèbre contre tous Comp-  
» tables, à même fin qui contient ce que  
» je dis.

» Voilà l'état auquel est la France à  
» présent, qui a besoin de puissans reme-  
» des pour la remettre en vigueur, les  
» foibles ou palliatifs lui étant inutiles.  
» C'est avec douleur que je découvre  
» les nécessités qui sont en ce Royaume;  
» non que je redoute que nos voisins en  
» puissent tirer del'avantage, parce qu'ils  
» sont encore en plus mauvais état,  
» mais parce que cette grande nécessité  
» émeut la compassion des bons Fran-

380 *Recherches & Considérations*

» çois qui aiment leur patrie : &  
» tant ces maux ne font si extr  
» qu'on ne les puisse réparer, & r  
» à la France sa premiere splende  
» Le moyen d'y parvenir est que  
» les états de Finances soient for  
» à l'avenir sur le modele de ceux  
» 1608, & que dans la recette nous k  
» fions une somme suffisante pour rei  
» placer les non-valeurs & les parti  
» inopinées que nous supportons ; par  
» que, si nous nous contentons d'égale  
» la dépense à la recette, il est indubi-  
» table qu'au lieu de guérir nos desor-  
» dres, nous les accroîtrons.  
» Ce n'est pas que je venille blâmer  
» le tems auquel le bon ordre que nous  
» desirons aux affaires a fini, car une  
» sainte intention en a été la cause. La  
» Reine mere du Roi, lors Régente, fut  
» persuadée de prier le Roi de tourner  
» le ménage qui se faisoit aux Finances  
» en libéralité, afin que les affections  
» des peuples dûes à leur Roi lui fussent  
» conservées entieres, malgré les per-  
» nicieuses pratiques qui se faisoient au  
» contraire.  
» Ce salutaire conseil fit telle impres-  
» sion aux cœurs de leurs Majestés,  
» qu'Elles remirent aux peuples trois

» millions de livres, tant de ce que por-  
» toit auparavant le brevet de la Taille,  
» que des impositions des Fermes. Le sel,  
» qu'on avoit proposé d'établir par Edit  
» dans les Provinces qui en sont libres,  
» n'eut point de lieu , comme il se voit  
» par la révocation des offices créés aux  
» greniers à sel d'Auvergne, qui étoient  
» déjà vendus à un nommé Blanche-  
» teau, lesquels furent au même instant  
» remboursés & supprimés.

» La douane de Valence fut ôtée , &  
» les Provinces de Provence , Langue-  
» doc & Dauphiné soulagées : l'on dimi-  
» nua plus du tiers de l'imposition du  
» convoi de Bordeaux , & la moitié de  
» celle de Charente, autant sur celle de  
» la riviere de Loire & des autres : l'on  
» remit plus de la moitié des subven-  
» tions aux grandes villes, lesquelles de-  
» puis n'en ont quasi rien payé : le prix  
» du sel fut diminué de cinquante sols  
» par minot en la Ferme des Gabelles  
» de France : & en celui de la Ferme de  
» Lyonnois, de cinquante-trois sols ; ce  
» qui revenoit lors sur le pied des ventes  
» à plus de quinze cent mille livres.

» Toutes lesquelles diminutions affoi-  
» blirent d'autant la recette , & ôtèrent  
» le fonds qui servoit à soutenir les dé-

382 *Recherches & Considérations*

» penſes extraordinaires, qui peu après  
» furent grandement accrues.

» Le Roi deſirant que les Grands ſe  
» reſſentiſſent de ſes munificences ,  
» auſſi bien que les petits, tripla les pen-  
» ſions de tous les Princes ; donnant à  
» M. le Prince de Condé trois cent mille  
» livres de penſion, à MM. les Prince  
» de Conty & Comte de Soiffons , cha-  
» cun deux cent mille livres , aux autres  
» Princes chacun cent mille livres. Les  
» Ducs , Pairs & Officiers de la Cou-  
» ronne reçurent leur part de ſes bien-  
» faits , & n'y eut Seigneur à la Cour  
» qui ne ſ'en reſſentît ; ces gratifications  
» même s'étendant juſqu'aux Provinces  
» les plus éloignées, où les Gentilshom-  
» mes qualifiés en étoient participans.

» De ſorte que cette augmentation de  
» dépenſe compoſoit une ſomme d'en-  
» viron quatre millions de livres, la-  
» quelle jointe à la diminution faite au  
» peuple firent manquer le fonds annuel  
» de la recette de ſix à ſept millions de  
» livres : & ſans les retranchemens que  
» le Roi & la Reine firent ſur eux-mê-  
» mes , il eût fallu rétablir ce que leurs  
» Majeſtés avoient donné aux Provin-  
» ces pour leur ſoulagement , & dimi-  
» nuer les libéralités que recevoient les



» Grands, les Seigneurs & Genilshommes du Royaume.

» Néanmoins la guerre que l'on pensoit alors éviter pour cette munificence, ne laissa pas de troubler grièvement l'Etat ( l'ambition des hommes ou leur avarice l'ayant ainsi voulu ) & s'alluma de telle sorte en tous les endroits de la France & avec telle violence ; que les Loix furent foulées aux pieds, & n'y eut rien de sacré qui ne fût méprisé & pollué.

» En ce desordre les dépenses qui n'avoient encore excédé vingt millions de livres, monterent jusqu'à cinquante millions ; ce qu'il n'a été possible de soutenir que par des voies extraordinaires, qui n'ont pu néanmoins être justement blâmées, tant parce qu'elles ont été causées par la nécessité, que pour avoir été puisées dans le Domaine du Roi, que Sa Majesté a voulu être engagé, & les deniers en provenant, à réparer les calamités publiques, plutôt que d'interrompre le cours de ses bonnes intentions.

» Que si d'ailleurs il est venu à l'Epargne quelque somme d'argent, c'a été par des créations d'Offices dont les gages, droits & fonctions se font à la

**384**    *Recherches & Considérations*

» dépens ; & les droits des acquéreurs  
» de ces Offices sont si bien conservés,  
» que s'il y a pour un teston de non-va-  
» leurs , il est porté sur la partie de l'E-  
» pargne , quelque petite qu'elle puisse  
» être.

» Or si le revenu du Domaine est tiré à  
» néant, les Tailles qui se montent tous les  
» ans à près de dix-neuf millions de liv.  
» \* ne sont pas beaucoup plus utiles au  
» Roi , puisqu'il n'en revient à l'Epar-  
» que six millions , qui passent par les  
» mains de vingt-deux mille Collecteurs,  
» qui les portent à cent soixante Rece-  
» veurs des Tailles, d'où elles passent à  
» vingt-un Receveurs Généraux pour  
» les voiturer à l'Epargne.

» Et ces deniers des Tailles sont tirés  
» del'Epargne, pour être distribués aux  
» Trésoriers de l'extrarodinaire de la  
» Guerre, ou des Maisons, suivant qu'ils  
» sont destinés , lesquels en baillent la  
» moindre partie à ceux qui les doivent  
» recevoir d'eux ; car avant que les Of-  
» fiers , entre les mains desquels passent  
» ces deniers, ayent pris leurs gages,

\* Le prix du marc d'argent le-Roi étoit alors à  
vingt livres cinq sols quatre deniers ; il est aujour-  
d'hui à cinquante livres douze sols huit deniers : ainsi  
les dix-neuf millions de Tailles équivaloient à qua-  
rante-sept environ, monnoie actuelle.

» taxations

» taxations, droits, ports & voitures, il  
» se trouve enfin que ces sommes re-  
» viennent à peu de chose.

» Quant aux Gabelles, la Ferme gé-  
» nérale est de sept millions quatre cent  
» & tant de mille livres, les frais des  
» Fermiers rabattus, qui reviennent à  
» deux millions de livres; & des sept  
» millions quatre cent mille livres, il y  
» en a six millions trois cent mille livres  
» d'aliénés, si bien que le Roi n'en re-  
» tire que onze cent mille livres, qui  
» ont été affectées l'année passée & celle-  
» ci au paiement des rentes de la Ville,  
» dont Feydeau étoit demeuré en ar-  
» rière.

» Le Roi a souffert une semblable per-  
» te aux rentes des Aides; & ainsi il  
» porte seul la folle enchère des Ban-  
» queroutes, & paye pour tout le mon-  
» de, quelque nécessité qu'il ait en ses  
» affaires. La Ferme des Aides porte des  
» charges près de deux millions de li-  
» vres: les deux tiers du revenu de tou-  
» tes les autres Fermes à peine peuvent  
» satisfaire pour en acquitter les char-  
» ges.

» L'on voit donc comme la bonté de  
» leurs Majestés a conservé les effets de  
» leur première libéralité, & qu'à leur

386 *Recherches & Considérations*

» dommage, les feux de leurs sujets ré-  
» belles ont été amortis, la paix réta-  
» blie dans le Royaume, & toutes cho-  
» ses remises dans leur ordre.

» Sa Majesté ne s'est pas contentée de  
» dissiper les factions nouvelles, aux dé-  
» pens du revenu de sa Couronne, mais  
» a exposé sa personne aux hazards de  
» la guerre, jusques aux coups de main,  
» aux injures de l'air & maladies con-  
» tagieuses, dont Dieu seul l'a garanti.  
» Et après tant de maux soufferts, ses su-  
» jets vivent sous son obéissance en dou-  
» ceur, accommodés de toutes choses,  
» lui étant plein de nécessités : ce sont  
» les marques de sa bienveillance, qui  
» n'a autre but que de soulager son peu-  
» ple; bien faire à sa Noblesse, augmen-  
» ter les gages des Compagnies souve-  
» raines, & de continuer ses libéralités  
» aux Princes de son sang, & à ceux qui  
» sont près de sa personne.

» L'on peut voir par là que les biens  
» que le Roi a fait à tous, sont cause des  
» incommodités qu'il souffre, ce qui ne  
» seroit, s'il ne le vouloit; puisque  
» c'est par son autorité que nous jouis-  
» sons du repos, que nous goûtons la  
» vie, & que Sa Majesté, pouvant se  
» donner un pareil contentement, ne se

» plaît qu'à vivre en continuel souci  
» pour notre conservation.

» En ce cahos d'affaires il desire avoir  
» vos avis, pour apprendre par quelles  
» façons il s'en pourra démêler & se  
» tirer hors de la nécessité présente;  
» usant en cela d'un procédé qui tourne  
» à la gloire de sa personne sacrée, &  
» de ceux qui ont l'honneur d'opiner en  
» ses secrètes résolutions : l'avis qu'il  
» vous demande n'est que vos consente-  
» mens en des choses qui dépendent nuë-  
» ment de Sa Majesté.

» Il demande d'être secouru, non pour  
» s'en prévaloir, mais pour ce que la  
» sûreté publique le requiert : sa bonté  
» ne voulant se servir d'aucuns remèdes  
» qu'on lui propose, si cette Assemblée,  
» pleine des plus sages & prudens hom-  
» mes de ce Royaume, n'en convient  
» avec lui; étant si éloigné de faire  
» chose qui puisse fouler son peuple,  
» qu'il l'a déchargé de six cent mille li-  
» vres par le brevet de la Taille de cette  
» année, qui pouvoit augmenter au-  
» tant qu'il eût plû à sa souveraine auto-  
» rité.

» Il est vrai que cette gratification a  
» déplu à quelques personnes mûes de  
» mauvaises intentions, lesquelles,

388 *Recherches & Considérations*

» pour ne paroître en public auteurs  
» de calomnies, vont disant à l'oreille  
» les uns aux autres, qu'on a chargé le  
» peuple d'ailleurs, & par ce moyen  
» veulent détruire la grace du bienfait  
» de Sa Majesté : si leur volonté étoit  
» bonne, ils pourroient parler haute-  
» ment, & dire leur pensée en cette céle-  
» bre compagnie, afin d'avoir des preu-  
» ves hors de toute exception, pour faire  
» châtier séyèrement les auteurs de  
» cette mauvaise action, comme ils le  
» méritent. Cela étant du tout contraire  
» aux volontés du Roi, qui peut & ne  
» veut pas que l'on augmente charges  
» quelconques sur son peuple, nonob-  
» tant que ses Finances soient éloignées  
» du courant, & que trente millions de  
» livres ne l'y puissent remettre.

» Et afin de vous le faire reconnoî-  
» tre, je vous dirai en peu de mots qu'il  
» plut au Roi me mettre en Charge au  
» commencement de Juin, n'ayant trou-  
» vé dans l'Epargne aucuns fonds pour  
» soutenir la dépense du mois, je suis  
» obligé d'ajouter à la demi-année que  
» j'ai exercée.

» M'étant enquis quelle recette & dé-  
» pense étoient à faire durant le reste de  
» l'année, j'appris qu'il n'y avoit plus

» rien à recevoir, & que même la re-  
» cette de l'année 1627 étoit bien avant  
» entamée; que le quartier de Janvier  
» étoit entierement mangé, & qu'on  
» avoit commencé de lever sur celui  
» d'Avril : que les Fermiers Généraux  
» des Aides avoient prêté un million de  
» livres, & les Sous-Fermiers cinq cent  
» mille livres, pour s'en rembourser  
» aux quatre quartiers de l'année, &  
» sur les deux premiers de la suivante :  
» que les cinq grosses Fermes étoient  
» affectées à Charlot, pour son rembour-  
» sement des grandes avances qu'il avoit  
» faites : de même est-il de la Ferme des  
» Gabelles de Languedoc à Coulanges;  
» la Ferme générale des Gabelles à  
» Briois, à cause d'un million qu'il  
» avoit avancé pour le paiement des  
» rentes dont Feydeau étoit demeuré  
» redevable.

» Ainsi je trouvai toute la recette  
» faite, & la dépense à faire : car toutes  
» les garnisons pressoient d'être payées  
» de leurs soldes des années 1625 &  
» 1626 ; les armées de la campagne de-  
» mandoient leurs montres de Novem-  
» bre & Décembre 1625, & celles de  
» l'année 1626. Jusques alors les payes  
» des deux années dûes aux garnisons se

390 *Recherches & Considérations*

» montoient à cinq millions de livres ;  
» suivant l'état , à raison de deux millions  
» cinq cent mille livres par an : que s'il  
» s'en est trouvé qui ayent touché quel-  
» que chose , il y en avoit aussi d'autres  
» qui demandoient trente sols de solde.

» Pour les armées de la campagne , il  
» se trouve que le Roi , payoit tant en  
» Italie, Valteline, qu'en France, quatre-  
» vingt onze mille hommes de pié, & fix  
» mille chevaux , dont la solde revenoit  
» par mois à plus de deux millions de li-  
» vres ; & pour huit mois il falloit plus  
» de seize millions de livres ; à quoi  
» ajoutant les cinq millions des garni-  
» sons , le tout revenoit à près de vingt-  
» deux millions de livres , comme il se  
» peut justifier par les états du Roi , &  
» par les certifications que j'en ai tirées  
» des Trésoriers de l'extraordinaire des  
» guerres , pour mettre l'Épargne en  
» quelque ordre de compter.

» Les gratifications que le Roi fait ;  
» réduites sur le pied de quatorze cent  
» & tant de mille livres , étoient toutes  
» à payer durant les deux années qui  
» sont environ trois millions de livres.

» Tous les appointemens des Officiers  
» de la Couronne , ceux de Messieurs  
» du Conseil , des domestiques de la Mai-



» son du Roi , & des Compagnies sou-  
» veraines , avec les pensions étrange-  
» res , étoient à payer , qui se montoient  
» à plus de deux millions de livres.

» Encore est-il dû douze cent mille  
» livres de reste du mariage de la Reine  
» d'Angleterre , six cent mille livres à  
» Messieurs des Etats des Provinces-  
» Unies , que le Roi leur a promis , &  
» autres dettes.

» Sur toutes lesquelles choses j'ai fait  
» payer quatorze cent mille livres de  
» gratifications en assignations ; douze  
» cent & tant de mille livres pour trois  
» mois données aux garnisons ; cent  
» cinquante mille livres dont j'ai assi-  
» gné le Roi de Dannemarck ; cinq  
» cent mille livres pour les mezades de  
» M. de Savoye que j'ai fait assigner.  
» Plus il a été envoyé delà les monts  
» en argent comptant deux millions de  
» livres ; sçavoir neuf cent huit mille  
» livres qu'emporta Mesmin ; deux cent  
» mille livres qui ont été envoyées à  
» M. de Châteauneuf ; trois cent mille  
» livres que j'ai fait toucher à M. le  
» Marquis de Cœuvres au commence-  
» ment d'Octobre ; & six cent mille li-  
» vres en Novembre.

» Et pour soulager le Peuple des ar-

» mées qui retournoient en Italie , qui  
 » l'eussent entierement ruiné , a été  
 » donné pour les licentier , ensemble  
 » l'armée de Champagne & celle de  
 » Picardie , deux millions trois cent &  
 » tant de mille livres en argent comp-  
 » tant ; sans y comprendre trois mille  
 » trois cent Suisses qui étoient en Pi-  
 » cardie , & n'avoient fait que deux  
 » montres.

» Ce qui reste des armées de Cham-  
 » pagne , Picardie , & avec les anciens  
 » Régimens qui sont en garnison à  
 » Montpellier , au Fort-Louis , au Pou-  
 » zin , en Bretagne , en Normandie ,  
 » revenant par mois , compris la Cava-  
 » lerie entretenue , à près d'un million  
 » de livres , ont déjà reçu une montre  
 » en Novembre , & une autre qu'on leur  
 » paye à-présent.

» Il a fallu fournir à M. le Conné-  
 » table pour le Pouzin trois cent mille  
 » livres ; autant à la Garnison de Mont-  
 » pellier , qui n'est encore contente ;  
 » trois cent dix mille livres à ceux de la  
 » Religion prétendue réformée ; près  
 » de cinq cent mille livres à M. de Thoi-  
 » ras ; environ deux cent mille livres  
 » pour les Vaisseaux de Hollande ; &  
 » pareille somme qui étoit dûe à ceux

» qui ont servi en l'Isle de Rhé & à  
» Blavet ; cent mille livres à M. de  
» Retz , pour l'acquisition de Belle-Isle :  
» & avec tout cela il a fallu soutenir  
» les dépenses des maisons qui se payent  
» en argent comptant tous les mois ,  
» étant pour la nourriture du Roi, des  
» Reines , & de Monsieur.

» L'on a donné en outre tous les  
» mois , tant pour le comptant ès mains  
» du Roi , qu'aux Officiers de la Cham-  
» bre aux deniers , argenterie , Trésor-  
» rier de la Maison du Roi , menus ,  
» Ecuierie , Offrandes , Venerie , Fau-  
» connerie , Archers de la porte & du  
» Grand-Prevôt , Cent-Suisses ; quatre  
» cent Archers des Gardes , deux cent  
» Gendarmes , deux cent Chevaux-Le-  
» gers , soixante-quinze mousquetons ,  
» Régimens de quatre mille hommes  
» François , & de deux mille deux cent  
» Suisses , appointemens de leurs Colo-  
» nels , le tout montant à plus de sept  
» cent mille livres , qui font pour sept  
» mois plus de cinq millions de livres ,  
» y compris les menus dons , voyages ,  
» & parties inopinées.

» Il y a encore beaucoup d'autres dé-  
» penses qui ont été faites depuis , qui  
» montent à de grandes sommes , com-

» me l'appanage de Monsieur , les ré-  
» compenses données à Messieurs l'A-  
» miral & de Sourdeac , & autres. En-  
» semble l'argent comptant envoyé aux  
» étrangers , comme cent mille livres  
» de pension à Madame la Princesse de  
» Piémont , & le tout par très - exprès  
» commandement du Roi.

» Toute laquelle dépense en argent  
» comptant a été faite par emprunt ,  
» dont les intérêts montent à plus d'un  
» million de livres , qui ont consommé  
» tout ce qui restoit de la recette de  
» cette année 1627 , avec les moyens  
» extraordinaires qui se sont trouvés  
» dans les affaires du Roi. De sorte que  
» pour rejoindre le courant , il est né-  
» cessaire de trouver de quoi vivre &  
» couler le reste de l'année.

» J'ajouterai , Messieurs , que la dé-  
» pense que M. de la Viéville avoit re-  
» glée en 1623 , & qui a fait tant de  
» bruit , n'a laissé de monter à trente-  
» cinq millions cinq cent mille livres ,  
» comme il se peut voir par l'état qu'en  
» a présenté le Trésorier de l'Epargne  
» Beaumarchais , laquelle somme ajou-  
» tée aux dépenses qui sont encore dûes ,  
» il faudroit des sommes qu'il ne seroit  
» possible de fournir.

» Par-là , vous pourrez juger ce qui  
» sera le plus expédient pour nous tirer  
» des nécessités où nous sommes ; sur  
» quoi j'en dirai librement mes senti-  
» mens , lorsque nous entrerons dans le  
» menu , me contentant de vous avoir  
» donné autant que j'ai pû la connois-  
» sance de l'état présent des affaires.

Ce discours paroît propre à donner une idée juste de la situation où seize années seulement de prodigalités & de mauvaise administration avoient réduit les Peuples & l'Etat. Il est vrai que des circonstances extraordinaires avoient monté la dépense de trente millions pendant quelques années ; mais il n'en est pas moins évident que , si le Gouvernement eût réprimé le pillage du Trésor public , & n'eût récompensé que les services , cette dépense n'eût pas été aussi considérable. Enfin si les Administrateurs , au lieu d'aliéner le Domaine , & environ vingt-deux ou vingt-trois millions sur les diverses branches de revenus à des intérêts exorbitans , eussent eu recours dans ces occasions extraordinaires à une imposition générale , propre à affecter principalement la classe des riches , la Nation leur auroit dû des remerciemens ; car il fallut en venir à

cette augmentation d'imposition ; & au lieu d'être momentanée, il devint indispensable de la rendre perpétuelle. Les besoins augmentèrent encore ; & le Peuple se trouvant épuisé pour subvenir aux dépenses ordinaires, il ne fut pas libre de choisir les moyens. Lorsqu'un particulier a dérangé ses affaires, une oéconomie proportionnée à ses revenus & à ses dettes lui assure sa libération dans un certain espace de tems : mais les circonstances ne permettent pas toujours à l'Etat de proportionner son oéconomie à sa dette & à ses revenus. Quelle autre ressource lui reste-t-il alors, que d'augmenter sa recette ? C'est à la raison d'Etat éclairée par l'humanité à régler ces proportions, & un Peuple gouverné par la confiance n'en murmurerait jamais. Il semble que ces principes bien développés eussent été plus utiles dans le discours du Maréchal d'Effiat, que le soin affecté de justifier les Ministres précédens ; usage malheureux qui perpétue d'âge en âge les mauvais principes, & qui ne sert qu'à voiler la vérité aux Princes, lors même qu'on leur présente des moyens de réparer les fautes passées.

Heureusement pour la France, les Finances de la plûpart des Etats de

Europe n'étoient pas en meilleure posture. On imprima cette année les *Cahiers des Etats Généraux d'Espagne* en 1619, où l'on voit que tous les revenus de la Couronne étoient aliénés, le labourage deserté, l'industrie anéantie, par les mêmes causes à-peu-près dont la France gémissoit. Enfin la Maison du Roi ne subsistoit plus qu'au moyen de six millions quatre cent mille livres qu'on levoit sur le Clergé, sans qu'il restât la plus petite somme pour les dépenses du Gouvernement.

Mais quel ascendant la France conduite par Richelieu n'eût-elle point pris sur les Nations dont elle avoit quelque chose à redouter, si la bonne administration du Regne précédent eût continué ! En vain les Politiques formeront de vastes combinaisons au dehors, si l'Etat est impuissant au dedans ; les entreprises excéderont les forces de la Nation, & l'épuiseront sans réussir.

Il n'est pas moins intéressant d'avoir les yeux ouverts sur l'administration des Pays voisins, que sur leurs intrigues & leurs négociations. Aux Traités, aux Alliances, on oppose des Traités & des Alliances ; mais pour soutenir une pleine égalité, il faut aux bons

398 *Recherches & Considérations*

Règlemens économiques des Etrangers dans leur intérieur en opposer de pareils ou de meilleurs. Aujourd'hui la durée & l'issue des guerres pourroient presque se calculer sur une connoissance exacte des moyens réciproques ; dès-lors un bon Gouvernement économique est forcé d'employer sans relâche tous les instans de la paix à réparer ces moyens, & à les rendre tellement surabondans , que l'on ne soit jamais dans cette alternative fâcheuse d'abandonner une entreprise légitime & glorieuse , ou d'anéantir les ressources pour l'avenir. Les moyens principaux sont les hommes & l'argent sans contredit. Tout accroissement dans la culture & l'industrie en produiront un assuré dans ces deux moyens primitifs : c'est une vérité usée qu'il seroit honteux de contredire ; mais la plupart des hommes ont le courage de rejeter ou d'éluder les expédiens qui pourroient la réduire en pratique , & c'est ainsi que l'on sacrifie constamment les principes à ses préjugés.

A N N É E 1627.

La clôture de l'Assemblée au 24 Février 1627 , fut annoncée par une Dé-



claration, dans laquelle le Roi dit entre autres choses que son dessein est « de ré-  
» tablir le Commerce , de renouveler  
» & d'amplifier ses privilèges , de faire  
» en sorte que la condition du trafic  
» soit tenue en l'honneur qu'il appar-  
» tient , & rendue considérable entre  
» ses Sujets, afin que chacun y demeure  
» volontiers sans porter envie aux au-  
» tres conditions. De diminuer les char-  
» ges sur son pauvre Peuple par tous  
» les moyens possibles ; s'obligeant en  
» foi & parole de Roi de le soulager de  
» trois millions de livres dans les cinq  
» années prochaines , y compris les six  
» cent mille livres qui sont diminuées  
» actuellement sur les Tailles. Sa Ma-  
» jesté ajouta qu'elle eût commencé dès  
» cette année à les faire jouir de cette  
» diminution , si Elle n'avoit eu à libé-  
» rer ses Domaines & droits aliénés sur  
» les Tailles & Gabelles.

Je dois rendre compte des principa-  
les réponses des Cahiers de l'Assemblée  
sur les diverses propositions qui lui fu-  
rent faites de la part du Roi.

Sa Majesté fut suppliée au sujet du  
Réglement des Tailles , de faire revivre  
les anciens Réglemens les plus propres  
à maintenir l'égalité & l'équité dans les

répartitions. Est-ce là ce que le Peuple étoit en droit d'attendre des lumières d'une grande Assemblée ? M. Chevalier , Premier Président de la Cour des Aides , proposa seul de rendre la Taille réelle sur les biens. Par cette réforme , le Laboureur eût été véritablement soulagé ; ce nombre énorme d'Elus & Officiers qui vivent à ses dépens devenoit inutile ; les frais des exécutions étoient épargnés ; enfin le Roi étoit plus ponctuellement payé. Malgré tant d'avantages , l'avis n'eut que trois partisans ; tous les autres le trouverent *dangereux*. Cela est facile à expliquer : l'Assemblée étoit composée d'Ecclésiastiques , de Gentilshommes , de gens de robe ; tous riches propriétaires des terres , & qui , n'en connoissant pas le véritable intérêt , craignirent de se trouver garants de l'imposition du Laboureur , comme si cette imposition leur étoit étrangère. N'est-ce pas en déduction du prix de la Ferme , & de la solidité des Fermiers , que se payent les contributions arbitraires ? La consommation des Cultivateurs à leur aise ne retourneroit-elle pas immédiatement au propriétaire des terres ? Ce que la rigueur de l'impôt & la misère du cultivateur

vateur font perdre à la culture, n'est-il pas une perte réelle & irréparable sur leur propriété ?

L'article des grains est remarquable.

» L'Assemblée estime que pour remédier à la penurie des grains ès années  
» moins fructueuses , & faire que le  
» Peuple puisse en être assisté & secouru à prix raisonnable ; il est nécessaire  
» dès-lors que cette disette pourra être  
» prévue , de faire la défense des traites  
» & sorties de grains hors le Royaume,  
» dans les Provinces qui seront menacées ,  
» & les circonvoisines qui les peuvent suivre  
» courir.

On voit qu'alors on regardoit la sortie des grains à l'étranger comme indispensable à la prospérité publique , puisque le cas de disette dans une Province n'excluoit la traite à l'étranger que chez elle & dans les Provinces voisines.

» Que S. M. soit très-humblement  
» suppliée de n'accorder *aucuns passe-ports en faveur des particuliers* au préjudice de la défense générale , & qu'il  
» soit fait inhibitions expressees à tous  
» Gouverneurs de faire passer des bleds  
» sous leurs passeports , & à toutes personnes de s'en servir sous les peines  
» portées en la défense.

402 *Recherches & Considérations*

» Que le transport des grains d'une Pro-  
» vince du Royaume en autres soit libre,  
» permis & ordonné, afin que la disette  
» des unes soit secourue & soulagée par  
» l'abondance des autres, avec défenses  
» aux Gouverneurs & Officiers d'y ap-  
» porter aucun empêchement.

» Qu'il soit enjoint aux Communautés  
» de faire achat de bleds & d'en faire provi-  
» sion & magasin pour trois mois au moins:  
» pour cet effet leur sera permis de  
» prendre deniers à rente ou à intérêt.

L'Assemblée remercie Sa Majesté de  
l'intention où elle est de vouloir rendre  
à ce Royaume les trésors de la Mer que  
la nature lui a si libéralement offerts;  
& la supplie de continuer une entre-  
prise si importante par l'établissement  
d'une flotte de quarante-cinq vaisseaux  
de guerre, d'y destiner un fonds an-  
nuel de douze cent mille livres, d'en-  
tenir un nombre de galères suffisant;  
qu'il ne soit fait aucun divertissement  
sur ces fonds, étant assez notable que  
le moindre retardement peut détruire  
en un moment ce que l'on auroit établi  
avec beaucoup de tems, de peines &  
de dépenses; d'obtenir aux Négocians  
François & à leur Commerce dans  
l'étranger les mêmes conditions dont

les étrangers jouissent en France ; ou de traiter les étrangers dans ses Etats , comme ses Sujets le sont dans l'étranger : de prohiber l'entrée des Manufactures étrangères ; enfin d'employer tous les moyens politiques , justes & raisonnables pour rétablir le Commerce.

La Noblesse dans son Cahier particulier demande la suppression d'une partie des Colleges, dont la quantité est excessive , parce que beaucoup de personnes , pour avoir passé leur jeunesse dans l'oïveté des lettres , sont détournées du labourage , des Arts, du Commerce , & tournent à la charge du Public. Mais en même tems elle demande l'établissement des Colleges militaires pour la Noblesse , projet dont l'exécution étoit réservée à la gloire du Regne présent.

» Que les Gentilshommes puissent  
» avoir part & entrer dans le Com-  
» merce sans décheoir de leurs privi-  
» léges. Cela leur fut accordé ; ils y  
furent invités sous le Regne suivant ;  
& de nos jours quelques particuliers ,  
mieux instruits sans doute que le Corps  
de la Noblesse en 1627 , auroient voulu  
faire regarder cette occupation comme  
indigne d'un homme noble ; des Juges

même se sont élevés contre le renouvellement d'Edits qu'ils avoient enregistré.

Plusieurs Reglemens furent aussi proposés pour la discipline des troupes dans leur marche , de façon que les campagnes n'en souffrissent aucun dommage.

Sur la distribution & l'économie des Finances , l'Assemblée présenta divers avis.

Elle supplia Sa Majesté » de retrancher l'usage des comptans défendus & prohibés par les Ordonnances , pour être par iceux couverts & enlever les plus grands abus qui peuvent être commis en l'ordre de ses Finances.

» De réduire l'état des pensions à deux millions , si Sa Majesté ne trouve pas cependant plus à propos de les supprimer tout-à-fait.

» De regler la dépense de sa maison sur le pied où elle étoit à la mort du Roi ; estimant que la même somme étant bien administrée , il ne sera rien diminué de ce qui appartient à la Dignité Royale ; de supprimer les Charges surnuméraires à mesure qu'elles viendront à vaquer ; de donner les Charges nobles à la naissance & au

» mérite, sans permettre qu'elles fussent  
» acquises à prix-d'argent; estimant être  
» ainsi nécessaire pour la sûreté de la  
» Personne du Roi, & pour rétablir  
» l'ancienne splendeur de la Maison de  
» France.

» De faire démolir une quantité très-  
» considérable de Fortereffes dans l'in-  
» térieur du Royaume, qui ne servoient  
» qu'à favoriser les soulevemens des  
» Grands, à entretenir des garnisons  
» inutiles.

» De rentrer dans ses Domaines alié-  
» nés pour la plûpart sur le pied du de-  
» nier cinq & six; & de payer aux En-  
» gagistes l'intérêt au denier seize de  
» l'argent réellement reçu & payé en  
» especes pour l'engagement de ses Do-  
» maines.

» D'entretenir deux corps d'armée  
» toujours subsistans de vingt à vingt-  
» deux mille hommes chacun.

Ces articles furent trouvés si sages, que la plûpart furent mis à exécution, autant que le permirent les divisions intestines, & les entreprises de la Maison d'Autriche sur les Alliés de la Couronne.

Dans cette année 1627, le Commerce souffrit de nouvelles pertes. Dès

406 *Recherches & Considérations*

1620 les Anglois avoient commencé à exercer diverses pirateries sur nos vaisseaux. Le Duc de Luxembourg par représailles fit arrêter dans nos Ports plusieurs navires Anglois, qu'on ne voulut point rendre sans recevoir une satisfaction préalable sur les effets des François injustement enlevés. Le Roi d'Angleterre permit alors à tous ses Sujets de courir sur les vaisseaux François. Le Roi de France interdit tout Commerce direct & indirect avec l'Angleterre, & ordonna des représailles que nous n'étions pas en état de prendre, faute d'escadres en mer. Le cri fut universel dans le Royaume ; on publia nombre d'écrits très-solides sur la nécessité d'avoir une Marine : on y rappelloit un détail assez curieux des anciens exploits de la Nation sur mer. Si la France, disoit-on, ne veut point en croire l'expérience de tous les siècles & de tous les Peuples, dont la puissance extérieure a toujours été proportionnée sur leurs forces navales, qu'elle écoute les plaintes de ses Alliés, que cette négligence refroidit à son égard. » Considérons au moins l'utilité de la » marchandise qui est fondée toute là- » dessus ; la sûreté que le Roi & le Pu-



» blic doivent à ceux qui l'exercent ,  
» le profit qui lui en revient par l'abon-  
» dance des particuliers , qui croît par-  
» là & s'écoule à la longue en la bourse  
» du Prince par tant de conduits. C'est  
» ce grand flux & reflux du Commerce  
» qui distribue les richesses dans un Etat,  
» comme le sang dans les veines, d'où  
» leur vient après la force & la vigueur.  
» Le Commerce ne peut avoir ses mou-  
» vemens libres & naturels, si la mer  
» n'est pas sûre & nettoyée de Corsai-  
» res , armée contre toutes sortes d'en-  
» nemis. Il convient donc d'avoir des  
» forces de mer , proportionnées à l'im-  
» portance du trafic qui s'entreprend  
» dans le Royaume , à l'étendue de ses  
» côtes , à la réputation & à la puis-  
» sance de celui qui commande ; mais  
» ce n'est pas l'utilité seule du Commer-  
» ce qui l'exige , quoique ce motif dût  
» être suffisant ; la sûreté même de Sa  
» Majesté & la réputation de sa Cou-  
» ronne imposent la même loi : de façon  
» que quand même il se présenteroit à ce  
» dessein autant d'empêchemens , & de  
» difficultés qu'il se peut remarquer d'a-  
» vantages & de commodités pour le  
» mettre en œuvre , il n'en faudroit pas  
» moins essayer de les franchir toutes ,

» & s'exposer à tous les inconvéniens  
» qui peuvent le traverser , plutôt que  
» de souffrir plus long-tems que la Fran-  
» ce demeurât estropiée de l'un de ses  
» bras.

Le tems n'étoit pas encore arrivé ; mais on peut observer que toutes ces représentations devoient préparer les esprits & applanir les voies au grand Colbert. Le Cardinal de Richelieu n'avoit besoin que de son propre génie pour connoître ce qu'il falloit entreprendre ; & secondé de l'habileté du Marquis d'Effiat, il l'eût exécuté dans des circonstances moins déplorables.

Les Protestans s'étoient révoltés de nouveau ; la prise de la Rochelle fut résolue ; la nécessité le vouloit à quelque prix que ce fût. Ce surcroît de dépense dans le moment même où l'on commençoit une réforme, jetta cependant le Sur-intendant des Finances dans un étrange embarras.

Le sel fut augmenté de six livres par minot , & cet impôt fut préféré parce qu'il s'étendoit sur toutes les classes du Peuple. D'un autre côté , comme on avoit reconnu la nécessité de diminuer les Tailles , on ne renonça point à ce projet, ni même à celui de racheter les rentes

rentes aliénées sur les Tailles & les Gabelles, en cas que les dépenses extraordinaires le permissent.

Douze Conseillers généraux des Finances, des Camps & Armées de Sa Majesté, furent créés avec six mille livres de gages.

La Jurisdiction des Aides fut attribuée à la Chambre des Comptes de Dijon, en créant de nouveaux Officiers pour servir par semestre avec les anciens dans les deux fonctions.

Enfin, le Roi dans son Lit-de-Justice fit vérifier au Parlement quelques nouveaux Edits burfaux.

Il fut créé trois cens mille livres de rentes sur les Gabelles au denier seize.

Le Clergé fournit de nouveau trois millions pour la prise de la Rochelle.

---

## A R T I C L E S

*de la Compagnie de Morbihan.*

« **P** Remierement, que Sa Majesté  
» leur feroit expédier son crédit &  
» Lettres d'établissement de leur Com-  
» pagnie de cent associés, en bonne &  
» dûe forme, & toutes autres à ce né-

410 *Recherches & Considérations*

» cessaires, sous les conditions ci-après  
» déclarées.

» 2°. Lesdits Brué, &c. èsdits noms  
» promettent de s'obliger tant pour  
» eux que pour leurs associés, l'un pour  
» l'autre, un seul pour le tout, sans faire  
» division ni discussion de biens ni de  
» personnes, de faire l'edit établissement  
» de Commerce général de toutes sor-  
» tes de marchandises, tant par mer  
» que par terre, Ponant, Levant, &  
» voyage de long cours ; & pour y  
» donner commencement, feront un  
» fonds perpétuel de seize cent mille  
» livres avec la moitié des profits de  
» ladite somme, pour l'augmenter con-  
» tinuellement ; lequel fonds ne pourra  
» être suivi, arrêté, ni diverti par la-  
» dite Compagnie ni aucun d'eux, mê-  
» me pour leurs affaires ni pour autres,  
» pour quelque cause & occasion que  
» ce soit.

» 3°. Sera ladite somme de seize cent  
» mille livres employée, partie à la  
» construction & équipage des vais-  
» seaux, que lesdits associés promet-  
» tront & s'obligeront de faire faire &  
» de fournir armés & équipés en guerre  
» & marchandises comme il appartient,  
» & prêts de faire voile dans six mois

» du jour qu'ils auront été mis en pos-  
» session & établis au lieu de Morbihan,  
» & les vérifications préalablement fai-  
» tes , & employer à cet effet jusqu'à  
» la somme de quatre cent mille livres  
» pour le moins : une partie desquels  
» vaisseaux lesdits associés seront tenus  
» de laisser dans le port de Morbihan  
» pour la conservation d'icelui ; & le  
» surplus dudit fonds sera employé à  
» l'établissement d'icelui Commerce ,  
» remboursement des fonds de terre qui  
» leur seront accordés par Sa Majesté ,  
» à l'achat des marchandises, logement,  
» paiement d'ouvriers & autres choses  
» nécessaires ; duquel fonds & emploi  
» de ladite somme de seize cent mille  
» livres, lesdits associés seront tenus de  
» faire apparoir & en bailler état audit  
» Seigneur Cardinal audit nom : aussi  
» ils demeureront d'accord que la desti-  
» nation desdits deniers ne pourra être  
» changée que du consentement & ac-  
» cord dudit Seigneur Cardinal.

» 4<sup>e</sup>. Et pour donner moyen auxdits  
» associés de parvenir audit établisse-  
» ment & continuation dudit Commer-  
» ce général de France , &c. ledit Sei-  
» gneur Cardinal , par le commande-  
» ment de Sa Majesté , & pour & au

» nom d'icelle, délaissera auxdits cent  
» affociés, eux & ceux qui seront ci-  
» après de leur Compagnie, pour siège &  
» demeure perpétuelle de leur Compa-  
» gnie en la mer du Ponant, le Havre  
» dudit lieu de Morbihan en la Côte de  
» Bretagne pour la commodité de leurs  
» flottes & vaisseaux & pour construire  
» une ville libre pour la sûreté de leurs  
» personnes & biens, avec l'étendue de  
» la banlieue qui sera réglée par le sieur  
» Olier Conseiller du Roi en son Con-  
» seil d'Etat, que ledit Seigneur Car-  
» dinal, par le commandement de Sa  
» Majesté, nommera pour cet effet,  
» Ensemble leur sera délaissée toute l'Is-  
» le & Seigneurie de Thenio, le vieux  
» Château de Servinio, & la Seigneu-  
» rie de Marillac, faisant un des côtés  
» dudit Havre, Isles & Ilots qui sont  
» dans icelui, & ès rivières de la mer  
» & hors tombant dans ledit Havre de  
» Morbihan, & ce qui appartient à Sa  
» Majesté de l'autre côté dudit Havre ;  
» à la charge de payer & rembourser  
» par lesdits affociés à ceux qui tien-  
» nent les lieux par engagement, les som-  
» mes qui seront actuellement entrées  
» ès coffres de Sa Majesté ; & pour le  
» regard des choses qui appartiennent

» en propriété aux particuliers, le paye-  
» ment & récompense leur en sera fait ;  
» le tout ainsi qu'il sera arbitré par ledit  
» Sieur Cardinal ; de-la sureté desquels  
» lieux Sa Majesté se mettra à la garde  
» & fidélité desdits associés, avec pro-  
» messe de n'y établir jamais aucun  
» Gouverneur , Lieutenant ou Capi-  
» taine.

» 5°. Et desquelles choses qui seront ,  
» comme dit est , rachetées & acquises  
» par lesdits associés , ladite Compagnie  
» jouira pour toujours incommutable-  
» ment ; & à cet effet ledit Seigneur  
» Cardinal renoncera pour Sadite Ma-  
» jesté à la formalité de rachat perpé-  
» tuel desdits lieux en faveur de ladite  
» Compagnie & Société , & de ceux qui  
» y entreront ci-après , pour en jouir  
» par eux en pleine propriété , & com-  
» me de chose non plus domaniale ; &  
» moyennant ce payeront lesdits asso-  
» ciés annuellement à la recette géné-  
» le de Bretagne , par forme d'abonne-  
» ment & inféodation, la somme de trois  
» cent livres par chacun an pour tous  
» droits généralement quelconques que  
» Sa Majesté y pourroit prétendre.

» 6°. Pourront lesdits associés esdits  
» lieux établir Colléges , avec faculté

414 *Recherches & Considérations*

» d'enseigner tous arts & sciences , y  
» faire imprimer toutes sortes de livres  
» non défendus , & qui seront approu-  
» vés , fabriquer navires , fondre ca-  
» nons & balles , faire poudres & sal-  
» pêtres , armes & tous autres ustenci-  
» les & manufactures nécessaires à la  
» guerre & au Commerce pour armer  
» & équiper leurs vaisseaux.

» 6° *Item* led. Seigneur Cardinal, par  
» le commandement exprès de Sa Ma-  
» jesté, accordera auxdits associés qu'au  
» moyen desdits abonnement & rem-  
» boursement ils seront & demeure-  
» ront subrogés en ses droits sur lesdits  
» lieux de fouage , crûe & taillon , de  
» tailles , impôts & billets de Ports &  
» Havres , & autres quelconques mis  
» ou à mettre , imposés ou à imposer ,  
» ordinaires ou extraordinaires , & sans  
» rien réserver , pour jouir par ladite  
» Compagnie comme fait ou pourroit  
» faire Sadite Majesté ; & partant lesdits  
» associés en demeureront déchargés ,  
» sans être tenus de rendre aucun comp-  
» te en la Chambre des Compte de Bre-  
» tagne ni ailleurs.

» 8°. *Item* pourront lesdits associés  
» faire tenir deux marchés publics par  
» chacune semaine , & quatre foires



» l'année , de quinzaine chacune , fran-  
» ches , & ce en ladite villè de Morbi-  
» han & banlieue ; auxquelles foires  
» & marchés tous Marchands forains  
» étrangers pourront aller vendre &  
» acheter toutes sortes de marchandises  
» sans payer aucun droit allant ou re-  
» tournant d'icelles foires ou marchés ,  
» tenir banques ouvertes , avoir cor-  
» respondances à cet effet en tous en-  
» droits , tant dedans que dehors le  
» Royaume ; & si ne pourront lesdits  
» Marchands ni leurs marchandises al-  
» lant & revenant èsdites foires , être  
» saisis & arrêtés en quelque lieu &  
» pour quelque cause que ce soit , étant  
» porteurs de la certification des Juges  
» des lieux d'où ils seront partis.

» 9°. Pourront aussi lesdits associés  
» tenir pour l'effet dudit Commerce ,  
» magasins dans toutes les bonnes vil-  
» les de ce Royaume , & y avoir fac-  
» teurs & correspondans pour vendre  
» & acheter en gros , sans être sujets  
» aux visitations , ni même prendre  
» congé ni permission des Gouverneurs ,  
» Amiraux, Gardes des Ports & Havres ,  
» Ponts , Passages , & autres quelcon-  
» ques , pour entrer , sortir , vendre &

416 *Recherches & Considérations*

» acheter , à la charge néanmoins de  
» payer les droits accoutumés.

» 10°. *Item* lefdits associés auront en  
» l'étendue de ladite ville & banlieue  
» de Morbihan & lieux en dépendans ,  
» tant pour le fait de la Justice que de  
» la Police , Armes , Finances & Com-  
» merce , pouvoir de faire exercer tou-  
» tes sortes de Justice & Jurisdiction  
» Civile & Criminelle , en dernier ref-  
» fort sur ceux de ladite Compagnie ,  
» leurs Facteurs , Commis & Commis-  
» sionnaires , en quelques lieux qu'ils  
» peuvent être tant sur mer que sur ter-  
» re, & sur tous autres demeurans en lad.  
» ville & banlieue , soit qu'ils soient  
» étrangers ou régnicoles ; pour les  
» contrats & autres actes passés, délits  
» & crimes commis dans ladite ville &  
» banlieue seulement : Sa Majesté fera  
» aussi injonction à tous Huissiers & Ser-  
» gens Royaux d'exécuter les Jugemens  
» qui seront ès mains de ladite Compa-  
» gnie , ensemble tous les actes , trai-  
» tés & contrats passés en ladite ville  
» & banlieue de Morbihan , sans deman-  
» der congé , placet , visa ni pareatis ,  
» le tout sous l'autorité de Sa Majesté.  
p. Et pour l'exercice de la Justice , ladite

» Compagnie présentera à Sadite Ma-  
» jesté le nombre de dix personnes de  
» ladite Compagnie , Officiers d'icelle  
» & habitans de ladite ville de Morbi-  
» han & banlieue , à la charge néan-  
» moins que pour les jugemens de mort  
» ou inflicatifs de peine corporelle , ils  
» seront tenus d'appeller avec eux jus-  
» qu'au nombre de gradués ,  
» étant de ladite Compagnie ou ha-  
» bitans de la ville de Morbihan , ou  
» des lieux plus proches d'icelle. Et  
» pour l'expédition des jugemens , sen-  
» tences & actes , il sera élu & commis  
» deux de la Compagnie propres & ca-  
» pables qui exerceront la Charge de  
» Greffier pour deux ans selon l'ordre  
» ci-dessus ; lesquels Juges ainsi élus  
» présentés à Sa Majesté , & confirmés  
» par Elle , feront le serment entre les  
» mains dudit Seigneur Cardinal , Sur-  
» intendant dudit Commerce , & seront  
» dits & nommés les Conseillers de la  
» Justice établis pour le Commerce de  
» Morbihan ; & ne pourront lefdits Of-  
» ficiers exercer leurfdites Charges plus  
» de deux ans ; & à ces fins & qu'il puisse  
» toujours y avoir des personnes expé-  
» rimentées entre les autres , sera faite  
» élection de cinq desdits Juges & d'un

418 *Recherches & Considérations*

» Greffier qui exerceront avec les cinq  
» & le Greffier de la précédente élec-  
» tion, ainsi qu'il se pratique envers les  
» Echevins de la ville de Paris.

» 11°. Pourront aussi lesdits associés  
» avoir un petit sceau, pour, sous le  
» nom & autorité de Sa Majesté, expé-  
» dier & sceller toutes les commissions  
» pour la guerre, trafic & affaires de  
» ladite Compagnie, & les jugemens,  
» actes & contrats qui seront faits en-  
» vers les particuliers, seront délivrés  
» par celui de ladite Compagnie qui à  
» ce faire sera commis par Sa Majesté,  
» & pris du nombre desdits élus pour  
» juger comme dit est, & pour deux  
» ans seulement, lequel ne pourra pren-  
» dre aucun droit de sceau.

» 12°. Que tous les procès que les-  
» dits associés pourront avoir en de-  
» mandant ou défendant en général ou  
» particulier, & contre quelque person-  
» ne que ce puisse être, la connoissance  
» en appartiendra, & en donnera Sa  
» Majesté l'attribution à Messieurs des  
» Requêtes de son Hôtel, en première  
» instance, & par appel, à Nosseigneurs  
» de son Conseil d'Etat, auquel lesdites  
» instances seront rapportées par le  
» S<sup>r</sup> Olier Conseiller d'Etat, que Sa Ma-

» jecté députera pour cet effet ; avec  
» défenses à tous autres Juges d'en con-  
» noître , & sans que lesdits associés ni  
» ceux de ladite ville & banlieue de  
» Morbihan , dépendent des Gouver-  
» neurs , Amiraux , Maîtres d'Artille-  
» rie & Maîtres des Ports , & tous au-  
» tres Officiers pour quelque cause &  
» occasion que ce puisse être , en ce qui  
» concernera les présens articles , cir-  
» constances & dépendances d'iceux ;  
» & si auront lesdits associés un d'eux  
» près la personne dudit Seigneur Car-  
» dinal , à la suite du Conseil , pour les  
» affaires de ladite Compagnie , & joui-  
» ront des mêmes privilèges , franchi-  
» ses , libertés & exemptions , que les  
» Officiers domestiques commensaux  
» de la Maison de Sa dite Majesté.

» 13<sup>e</sup>. Sera aussi accordé auxdits af-  
» sociés , que les Ecclésiastiques & Gen-  
» tilshommes d'extraction , Nobles &  
» Privilégiés , tant ceux qui se trouve-  
» ront du nombre des cent associés ,  
» qu'autres qui mettront en ladite Com-  
» pagnie argent , ou autres choses équi-  
» polentes , ne seront censés ni réputés  
» faire acte dérogeant à la Noblesse , ni  
» à leurs qualités & privilèges de No-  
» blesse , eux & leurs enfans servant &

**420** *Recherches & Considérations*

» étant employés en ladite Compagnie;  
» auquel cas semblablement les descen-  
» dans desdits enfans jouiront des privi-  
» lèges de Noblesse, ne faisant par eux  
» aucun acte y dérogeant.

» 14°. Pourront lefdits associés user  
» du droit de représaille envers & con-  
» tre tous, après toutefois qu'ils auront  
» fait plaintes audit Seigneur Cardinal,  
» Surintendant dudit Commerce, & re-  
» çu l'ordre du Roi, par lequel ordre  
» seulement ils pourront faire lefdites  
» représailles.

» 15°. Sera accordé auxdits associés  
» qu'eux & leur Compagnie puissent  
» jouir & posséder les terres de la nou-  
» velle France, tant le continent que isles  
» & autres lieux que ladite Compagnie  
» pourra conquérir & peupler, en toute  
» Seigneurie & propriété, avec tout  
» pouvoir & autorité; à la charge de  
» les relever de Sa Majesté en titre de  
» foi & hommage, & en relever les  
» submissions à chacun avènement des  
» Rois par un des membres de lad. Com-  
» pagnie, qui aura pouvoir spécial d'i-  
» celle; avec déclaration de Sa Majesté  
» que pour le présent ni pour l'avenir  
» elle ne se réservera aucun droit que  
» la Souveraineté, & une couronne

» d'or que ladite Compagnie fera tenue  
» de donner à chacune mutation de  
» Rois,

» 16°. Pour fournir aux Peuplades &  
» conquêts des pays & autres lieux  
» que lesdits associés pourront conqué-  
» rir , il leur sera permis de tirer hors  
» du Royaume tous ceux qui y voudront  
» aller volontairement , les enrôler &  
» armer ; comme aussi tous les mendi-  
» ans valides & vagabonds de tous sexes &  
» âges que la Compagnie jugera pro-  
» pres pour les armes & pour le travail ;  
» lesquels mendi-  
» ans & vagabonds y  
» pourront être contraints & forcés par  
» emprisonnement de leurs personnes.

» 17°. Et afin de faciliter auxdits as-  
» sociés & Compagnie les moyens &  
» autorités nécessaires pour l'exécution  
» du Commerce & choses susdites , Sa  
» Majesté prendra ladite Compagnie &  
» associés en sa spéciale protection &  
» sauve-garde , tant en général qu'en  
» particulier , pour les défendre comme  
» ses bons & loyaux Sujets envers &  
» contre tous : & promettra de ne con-  
» trevenir en aucune façon aux articles  
» qui leur seront accordés par ledit  
» Seigneur Cardinal , étant vérifiés où  
» besoin sera ; même on leur promettra

422 *Recherches & Considérations*

» de fournir dans quinze jours. la ratifi-  
» cation qu'il plaira à Sa Majesté faire  
» desdits articles , comme passés par les  
» commandemens.

» 18°. Promettra encore Sadite Ma-  
» jesté en faire expédier l'Edit & toutes  
» Lettres & Commissions nécessaires,  
» portant révocation de toutes autres  
» qui pourroient avoir été obtenues par  
» le passé, non vérifiées ni exécutées.

» 19°. Et d'autant que ledit Seigneur  
» Cardinal n'a accepté la Charge de  
» Surintendant général du Commerce  
» que par le commandement qu'il a  
» plu au Roi lui en faire , ensuite d'une  
» très-humble priere & supplication  
» que lesdits associés en ont faite à Sa-  
» dite Majesté', sur la reconnoissance  
» qu'ils ont , que pour un établissement  
» de telle conséquence il sera besoin de  
» l'autorité & singuliere probité qu'ils  
» reconnoissent en la personne dudit  
» Seigneur Cardinal , affection & per-  
» sévérance qu'il a aux entreprises dont  
» il peut revenir beaucoup d'avantage  
» à l'Etat ; & qu'ils auroient à craindre  
» après le décès dudit Seigneur Cardi-  
» nal , de tomber entre les mains des  
» personnes qui leur feroient aussi pré-  
» judiciables , comme son entreprise &



» l'empériorité leur fera utile & avan-  
» tageuse ; c'est pourquoy ils requierent  
» que ladite Charge de Surintendant gé-  
» néral du Commerce soit éteinte &  
» supprimée par le décès dudit Seigneur  
» Cardinal, sans qu'elle puisse être transf-  
» mise à autre personne de quelque  
» qualité & condition qu'elle soit ; & ne  
» pourra Sa Majesté la faire revivre à  
» l'avenir , sous quelque nom , titre ,  
» prétexte , cause & occasion que ce  
» soit , en tout ou en partie.

» 20°. Sur ce qui a été reconnu aussi  
» qu'il conviendra faire de grandes dé-  
» penses extraordinaires pour l'avanta-  
» ge commun de ladite Compagnie , &  
» pour entretenir ces articles , Sa Ma-  
» jesté remettra auxdits associés tous &  
» chacuns ses droits , à la réserve de  
» ceux contenus ci-dessus ; & sera ac-  
» cordé que sur tout le Commerce &  
» trafic que ladite Compagnie fera après  
» son établissement , sera destiné un  
» fonds de vingt mille livres par an ,  
» & plus grande somme , au fur & à  
» mesure que ledit trafic croîtra , & que  
» les affaires le requerront , pour être  
» ledit fonds géré par celui de ladite  
» Compagnie qui sera agréé par ledit

424 *Recherches & Considérations, &c.*  
» Seigneur Cardinal Surintendant géné-  
» ral du Commerce de France, & par  
» les ordonnances duquel icelui fonds  
» sera distribué ; & arrivant le décès  
» dudit Seigneur Cardinal, lesdits asso-  
» ciés choisiront entr'eux un Supérieur  
» qui aura la direction de ladite Com-  
» pagnie par année,

*Fin du Tome premier.*



**TABLE**



# T A B L E

## DES PRINCIPALLES MATIERES

*Contenues dans le premier Volume.*

### A

- A**dministration, doit être gouvernée sur un plan & par des principes, pag. 6. Avis à ce sujet contenus dans un écrit adressé à l'Assemblée des Notables, 356
- A**ffoiblissement de la Monarchie Françoisé, les causes suivant le Cardinal de Richelieu, 345.
- A**griculture, les rapports avec le Commerce & la Finance, 5. elle est encouragée & garantie de l'oppression, 68.
- A**ides, origine de ce droit, 20. 21. leur produit en 1609, p. 217
- A**liénations remises entre les mains du Roi, 70. 71. le Roi rentre dans diverses aliénations, 154. 155. moyens employés pour cela par M. de Sully, *ibid.* divers aliénations, 346. 347.
- A**mirauté, les droits font dépérir le Commerce, 351.
- A**ncre (le Maréchal d'), sa conduite dans les Finances, sa mort; réflexions à ce sujet, 295. 296.
- A**nnuel, origine de ce droit, 167. avantages de cet impôt, 267. le Roi abolit ce droit à la requisiion des Etats & le rétablit ensuite, 289. on le supprime de nouveau, 308. & on le rétablit ensuite à certaines conditions, 323.
- A**rgent, expédiens proposés par M. de Sully dans un cas urgent pour en avoir, 60. ceux qu'il employa, 62. sa proportion avec l'or, 102. 103. convient-il de la fixer ? 104. 105.
- A**rtisans & Marchands, on les oblige de se mettre en Corps & Communauté, 129.
- A**ssemblée des Notables en 1596, pag. 44 elle avoit pour but le rétablissement des Finances, 45. 46. propositions incidentes à cet égard, *ibid.* le Roi les accepte, 50. suites de cette acceptation, *ibid.* autre assemblée en 1617; propositions que lui fait le Roi, avec les réponses, 298. & *suiv.* ses demandes relativement aux Fermes, aux Finances, 299. aux pensions, aux ga-

ges, 300. 301. aux tailles, 302. au Commerce, 305. aux Charges, 307. 308. Rapport fait par le Marquis d'Effiat de l'Etat des Finances, 364. 395. Clôture de l'Assemblée, 398. les demandes sur la taille; les grains, 399. 400.

## B

*Bail* des cinq grosses Fermes renouvelé pour neuf ans, 341. en quoi consistent les droits, *ibid.*

*Barbaresques*, troublent le Commerce des François dans la Méditerranée, 349. le Parlement de Provence prie le Roi d'y remédier, *ibid.* ce qu'on fit en conséquence, 350.

*Bartin* fait Contrôleur Général des Finances, 293.

*Beaucaire*, l'établissement de la douanne de Valence a nuï à la foire, 318. 319. 320.

*Bestiaux*, il est défendu de saisir sous aucun prétexte le bétail des Laboureurs, ni les instrumens du labourage, 67.

*Bois*, recette générale des bois en 1605. 216.

*Bretagne*, conduite de M. de Sully aux Etats de cette Province, 67. elle accorde un subside au Roi, 347. moyens qu'elle employe pour en faire les fonds, 348. ils sont contraires au Commerce, *ibid.* autre subside qu'elle accorde, 347. & à quelles conditions, 348.

*Bureaux*; permission donnée aux Fermiers d'en établir ou d'en changer la place, 341. abus à cet égard, *ibid.*

## C

*Canada*, Henry IV. y envoie une Colonie, 87. il en arrive des Vaisseaux chargés de pelleteries, 310.

*Canal* pour joindre la Seine à la Loire entrepris par M. de Sully, 134. on l'abandonne, 254.

*Capitation* ou impôt par tête, son ancienneté, 23.

*Chambre* de Justice, établie sous M. de Sully, mais malgré lui, 105. ce qu'elle fit, 106. autre établie en 1624. p. 336. différence entre celle-ci & la précédente, 339. le Roi la révoque à certaines conditions, 340. produit des taxes qu'elle imposa, 341. réglemens qu'elle fit, 344.

*Charges*, leur origine, 161. celles de la France en 1595, p. 53.

*Charges* rendues héréditaires sous M. de Sully moyennant un droit annuel, 167. débats dans les Etats généraux sur leur vénalité & leur hérédité, 265. 307. réflexions, 308. avantages qui en résultent, 267. les Etats de-

## DES MATIERES 427

mandent qu'on en restreigne le nombre , 270. 271. offre des Traitans , 269. moyen de diminuer la quantité des charges , 270. demandes des Notables au sujet des charges , 304. proposition du Roi au sujet des charges à l'assemblée des Notables , 307. on en crée plusieurs , 324. 328.

*Clergé* (le) continue pour dix ans la subvention ordinaire , 57. s'oblige de rembourser des aliénations sur les Domaines , *ibid.* suites de cette affaire , 57. 58. renouvellement de sa subvention , 62. 146 , 293 , 347. on lui demande une somme pour établir des Galeres à Marseille , 167. il offre un secours d'argent pour le Siège de la Rochelle , 325. harangue de l'Evêque de Rennes , *ibid.* il accorde un don gratuit pour le même Siège , 347.

*Colonie* envoyée en 1603 en Canada , 87.

*Commerce* , la nécessité pour la conservation des Etats , 2. ce qu'il a de commun avec la Finance , *ibid.* quelles sont les nations qui nous ont précédés dans cet art , 3. rien ne lui est plus contraire que les douannes & les péages , 75. 76. il se trouve interrompu en France par l'interdiction que l'on fit des monnoyes étrangères , 99. 100. contestation au sujet du commerce entre la France & l'Espagne , & ses suites , 132. on établit un Conseil de Commerce , 162. le tiers-Etat demande l'abolition de divers droits & impositions mis sur le Commerce , 278. la liberté du Commerce en Canada , 287. 288. sagesse de ses vûes à cet égard , *ibid.* demandes de l'assemblée des Notables relativement au Commerce , 305. le Roi est supplié de le protéger contre les pirates , 349. divers moyens proposés pour le rétablir , 359. La Noblesse y doit-elle prendre part , 403. son état en 1627 , p. 406. 407.

*Commerce* de Lyon ; demandes de cette Ville au sujet de la douanne de Valence , 314. 315.<sup>1</sup>

*Commerce* avec la Russie , moyens de l'établir , 352.

*Communautes* , leur origine &c. 129.

*Compagnies* des Indes Orientales établies , 87.

*Compagnie* de Morbihan , son établissement & ses succès , 351. Articles de cette Compagnie , 409.

*Comptables* , travaux de M. de Sully à cet égard , 148. Règlement , 148. 149.

*Concini* & sa femme , leur avidité , leur imprudence , 249.

*Conseil de Commerce* , son établissement sous Henry IV. 162. on le rétablit , 163.

*Conseil de raison*, son établissement, 45. n'est pas de durée, 50.

*Constitutions*; impôts modérés & proportionels sur les consommations, moins onéreux au peuple & très justes, 47.

*Contributions* sur le peuple, abus à cet égard, 71. 72.

*Convoi de Bourdeaux*, demande des Etats à cet égard, 279. on continue ce droit, 298.

## D

*Décimes*, leur première époque, 58.

*Deniers extraordinaires*, offerts à certaines conditions, 196.

*Dépenses* de l'année 1609, p. 94. de 1610, p. 194. de 1620, 1621 & 1622, p. 353.

*Dépense* des Sujets du Roi, 204.

*Dettes* de la France en 1595, 51. en 1604, 118. elles augmentent, 347. leur état en 1622, 353. nécessité de leur examen, 37.

*Dettes créées* sur les Provinces, les Villes & les Communautés vérifiées réduites & payées, 163.

*Distribution* en fait de Finances, ses parties, 8. 9.

*Dixieme* est une imposition très-ancienne, 22.

*Domaines* du Roi en quoi ils consistent, 156. moyens employés par M. de Sully pour leur recouvrement, *ibid.* moyens de 2 médier à leur peu de produit, 161. 162. est-il avantageux à l'Etat que le Roi possède des biens en fond? 156. Edit pour la revente du Domaine Royal aliéné, 309. 310.

*Douanne de Lyon*, son histoire, 137. & *suiv.* maux qu'elle a causés au Commerce, 141. prétention des douanniers, 142. on leur permet d'établir des bureaux où bon leur semblera, 143. demandes des Etats généraux au sujet de ladite douanne, 278.

*Douanne de Valence* établie au lieu de celle de Vienne, 311. son étendue, 312. ses fatales conséquences, *ibid.* rétablie en 1625, p. 313. son histoire, 314. & *suiv.* mauvais effets qu'elle produit, 312. manière de la percevoir, 316. elle peut être perçue deux fois, 318. ses abus, 319. 320. en particulier à l'égard des moutons, 321.

*Douanne de Vienne*, discours d'un député de Lyon aux Etats de Dauphiné en 1600, au sujet de cette douanne, 76. & *suiv.* son origine, 82. on la supprime 83. elle se reproduit sous le nom de douanne de Valence, *ibid.* son produit en 1609, p. 317.

## DES MATIERES. 419

*Droit de quinze sols par balles de marchandises sortant du Royaume, non exécuté par l'opposition de M. de Sully, 84. le tiers-Etat demande l'abolition de divers droits & impositions sur le commerce, 278. & suiv.*

### E

*Edits burfaux, on en supprime plusieurs, 243. on en surcoût d'autres, 246. on les rétablit ensuite, 248.*

*Edits burfaux en 1622, p. 328. en 1627, p. 409.*

*Effiat (le Marquis d') Sur-Intendant des Finances fait rapport à l'assemblée des Notables, de l'état des Finances, 363. & suiv. réflexions sur ce rapport, 395.*

*Elus, abus à cet égard corrigés par M. de Sully, 43.*

*Emprunt, leurs avantages & leurs désavantages, 37. 38.*

*Epargnes faites par Henry IV. 212. état présenté au Roi par M. de Sully, de ce qui entroit au trésor de l'épargne, 92.*

*Equivalens qui se levent en douze Généralités du Royaume, 186.*

*Etat & Mémoire dressé par commandement du Roi en 1604, des choses qui peuvent produire de grands désordres & abus, &c. 183.*

*Etats Généraux, rapport que le Président Jeannin leur a fait de l'état des Finances, 259. & suiv. il contient des faits évidemment faux, 263. Les Etats demandent la suppression du prêt & de l'annuel, 265. de restreindre le nombre effrené des charges, 268. autres demandes, 271. 272. au sujet des droits, 273. & suiv. des Mines, 280. 281. des Maîtrises, 285. du Commerce, 286. 287.*

*Etats Généraux des Finances, on perfectionne leur confection, 72. états présentés au Roi par M. de Sully, 75.*

*Etoffes étrangères de soye, d'or & d'argent; on en interdit l'entrée, 87. 88. cette interdiction ne dura pas un an, 89. on renouvelle cette interdiction, 258.*

*Etrangers ne doivent pas être intéressés aux Fermes; 147.*

### F

*Ferme de Brouage, son produit en 1609, p. 224.*

*Fermes Générales, M. de Sully les a fait adjuger à l'enchère; 70. leur produit en 1609, 218. demandes de l'Assemblée des Notables au sujet des Fermes, 299. on renouvelle le bail, 341. moyens d'en reconnoître le*

produit , 337. on ne permet pas aux étrangers de s'y intéresser , 147. méthode qu'on pourroit suivre dans leur administration , 337.

*Faux* , octroi par feu des Etats assemblés à Paris sous Charles V. 23.

*Finance* , la définition , 2. en quoi consiste cette science , 90. 114. ce que la finance a de commun avec le commerce , 3. nations qui nous ont précédés dans cet art , *ibid.* son utilité , 4. ses rapports avec le Commerce & l'Agriculture , 5. les parties , *ibid.* ce qu'elles étoient anciennement , 11. les différentes époques , 16. première époque , 33. — 241. seconde , 242. & *suiv.* où commence l'histoire de celles de France , 18. abrégé de l'histoire de l'ancienne Finance , 18. 89. confusion des Finances quand M. de Sully en fut chargé , 32. en quoi consiste cette étude , 36. 37. Le but de l'Assemblée des Notables est de les rétablir , 45. propositions indécentes à cet égard , 45. 46. ordre qu'y met M. de Sully , 54. le Roi lui en laisse la disposition , 63. il travaille à l'économie , 69. & à faire que peu de gens mettent la main aux Finances , 69. 70. leur situation en 1609 , p. 168. on les met en direction après que M. de Sully eut quitté la place , 250. en quoi consiste ce ministère , *ibid.* désordre dans lequel elles sont , 289. dont le Parlement fait la peinture au Roi , 290. Le Président Jeannin expose à l'Assemblée des Notables , les besoins de l'Etat , 298. ressources qu'on employa pour soutenir les Finances en 1620 , 1621 & 1622 , 307. 308. économie dans les Finances , 345. 346. Ecrits sur les abus qui s'y commettent , 333. Réglemens nouveaux pour leur régie , 341. rapport qu'en fait le Marquis d'Effiat à l'Assemblée des Notables , 364. réflexions sur ce rapport , 395. 396. leur état en France , 396. 397. en Espagne , *ibid.* Avis de l'Assemblée des Notables sur la distribution & l'économie des Finances , 404.

*Financiers* , sont recherchés mais avec peu de succès , 146. on propose dans les états de les rechercher , 272. leur luxe excite le zèle du Parlement , 290. 291. proposition faite de les rechercher , 331. Chambre de Justice établie contre eux , 336. ses suites , 339. on les taxe , 340.

*Foraine* , ce qu'il y a dans le cayer des Etats sur le droit de *Traite foraine* , 272. abus dont ils se plaignent , *ibid.* on s'y est mal pris pour engager les Provinces 16-



## DES MATIERES. 431

putées étrangères à se soumettre à ce droit sur les front-  
tieres , 273.

*Franc-Fief*, origine de ce droit , 128. son renouvellement  
& les inconvénients , 127.

### G

*Gabelle*, son origine , 21. la Noblesse & le Clergé de-  
mandent la suppression de la recherche à l'occasion des  
Gabelles , 271.

*Gabelles de Languedoc*, de France, leur produit en 1609,  
217. 218. produit de celles de Lyonnais , *ibid.*

*Gages*, demandes de l'assemblée des Notables , au sujet  
des gages , 301.

*Grains*, avantages qui résultent de la liberté de ce com-  
merce , 135. police à cet égard avant & sous Henry  
IV. 135. 136. Avis de l'Assemblée des Notables en  
1627 , p. 401.

*Greffes des Cours supérieures*, opération pour les réunir  
au Domaine , 294.

### H

*Henry IV*, favorise les Manufactures , 86. envoie une  
Colonie en Canada, voyez *Colonies*. accorde des pri-  
vilèges à une Compagnie des Indes Orientales , 87. y  
invite la Noblesse , *ibid.*

*Hôpitaux*, leur véritable usage , 255. 256.

### I

*Jeannin* ( le Président ), son rapport aux Etats Généraux  
de l'état des Finances, voyez *Etats Généraux*; il est à  
la tête de la direction des Finances , 250. il est ren-  
voyé , 293. on le rappelle ensuite , 297.

*Impôts*, leur montant lorsque M. de Sully fut appelé  
aux affaires , 211. avantages de l'imposition sur les con-  
somptions , 47.

*Imposition des Rivières de Garonne & d'Ordonne* & extinc-  
tion du convoi de *Bordeaux*, leur produit en 1609 , 217.

*Impôts de Loire*, leur produit en 1609. 218. de  
Picardie , Champagne & Soissons , leur produit , *ibid.*

*Impôt du sou pour livre* sur les denrées vendues dans le  
Royaume ; il ne suffit pas & pourquoi , 47. son produit  
*ibid.* on le supprime , 107. augmentation des tailles à  
l'occasion de cette suppression , 191. quel est l'impôt le  
plus ancien , 19. principes à cet égard , 7. 8.

*Impôt réel*, ses avantages , 108. Etat présenté au Roi par  
M. de Sully , contenant tout ce qui se leve d'impôts en  
France , 91.

*Intérêt*, Edit qui le réduit au denier seize, 93. réflexions, 95. 99. effets de cette réduction, 155.  
*Ile de Maragnan*, établissement qui y fut fait, 258.

## L

*La Vieuville* ( le Marquis ) succede pour un an à M. de Schoenberg dans la Sur-Intendance des Finances, son caractère, 334. 335.  
*Loix somptuaires* écrasent les Manufactures naissantes, 101.  
*Luxe*, la source & ses maux, 106.

## M

*Maîtrises*, leurs établissemens, 129. 130. abus à cet égard, 131. le tiers-Etat demande leur abolition, 285.  
*Manufactures*, Henry IV. les favorise contre le penchant de M. de Sully, 86. on interdit en leur faveur l'entrée des étoffes étrangères de soye, d'or & d'argent, 87. on les écrase dans leur naissance par des loix somptuaires, 101. demandes du tiers-Etat sur les manufactures, 285. & suiv. on favorise les Manufactures nationales, *ibid.*  
*Marillac* Sur-Intendant des Finances, son caractère, 336.  
*Marine*, moyens par lesquels on en jette les fondemens, 74. 75. mémoire sur la nécessité d'en fonder une au Roi, 332. Sentimens du Parlement de Provence, 349. de l'Assemblée des Notables, 402. écrits sur cette nécessité, 406.  
*Mendians*, on défend de leur donner l'aumône & on les renferme dans un Hôpital, 255. & suiv. usage qu'on pourroit en faire, *ibid.*  
*Mines*, demandes du tiers-Etat pour leur exploitation, 280. ce que l'on pourroit pratiquer, *ibid.*  
*Ministère des Finances* en quoi il consiste, 250. 251.  
*Monnoyes*, elles sont toujours un moyen entre les mains des Princes pour avoir de l'argent, 99. 100. M. de Sully défend le transport des Métaux, 101. il fait une augmentation dans les monnoyes de France, *ibid.* desordre qui y régnoit & ses causes, 102. comment on auroit dû y remédier, 103.  
*Morbihan*, voyez *Compagnie*.  
*Mûriers*, on en établit des plantations sous Henry IV, 86.

## N

*Navigation*, Edit donné en sa faveur, 85.

*Economie*

# DES MATIERES. 433

## O

- Economies faites dans les Finances*, 345. 346.  
*Offices & Officiers Royaux* chargent les Finances, 38.  
 39. on en supprime plusieurs pour soulager le peuple,  
 107. augmentation de tailles faite à l'occasion de cette  
 suppression, 191. inconvéniens de la trop grande quan-  
 tité d'Offices, 39. Conditions sous lesquelles les Trai-  
 tans offrent d'en rembourser la premiere Finance, 262.  
 autre projet à cet égard, 270. on en crée une foule de  
 nouveaux, 308. 309. Valeur de tous les Offices du  
 Royaume, 363.  
*Or*, on en augmente le prix relativement à l'argent, 102.  
 sa proportion 103. 104. convient-il de la fixer? 104.

## P

- Parlement de Paris* fait au Roi la peinture du desordre  
 des Finances, 290. les auteurs du desordre répondent  
 aux remontrances, 292. dont on ordonna la suppres-  
 sion, *ibid.*  
*Parties casuelles*, leur produit en 1609, 217.  
*Pastel*, demandes du tiers - Etat pour remettre le Com-  
 merce du Pastel, 279.  
*Péages*, leurs inconvéniens, 75. discours à ce sujet, 76.  
*Pêche*, demande du tiers-Etat à ce sujet, 279.  
*Pensions*, demandes des Etats Généraux, 272. du Pa-  
 rement, 297. de l'Assemblée des Notables, 299. on  
 les réduit, 179.  
*Peuple* ( le ) doit-il être à son aise, 109. 110.  
*Prêt*, on conserve ce droit, 267. avantages de cet impôt,  
*ibid.*  
*Privilèges*, leurs abus, 303. on en supprime plusieurs,  
 166.  
*Projets divers* pour avoir de l'argent, 199.  
*Propositions* faites au Roi en 1609, par M. de Sully, 279.  
*Provinces réputées étrangères*; réflexions sur cette diffé-  
 rence, 275. 276. moyens de les engager à ne l'être  
 plus, 277.

## R

- Récette de l'année 1609. p. 212. & des différentes Provin-  
 ces, ibid. de l'année 1610, p. 194.*  
*Receveurs des Décimes*, le Roi ordonne à son profit la  
 revente de leurs Offices, 57. 58. le Clergé obtient la per-  
 mission de rembourser ces Offices, *ibid.* on les rétablit,  
 167.

*Receveurs Généraux* transigent avec M. de Sully, 148.  
*Rentes*, M. de Sully corrige divers abus qui s'y commettent, 72. leur monter en 1604, p. 118. règlement pour leur vérification, 119. ce qu'il produisit au Roi, 124. réflexions sur cette opération, 124. 125. on rembourse une partie de celles sur la Ville, 160. leur origine, *ibid.* on suspend le payement de la moitié, 264. on en crée d'autres, 346.  
*Revenus* du Royaume en 1514 & dans les années suivantes, 24. 25. sous Henry III. p. 28. en 1595, p. 53. en 1620 & 1621, p. 353. effets de la reconnaissance des revenus, 36.  
*Richelieu* ( le Cardinal ) est créé Sur-Intendant du Commerce & de la Navigation, 351.

## S

*Schomberg* ( le Comte ) est fait Sur-Intendant des Finances, 328. son administration, 330. a ordre de se retirer, 333.  
*Secrétaires du Roi*, on en crée cent, 253.  
*Sel*, M. de Sully n'approuve pas l'impôt sur le Sel, 213. vice de cet impôt, *ibid.* prix du sel, 114. on en renouvelle la Ferme sur le même pied, quoique le prix en fût diminué du quart, 248. on augmente le prix de six livres par minot, 409.  
*Sully* ( le Marquis de ) son caractère, 31 & *suiv.* le Roi lui confie l'administration des Finances, 33. motifs qui engagent le Roi à lui confier cette place, 32. le Roi rétablit en sa faveur la Charge de Sur-Intendant des Finances, 74. plan qu'il fait pour les rétablir, 34. soins qu'il se donne pour connoître les revenus publics, 40. fruit de ses recherches, 41. 42. il cherche à mettre de l'ordre dans les Finances, 54. sa conduite produit de bons effets, 56. sa maxime principale, *ibid.* expédiens qu'il propose dans un cas pressant pour avoir de l'argent, 60. ceux qu'il employe 62. Un partisan essaye inutilement de le tenter, *ibid.* il fait un voyage dans les Provinces pour en connoître l'état, 65. réglemens qu'il fait pour réformer les abus sur les tailles, 66. conduite qu'il tint aux Etats de Bretagne, 67. 68. il corrige divers abus sur les rentes, 73. 74. il s'oppose à un droit de quinze sols par halle de marchandises fortifiées du Royaume, 84. ses travaux économiques, 90. 91. il présente différens états au Roi, *ibid.* ses diverses opérations sur les monnoyes, 103. & *suiv.* son sentiment sur une Chambre de Justice, 105. il fait dimi-

## DES MATIERES. 435

nuer les tailles, 107. il n'approuve pas l'impôt sur le sel, 113. ses travaux à l'égard des Comptables, 147. 148. il abolit divers moyens d'appauvrir le peuple, 164. 165. bons effets de son administration, 168. propositions faites en 1609 au Roi, 179. il quitte sa place, 250.

### T

*Tailles*, leur origine, 22. le Roi remet vingt millions d'arrérages, 66. ce que pensoit M. de Sully de cet impôt, 107. état des levées des tailles de 1599 à 1609, 186. demande de l'Assemblée des Notables à l'égard des tailles, 302. aliénations sur les tailles, 331.

*Taillon*, son origine, 22.

*Traitans*, offre qu'ils font de rembourser la premiere Finance des Offices, 269.

*Traite de Charente*, son origine, 22.

*Traite*, voyez *Forain*.

*Trépas de Loire*, les Etats en demandent l'abolition, 280.

*Trésor*, est-il convenable à un Etat d'en avoir? 170. 171.

*Trésoriers Généraux*, conduite de M. de Sully avec eux, 148.

*Trésoriers des Pensions*, leurs création, 289. 290. leurs gains, *ibid.*

### V

*Vin*, les Etats demandent l'abolition de l'écu par tonneau de vin qui se leve en Normandie, 280.

*En c'e la Table des Matieres du Tome premier.*

## AVIS AUX RELIEURS.

On a par erreur mis à la feuille précédente la signature Ll Mm, au lieu de la signature Mm Nn.

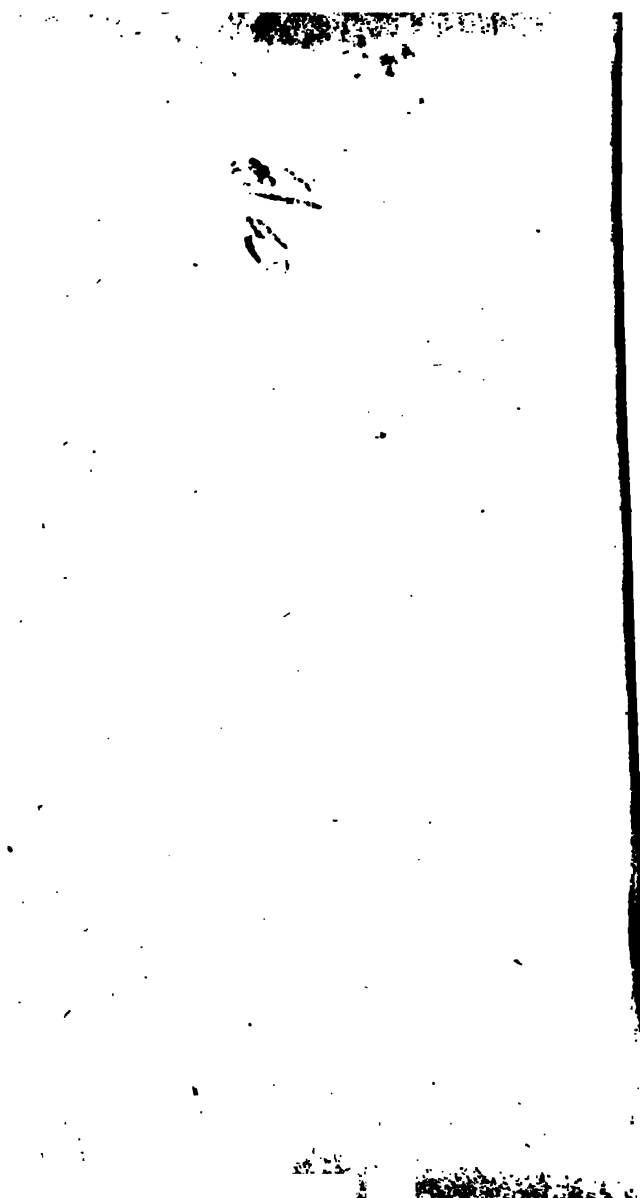












182  
B





